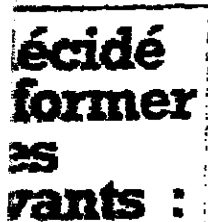
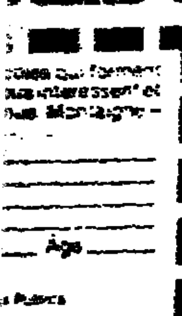
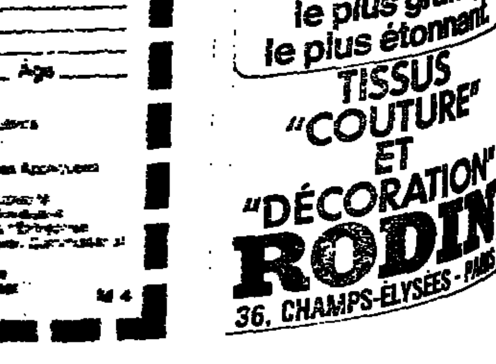






DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 12777 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 26 FÉVRIER 1986

L'AGONIE DU RÉGIME MARCOS AUX PHILIPPINES

• Mme Aquino a formé un gouvernement
• Affrontements meurtriers à Manille

La confusion s'accroît aux Philippines, où M. Marcos et Mme Aquino ont, chacun de son côté, prêté serment, mardi 25 février, en tant que président. Mme Aquino a aussitôt constitué un gouvernement. Cependant, des affrontements à Manille entre partisans et adversaires de M. Marcos ont fait au moins douze morts.

Mme Aquino a nommé premier ministre M. « Doy » Laurel – son colistier pour l'élection présidentielle du 7 février, – et confié le ministère de la défense à M. Enrile. Elle a promu le général Ramos chef d'état-major général.

Plusieurs affrontements se sont produits mardi à Manille, où toute activité était paralysée, pour le deuxième jour consécutif. Des fusillades ont eu lieu aux abords du ministère de la défense, pendant l'assaut d'un commissariat de police, dans le quartier financier de Makati, ainsi qu'au siège de la chaîne de télévision Canal-7, encore aux mains de partisans de M. Marcos.

J.-C. P.

(Lire la suite page 3.)

Jusqu'au bout...

Qui aurait pu imaginer, il y a une semaine encore, que l'agonie du régime Marcos offrirait ces images d'un homme seul, drapé dans une fausse dignité de patriarche, s'accrochant au pouvoir et donnant des ordres à des généraux sans soldats ? M. Ferdinand Marcos, retranché dans son palais de Malacanang, aura décrété jusqu'au bout état d'urgence et couvre-feu, ordonné déplacements de troupes et assauts contre les « rebelles », alors que son pays lui tournait le dos.

Les Etats-Unis ont fini par donner le coup de grâce à leur ancien protégé en invitant « leur vieil ami et allié » à ne pas se maintenir au pouvoir par la force et à choisir la voie de l'exil doré que la famille Marcos et son clan, prudents, ont organisé de longue date.

La fraude électorale avait en effet dressé l'opinion publique et le Congrès américains contre M. Marcos. Mme Aquino s'était révélée une adversaire plus habile – et beaucoup plus convaincante – que le couple Marcos ne l'avait prévu. La très influente Eglise des Philippines, animée par le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, avait choisi son camp. Le corps des officiers, trop longtemps manipulé par M. Marcos et son cousin, le général Ver, était profondément divisé, les « réformistes » favorables à Mme Aquino y formant un noyau solide.

Enfin et surtout, ce régime n'avait plus rien à offrir qu'une précaire survie sous la direction d'un président miné par la maladie et incapable de faire face aux problèmes dont il était en grande partie responsable, de la banqueroute du pays à l'extension rapide d'une insurrection communiste.

En levant la loi martiale, en 1981, pour satisfaire un souhait américain et tenter de redorer un blason déjà bien terni, M. Marcos entendait continuer de régner sans partage sous le couvert d'une pseudo-démocratisation. Le meurtre de Benigno Aquino en 1983, à son retour d'exil, était sans doute destiné à terroriser une opposition condamnée à faire de la figuration. Or le crime la galvanisa, comme si le régime avait commis l'irréparable, s'aliénant du même coup une opinion américaine dont la neutralité sinon le soutien lui était nécessaire pour obtenir les crédits indispensables à sa survie.

Deux ans plus tard, entendant couper court au débat sur sa légitimité, le vieux dictateur a décidé une élection présidentielle anticipée, ce qui devait le conduire à sa perte. Confiant en son savoir-faire, il n'a pas mesuré l'ampleur de l'hostilité à son régime et des défections de ses lieutenants. Des hommes comme M. Enrile ou le général Ramos, tous deux sur la touche et conscients de la gravité de la situation, n'avaient plus rien à perdre en portant l'estocade au dictateur à bout de souffle.

Il restait à M. Marcos à prendre acte du désastre. Mais pouvait-il s'avouer vaincu et passer le flambeau à une adversaire méprisée qu'il traita un jour de « ménagère » ?

Que peut encore attendre un homme aux abois de son dernier carré de fidèles ? Un bain de sang ne changerait rien à l'issue de la crise mais serait, pour les Philippines, une ultime et absurde épreuve.

L'OUVERTURE DU XXVIIe CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

M. Mikhaïl Gorbatchev réclame une «réforme radicale» de l'économie

La présentation du rapport d'activité de son secrétaire général, M. Gorbatchev, a occupé l'essentiel de la première journée du vingt-septième congrès du PC d'URSS, qui s'est ouvert mardi 25 février à Moscou. Le dirigeant soviétique a réclamé « une réforme radicale et nécessaire » de l'économie nationale après avoir récemment critiqué « l'inertie » de ses prédécesseurs. Il a également passé en revue les questions internationales dans un discours de plusieurs heures.

Dès le début de son intervention, M. Gorbatchev s'est livré à un sévère réquisitoire contre la gestion intérieure des affaires soviétiques par son principal prédécesseur, Leonid Brejnev. Sans nommer toutefois ce dernier, il a dénoncé sans ambages l'*« inertie »*, la *« stagnation »*, la *« montée de la bureaucratie »* qui, dues *« avant tout à des facteurs subjectifs »*, ont affecté l'URSS *« pendant un certain nombre d'années »*.

Montrant qu'une page devait être tournée, il a, pour la première fois, réclamé *« une réforme radicale et nécessaire »* de l'économie soviétique.

Dans la partie de son rapport consacrée aux *« principales tendances et contradictions dans le monde contemporain »*, le secrétaire général du PC soviétique a fait une longue apologie du système socialiste, *« puissante formation internationale »*, *« tourné vers l'avenir »* et porteur, à son sens, de *« l'humanisme authentique »*. Il a dressé, par contraste, un sombre tableau du capitalisme, qu'il a rendu responsable de *« la course aux armements »*, d'un *« militarisme »* croissant, dans lequel il voit *« le phénomène le plus monstrueux et le plus dangereux du vingtième siècle »*.

S'agissant des Etats-Unis, dont il a dénoncé *« l'idéologie et la politique impériales »*, M. Gorbatchev a affirmé que *« la politique de confrontation militaire n'a pas d'avenir »*. Mais *« quand*, s'est-il interrogé, *en prendra-t-on conscience à Washington ? »*.

« Pour notre part, a-t-il conclu pour cette partie de son intervention, *nous sommes prêts à faire ce qui dépend de nous pour améliorer radicalement la situation internationale. Le socialisme (...) s'est prononcé invariablement et se prononce pour la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents. »*

(Lire nos informations pages 8 et 48.)

Le dollar au-dessous de 7 F
PAGE 43

Les «rénovateurs» du PC
Dans le Nord : rester au Parti, mais résister.
PAGE 9

Bienheureux Danemark
Les choses iraient-elles trop bien ?
PAGE 8

Un entretien avec le ministre koweïtien du pétrole
Un accord est nécessaire avec les pays non membres de l'OPEP.
PAGE 46

Le Monde
MÉDECINE
1981-1986 : du rêve aux réalités
Pages 13 et 14

Débats : Les vrais défis (2) ● Etranger (3 à 8) ● Politique (9 à 11) ● Société (41 et 42) ● Culture (15 et 16) ● Communication (17) ● Economie (43 à 47)

Programmes des spectacles (18) ● Radio-télévision (19) ● Informations services : *Météorologie, Mots croisés,* Loto (19 et 20) ● Carnet (20) ● Annonces classées (22 à 40)

UN ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE ISRAÉLIEN

Les espoirs prudents de M. Shimon Pérès

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Shimon Pérès, chef du gouvernement israélien, explique que, après « l'année perdue » dans des négociations avec l'OLP, il existe encore à ses yeux des espoirs de règlement.

« Une fois de plus, le « processus de paix » semble au point mort. L'ouverture de négociations, chacun le sait, vous tient pourtant très à cœur. Or, dans deux cent trente jours exactement, vous ne serez plus premier ministre. Que comptez-vous faire, d'ici là, pour sortir de l'impasse ?

– Nous avons obtenu certains succès, mais nous rencontrons aussi certains problèmes. Nous avons enregistré plus ou moins un succès au Liban et un certain progrès avec l'Egypte. Maintenant nous tentons d'accomplir des progrès en Cisjordanie et à Gaza. Malheureusement, comme je l'ai toujours dit, rien ne sortira de discussions avec l'OLP. Heureusement, cela a été prouvé dans les négociations entre le roi Hussein et Arafat, et pas dans des négociations entre nous et Arafat, sinon tout le monde nous aurait accusés. Comme il l'a dit, le roi a fait un maximum pour aboutir, mais Arafat a prouvé une nouvelle fois qu'il était un homme avec lequel on ne peut négocier. Maintenant, nous devons réfléchir avec soin aux possibilités qui n'ont pas encore été explorées. Je ne suis pas un fonctionnaire du gouvernement. Celui-ci ne dépend pas seulement de Shimon Pérès. Il mène une politique décidée par les deux partis. Nous allons poursuivre le processus de paix.

– Concrètement, cela veut dire quoi ?

– Pour l'instant, l'essentiel est de garder les portes ouvertes aussi bien sur la Cisjordanie que vis-à-vis d'Amman, de voir si les Palestiniens des territoires sont prêts à suivre Hussein, et de trouver une formule qui permette d'une manière ou d'une autre l'ouverture de négociations.

– Comment interprétez-vous le récent discours de rupture du roi Hussein à l'égard de M. Arafat ?

– C'est une tentative d'expliquer aux Palestiniens quelle est exactement la situation et de les obliger à faire un choix : soit ils changent de politique, soit ils changent de représentants. Le roi a laissé entendre clairement qu'il faut peut-être un changement de représentants. De toute façon, c'est à eux de décider. Comme dans tout effort, politique ou économique, on peut enregistrer des revers. Cela ne veut pas dire que tout est fini. En fait, une année a été perdue à redécouvrir, encore et toujours, que l'OLP est une organisation qui consacre toute son énergie à fonctionner sur elle-même, qui est incapable de prendre la moindre décision. Le temps court, malheureusement. L'OLP se dirige vers une nouvelle tragédie. Elle fait régresser la cause du peuple palestinien.

– Vous demandez aux Palestiniens des territoires de prendre leurs affaires en main. Mais vos appels ressemblent à des prêches dans le désert. Nul ne paraît prêt à prendre ses distances envers l'OLP. Comment comptez-vous les inciter à suivre votre chemin.

– Tout d'abord, certains se sont prononcés publiquement. Mais il est normal que cela prenne du temps pour comprendre ce qui se passe, car l'OLP cherche à faire croire que les négociations continuent. Il leur faudra du temps pour comprendre que l'OLP n'a pas de solution.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

L'immigration au féminin

Il faut apprendre à écrire immigré avec un « e ». En vingt ans, la proportion de femmes a plus que doublé dans les communautés algérienne et marocaine en France.

On ne parle jamais d'elles. Comme si 42 % des étrangers en France n'étaient pas des femmes. Et comme si ces femmes ne jouaient pas un rôle essentiel dans l'intégration de leurs communautés.

Une image est révolue : celle du travailleur célibataire qui venait passer quelques années à Paris, Lyon ou Marseille pour amasser un petit pécule et retourner chez lui. Ce sont désormais des familles entières qui vivent en France et y resteront définitivement. Les statistiques de l'INSEE le montrent bien : de 1962 à 1982, la proportion de femmes est passée de 30 % à 46 % dans la communauté portugaise; et elle a plus que doublé chez les Algériens et les Marocains, grimpant de 16 % à 38,5 %.

Concierge ou employée de maison, l'immigrée portugaise a une présence sociale évidente. On devine facilement l'importance de son rôle dans la famille. La Maghrébine est moins visible, moins connue. Son rôle familial semble être pourtant plus déterminant encore.

Pour beaucoup d'épouses d'Algériens ou de Marocains, la venue en France n'a pas été un choix personnel. Elles n'étaient nullement préparées à cette transplantation. Du jour au lendemain, elles ont dû abandonner leur village – où il était mal vu de se rendre seule à la fontaine, sans chaperon – et adopter une vie d'HLM en banlieue française. Pour y retrouver un mari qui avait pris des habitudes de célibataire et des réflexes de consommateur occidental mais conservé sa vision traditionnelle de la femme. Sous le choc, beaucoup d'entre elles ont vécu pendant des semaines dans un état de semi-prostration.

Ces femmes qui ne parlaient guère le français ont été obligées de descendre dans la rue, pour y faire des courses ou régler des problèmes administratifs. Au sein de la famille, leur rôle a augmenté progressivement, grâce aux enfants et à l'absence du mari, qui travaille à l'extérieur. Elles ont souvent fini par incarner l'autorité, alors que l'homme maghrébin, mal dans sa peau, menacé de chômage, souffre d'une image sociale dévalorisée. Il crie, gesticule, mais c'est l'épouse qui administre. Et sa gestion du budget familial est plus déterminante encore si elle exerce elle-même une activité professionnelle. Cette affirmation de la femme, favorisée par la télévision – on ne dira jamais assez l'influence du petit écran sur les familles immigrées – prend plusieurs formes : aller chez le coiffeur, réclamer des vacances... Et elle va parfois jusqu'au divorce.

Garçons et filles maghrébins ne sont pas du tout élevés de la même façon. Les premiers jouissent d'une grande liberté et passent beaucoup de temps hors du domicile familial.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 41.)

débats

LES VRAIS DÉFIS

A force d'entendre les slogans réducteurs de la campagne électorale, on en oublierait les vrais défis proposés à notre société. Christian Beullac, d'un côté, Michel Beaud et Jacques Robin, de l'autre, examinent les idées fortes et les thèmes d'avenir sur lesquels se jouera notre destin à l'aube du troisième millénaire.

L'autre politique

Eclairer les Français sur leur avenir et sur les moyens adoptés pour y faire face

par CHRISTIAN BEULLAC (*)

Il faut répéter sans cesse que nous ne sommes pas devant une crise mais une mutation mondiale entraînée par des changements technologiques profonds et par l'émergence de nouvelles puissances industrielles. Ce qui frappe dans la campagne électorale qui s'ouvre, c'est que les partis en présence n'abordent pas les vrais défis qui nous sont lancés. Le gouvernement parle de modernisation. Qui ne serait d'accord ? Cela fait quarante ans que la France se modernise : ses aciers inoxydables, ses logiciels, ses commutateurs téléphoniques, son parc de centrales nucléaires, son TGV, la fusée Ariane, l'Airbus, le Centre Pompidou, sont réputés dans le monde entier. En revanche, les Français semblent comprendre difficilement les transformations profondes qui affectent notre univers.

Ils n'ont pas suffisamment vu que notre avenir passe par le management des ressources technologiques de l'ingénieur, du commerçant ou du financier.

L'avenir de l'emploi passe par là. A quoi serviraient les mille et une propositions qui fleurissaient aussi bien à droite qu'à gauche : la flexibilité de l'emploi, la suppression des contraintes qui corsètent nos entreprises, l'aménagement du temps de travail... si, à la base, nous n'offrions pas au marché intérieur et international les produits nouveaux conçus et fabriqués grâce aux nouvelles techniques et qui rendent souvent caducs les anciens produits et les anciennes fabrications.

Or ni dans les discours des partis de droite ni dans ceux des partis de gauche n'émerge cette idée fondamentale.

Le gouvernement parle d'école et affirme, avec raison, que l'avenir de notre pays dépend de notre capacité à exporter notre matière grise. Mais cela passe non par la création de baccalauréats professionnels, mais par la lutte contre l'échec scolaire, dans ses racines, à la maternelle et dans le primaire. Il faut une vraie formation psychopédagogique des instituteurs, et utiliser les dernières méthodes mises au point en Israël pour améliorer les capacités de conceptualisation et expérimentées en France depuis 1980.

Par ailleurs, face à la rapidité d'évolution des techniques, à la nécessité d'abandonner les filières anciennes de formation pour de nouvelles filières répondant à de nouveaux besoins, à la nécessité d'adapter le parc de machines et les matériels aux changements de métiers, le système national d'enseignement professionnel et technique saura-t-il vaincre sa lourdeur, son corporatisme, son conservatisme, qui risque de peser plus que le dévouement qui est le sien ? Sans quoi il disparaîtra au profit d'un enseignement technique et professionnel d'entreprise. Quel parti parle de ces questions fondamentales ?

Forger des multinationales

Notre pays a enfin compris qu'il n'y a pas de relance possible, si nous butons sur notre déficit extérieur ; et le gouvernement parle d'exportation. Mais cette notion d'exportation est déjà dépassée : la mondialisation pour les entreprises, c'est-à-dire la diffusion de leur activité partout dans le monde, est en route. Il faut donc affirmer haut et ferme que toutes nos grandes et moyennes entreprises doivent devenir multinationales et proposer les mesures financières, organisationnelles et humaines qui faciliteront cette mondialisation. Il faut aussi proclamer que, sans Europe réelle, cette lutte titanesque deviendra inégale.

De même, la poussée du tiers-monde, et en particulier la démographie galopante de l'Afrique blanche et noire, nous pose et nous posera de plus en plus de problèmes redoutables. N'est-ce pas dès maintenant qu'il faut y réfléchir, car notre pays est aux avant-postes de cette explosion démographique par la géographie et par l'histoire ?

Quant à la maîtrise de la complexité, des savants du monde entier, Français compris, y travaillent. Les résultats qu'ils obtiennent commencent à nous montrer la voie et posent tout le problème de l'organisation de nos sociétés : pour répondre à la diversité des situations, il faudrait donner le maximum de liberté aux décideurs de base, tout en mettant en place des régulations qui évitent les dysfonctionnements. Ainsi refuserait-on aussi bien la planification marxiste que les excès conceptuels de certains libéraux. C'est ce qui est apparu très clairement lors du colloque sur « La réglementation et la déréglementation en France et aux Etats-Unis » qui a eu lieu à Paris les 27 et 28 janvier 1986.

Il serait désolant que la campagne électorale se fasse à partir de slogans réducteurs. Il ne s'agit pas pour la droite de revanche, il ne s'agit pas pour la gauche de défendre les acquis. Il s'agit d'éclairer les Français sur leur avenir et sur les moyens adoptés pour y faire face.

Nous devrons voter pour ceux qui montreront le plus de vigueur intellectuelle et morale pour affronter les défis dont dépend l'avenir de notre pays.

(*) Ancien ministre.

Face aux désarrois, nos repères

En l'absence d'un projet cohérent, quelles peuvent être, pour la gauche, les références-clés ?

par MICHEL BEAUD (*) et JACQUES ROBIN (**)

Le mélange de constance et de flottement qui caractérise les attitudes politiques des Français traduit un profond désarroi, combinaison de plusieurs désarrois.

Désarroi à droite, d'abord. Une droite qui n'a pas su faire face à la crise de la fin des années 60 à 1981 ; qui a laissé filer l'inflation, monter le chômage, s'affaiblir l'industrie ; une droite qui revient en prétendante, avec pour tout viatique l'idéologie du libéralisme. Imaginer résoudre les problèmes de la France par la dérégulation et la désétatisation, c'est de l'idéologie pure et simple ; le « libéralisme » américain ne peut être dissocié de la puissance d'IBM et de quelques centaines de groupes industriels, ni des grands programmes fédéraux militaires et spatiaux ; et le « *libéralisme* » japonais ne peut être séparé de la puissance des *zaibatsu*, de l'action de l'Etat et du MITI, et du mélange national de cohésion et de renfermement.

Désarroi à droite encore parce qu'une partie est tirée vers les thèmes extrêmes du racisme, de la xénophobie, de la répression sécuritaire..., tandis que d'autres y répugnent ou les rejettent. Désarroi à droite enfin parce que la conscience de l'extrême difficulté de la période et de l'étroitesse des marges de manœuvre fonde les différences et les divergences sur la tactique à adopter pour 1986 et 1988, et donc sur le problème de la cohabitation.

Désarroi à gauche aussi. Parce que la gauche, en cinq ans, a dû en rabattre sur son ambitieux projet de « vivre mieux et changer la vie » ; parce que, après avoir cher payé son choix de la rigueur économique, elle n'a pas su prendre en charge les mutations en cours, ni même faire reconnaître l'importance des réformes engagées ; parce qu'aujourd'hui elle est à nouveau déchirée, que les dirigeants du Parti socialiste continuent de tirer à hue et à dia, et que certains ministres en rajoutent « pour couper l'herbe sous les pieds de la droite », et notamment en matière de libéralisme.

Garde-fous et idées-forces

Désarroi à gauche encore, qui a des racines profondes. Ou bien elle parle « changement de société » et elle n'est plus guère crédible. Ou bien elle s'arc-boute sur le modèle revendicatif traditionnel, et elle ne peut que mobiliser sur la « défense des acquis » les générations adultes qui en bénéficient — mais pas la jeunesse, grande sacrifiée de la période, qui doit se débrouiller entre le chômage massif, la précarisation, la flexibilité et la « nouvelle pauvreté ». Ou bien elle accepte de revenir sur ces acquis... et elle ouvre des brèches où la droite pourra s'engouffrer, sans qu'on sache où elle s'arrêtera.

Face à cela, la seule façon de reconstruire la gauche d'une manière forte pour les prochaines décennies consisterait à redéfinir, pour la société de l'information et de la communication de demain, un projet cohérent avec les valeurs fondatrices du socialisme : humanisme, solidarité, sécurité *et* liberté, démocratie, justice sociale.

En l'absence d'un tel projet, le plus sain, le plus sage, est de s'en tenir à quelques références-clés, garde-fous et idées-forces.

1) Il existe un « *fonds commun* » en matière de démocratie, de libertés individuelles et collectives, de protection sociale, de service public et d'initiative privée auquel sont attachés une immense majorité de Français.

2) Il n'est pas possible de laisser *les jeunes générations* sans soutien et sans les nécessaires appuis face aux poussées et aux chocs des mutations en cours ; d'autant plus que c'est très largement d'elles que dépend notre avenir.

3) *De nouvelles formes de répartition des activités et des revenus* sont à mettre en place en respectant l'innovation, et en sauvegardant, voire en restaurant, le sens de l'initiative et la responsabilité.

4) *La limitation du rôle de l'« Etat anonyme »* est indispensable ; cela ne peut signifier une désétatisation brutale avec passage massif au « tout marché », pour une société qui s'est largement structurée, depuis des siècles, autour de l'Etat ; les voies sont donc multiples : plus de démocratie, décentralisation, responsabilités aussi déconcentrées que possible, initiatives sociales et économie mixte locales, etc. etc.

5) Le *système éducatif* se conçoit ouvert à la pratique relationnelle : apprendre, c'est avant tout « *apprendre à comprendre* » ; l'objectif n'en est pas de sélectionner les plus forts et les plus malins, mais de favoriser la plus grande adaptation à la créativité et à la communication de l'ensemble.

6) L'*Europe* constitue *un point de passage obligatoire* pour les populations de notre pays. L'espace économique, industriel et social européen peut soutenir un projet culturel ambitieux, acceptant la grande relève du labeur des hommes par la machine, dans le plein emploi des technologies de l'information et de la commande. Il peut aussi être le lieu où se renforcera, s'accomplira à travers le temps le projet tout simple, mais terriblement ambitieux, de mettre (remettre ?) l'économie au service des hommes.

7) Mais cette Europe ne peut se concevoir qu'ouverte sur la planète, et en premier lieu sur *les pays en voie de développement*. Dans ceux-ci, la démographie galopante, la faim endémique, l'urbanisation délirante, l'endettement massif, les luttes d'intérêts entre pays développés, les déchirements internes, risquent de conduire à la dislocation de sociétés entières et à des guerres capables de pousser la planète vers son anéantissement.

Que les individus et les forces sociales qui se reconnaissent dans ces références se regroupent. Alors, une nouvelle dynamique politique pourrait naître.

(*) Auteur du *Socialisme à l'épreuve de l'histoire* (Seuil, nouvelle édition 1985) et de *la Politique économique de la gauche* (2 vol., Syros, 1983 et 1985).

(**) Auteur de *De la croissance économique au développement humain* (Seuil, 1975).

« LA FRANCE, PAYS NEUF », de Pierre Ledoux

De sages conseils

Il faut, après une vie professionnelle bien remplie, avoir conservé une grande fraîcheur d'âme pour écrire un livre portant le titre *la France, pays neuf*. L'auteur a été, pendant seize ans (jusqu'à sa retraite en 1979), un des banquiers les plus en vue de la place de Paris, en tant que président de la BNP. Jeune inspecteur des finances, il fut, pendant les années qui suivirent la fin de la guerre, étroitement mêlé à l'œuvre des hommes, tel Jean Monnet, qui eurent pour mission d'engager la France dans la voie de la reconstruction.

Il eut aussi à connaître d'affaires moins glorieuses, telles les difficiles et humiliantes négociations financières avec Washington, dont dépendait la capacité pour notre pays, alors constamment à court de devises, de pouvoir continuer à importer et, donc, à faire tourner ses usines. Sans doute est-ce des souvenirs datant de cette époque que Pierre Ledoux a tiré son aversion pour l'endettement extérieur, dont il souligne à plusieurs reprises et le poids et la menace qu'il ferait courir à notre indépendance. Sans doute, mais cela n'est pas sûr : ce qui caractérise ce petit livre est l'extrême discrétion de l'auteur sur sa propre expérience, à laquelle il ne se réfère qu'à de rares occasions.

A telle enseigne que l'impression donnée est souvent, peut-être trop souvent, que l'auteur découvre son sujet au fur et à mesure qu'il le décrit : « *Le futur commence aujourd'hui, mais il faut prendre du recul pour en fixer les jalons.* » Si, s'arrêtant sur « *la dimension et la rapidité des évolutions* », il se souvient du métier qu'il exerça avec compétence, c'est pour faire la remarque suivante : « *Il y a des freins à la conquête du progrès : beaucoup d'argent est nécessaire pour chercher, trouver et appliquer. Certes, les difficultés d'ordre financier qui viennent se mettre en travers des progrès de la science paraissent indignes ; elles existent pourtant et, en évitant certains excès, permettent peut-être mieux d'assimiler plus progressivement les effets des découvertes et de ralentir des précipitations excessives.* »

En parlant successivement des handicaps de la France (y compris les handicaps « profonds » comme « *le côté casanier des Français qui ne les a pas incités... à connaître l'étranger* »), des routes qui s'ouvrent à elle (parmi lesquelles le développement des PME, les activités de haute technologie, etc., des problèmes sociaux des entreprises, de la monnaie, de l'épargne, des banques, etc.), l'auteur fournit rarement autre chose à son lecteur que l'occasion de vérifier qu'il n'a rien oublié de l'inventaire des bonnes idées qui ont cours en la matière.

La sagesse ne consiste-t-elle qu'à dispenser de sages conseils ? « *Si la liberté d'action est indispensable aux chefs d'entreprise pour remplir leur mission, l'Etat n'en a pas moins un rôle à jouer.* » Il convient de préparer les nouvelles générations au monde nouveau en gestation : « *A partir d'un certain âge, on ne court plus aussi vite, les réflexes sont moins bons. Les modifications du cadre de vie sont plus difficiles à supporter. La jeunesse apporte son sang neuf et des facultés d'énergie nouvelles.* » Tout le monde l'a bien compris : la France sera un pays neuf.

PAUL FABRA.

★ PUF, 214 p., 78 F.

COURRIER DES LECTEURS

Triste comportement

Je suis une fois de plus très étonné et déçu de certaines réactions suscitées dans notre pays par l'arrivée en exil de J.-C. Duvalier et de ses proches à Talloires.

Mais enfin, par son action et son attitude, la France a contribué pour sa part, il me semble, à débloquer une situation qui favorise, on peut l'espérer, le retour à la démocratie en Haïti !...

Alors pourquoi crier si fort, y compris des leaders politiques de droite et de gauche, contre cet accueil – en principe d'ailleurs provisoire ?

Quel triste comportement !

MAURICE MILLET
(Vert-Saint-Denis.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

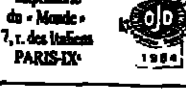
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

L'agonie du régime aux Philippines

L'agence Tass, évoquant la crise aux Philippines, a estimé, lundi 24 février, que *« l'essentiel, pour Washington, est de sauvegarder ses positions-clé, avant tout ses bases »*, et que l'archipel traverse une *« période alarmante »*. L'agence soviétique met en relief l'intention de M. Marcos de ne pas démissionner et de *« poursuivre la lutte contre ses adversaires politiques jusqu'à une fin victorieuse »*.

Cependant, les appels en faveur d'une solution pacifique ou, plus franchement, d'un départ du président Marcos se sont multipliés à l'étranger. Après avoir gelé son aide aux Philippines, Tokyo a annoncé l'envoi à Manille de M. Simichi Yanai, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Bangkok a pris des dispositions pour l'éventuelle évacuation de ses mille huit cents ressortissants aux Philippines.

La presse chinoise s'est contenté de rapporter les déclarations des insurgés demandant le départ de M. Marcos. Hanoï a gardé le silence, le quotidien officiel *Nhân Dân* accusant cependant *« certains milieux américains »* de *« s'ingérer de plus en plus grossièrement »* dans le affaires intérieures philippines.

Deux pouvoirs, l'un vacillant, l'autre incertain sont désormais face à face à Manille

De notre envoyé spécial

Manille. — Son régime est à l'agonie, mais M. Marcos est désormais sans doute le seul à *refuser de le croire*. Sa cérémonie d'investiture, mardi 25 février en milieu de journée, dans les jardins du palais de Malacanang gardé par ce qui lui reste de troupes, tandis que, dans les avenues adjacentes, la foule avait dressé des barricades, n'a *été* qu'une triste parodie d'un pouvoir dont il n'a plus que les lambeaux. Au bout de quelques minutes, la retransmission télévisée de la cérémonie a été interrompue en raison d'affrontements armés entre militaires rebelles et soldats loyaux au régime qui gardaient la station émettrice.

Deux heures auparavant, dans les salons du Filippino, club privé de Manille, Mme Aquino avait été proclamée présidente des Philippines par une cinquantaine de membres du *Parlement* (*en majorité de* l'opposition, mais comprenant aussi quelques ralliés de dernière heure), qui ont déclaré nulle et non avenue la proclamation de la victoire de M. Marcos faite par leur Assemblée, le 15 février.

Après avoir prêté serment, Mme Aquino a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire, dont le premier ministre est M. « Doy » Laurel, qui a *été également* élu à la vice-présidence, le portefeuille de la défense revenant à son détenteur du temps de M. Marcos, M. Ponce Enrile. Il peut paraître surprenant que l'homme qui fut l'exécutant de la loi martiale (1972-1980) et donc *du pouvoir de M. Marcos*, conserve ses fonctions. Sa volte-face, samedi dernier, semble l'avoir lavé de toutes les accusations que lui adressaient encore la semaine dernière ses nouveaux partenaires.

Il est vrai qu'ayant pris la tête, avec le général Ramos — promu chef d'état-major par Mme Aquino, — de la rébellion de l'armée, il a joué un rôle déterminant dans ce qui apparaît comme la chute de M. Marcos, lui soustrayant une partie de ses troupes. Les tonnerres d'applaudissements qui ont salué l'entrée de M. Enrile et du général Ramos, escortés de soldats l'arme au poing, dans les salons du Club Filippino, sont révélateurs de la popularité de ce que l'on nomme déjà la *« nouvelle armée des Philippines »*.

Dans ce club réservé à la haute société de Manille où effectivement, mardi matin, on côtoyait au coude à coude les membres des grandes familles philippines et les politiciens qui, depuis vingt ans, luttent contre M. Marcos. La « révolution » dont on a tant parlé ces jours-ci prenait des tours de « restauration ». Une bonne partie de la grande bourgeoisie évincée du pouvoir et plus ou moins de la richesse par le régime et ses barons, paraissait sentir que son tout était revenu.

L'effritement

A la tribune figuraient des représentants de l'Eglise, avec Mgr Escaler, qui dit une prière, de l'armée, avec M. Enrile et le général Ramos, entourant la présidente et le vice-président, mais aussi des radicaux, comme M. Tanada, membre de Bayan (mouvement de gauche), autant de forces sociales aujourd'hui unies dans la lutte contre M. Marcos mais dont on peut se demander *si*, passés les mois de grâce, elles parviendront à concilier leurs intérêts.

Si, politiquement, l'opposition paraît avoir gagné la partie, il reste une grande inconnue : quand sera-t-elle à même de prendre effectivement en main les rênes du pays ? Au cours de ces dernières vingt-quatre heures, le régime Marcos s'est effondré comme un château de cartes. Il semble désormais que le départ de l'ex-président ne soit plus qu'une question de jours, sinon d'heures. *Mais, de son palais-bunker*, coupé de ce qui se passe et n'ayant pratiquement plus pour conseiller que le général Ver, il est possible qu'il décide de lancer une contre-attaque aussi désespérée que probablement vaine, mais qui, le cas échéant, se *solderait par un* bain de sang.

M. Habib, envoyé du président Reagan pour définir la politique américaine à l'égard des Philippines, qui avait quitté Manille samedi, y était attendu mardi en fin de journée. Il est vraisemblable qu'il demandera à M. Marcos de se démettre le plus tôt possible. Washington aurait accordé l'asile politique à M. Marcos et à sa famille et tiendrait deux appareils à leur disposition sur la base américaine de Clark, à condition qu'il n'y ait pas d'affrontements armés.

Depuis la fin de la semaine dernière, M. Marcos donne des ordres qui ne sont plus exécutés ; il avait annoncé, par exemple, lundi, un couvre-feu qui fut peu appliqué : à l'écart de quelques barrages temporaires, on circulait à Manille comme *si de rien n'était. D'heure en heure*, les militaires rebelles au régime annoncent des défections de plus en plus importantes (dans la nuit, l'ensemble des cadets de l'Académie militaire ont rejoint les rangs de l'insurrection). L'absence, jusqu'à présent, de réaction du pouvoir, s'expliquerait en grande partie par les hésitations que les généraux fidèles à M. Marcos sentent chez leurs hommes.

Les rues-dortoirs

Dimanche déjà, des unités de fusiliers-marins renonçaient à poursuivre leur mission (reprendre le camp Crame), après que leurs chars eurent été arrêtés par la foule. La plupart des unités de l'aviation semblent, pour leur part, passer du côté des insurgés. Quant à la police de Manille, elle paraît de moins en moins déterminée à défendre le *régime*. Le général Cabrera, qui la commande, nous a dit : *« Ma première préoccupation est d'éviter des incidents et que la foule soit au contact de l'armée. »* La nuit au camp Crame, dont il pensait qu'il serait pris d'assaut à l'aube, s'est passée sans incident.

A 4 h du matin, les rues autour de la caserne où se sont retranchés les militaires rebelles ressemblaient à celles de Calcutta : des milliers de personnes dormaient sur l'asphalte. Des transistors grésillaient, diffusant les nouvelles de Radio Veritas, tandis que des religieuses récitaient le « Notre Père » à mi-voix. Dans la grande avenue devant le camp, des milliers de personnes bivouaquaient autour de feux. A plusieurs reprises, dans la soirée, le général Ramos avait appelé à la télévision la population à venir au camp Crame.

Il y a désormais à *Manille* deux pôles de pouvoir qui tous deux ont leurs forces armées, leurs médias, leur président et leur foule. L'un, vacillant, est replié dans l'enceinte du palais présidentiel ; l'autre, qui n'est pas encore sûr de lui-même, et a pour centre le camp Crame. De part et d'autre, le bluff qui avait marqué ces dernières vingt-quatre heures (M. Marcos ou les opposants affirmant par le biais de leurs médias qu'ils contrôlent la situation) est arrivé à son terme. Il faudra rapidement que l'un des deux pouvoirs capitule.

PHILIPPE PONS.

SUR LE PETIT ECRAN

Triste pantomime du pouvoir

De notre envoyé spécial

Manille. — Tout ce qui s'achève, même s'il s'agit d'une fin supposée enfanter une délivrance, a quelque chose de poignant. *Les dictatures* n'y échappent pas. Il y a un côté pathétique dans ce régime Marcos qui, tel un abcès, n'en finit pas de s'écouler. Contre l'évidence, avec l'entêtement du vieillard, ou peut-être mal *informé par son entourage*, isolé dans son palais défendu par sa troupe, un président qui se sait déchu par son peuple *et* élu frauduleusement par un Parlement à *sa solde cherche à convaincre* qu'il est toujours au pouvoir.

Dérisoires, les justifications (des mesures d'austérité) qu'il a invoquées pour ne pas avoir invité le corps *diplomatique à sa* cérémonie d'investiture, de peur, en vérité, que trop d'ambassadeurs ne répondent pas à son appel. Dérisoire, cette conférence de presse où il apparut, lundi matin, avec sa famille et son fidèle soldat, le général Ver, en treillis, affairé et se mettant au garde-à-vous tel un automate, avant de quitter la pièce, comme au théâtre, sur un : *« A vos ordres, monsieur le président ! »*

Dérisoire et presque pénible, quelques heures plus tard, cette interview à la télévision, où l'on n'entendait que la voix caverneuse de M. Marcos, tandis que se succédaient sur l'écran des photographies le représentant il y a vingt ans et qui s'acheva dans le grotesque. Alors que, depuis de longues minutes, *M. Marcos énumérait* la liste des généraux toujours fidèles au régime, s'interposa une conversation animée entre deux femmes : la ligne de téléphone du palais *présidentiel* était victime d'interférences. L'incident *dura quelque trente secondes* avant qu'on se décide à couper le président pour *« raisons techniques »*.

M. Marcos devait apparaître une heure plus tard sur la même chaîne, cette fois en direct, vêtu *d'un blouson (« Il faut être prêt à toute éventualité »* expliqua-t-il), avec, à ses côtés, son épouse, Imelda, ses enfants, Imée et Bon-Bon, et ses petits-enfants jouant sur le tapis. M. Marcos se livra à ce stratagème, *humiliant pour un chef* d'Etat, de montrer le journal du jour, afin de prouver que l'interview avait bien lieu en direct, et comme si cela ne suffisait pas, il demanda à son fils de lui donner l'heure.

Triste pantomime du pouvoir, pathétique tentative d'un homme qui se bat, refusant de voir la réalité, se dit prêt à prendre son vieux fusil hérité d'une guérilla contre les Japonais, que, selon les documents du Pentagone, il n'a jamais combattus, pour défendre *« la République et sa famille »*, et qui croit qu'il suffit d'affirmer qu'il est bien là pour revendiquer ce qu'il n'est plus : *le chef d'un Etat.*

Ph. P.

Washington veut convaincre M. Marcos de lâcher prise sans provoquer un bain de sang

De notre correspondant

Washington. — Désormais décidée à obtenir au plus tôt le départ de M. Marcos, la Maison Blanche ne sait pas vraiment comment y parvenir et l'on n'exclut pas, dans les milieux dirigeants américains, que l'obstination du vieux dictateur ne fasse encore traverser quelques moments difficiles aux Philippines et, indirectement, aux Etats-Unis.

Sauf à envoyer des fusillers-marins se saisir de sa personne, on ne voit pas en effet ce que Washington pourrait maintenant faire *« pour que l'embarrassant allié d'hier lâche prise avant que la situation ne dégénère réellement »*. Lundi 24 février en fin de matinée, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, est allé jusqu'à déclarer publiquement que les Etats-Unis disposaient, à leur base aérienne de Clark, près de Manille, des moyens nécessaires à une évacuation de M. Marcos et de sa famille. Il a ajouté que M. Reagan était prêt à faciliter leur départ et que leur éventuelle présence sur le territoire américain ne devrait pas peser sur les futures relations entre les Philippines et les Etats-Unis. Il a répété, enfin, que M. Reagan *« considère* [M. Marcos] *comme un ami et un allié de longue date et ferait certainement tout ce qu'il est possible pour l'aider à assurer une solution pacifique de la crise »*.

Cette dernière phrase marquait la disponibilité de la Maison Blanche à garantir les honneurs de la guerre à ce président aux abois qui a, mardi matin, prêté serment envers et contre tout le monde. La présidence américaine a même été jusqu'à faire savoir qu'elle pourrait rendre hommage au sens de l'Etat de M. Marcos s'il acceptait de se sacrifier sur l'autel de la patrie et des intérêts américains.

L'ambassadeur américain rabroué

Pour un homme qui a gouverné si *longtemps et dont* les investissements à l'étranger sont si considérables, cette porte de sortie a des charmes propres à séduire sans plus tarder ; mais même cela n'a pas suffi à le faire encore céder, alors pourtant que cinq heures plus tôt M. Speakes avait déjà déclaré, avant l'aube (*le Monde* du 25 février), que *« toute tentative de prolonger par la violence la vie du régime actuel était futile »*. Ce message-là avait, parallèlement, été communiqué à M. Marcos par l'ambassadeur américain à Manille, qui l'avait appelé au téléphone *« au nom du président »*.

Si M. Marcos n'a pas purement et simplement raccroché, si les troupes qui lui sont restées fidèles n'ont — pour l'instant — pas tenté l'offensive qu'elles projetaient et dont la crainte avait décidé M. Reagan à autoriser, en pleine nuit, ses collaborateurs à se prononcer pour une *« transition pacifique »* à Manille, la conversation téléphonique s'est néanmoins très mal passée.

L'ambassadeur, qui avait expliqué à M. Marcos qu'il serait accueilli aux Etats-Unis sans difficulté, s'il le désirait, s'est fait rabrouer sans ménagement et, lundi après-midi, les hauts fonctionnaires américains chargés du dossier ne savaient plus comment s'expliquer le refus de M. Marcos.

Les uns soulignaient que Ferdinand Marcos faisait un blocage complet à l'idée de devoir laisser la place à Mme Aquino, qu'il hait aujourd'hui après l'avoir sous-estimée hier ; avec inquiétude, ils évoquaient même la possibilité que M. Marcos ne décide finalement de partir que pour céder constitutionnellement la place à son vice-président élu, M. Tolentino, prolongeant ainsi les tensions et le flottement.

Plus pessimistes encore, d'autres commençaient à parler ouvertement — dans des conversations privées il est vrai — de la possible perte de contact de M. Marcos avec la réalité, et donc de l'impossibilité de négocier rationnellement avec lui. Cette hypothèse paraît très confortée par les images surréalistes des « conférences de presse » de M. Marcos diffusées à la télévision.

Que faire ?

On ne peut enfin exclure que M. Marcos, grand malade et condamné, dit-on souvent, n'ait pas envie de commencer une nouvelle vie, trop brève pour avoir le moindre attrait. Quelle que soit l'explication de cette intransigeance, les dirigeants américains, qui se refusent, disent-ils catégoriquement, à envisager d'utiliser des dossiers pour se faire entendre, n'ont qu'une seule arme à leur disposition : le chantage au refus de l'asile politique.

Il a été discrètement mais clairement dit à M. Marcos que, si son départ devait être, le moment venu, précédé de violences, il ne serait sans doute alors pas le bienvenu aux Etats-Unis. Après un long entretien entre M. Shultz et avec M. Habib, l'envoyé spécial de M. Reagan, qui, sitôt revenu de Manille, y est reparti lundi, les responsables des commissions concernées du Congrès se sont d'ailleurs fait, très crûment l'écho de ce chantage, que la Maison Blanche ne pourrait publiquement exercer.

« Etant donnés les liens longtemps entretenus [avec M. Marcos], *les Etats-Unis auraient, s'il demandait asile, à le lui accorder »*, a ainsi déclaré le chef de file des démocrates au sein de la commission sénatoriale des affaires de renseignement, M. Leahy. Mais, a-t-il ajouté, *« s'il part dans un bain de sang, il ne sera bienvenu en aucun cas »*. Le chef de la majorité républicaine du Sénat, M. Dole, a, quant à lui, été plus sec encore : *« S'il essaie de s'accrocher et crée un tas de problèmes et de violences, je ne serai pas spécialement pressé de le voir arriver ici. »*

Si M. Marcos entend raison après le baroud d'honneur de sa prestation de serment, M. Reagan sera certainement considéré comme l'homme qui l'a fait partir, et personne ne se souviendra plus que le président américain s'était catégoriquement refusé jusqu'à dimanche soir à peser en ce sens. Si M. Marcos essayait au contraire de faire couler le navire avec lui, peut-être se souviendrait-on alors que M. Reagan lui avait donné beaucoup d'espoirs et d'encouragement en se disant à l'avance, et contre l'avis du département d'Etat, disposé à traiter avec lui s'il était reconnu vainqueur de l'élection présidentielle.

M. Marcos est un homme trahi, et c'est pour cela que son ombre inquiétait tant à Washington mardi matin encore.

BERNARD GUETTA.

● *Transfert d'avions de chasse américains au Japon.* Les trente-cinq chasseurs américains de la base aérienne Clark aux Philippines ont quitté l'archipel pour la base aérienne Kadena, à Okinawa, au Japon, a annoncé, lundi 24 février, un porte-parole militaire, le lieutenant-colonel John Toner. Il a précisé que le redéploiement des 25 F-4 Phantom et de dix F-5E Tiger était *« un déplacement prévu de longue date »* et n'avait *« rien à voir avec la situation politique »* à Manille. — *(AFP.)*

Affrontements meurtriers dans la capitale

(Suite de la première page.)

Ces combats avaient déjà fait, mardi en milieu de journée, plus d'une douzaine de morts, et un nombre indéterminé de blessés. Des coups de feu ont également été entendus à proximité du domicile de Mme Aquino.

Alors que M. Philipp Habib, émissaire du président Reagan, était à nouveau attendu à Manille, Washington s'est refusé à reconnaître l'un ou l'autre président, annonçant que des contacts étaient maintenus avec les deux camps en présence. Cependant, les ralliements de militaires, de fonctionnaires et même de *parlementaires* à Mme Aquino indiquent de plus en plus clairement que M. Marcos ne peut plus compter que sur une poignée de partisans ! Parmi les forces fidèles au dictateur *figurent encore des équipes de* blindés, des artilleurs ainsi que les unités d'élite qui protègent le palais présidentiel. Huit personnes ont été blessées, mardi en début de matinée, quand ces forces ont tiré sur des manifestants *devant les portes du palais*, provoquant une panique.

Les situations de M. Marcos — qui a proclamé, lundi, l'état d'urgence puis un couvre-feu nocturne sur l'ensemble de l'archipel — n'ont pas été appliqués. A Manille, des *dizaines de milliers de gens campent* en permanence dans les rues et le général Ramos a affirmé, mardi, que 85 % des forces armées s'étaient rangés à ses côtés. Au même moment, la foule, qui séparait les chars fidèles des partisans de M. Marcos du camp Crame, quartier général de MM. Enrile et Ramos, était estimée à quelques centaines de milliers de personnes.

Peu après avoir pris son commandement, le général Ramos a déclaré que, faute d'une démission de M. Marcos, il donnerait *« probablement »* l'ordre à ses troupes d'attaquer le palais présidentiel. Il n'a toutefois pas fixé de délai. Les nouvelles de la provinces sont encore fragmentaires. Dans le sud de l'île *de Mindanao, où le commandement* est divisé, les troupes ont été apparemment d'un commun accord mises en état d'alerte pour éviter que la guérilla communiste, particulièrement active dans la région, ne profite de la situation. Les Américains ont annoncé, de leur côté, que la sécurité de leurs bases de Clark et Subic-Ray avait été renforcée par *« mesure préventive »*, plusieurs escadrilles ayant été, le weeck-end dernier, provisoirement repliées sur le Japon.

A Hongkong enfin, un porte-parole de la police a confirmé l'atterrissage d'un petit avion philippin transportant une femme et ses deux enfants, mais s'est refusé à révéler leurs identités, ce qui n'a guère contribué à décourager les spéculations sur la mise à l'abri, à l'étranger, de membres de la famille Marcos ou de leur entourage immédiat.

J.-C. P.

ASIE

Thaïlande

Plus de cent mille réfugiés laotiens et vietnamiens sont autorisés à partir pour l'étranger

De notre correspondant

Bangkok. — Un porte-parole du ministère thaïlandais de l'intérieur a déclaré en début de semaine, que les réfugiés, d'origine laotienne, ainsi que les Vietnamiens arrivés par voie de mer seraient désormais autorisés à quitter la Thaïlande pour s'établir dans un pays d'accueil. Auparavant, les nouveaux arrivants étaient obligés de passer deux ans dans un camp avant de pouvoir se rendre à l'étranger.

Depuis plusieurs années, la chance de ces réfugiés de se refaire une vie normale était bien maigre. Soucieux de ne pas attirer encore plus d'« immigrants illégaux » dans un pays qui héberge déjà un quart de million de Cambodgiens, les autorités thaïlandaises avaient décidé, en 1978 pour les Laotiens, et en 1981 pour les Vietnamiens, de pratiquer une politique de « dissuasion » : conditions de vie plus dures dans les camps et interdiction de les quitter avant d'avoir accompli deux ans de « purgatoire » devaient en principe convaincre les candidats à l'exil de la vanité de leurs efforts.

Depuis plus de six mois, le ministre thaïlandais de l'intérieur a, en outre, mis sur pied un programme spécial destiné à déterminer si les nouveaux arrivants en provenance du Laos sont bel et bien des réfugiés politiques. Dans neuf provinces bordant le Mékong, des comités classent ceux qui viennent de franchir le fleuve pour fuir le régime de Vientiane. Les « politiques » sont accueillis dans les camps de réfugiés. Les autres sont détenus dans la province d'arrivée en attendant leur théorique rapatriement. Selon le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR), pour les sept premiers mois de 1985, près de douze mille cinq cents personnes avaient quitté clandestinement le Laos pour la Thaïlande.

La décision de Bangkok autorisant le départ immédiat des « illégaux » laotiens et vietnamiens touche plus de cent mille personnes réparties dans les camps de Chiang-Kham et Ban-Vinai (qui abritent un peu moins de soixante mille montagnards venus du Laos, surtout des Hmong), de Na-Pho (où vivent trente-sept mille Laotiens), de Sikhiu et de Song-Kla, où se trouvent plus de cinq mille réfugiés vietnamiens de la mer.

En revanche, les quelque cinq mille Vietnamiens arrivés par voie de terre, en traversant le Cambodge — installés à Site-2, camp sur la frontière khméro-thaïlandaise, — ne bénéficient pas pour l'instant de cette mesure.

La période de « clémence » décidée par Bangkok s'étendra en principe jusqu'à la fin de 1987. A cette date, les réfugiés qui n'auraient pas trouvé de pays d'hébergement seraient confiés au HCR. Mais ceux qui bénéficient de la nouvelle mesure thaïlandaise doivent encore être acceptés par des pays d'accueil définitif, dont les critères sont devenus beaucoup plus sélectifs ces dernières années.

JACQUES BECKAERT.

AMÉRIQUES

Haïti

L'ancien chef de la police obtient l'asile politique au Brésil

Port-au-Prince *(AFP, Reuter)*. — Me Gérard Gourgue, l'un des deux membres civils du Conseil national du gouvernement (CNG) et ministre de la justice, a déclaré lundi 24 février dans la soirée que l'exil de l'ex-colonel Albert Pierre, l'ancien chef de la police politique, est « *choquant et offensant pour l'opinion publique* ». L'ancien colonel, considéré comme l'un des artisans les plus cruels de la répression duvaliériste contre l'opposition intérieure ces dernières années, a quitté Port-au-Prince, dimanche soir, sous escorte militaire, et s'est rendu au Brésil qui lui avait accordé l'asile politique « *pour des raisons humanitaires* ».

La décision de laisser partir l'ancien chef de la police a déjà provoqué de nombreuses critiques contre la CNG, et la prise de position de Me Gérard Gourgue fait apparaître la première divergence publique entre les membres de la junte. M. Sylvio Claude, chef du Parti démocrate-chrétien haïtien, a aussi annoncé ce départ, et la protection par l'armée des grands responsables de la répression, alors que de simples « tontons macoutes » sont victimes de vengeances.

Dans la capitale, toutefois, la situation semble se stabiliser progressivement, et la population se préparait lundi à célébrer dans la liesse le rétablissement du drapeau de l'indépendance, qui doit être adopté officiellement ce mardi. La quasi-totalité des élèves ont repris le chemin de l'école, et la plupart des grèves ont cessé dans les entreprises. Les autorités haïtiennes envisagent en outre d'entamer des procédures légales pour récupérer les biens détournés par le président déchu Jean-Claude Duvalier et les dirigeants de l'ancien régime.

● *A Talloires*, la protection a été renforcée autour de l'ancien dictateur avec l'arrivée d'un escadron de quatre-vingt-cinq hommes de la gendarmerie mobile, qui se sont installés dans une résidence municipale proche de l'hôtel de l'Abbaye, où, depuis seize jours, Jean-Claude Duvalier vit son exil en France sans que le moindre indice permette d'envisager un départ prochain.

Canada

De nombreux militants souhaitent un ancrage à gauche du Parti québécois

De notre correspondant

Montréal. — L'atmosphère était morose, samedi 22 février, dans l'amphithéâtre de l'université de Montréal, où, pour la première fois depuis leur défaite aux élections du 2 décembre, plusieurs centaines de militants du Parti québécois (PQ) étaient réunis dans le cadre de leur conseil national. La tâche est vaste, puisqu'il s'agit de rien de moins que d'adapter le programme et les statuts du parti aux nouvelles exigences de la société québécoise.

Le président du PQ, M. Johnson, est revenu sur les raisons de la défaite du 2 décembre : « *Nous avons subi*, a-t-il dit, *le phénomène d'usure qui caractérise souvent la fin d'un second mandat avec son cortège d'insatisfaction, de frustrations accumulées et de distance que peut prendre la monde politique par rapport à la population.* » Il a été moins précis sur les grands changements qu'il souhaite apporter dans le parti. Et pour cause ! La réconciliation entre les différentes tendances est encore loin d'être acquise, et M. Johnson, qui dirige sa formation depuis le 29 septembre, ne veut pas s'attirer les foudres des gardiens de l'orthodoxie. Les indépendantistes et les sociaux-démocrates qui sont à l'origine de la création du Parti québécois le soupçonnent de vouloir procéder à un recentrage du parti.

Dans une sorte de mise en garde, un militant a fait remarquer qu'« *il n'y a plus de place à droite du parti libéral* » (au pouvoir). L'élection au conseil exécutif de Mmes Louise Harel et Pauline Marois confirme la volonté des militants d'ancrer leur formation à gauche. Arrivée en deuxième position derrière M. Johnson, lors de l'élection à la présidence du parti, Mme Marois souhaite « *un retour vers une approche plus progressiste, une nouvelle gauche* », qui donnerait la priorité à la décentralisation du pouvoir politique et économique, à une meilleure utilisation des ressources, à la protection des conquêtes sociales.

M. Johnson donne quelques gages à la gauche du parti en dénonçant « *l'idéologie conservatrice* » du gouvernement de M. Bourassa. Pour apaiser les nationalistes qui n'ont pas encore abandonné le Parti québécois pour se joindre aux « purs et durs » du petit Parti indépendantiste (PI), M. Johnson s'est montré favorable à l'insertion dans la Constitution du droit du Québec à l'autodétermination. Les militants ont maintenant un an à dix-huit mois avant leur prochain congrès pour clarifier et unifier leur position à ce sujet.

BERTRAND DE LA GRANGE.

OCÉANIE

TOUT EN CONDAMNANT LES ESSAIS NUCLÉAIRES A MURUROA

L'Australie se défend d'être hostile à la présence française dans le Pacifique sud

Le Conseil du Pacifique sud, créé le 23 décembre dernier pour mieux coordonner la politique de la France dans cette région du monde et qui regroupe les principaux responsables civils et militaires — le secrétariat général en ayant été confié à M. Régis Debray (le *Monde* daté 19-20 janvier), — se réunit mercredi après-midi 26 février à l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand.

Notre envoyé spécial en Australie, pays dont les relations avec la France se sont tendues après l'affaire Greenpeace, fait le point sur la position de Canberra à l'égard de Paris, à la veille de cette première réunion.

De notre envoyé spécial

Canberra. — « *L'Australie n'est pas hostile à la présence française dans le Pacifique sud. Au contraire, nous pensons que la France peut contribuer de diverses façons, y compris en matière de sécurité, au renforcement de la cohésion et au développement de la région.* »

« *Ce n'est pas la présence coloniale de la France qui est en cause pour le moment, même si elle apparaît bien rétrograde dans une zone — celle du Pacifique — où même les Etats-Unis ont procédé à la décolonisation des territoires placés sous leur mandat. Non, ce sont certaines conséquences de cette présence que nous réprouvons. On tend à Paris à confondre la cause et les effets, c'est pourtant bien différent.* »

« *Nous ne sommes pas antifrançais, cela peut se vérifier aisément, nous sommes contre les essais nucléaires français dans notre région, nous sommes également pour une évolution rapide et non violente de la Nouvelle-Calédonie, vers une solution d'indépendance équitable. Pour le reste, on peut toujours coopérer.* »

Cette unanimité des propos, ces déclarations exemptes de passion, sont un échantillon de ce que l'on peut aujourd'hui recueillir auprès des hauts fonctionnaires du ministère australien des affaires étrangères, à Canberra. Elles font pendant à l'unanimité de vues affichée, à l'opposé, par la classe politique française, servitude et grandeur de la puissance nucléaire obligent : de la majorité à l'opposition, en passant par le président Mitterrand et par M. Régis Debray, secrétaire général du conseil du Pacifique sud, on partage en effet cette conviction : sous couvert de morale anticolonialiste et antinucléaire, l'Australie, puissance régionale, et ses partenaires du Forum du Pacifique sud nourrissent le dessein de « défranciser » la région et d'entériner une domination anglo-saxonne unilatérale.

On retrouve là le discours obsessionnel de la « citadelle assiégée » que la France tient, à quelques variantes près, depuis plus d'un siècle. L'empire britannique s'étant taillé la part du lion dans les mers du Sud, la France en général et sa marine en particulier ont la désagréable impression de baigner dans un océan parcouru de courants hostiles à leurs missions et à leur présence. Greenpeace et Canberra, même combat...

La Corse plutôt que Mururoa ?

Pourtant, vu d'ici, il semblerait que l'Australie, grande instigatrice d'un traité de dénucléarisation du Pacifique sud dirigé pour l'essentiel contre les essais nucléaires français en Polynésie, n'est pas le va-t-en-guerre antifrançais que certains politiciens de l'Hexagone « *s'attachent toujours à dépeindre, soit par manque d'information, soit par démagogie* ». Certes, il n'est pas question pour elle, bien évidemment, de sacrifier des intérêts ou des principes qui vont à l'encontre de ceux des Français, et, ouverte ou larvée, l'épreuve de force engagée sur certains points n'est pas près de cesser.

Cependant, au regard de ce que l'on appelle ici les « maladresses » et les « provocations » françaises dans la région — essais nucléaires, visite de M. Mitterrand à Mururoa et propos peu amènes à l'égard de l'Australie (sur les explosions atomiques britanniques réalisées ici, de 1952 à 1964, et sur le sort des aborigènes), sabotage du *Rainbow-Warrior*, etc., — le gouvernement travailliste de M. Hawke est moins « *assoiffé de sang français* » qu'on aurait pu le redouter, ou qu'on veut bien le laisser croire à Paris. Il lui arrive même de jouer dans la région un rôle tangible d'apaisement en faveur de la France.

Sur les deux grands « problèmes français » qui affectent la région, les positions australiennes ne sont pas toutes négatives ni offensives pour Paris. Mais en préambule comme en conclusion de toute conversation, les officiels australiens affirment : « *La question des essais nucléaires français dans le Pacifique sud est fondamentale et non négociable. Tous les pays de la région sont d'accord au moins sur ce point : le refus est absolu et définitif... Si les essais sont à ce point sans danger, pourquoi ne pas les réaliser en Corse ou dans le Massif Central, plutôt chez vous que chez nous ?* » Ce à quoi les Français répliquent : « *Nous sommes chez nous à Mururoa* », et font remarquer que l'Australie est à des milliers de kilomètres du lieu des tirs. Bref, on tourne en rond dans le cercle vicieux de raisonnements qui ont chacun leur logique.

Treize pays du Pacifique sud ont essayé d'en sortir et d'aller plus loin en adoptant, le 6 août 1985 (quarantième anniversaire du bombardement d'Hiroshima) à Rarotonga (îles Cook), un traité de dénucléarisation de leur région en bonne et due forme (1). Ces textes interdisent la possession, le stationnement permanent, l'utilisation et les essais d'armes nucléaires dans le Pacifique sud. Ils « *réaffirment la totale opposition* » des participants aux tirs atomiques français et demandent qu'il y soit mis fin « immédiatement ».

Lors de l'assemblée générale de l'ONU, à l'automne dernier, ces pays ont à nouveau vivement critiqué la France à ce sujet mais il s'agissait, en quelque sorte, d'une routine. Enfin, début février, une délégation des nations du Forum, comprenant notamment des représentants australiens et néo-zélandais, a fait une tournée pour proposer aux cinq puissances dotées de l'armée nucléaire d'adhérer aux protocoles du traité de Rarotonga. La Chine et l'URSS paraissent *à priori* favorables, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pourraient s'y associer plus ou moins sélectivement : en effet, leurs intérêts ne sont pas directement menacés par des textes qui permettent le transit sur mer et dans l'espace des armes atomiques embarquées. Libre à chacun de refuser individuellement l'accès à ses eaux et à ses ports aux navires concernés, ainsi que l'a fait, avec éclat, la Nouvelle-Zélande. Dans un tel contexte, la France, qui a, bien entendu, refusé d'adhérer aux protocoles en question, risque de se retrouver de plus en plus isolée dans le Pacifique sud.

Protestations, pressions diplomatiques et autres vont se poursuivre, sinon s'aggraver. Récemment, et pour la première fois, une nation de la région, Tuvalu, a manifesté concrètement son mécontentement en refusant à un navire de guerre français le droit d'escale. Cela dit, tout le monde ne crie pas « *French go home* » et la *Jeanne d'Arc*, ambassadrice de la marine française à travers le monde, était attendue ces jours-ci dans le port australien de Sydney, pavillon haut et « *party* » à la clée.

Des gestes « positifs »

Dans les milieux officiels australiens, on se plaît à souligner les faits et gestes jugés « positifs » à l'égard de la France. D'abord, on ne prévoit pas de relancer, pour le moment, une offensive de quelque sorte que ce soit contre la France ni d'augmenter les pressions contre elle. « *D'un point de vue juridique international, il n'y a d'ailleurs plus rien que nous puissions faire pour empêcher les essais nucléaires* », dit-on.

« *Nous n'envoyons pas non plus de bateaux au large de Mururoa* ». On souligne, ensuite, que dans l'état actuel des choses il n'appartient pas à l'Australie d'ajouter aux tensions régionales, même pour la « bonne cause ». On fait valoir que, contrairement au gouvernement néo-zélandais, qui semble voir dans l'armement nucléaire un mal et un danger absolu, le gouvernement de Canberra, s'il est opposé aux essais français, n'en est pas moins un allié fidèle des Etats-Unis, directement associé à leur stratégie globale de dissuasion nucléaire. On craint aussi qu'à trop exacerber les passions antinucléaires dans une région ou elles sont déjà particulièrement fortes, on finisse par provoquer un effet boomerang et une contagion fort préjudiciables, justement, à la stratégie des Etats-Unis. Enfin, on rappelle que la France et l'Australie partagent, peu ou prou, les mêmes systèmes de valeurs et de défense et qu'à deux reprises, les Australiens se sont battus et sont morts par milliers aux côtés des Français pour libérer la France.

Les « gestes positifs » paraissent encore plus nets en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, « *le plus proche voisin de l'Australie, ce qui justifie l'intérêt qu'on nous reproche parfois à Paris de porter à ce pays* ». En effet, le gouvernement australien ne se contente pas d'exprimer son soutien au plan français devant aboutir au statut d'indépendance-association. Il a publiquement condamné les velléités de certains extrémistes du FNLKS de flirter avec la Libye. Il a demandé aux membres les plus impatients du Forum, les Mélanésiens, de donner une chance et du temps au plan Pisani. Il résiste à la pression de ceux qui voudraient réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur les listes de la commission de décolonisation des Nations unies. Sa grande crainte, aujourd'hui, est que le PPR, s'il accède au pouvoir et met à exécution les promesses faites par M. Chirac d'un référendum sur l'indépendance, « *ne provoque une explosion* » sur place et dans la région.

Cette réserve faite, la souplesse australienne irait même jusqu'à s'accommoder du projet de base militaire française à Nouméa, avec possibilité de mouillage pour les sous-marins atomiques (d'autres pays voient pourtant là une nouvelle « provocation »).

L'Australie, on le voit, ne donne guère l'impression de vouloir bouter les Français hors du Pacifique sud. Ce qu'elle souhaite, à défaut de pouvoir imposer l'arrêt des essais, c'est au moins que les Français règlent leurs problèmes régionaux avec le minimum de vagues, de soubresauts coloniaux et de retombées nucléaires possible, et avec le maximum de considération pour les autres nations de la région. On semble surtout penser ici que c'est « *aux Français de prendre la pleine mesure des réalités et d'agir en conséquence* ». Le splendide isolement, les cocoricos nucléaires et la paranoïa de l'impérialisme anglo-saxon ne seraient apparemment pas les meilleurs garants du maintien de la présence de la France dans le Pacifique sud. On n'ignore cependant pas, à Canberra, que Paris, à l'autre bout du monde, continue à penser exactement le contraire.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Australie, Nouvelle-Zélande, îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Nive, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoas-Occidentales, îles Salomon, Tuvalu, Tonga et Vanuatu.

AFRIQUE

Tchad

L'aide militaire de la France et des Etats-Unis s'accroît

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Le dispositif militaire français au Tchad, déployé pour l'opération Epervier, s'est notablement renforcé par rapport aux indications données ces derniers jours. Environ six cent cinquante hommes sont maintenant présents dans la capitale tchadienne. Leur mission reste la même, soit un rôle dissuasif, assuré par la chasse française, mais il n'est pas exclu que ces troupes puissent être renforcées si Paris décide de changer la nature de sa présence militaire au Tchad, ce qui peut être fait à tout moment.

Afin de parer à toute éventualité, une compagnie du 3e RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie de marine), assistée d'un « *élément de soutien* » (soit en tout environ cent cinquante hommes), a rejoint les forces chargées du fonctionnement de la base aérienne. Ce contingent, pour réduit qu'il soit, est cependant très différent, en ce qui concerne le rôle qui peut lui être assigné, de celui rempli par les fusiliers de l'air, chargés de la protection de la base : il s'agit en réalité de troupes d'intervention.

Le gouvernement tchadien a, d'autre part, reçu une partie de l'aide militaire américaine attendue depuis plusieurs jours. Un avion « gros porteur » C-141 de l'armée de l'air américaine s'est en effet posé, lundi matin 24 février, à N'Djamena pour livrer différents matériels. Il pourrait être suivi, dans les prochains jours, d'un second appareil.

L. Z.

DIPLOMATIE

VENU A PARIS POUR LE SOMMET FRANCOPHONE

Le chef de l'Etat malgache fait une visite de travail en France

Venu à Paris pour le sommet francophone de la semaine dernière, le chef de l'Etat malgache, M. Didier Ratsiraka, effectue une visite officielle de travail en France à partir de ce mardi 25 février.

Après s'être entretenu de l'endettement du tiers monde et de la coopération franco-malgache, au cours d'un tête-à-tête suivi d'un déjeuner avec M. Mitterrand, mardi matin, il devait rencontrer le CNPF et aller en Bretagne mercredi. Le dernier séjour officiel en France du président malgache a eu lieu en juin 1983.

M. Ratsiraka a souvent pris ses distances à l'égard de la France dans les enceintes internationales et on n'en a que davantage remarqué ses déclarations aimables lors du sommet francophone.

« *Ce forum*, a-t-il dit, *peut être utile pour faire avancer nos idées sur le développement, les problèmes monétaires et financiers, comme ceux de la dette africaine et du tiers-monde.* »

A la suite de l'expérience malheureuse de la malgachisation sur le plan culturel, la langue française est désormais enseignée à Madagascar dès la deuxième année du cycle primaire, et vingt-deux écoles françaises accueillent 5 000 élèves. Une deuxième chaîne de télévision, essentiellement en langue française, a en outre été lancée en juin 1985.

…ÉAIRES A MURURCA

…itre hostile
…e Pacifique sud

R.-P. PARINGAUX.

…QUE

Tchad

…militaire de la France
…Etats-Unis s'accroît

L. Z.

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le premier ministre israélien

(Suite de la première page.)

L'OLP conduit les Palestiniens au suicide. Par la terreur, vous pouvez tuer des gens ; par le terrorisme, vous pouvez tuer un peuple.

– Les Palestiniens des territoires ont-ils peur de l'OLP ?

– Oui, sans le moindre doute. Ils sont terrorisés. Mais vous savez, il n'y a pas que le langage au premier degré ; il y a aussi le langage des signaux, qu'il faut déchiffrer, qu'il faut lire politiquement.

Le rêve palestinien

– L'OLP ne sera-t-elle pas, tôt ou tard, un interlocuteur obligé pour Israël dans la recherche d'un règlement négocié ?

– Le roi a essayé de parler avec elle. Il a échoué. Comme cela arrive souvent dans l'histoire, un peuple fait un rêve et pour réaliser ce rêve se dote d'une organisation. Puis cette organisation devient plus forte que le rêve et enfin elle se substitue au rêve.

– Pour inciter l'OLP à plus de souplesse, les Etats-Unis lui ont promis de participer à une conférence internationale à condition qu'elle reconnaisse Israël. Etiez-vous informé de ce changement de position de Washington ? Vous inquiète-t-il ?

– Je ne pense pas que les Américains soient d'accord avec la façon dont le roi Hussein a défini leur position. Les Etats-Unis nous ont confirmé qu'ils n'avaient pas modifié leur position, et je n'ai aucune raison de ne pas les croire.

– Les explications américaines sont moins claires que vous ne le dites. Les Etats-Unis remarquent surtout que, l'affaire ayant échoué, mieux vaut ne plus en parler.

– A lire le discours du roi, les choses n'apparaissent pas si clairement. On ne sait s'il parle d'une délégation palestinienne – ou bien jordano-palestinienne – à une conférence internationale. J'ai plutôt l'impression qu'il fait référence à une délégation jordano-palestinienne.

– Vous parlez de transférer certains pouvoirs aux Palestiniens des territoires. Qu'entendez-vous par là ?

– Certaines mesures peuvent être *rapidement* prises. D'autres demanderont plus de temps. La désignation de maires arabes dans certaines villes de Cisjordanie peut intervenir assez vite. On peut aussi rapidement encourager le développement économique et social. Il faut, dans la mesure du possible, continuer à libéraliser notre politique dans les territoires.

– Mais n'y a-t-il pas une contradiction fondamentale entre les notions de libéralisation et d'occupation ?

– Si, bien sûr. Mais seule la négociation peut surmonter cette contradiction. Il y a deux choses auxquelles je ne crois pas : la première, c'est que le problème palestinien puisse être résolu par la force, que ce soit la violence du terrorisme ou celle d'une guerre ; ensuite je ne crois pas qu'une solution puisse être imposée car les deux grandes puissances ne sont pas prêtes à utiliser la force à cet effet. Elles ne sont pas d'accord entre elles sur la solution à imposer. Comment dans ces conditions pourraient-elles en imposer une aux pays concernés ? La seule issue réside donc dans la négociation. Elle peut être publique et rapide ou lente et graduelle. Je préférerais la première solution mais cela ne dépend pas de nous.

Changements dans les territoires

– Cette contradiction que vous reconnaissez n'est-elle pas encore plus évidente du fait que votre politique dans les territoires est à certains égards encore plus répressive que celle menée avant vous par le Likoud : déportations, internements administratifs, etc. ?

– Je ne suis pas d'accord. Il y a eu des changements, par exemple en matière d'implantations. Comment pouvez-vous comparer notre politique avec la précédente sur cette question qui est la plus importante ? Nous avons aussi nommé un maire arabe à Naplouse, la plus grande ville de Cisjordanie. Nous avons accepté des réformes économiques qui permettent l'injection de capitaux, au rythme de 1 million de dollars par jour. Nous avons réglé des conflits, à propos de l'irrigation. Nous avons autorisé des plans de développement, l'implantation d'industries, la construction d'hôpitaux. C'est vrai qu'en même temps, dans certains secteurs, notre politique ressemble à la précédente. Mais tout gouvernement israélien doit prendre les mesures qui s'imposent contre le terrorisme. Ne confondez pas les *mesures nécessaires* contre la terreur et celles que l'on prend pour modifier les données d'une situation.

– Vous avez évoqué la nomination du maire de Naplouse. N'a-t-il pas accepté votre offre qu'après avoir reçu le feu vert de l'OLP ?

– Le fait est qu'il n'est pas membre de l'OLP. Nous n'avons pas enquêté pour connaître ses vues et n'avons jamais dit à aucun dirigeant arabe que, pour négocier avec nous, il devait avoir les mêmes idées que nous.

– Que pensez-vous du récent rapprochement entre le roi Hussein et le président Assad de Syrie ?

– C'est une décision essentiellement tactique. Le fait que le président syrien ait ajourné son voyage à Amman signifie qu'il tenait surtout à obtenir l'annulation de l'accord jordano-palestinien. Maintenant que c'est acquis, cela lui suffit.

– C'est donc une victoire de M. Assad ?

– C'est un échec de l'OLP. Assad a un problème avec ses victoires. Il a remporté une victoire au Liban, et regardez où cela conduit. Je ne sais pas ce que vous appelez une victoire. Quelqu'un peut échouer et crier victoire. Mais un échec restera un échec.

– Arafat semble effectuer un retour en force au Liban. Qu'en pensez-vous ?

– Cela me préoccupe. Mais c'est surtout le problème d'Assad. Il est plus que quiconque hostile à l'OLP. Nous sommes sortis du Liban, mais ce pays est-il sorti de ses problèmes pour autant ?

La Libye et le terrorisme

– L'armée israélienne vient de mener une opération de ratissage au Liban pour retrouver deux soldats kidnappés. S'est-elle soldée par une victoire ou une défaite ?

– Ni l'une, ni l'autre. Cette opération a surtout témoigné de notre souci de tout faire pour sauver la vie de nos soldats. Cela peut aller parfois au-delà des simples nécessités militaires. Le problème provient de l'affrontement entre une société comme la nôtre, qui respecte la vie humaine, et une société qui croit que la vie commence après la mort. Il existe des sociétés sauvages à l'intérieur du monde civilisé.

– Qui sont les responsables de l'enlèvement des deux soldats ?

– Nous pensons que ce sont les Hezbollahs, soutenus par les Iraniens.

– La Syrie était-elle derrière ce coup de mains ?

Dessin de PANCHO.

– Les relations entre la Syrie et les Hezbollahs sont très complexes. D'un côté, les Syriens sont très heureux chaque fois que les Hezbollahs recourent au terrorisme contre Israël. De l'autre, ils sont très inquiets de voir les Hezbollahs se renforcer au Liban. La vie n'est pas simple pour la Syrie.

– Quels sont, selon vous, les principaux centres du terrorisme ?

– Le terrorisme a deux aspects. D'une part, les organisations en tant que telles, d'autre part les pays qui les soutiennent. S'agissant des Etats qui abritent, entraînent, financent et facilitent l'action des terroristes, la Libye vient incontestablement en tête. Regardez la situation au Tchad : Kadhafi nie totalement y intervenir alors même que N'Djamena a fait des prisonniers libyens. Quelqu'un qui est prêt à tuer ment avec encore plus d'audace, et il est ridicule de lui demander pourquoi il ment.

– Lors de la récente interception de l'avion libyen qui se rendait à Damas, avez-vous eu des contacts, même indirects, avec la Syrie afin d'éviter des malentendus ?

– Non. On a contraint l'avion à se poser, on l'a fouillé et il est reparti. C'est tout. On n'a fait de mal à personne. Cela arrive que la police arrête des suspects qui se révèlent innocents. Ils peuvent passer la nuit en prison. Je le regrette.

– Vu d'ici, on a souvent l'impression que le président Moubarak ne souhaite pas que de véritables progrès interviennent dans les relations entre Israël et l'Egypte. Est-ce votre opinion ?

– Ces relations traversent une période cruciale. Fondamentalement, M. Moubarak est intéressé à maintenir le traité qui nous lie à l'Egypte. Mais il doit tenir compte d'autres considérations que je ne suis pas à même de juger. Je ne peux pas, d'autre part, évaluer le tempérament d'une autre personne en fonction du mien. On verra. J'espère qu'on progressera.

La France et les juifs d'URSS

– Vous avez accueilli Anatoli Chtcharanski après sa libération. Cet événement est-il un geste de bonne volonté de l'URSS envers Israël ?

– J'hésite entre l'espoir et la raison. Mon espoir est que cela prélude à un véritable changement de la politique soviétique. Mais une hirondelle ne suffit pas à annoncer le printemps.

– Vous avez été à l'origine de nombreuses rumeurs sur une possible modification de la politique de Moscou envers les juifs soviétiques en faisant état, à l'issue de la rencontre avec M. Mitterrand, de la mise en place par la France d'un pont aérien pour transporter directement vers Israël les candidats à l'émigration. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?

– Pour les autorités soviétiques, c'est une chose que les juifs partent pour Israël, c'en est une autes qu'ils aillent aux Etats-Unis. Et on peut le comprendre. Si quelqu'un quitte l'URSS pour les Etats-Unis, c'est qu'il tient l'Amérique pour supérieure à l'URSS. Mais si un juif quitte l'URSS pour Israël, il ne fait que rejoindre une patrie. Nous avons donc estimé utile de signaler aux Soviétiques que les juifs *devraient* pouvoir se rendre directement en Israël. J'ai évoqué cette affaire avec le président Mitterrand. Il m'a dit que, s'il y avait un problème de transport, la France pourrait s'en charger. Nous sommes aussi convenus qu'en rendant publique cette offre, ce serait un signal important que nous adresserions aux Soviétiques.

– Comment saviez-vous que c'était une préoccupation de Moscou ?

– J'avais évoqué cette question à l'automne aux Nations unies, lors de ma rencontre avec M. Chevardnadzé, le ministre soviétique des affaires étrangères.

– Mais n'est-ce pas très gênant pour Moscou, dans le cadre de sa politique arabe, de laisser partir des juifs vers Israël ?

– L'URSS tient compte de trois grandes considérations : son image dans le monde, la détente Est-Ouest et sa politique au Proche-Orient. L'émigration des juifs est davantage liée à la détente qu'à la politique proche-orientale.

– Etes-vous inquiet de la sensibilité croissante de la jeunesse israélienne aux thèses de l'extrême droite ?

– Je ne suis pas si sûr que cela soit vrai. Les nations, comme les hommes, sont sujettes à des humeurs...

– Vous préoccupez-vous du résultat des prochaines élections en France ?

– Oui, bien sûr. Et vous savez où vont mes sympathies. Ce n'est pas un secret.

– Quels conseils donneriez-vous à M. Mitterrand sur la cohabitation ?

– Je lui recommanderai d'avoir une majorité plutôt que de cohabiter. S'il a le choix. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

Un membre du comité central PCL assassiné par les hezbollahs

Beyrouth *(AFP)*. – Le membre du comité central du Parti communiste libanais, M. Souheil Tawilé, enlevé dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 février par le Hezbollah, a été retrouvé lundi à Beyrouth, sur le front de mer, tué de trois balles dans la tête, bâillonné, les yeux bandés, les mains liées derrière le dos et en vêtements de nuit.

M. Tawilé avait été enlevé à son domicile, voisin de l'ambassade d'Iran, à Beyrouth-Ouest, dans la nuit de dimanche à lundi, alors que se déroulaient des accrochages entre les communistes et les intégristes du Hezbollah. Quarante-neuf autres cadres et militants du PCL, enlevés, ont été libérés en milieu de soirée.

L'ambassade d'Iran avait distribué auparavant un communiqué annonçant *« la libération de toutes les personnes enlevées quelle que soit leur appartenance »*. Selon le communiqué, cette libération a eu lieu à l'issue d'une réunion tenue au siège de la chancellerie, *« à la demande des forces nationales et islamiques »*, en présence de responsables iraniens et de représentants du PCL, du Hezbollah, du Parti socialiste progressiste (PSP) et du Mouvement chiite Amal.

Le communiqué de l'ambassade ajoute qu'il a été convenu de tenir des réunions régulières entre les parties présentes et de *« rassembler les forces pour combattre l'ennemi sioniste au sud du Liban »*.

Khalil Naouss, un autre membre du bureau politique du PCL, avait été récemment tué à Beyrouth-Ouest par des inconnus. En outre, le corps d'un instituteur communiste, Michel Waked, avait été retrouvé le 7 février dernier, deux mois après son enlèvement.

LE SORT DES JUIFS DE SYRIE ET DU LIBAN

Réuni dimanche 23 février à Paris, le Comité international pour la liberté des juifs de Syrie a tenu à associer au sort des *« quatre mille juifs otages en Syrie »* celui des juifs libanais, dont quatre parmi les neuf enlevés ont été assassinés. *« La communauté internationale doit intervenir pour protéger les juifs du Liban »*, a notamment déclaré M. Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris, qui a affirmé : *« Le sort de tous les otages est lié. »*

Deux proches des juifs libanais récemment exécutés sont venus témoigner du drame des juifs du Liban, *« coupables seulement de n'avoir pas voulu quitter leur pays »*. Rejetant la responsabilité des enlèvements et exécutions sur des organisations chiites extrémistes pro-khomeinistes, l'un des témoins a mis en cause tout à la fois Téhéran et Damas qui *« contrôle la zone dans laquelle sont détenus la plupart des otages »*.

A l'issue de cette journée, Mme Nicole Fontaine (UDF), parlementaire européen, s'est engagée à soumettre au Parlement de Strasbourg une proposition pour envoyer une délégation parlementaire à Damas pour *« s'inquiéter de la situation des juifs de Syrie »*. A l'initiative de MM. Georges Sarre (PS), Olivier Stirn (NI) et Claude Gérard-Marcus (RPR), une délégation de parlementaires français sera constituée dans le même sens. Les seize comités de soutien dans le monde, dont des délégués ont participé à cette réunion, se sont engagés à intervenir de même dans leur pays pour obtenir du gouvernement syrien la liberté de sortir pour les juifs de Syrie.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Téhéran rejette un appel unanime du Conseil de sécurité au cessez-le-feu

L'Iran a rejeté lundi soir un nouvel appel du Conseil de sécurité de l'ONU à l'arrêt de ses hostilités avec l'Irak et à l'ouverture d'une médiation sur un règlement de tous les aspects du conflit. L'adoption unanime de cet appel par le Conseil de sécurité était l'aboutissement de huit jours d'intenses discussions et négociations entre ses membres qui, *pour la première fois dans l'histoire* du conflit, ont accepté de se pencher sur le problème des responsabilités des deux belligérants dans la guerre.

La résolution adoptée *« déplore l'agression initiale »* qui a entraîné le conflit entre l'Iran et l'Irak, *« déplore l'escalade du conflit »* et en particulier les incursions territoriales, les bombardements de zones civiles et de navires marchands ainsi que les violations du droit international humanitaire et l'usage des armes chimiques, appelle à l'arrêt immédiat de toutes les hostilités terrestres, *maritimes et aériennes*, demande l'ouverture immédiate d'une médiation portant sur tous les aspects du conflit, y compris le retrait des forces sur leurs frontières respectives, afin de mettre fin à la guerre, et enfin réclame les bons offices du secrétaire général de l'ONU dans cette médiation.

L'ambassadeur d'Iran à l'ONU, M. Ali Rajaie Khorassani, qui boycottait les travaux du Conseil, a estimé, au cours d'une conférence de presse, qu'il s'agissait d'un *« progrès »*, mais il a néanmoins rejeté l'ensemble du texte, en affirmant qu'il donne *« aux Irakiens tout ce qu'ils voulaient »*. M. Khorassani s'en est pris à plusieurs membres permanents du Conseil de sécurité, accusant nommément la France et les Etats-Unis d'avoir *« kidnappé »* le Conseil.

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Ismat Kittani, a pour sa part déclaré que son gouvernement accueillait cette résolution avec le *« plus grand sérieux »*. Le Conseil avait été saisi par l'Irak et les membres du « groupe des Sept » de la Ligue arabe de la dernière offensive iranienne dans la péninsule de Fao.

A Téhéran, le président Khamenei, a estimé que la résolution était *« inacceptable »* par la République islamique parce qu'elle ne contient pas *« une condamnation explicite »* de l'Irak *« en tant qu'agresseur »*. Le chef de l'Etat iranien a cependant indiqué que le texte condamnait de *« manière implicite »* le gouvernement de Bagdad mais que *« le langage, les termes et le ton n'étaient pas ce que l'on pouvait attendre d'un organisme international impartial et responsable »*.

Nouvelle offensive iranienne

Le président Khomenei a ajouté que les troupes iraniennes étaient maintenant *« bien installées »* sur le territoire irakien et a répété que les *« objectifs »* de l'offensive FAJR 8, lancée le 9 février dans le Sud irakien, avaient été *« complètement atteints »*.

Ce mardi matin, Téhéran annonçait une nouvelle offensive, cette fois sur le front du Nord. L'agence nationale IRNA affirme que les forces iraniennes ont déjà atteint leurs objectifs et tiennent fermement les hauteurs stratégiques qu'ils ont occupées au nord-est de Souleimaniyeh, une région située à l'est des grands champs pétrolifères de Kirkouk, dans le Kurdistan irakien. On pensait généralement que les Iraniens attaqueraient dans le secteur des marécages de Haouizeh, au nord de Bassorah, où avaient été signalées des concentrations de troupes.

L'Iran avait lancé une offensive dans la région de Souleimaniyeh en octobre 1983, repoussant les forces irakiennes des régions qu'elles avaient occupées au début de la guerre, il y a cinq ans et demi et capturant le saillant de Penjouin, territoire irakien de 300 kilomètres carrés. – *(AFP, Reuter.)*

L'inquiétude croissante du Koweït voisin...

De notre envoyée spéciale

Koweït. – Tandis que le Koweït s'applique à célébrer, le vingt-cinquième anniversaire de son indépendance, l'Iran et l'Irak s'entre-déchirent à vingt kilomètres de ses frontières, à soixante-dix kilomètres du centre de la capitale. Rien n'en transparaît, du moins en surface. Si le gouvernement a fait savoir à l'étranger que ses troupes sont en état d'alerte maximal, il s'applique au contraire, à l'intérieur, à minimiser la gravité de la situation. La presse locale a reçu consigne de ne pas dramatiser l'offensive iranienne.

Ce vernis d'apparente sérénité craque cependant vite. L'Etat de Koweït meurt de peur, dignement, mais sans illusion, pris en tenaille entre ses trop puissants voisins, qui risquent, bien contre son gré, de l'obliger à s'impliquer directement dans le conflit. L'émirat est parvenu jusqu'ici à se tenir à l'écart des combats. A grands frais. *« Le Koweït est racketté de tout côté »*, assure un diplomate. Alliés officiels de l'Irak, les Koweïtiens ont, comme leurs voisins pétroliers du Golfe, payé d'abord en espèces sonnantes et trébuchantes – quelque six à sept milliards de dollars, – puis, après l'aggravation des menaces iraniennes et les attentats de décembre 1983, sous forme de pétrole extrait de la *« zone neutre »*, partagée avec l'Arabie Saoudite – l'équivalent de quelque 2,5 à 3 milliards de dollars en deux ans. Soumis à une pression constante de l'Iran, le Koweït a été victime d'attentats sanglants, dont le dernier en mai 1985, contre l'émir, a déclenché une véritable hantise, et entraîné l'expulsion de plus de trois mille immigrés chiites.

En se rapprochant dangereusement, la guerre risque d'obliger l'Etat pétrolier à engager ses troupes pour défendre ses frontières. Pour son malheur, le Koweït est en effet propriétaire des deux îles stratégiques de Worbah et Boubyane, qui commandent dans le nord du Golfe l'accès au port d'Oum Qasr, base de la flotte irakienne. L'Irak, à plusieurs reprises, a demandé à son allié koweïtien de lui laisser l'usage de ces îles. Mais l'Iran a averti que cela constituerait un *casus belli*. Si la situation s'envenime, le Koweït redoute que l'un ou l'autre des belligérants ne décide de se passer de son accord et de s'emparer de ces îles pour prendre un avantage décisif, le mettant ainsi au pied du mur : soit s'opposer militairement à son allié irakien, soit risquer une guerre déclarée avec l'Iran. Or, que peut le Koweït, avec son armée de douze mille hommes et sa soixantaine d'avions de combat, contre ses deux voisins ?

Seule garantie : des frontières indéfendables pour lui-même comme pour tout occupant éventuel, *« notre meilleure sécurité »*, assure un pilote koweïtien ; et surtout le risque d'internationalisation du conflit en cas d'attaque pure et simple. Le Koweït multiplie en ce moment les efforts diplomatiques afin de s'assurer des appuis, en affirmant toutefois bien haut qu'il est capable de se défendre tout seul. Car, si l'appui des Américains ou des Français est solide en temps de paix, rien n'assure, au contraire, que les grandes puissances s'engageront pour soutenir le petit émirat en cas de guerre.

Un Etat fragile

Si le risque d'invasion pure et simple paraît donc limité, les conséquences d'un engagement militaire dans le conflit avec l'Iran n'en seraient pas moins redoutables. La situation de l'émirat est d'autant plus délicate qu'un bon cinquième de sa population est de confession chiite, et souvent d'origine iranienne. En cas de conflit ouvert avec Téhéran, le gouvernement redoute donc, non seulement des raids aériens comme celui qui, en 1981, avait endommagé le gisement d'Oum-Al-Aish, à quarante kilomètres de la frontière, mais aussi une recrudescence des attentats dans le pays. Fragile politiquement, le petit Etat koweïtien, avec son million d'immigrés, contre une population d'origine de six cent mille personnes seulement, tente donc avant tout de calmer le jeu en évitant toute vague sur le plan interne.

En attendant, il se prépare à toute éventualité. Contre le risque extérieur, il a discrètement renforcé ses défenses. Toutes les installations économiques stratégiques sont équipées de défenses anti-aériennes. On aperçoit des radars jusque sur les châteaux d'eau. Deux radars anti-aériens Tiger, capables de détecter les avions volant à basse altitude, ont été installés en urgence. Six autres du même modèle sont en cours de commande à la France. En dépit de certaines dénégations, des commandes d'armements ont été effectuées très récemment. Une brigade supplémentaire a été envoyée à la frontière nord, et les îles stratégiques de Boubyane et de Warbah ont été fortifiées. Si l'armée est invisible, la police est omniprésente et multiplie les contrôles et les barrages routiers.

La population a gardé toutefois son sang-froid. On est loin de la panique qui, en 1981, après un raid aérien, avait rempli les aéroports, vidé les magasins et les stations d'essence. C'est tout juste si quelques ventes massives de dollars ont, à deux reprises, fait chuter de cinq points la monnaie koweïtienne à la Bourse de Bahreïn. Mais les rumeurs vont bon train. Et il suffit de voir la tension angoissée avec laquelle les Koweïtiens écoutent à la radio chaque jour les communiqués militaires de l'Irak, pour comprendre que la peur rôde, et gâche, quels que soient les efforts des autorités qui ont annulé en dernière minute le défilé populaire en présence de l'émir, le goût de la fête de l'indépendance.

VÉRONIQUE MAURUS.

Iran

Quatre des cinq Français arrêtés ont été libérés

Quatre des cinq ressortissants français, arrêtés lundi matin 24 février par les autorités iraniennes, ont été libérés et ont pu regagner leur domicile à Téhéran. Il s'agit de M. Jean-Pierre Descourt, directeur général de la compagnie Alsthom pour l'Iran et président de la chambre de commerce franco-iranienne, M. Jean-Pierre Boidot, directeur pour Alsthom du projet de construction de la centrale électrique de Tabriz, et son épouse, et de M. Philippe Tissot, attaché d'ambassade et titulaire d'un passeport diplomatique. En revanche, le sort de M. Gilles Picot, représentant de la société COGELEC en Iran, arrêté lundi en fin de matinée, n'était toujours pas connu ce mardi matin 25 février.

Les quatre Français avaient été retenus dans les locaux d'un comité révolutionnaire de quartier et non pas en prison, et les interpellations se sont produites à la veille d'une manifestation qui doit se tenir, ce mardi, *devant l'ambassade de* France à Téhéran, à l'appel du Parti islamique Daawa et du mouvement Amal islamique, deux organisations opposées au régime de Bagdad et basées à Téhéran.

Le parti Daawa avait récemment condamné les mesures d'expulsion prises contre deux opposants irakiens par le gouvernement français, qui les a renvoyés en Irak où ils sont *« promis à une mort certaine »*, selon un porte-parole de Daawa, qui a lu une lettre adressée au ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, et au correspondant de l'AFP à Téhéran. Dans cette lettre, qui a été remise au chargé d'affaires français à Téhéran, M. Pierre Lafrance, Daawa tient pour *« responsable »* le gouvernement français de ce qui pourrait arriver à MM. Hassan Fawzy et Hassan Kheir Eddine. Il demande aux autorités françaises d'agir auprès du gouvernement irakien pour obtenir la libération de ces deux personnes, qui sont, selon Daawa, *« deux étudiants innocents »*.

Le gouvernement français avait décidé le 13 février d'expulser treize étrangers – pour *« troubles à l'ordre public »* – interpellés la veille avec cinquante et une autres personnes, dans le cadre de l'enquête sur les six attentats commis depuis le 7 décembre dernier à Paris. Parmi ces expulsés figuraient cinq Iraniens, et M. Pierre Lafrance a fait état lundi, après l'arrestation des cinq ressortissants français en Iran, d'*« un signe de mécontentement de la part des autorités iraniennes et du ministère des affaires étrangères à la suite de la détention et de l'expulsion de ressortissants iraniens en France »*.

Les autorités iraniennes n'ont cependant donné aucune explication à l'arrestation des cinq Français et à la libération ultérieure de quatre d'entre eux. Le ministère des relations extérieures avait convoqué lundi matin le chargé d'affaires iranien à Paris pour lui demander des explications sur l'arrestation de ressortissants français et exiger leur libération immédiate. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

Pétition pour les grévistes de la faim

Varsovie. – L'état de santé de quatre hommes qui font la grève de la faim depuis quatre mois à la prison Rakowiecka de Varsovie éveille de vives inquiétudes au sein de l'opposition démocratique en Pologne, souligne le texte d'une pétition parvenue le lundi 24 février à la presse occidentale à Varsovie, et qui a recueilli plus de mille six cents signatures.

Ce texte, adressé au chef de l'Etat et du parti, le général Jaruzelski, avec copie au pape Jean-Paul II, demande qu'une commission médicale indépendante puisse examiner les détenus de toute urgence.

La pétition fournit des détails sur les quatre grévistes de la faim alimentés de force, MM. Czeslaw Bielecki, trente-huit ans, Andrzej Gorski, trente-quatre ans, Edmund Krasowski et Wlodzimierz Woroniecki, trente ans.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré lundi que le gouvernement français *« déplore le maintien en prison de Bogdan Lis, Adam Michnik et Wladyslaw Frasyniuk »*, aux termes du verdict prononcé à l'issue du procès en appel des trois dirigeants de Solidarité qui s'est tenu vendredi dernier 21 février, à Varsovie. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

Condamnations pour prise d'otage

Prague. – Deux jeunes Tchécoslovaques, âgés de vingt-cinq et vingt-six ans, ont été condamnés, le lundi 24 février, à Bratislava (Slovaquie), à quinze et treize ans de prison pour avoir pris en otage, en septembre dernier, un responsable slovaque en tentant de passer en Autriche, annonce l'agence CTK.

Le 27 septembre dernier, Jozef Rohac et Ernest Recka avaient pris en otage un haut responsable du ministère slovaque de la santé avec sa voiture de service. Arrivés avec l'otage au poste-frontière de Petrzalka (Slovaquie occidentale), les deux ravisseurs avaient demandé le libre passage en Autriche et ouvert le feu sur des gardes-frontière et des policiers. Ils s'étaient finalement rendus après avoir libéré l'otage. – *(AFP.)*

MOZAMBIQUE

La rébellion aurait reconquis son ancien QG

Chimoio. – Les maquisards de la résistance nationale du Mozambique (RNM) ont repris leur ancien QG de Gorongosa, dans le centre du pays, tombé aux mains des forces gouvernementales appuyées par des troupes zimbabwéennes en août, a-t-on appris, le dimanche 22 février, de source militaire, à Chimoio, entre le port de Beira et la frontière du Zimbabwe.

Selon ces sources, le QG, surnommé « Casa Banana », situé à une centaine de kilomètres au nord de Chimoio, a été repris, dans la nuit du 14 au 15 février, par un demi-millier d'hommes de la RNM.

A Maputo comme à Harare, les autorités n'ont pas commenté cette information. La prise du QG de la RNM avait constitué une belle victoire pour l'armée mozambicaine, aux prises avec la guérilla depuis l'indépendance en 1975. Cette immense base, qui dispose de sa propre piste d'aviation et de générateurs, peut abriter des milliers de personnes. – *(Reuter.)*

EUROPE

LE XXVIIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SOVIÉTIQUE

Les dirigeants des pays frères ont dû s'adapter à un jeu plus subtil et plus serré

Faire le dos rond, s'incliner ou faire preuve de plus d'indépendance ? Les grands féodaux de l'empire n'ont pas la tâche facile...

De notre envoyé spécial

Varsovie. – Au moment où M. Gorbatchev devait commencer,ce mardi 25 février, la lecture de son rapport devant le vingt-septième congrès du PC soviétique, six paires d'yeux se sont inévitablement fixées sur lui avec une attention particulière. Les dirigeants des six alliés est-européens de l'URSS, ceux qui constituent le premier cercle du camp soviétique, ont toujours d'excellentes raisons de faire grand cas des discours du numéro un du Kremlin, quel qu'il soit, mais plus encore cette *fois*, quand ce numéro un est un personnage qui, en moins d'un an de pouvoir, est parvenu à imposer sa marque à son propre pays et une *image nouvelle* à un Occident *mi-inquiet, mi-séduit.*

Le Bulgare Todor Jivkov, qui était déjà au pouvoir en 1954 (il y a trente-deux ans !), alors que Mikhaïl Gorbatchev naissait à peine à la politique, se dit-il qu'il assiste à sa dernière grand-messe, qu'il ne connaîtra plus d'autre grand prêtre ? N'a-t-il pas vu successivement dans leurs œuvres Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et Tchernenko, témoignant même d'un zèle un peu trop empressé auprès de ce dernier, ce qui n'est pas forcément le meilleur moyen de se faire apprécier de son successeur. Son propre congrès, celui du Parti bulgare, se réunira en avril prochain (quatre congrès de partis *frères* se succéderont d'ailleurs dans le sillage du congrès moscovite entre mars et juin : les congrès des PC tchèque, bulgare, est-allemand et polonais). Selon des rumeurs persistantes, M. Jivkov, victime peut-être de la mode « jeune » qui prévaut désormais à Moscou, pourrait soit passer la main, soit, plus probablement, se cantonner en un rôle plus honorifique en se faisant assister d'un adjoint.

M. Ceausescu, lui, en dépit de ses ambitions, estime peut-être que, devant ce spectateur-là, les exercices d'équilibriste qu'il affectionne sont devenus bien périlleux – d'autant que l'état lamentable de l'économie roumaine est tout le contraire d'un filet de sécurité.

Quant au général Jaruzelski, qui a rendu un inestimable service aux *Soviétiques* en *baillonnant Solidarité par ses propres* moyens, n'est-il pas en droit de penser qu'il a laissé passer sa chance ? Lorsque se succédaient au *Kremlin* des vieillards impotents, n'aurait-il *pas pu*, lui qui se présente comme le sauveur de son pays, obtenir beaucoup plus pour la Pologne, une bien plus grande liberté de manœuvre et des accords économiques moins contraignants ? C'est là, en tout cas, un reproche qu'on entend bien souvent à Varsovie, y compris parmi les plus réalistes et les plus modérés des opposants.

A des titres divers, les autres grands féodaux de l'empire, MM. Honecker, Husak, Kadar, ont eux aussi de bonnes raisons de penser qu'avec M. Gorbatchev le jeu est desormais beaucoup plus serré même s'il est aussi plus subtil.

La plupart de ces dirigeants, M. Jaruzelski mis à part, ont une bonne vingtaine d'années de plus que M. Gorbatchev et ils savent donc que, selon toutes probabilités, c'est cet homme-là qui aura son mot à dire lorsque se posera le problème de leur propre succession. Cela crée forcément des rapports d'un type un peu particulier.

Des accents différents

C'est déjà la cinquième fois que les dirigeants du bloc se retrouvent, en moins d'un an, autour de M. Gorbatchev – un rythme auquel ils n'avaient pas été soumis depuis longtemps. Il y eut d'abord les obsèques de Tchernenko et *cette* réunion au cours de laquelle le nouveau maître du Kremlin signifia, sans perdre de temps, qu'il convenait de mettre fin à certains états d'âme et d'accepter la prorogation pour vingt ans du pacte de Varsovie. Ce qui fut fait dans la capitale polonaise à la fin avril. Les sept dirigeants se retrouvaient ensuite en octobre à Sofia à l'occasion d'une session du comité politique consultatif du pacte, la première réunion de cet organisme depuis plus de deux ans. Très peu de temps après, M. Gorbatchev les réunissait de nouveau à Prague pour les informer des résultats de sa rencontre avec le président Reagan, à Genève, une information d'autant plus nécessaire que le mouvement désormais rapide imprimé à la politique étrangère soviétique après des années d'immobilisme « gromykien » oblige les alliés de Moscou à s'adapter à cette gymnastique nouvelle, avec des succès divers selon les cas. Ainsi, les dirigeants et la presse de Varsovie pratiquent-ils encore souvent une rhétorique anti-américaine beaucoup plus lourde que celle qui est désormais de rigueur à Moscou.

Les résultats de Genève eux-mêmes ont été accueillis avec des accents sensiblement différents. C'est de Budapest que sont venus les échos les plus enthousiastes, certains responsables déclarant même ouvertement qu'une amélioration des relations soviéto-américaines ne pourrait qu'étendre la latitude d'action des « petits pays ». La réaction était similaire, bien qu'un ton au-dessous, à Berlin-Est, tandis que Prague, au contraire, mettait bien longtemps avant de se décider à découvrir quelques éléments d'encouragement dans les résultats du sommet.

La participation aux dépenses militaires

Cependant, l'autonomie des pays de l'Est dans leurs relations avec l'Ouest étant fort limitée, c'est essentiellement sur les rapports internes au bloc que s'est fait sentir le poids de l'URSS en général et de M. Gortbatchev en particulier. Relations internes et externes étant bien sûr liées, un ralentissement de la course aux armements ne pourrait qu'être bien accueilli par les alliés de l'URSS qui supportent un budget considérable de dépenses militaires.

On entre là dans un domaine très secret, mais il est évident que les pays de l'Est s'efforcent de réduire, autant que faire se peut, leur propre participation. Avant l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev, la RDA et la Tchécoslovaquie avaient dû accepter avec une mauvaise humeur mal dissimulée, de prendre à leur charge une partie des frais d'installation des nouvelles fusées soviétiques présentées comme des contre-mesures aux Pershing et aux Cruise. De nouveau, en décembre dernier, une dépêche de l'agence est-allemande ADN, après une réunion des ministres de la défense du pacte à Berlin-Est, soulignait avec une certaine insistance que la RDA *« s'inquiétait de toutes ses obligations à l'égard de ses alliés »*, comme si l'on voulait dire à demi-mot : point trop n'en faut. Quelques mois plut tôt, les responsables militaires hongrois avaient déclaré que Budapest remplirait ses engagements, *« en tenant compte des capacités de l'économie nationale et des possibilités réelles »*. Des possibilités évidemment limitées.

On sait aussi que depuis quelques années, M. Ceausescu traîne les pieds dès qu'il est question de budget militaire, arguant des difficultés économiques – c'est un euphémisme – dont souffre son pays. Il devrait logiquement en être de même pour la Pologne, mais il semble que les dirigeants de Varsovie n'aient pas pu, ou pas su, faire en sorte que la contribution polonaise soit allégée. Le fardeau est d'autant plus pesant que la Pologne est chargée de fabriquer des équipements lourds, grands consommateurs d'acier et d'énergie. Comment expliquer autrement qu'on ait développé, dans de telles proportions, les aciéries de Katovice, véritable gouffre financier ?

Les pressions soviétiques s'exercent tout aussi naturellement au sein du COMECON. L'URSS monnaie désormais très chèrement les matières premières qu'elle fournit à *ses protégés*, et exige d'eux des produits de première qualité, exprimant parfois ses récriminations fort sèchement, comme ce fut le cas à l'adresse des Bulgares.

Un régime inconfortable

L'ère Gorbatchev, c'est aussi, en URSS même, la lutte contre l'alcoolisme et la corruption. Mais, contrairement à ce qu'on aurait pu supposer, ces initiatives n'ont pas eu en Europe de l'Est les prolongements qu'on aurait pu espérer. Certes, les Bulgares s'apprêtent à lancer une campagne contre l'ivrognerie. Et, en Pologne, un penchant certain d'un vice-premier ministre pour la bouteille lui a apparemment coûté son poste. Mais dans ce pays, comme en Hongrie, l'alcoolisme est de longue date considéré comme un fléau national. Les campagnes de lutte n'ont rien fait d'autre que de se succéder, depuis des décennies, du moins en paroles, sans résultats très probants.

Quant à la lutte contre la corruption et la bureaucratie, elle a, de tout temps, été présentée comme une priorité. Simplement, les actes semblent cette fois un peu moins éloignés des paroles que par le passé. On fait des exemples. Quitte à envoyer parfois, en particulier en Pologne, de pauvres bougres en prison, pour une indélicatesse de quelques zloties.

Les projets de réforme de M. Gorbatchev pourraient aussi, théoriquement, servir d'inspiration. Mais il se trouve que ces projets sont en fait très en retrait par rapport à ce qui se pratique d'ores et déjà, et est envisagé, presque partout ailleurs, en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie. L'important est qu'à Moscou, dans ce domaine, quelque chose bouge ou semble bouger et que, dans ses rapports avec ses alliés du COMECON, l'URSS se comporte de façon moins équivoque. Encore des signaux contradictoires sont-ils émis depuis Moscou, tel violent article de la *Pravda*, qui dénonce en des termes menaçants ceux qui sapent la cohésion du camp socialiste, se trouvant bientôt compensé par des paroles apaisantes.

Soumis à ce régime inconfortable, les six dirigeants des pays frères n'ont apparemment pas la tâche facile. Ils peuvent certes choisir entre faire le dos rond (comme M. Kadar) ou simplement s'incliner. Quant à adopter une attitude plus indépendante, en tirant argument, comme certains de leurs prédécesseurs l'avaient fait, des désirs de leurs propres peuples, eux seuls savent si cela leur est possible.

JAN KRAUZE.

SEPT CONGRÈS CINQ CHEFS DU PARTI DEPUIS LA MORT DE STALINE

5 mars 1953 : mort de Staline.

Février 1956 : XXe congrès, rapport de Khrouchtchev, premier secrétaire, sur le culte de la personnalité.

Janvier - février 1959 : XXIe congrès.

Octobre 1961 : XXIIe congrès, nouvelle dénonciation de Staline.

16 octobre 1964 : chute de Nikita Khrouchtchev. Léonide Brejnev lui succède comme premier secrétair.

Mars-avril 1966 : XXIIIe congrès. Léonide Brejnev prend le titre de secrétaire *général* du PCUS.

Mars 1971 : XXIVe congrès.

Mars 1976 : XXVe congrès.

Février 1981 : XXVIe congrès.

10 novembre 1982 : mort de Léonide Brejnev ; Iouri Andropov lui succède le 12 novembre.

9 février 1984 : mort de Iouri Andropov ; Constantin Tchernenko lui succède le 13 février.

10 mars 1985 : mort de Constantin Tchernenko ; Mikhaïl Gorbatchev lui succède le 11 mars.

2 juillet 1985 : M. Andrei Gromyko est nommé chef de l'Etat.

NOUVELLES MUTATIONS DANS LA PRESSE SOVIÉTIQUE

M. Richard Kosolapov, qui dirigeait depuis mars 1976 la revue théorique du PC soviétique *Kommounist*, a été libéré de cette fonction, a confirmé à l'AFP un porte-parole de la revue, lundi 24 *février*. Agé de cinquante-cinq ans, M. Kosolapov devrait devenir titulaire d'une chaire de philosophie à l'université de Moscou et perdre le siège au comité central du parti qu'il détenait depuis 1981. Il sera remplacé par M. Bikkenine, identifié récemment comme chef adjoint du département de la propagande du comité central.

Ce sont également deux anciens sous-chefs de département à l'état-major du parti qui ont pris récemment la direction de deux journaux : M. Boris Vladimirov, ancien conseiller personnel de Mikhaïl Souslov (l'idéologue du régime décédé en 1982), est devenu rédacteur en chef de *la Gazette économique*, tandis qu'Albert Beliaev, ancien sous-chef du service de la culture, a été nommé à la tête de *Sovietskaia Koultoura*. Enfin, M. Mikhaïl Nenachev, qui dirigeait depuis 1978 le journal *Russie soviétique*, organe de la fédération de Russie, a été nommé président du comité d'Etat pour l'édition, la polygraphie et le commerce du livre. Il remplace M. Boris Pastoukhov, qui avait dirigé de 1977 à 1982 l'organisation des jeunesses communistes (Komsomol) de l'URSS, et devrait lui aussi perdre sa place au comité central du parti à l'issue du présent congrès. – *(AFP, Reuter.)*

Rendre son nom à Stalingrad ?

Moscou. – L'écrivain soviétique Youri Bondarev a déclaré, le lundi 24 février au cours d'une conférence de presse, que la ville de Volgograd devrait *« reprendre son nom historique »* de Stalingrad.

« Je pense, en tant qu'écrivain, que, dans quelques années, la ville (de Volgograd) *devrait reprendre son nom historique* (de Stalingrad), *parce qu'on ne peut pas oublier l'histoire »*, a-t-il expliqué.

Agé de soixante-deux ans, M. Bondarev, ancien combattant de Stalingrad, est membre de la délégation de Volgograd qui siège au vingt-septième congrès du PC soviétique.

Au cours de la même conférence de presse, le premier secrétaire du Parti communiste de Volgograd, M. Viktor Kotchetov, a indiqué que ce problème relevait *« de la compétence du gouvernement de l'URSS »*.

En mai dernier, lors du quarantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, le maréchal Vassili Petrov, premier vice-ministre de la défense, avait affirmé que Volgograd ne serait pas rebaptisée Stalingrad. Des anciens combattants de Stalingrad avaient demandé que la ville retrouve le nom qu'elle avait perdu pendant la déstalinisation, il y a vingt-cinq ans. – *(AFP.)*

[C'est au cours d'un précédent congrès, tenu il y a un quart de siècle, en novembre 1961, que la ville de Stalingrad et sa région avaient été rebaptisées Volgograd ou « ville de la Volga », après avoir porté le nom de Staline depuis 1925 (l'ancien nom était Tsaritsyne). Toutefois, on continuait de parler de la « bataille de Stalingrad » pour désigner l'opération qui, entre juillet 1942 et février 1943, marqua un tournant de la guerre avec l'Allemagne nazie.]

A LA VEILLE DU « RÉFÉRENDUM CONSULTATIF » SUR LA CEE

Les choses iraient-elles trop bien au Danemark ?

Une victoire de « non » au référendum sur l'Europe serait dommageable pour une économie qui profite d'un programme de redressement.

De notre envoyé spécial

Copenhague. – Les choses iraient-elles trop bien au Danemark, où il n'y a pas si longtemps elles allaient plutôt mal ? On ne peut s'empêcher de se poser la question alors que les partis politiques, qui avaient fini par unir leurs efforts autour d'un remarquable programme de redressement économique, forment aujourd'hui deux camps ennemis en vue de la bataille du « référendum consultatif » du 27 février sur la réforme du traité de Rome.

Ce n'est évidemment pas parce que le Danemark a retrouvé depuis deux ans les voies de la croissance – la plus forte de la CEE, – tout en reprenant le contrôle de ses finances publiques et de sa monnaie, qu'il doit forcément mettre entre parenthèses les questions touchant sa souveraineté ou son identité.Ce qui donne à la consultation un intérêt nouveau, mais aussi un tour paradoxal, est quelle intervient au moment où, les conditions sont réunies pour la première fois pour faire du Danemark, un membre à part entière du club de Bruxelles.

Peut-être aussi fallait-il au reste de l'Europe un prétexte pour s'occuper de plus près des affaires danoises. Ce qui, depuis un peu plus de trois ans, se passe à Copenhague est à maints égards exemplaire. A quelques semaines près, l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre, M. Poul Schlüter, et de la coalition « bourgeoise » (partis conservateur, libéral, chrétien-démocrate) qu'il dirige a coïncidé avec le retour de M. Olof Palme à la tête du gouvernement à Stockholm : septembre 1982 pour le premier et octobre de la même année pour le second. Alors que les socialistes passaient la main au Danemark, ils s'installaient à nouveau au poste de commande en Suède. En ce qui concerne le niveau de l'activité, la lutte contre l'inflation, et disons d'une façon plus générale le tonus de la nation, les résultats obtenus dans le plus méridional des Etats scandinaves se comparent très favorablement à ceux, nettement moins brillants, que peut montrer son voisin du Nord.

Le Danemark est pratiquement le seul pays européen où le chômage ait légèrement régressé depuis trois ans. Le taux de croissance qui avait été de 3,5 % en 1984 aura été de l'ordre de 3 % l'an dernier et on prévoit un pourcentage supérieur pour 1986, année qui devrait par ailleurs, selon les prévisions officielles être caractérisée par un nouveau recul de l'inflation. De ce point de vue, l'évolution constatée rappelle celle de la France. On était parti d'une hausse des prix de 12,3 % en 1980, suivie d'un taux d'augmentation encore supérieur à 10 % en 1981 et 1982 (malgré les subsides de l'Etat). La désinflation a été depuis lors spectaculaire : + 3,7 % en 1985 et une hausse prévue pour 1986 de 2,5 % à 3 %.

De même encore que le deuxième semestre de 1982 et les premiers mois de 1983 furent en France marqués par la prise de conscience de l'impossibilité de continuer sur la lancée de la politique inaugurée en juin 1981, de même au Danemark, il est apparu, dans le courant de l'été 1982, que le gouvernement social-démocrate de M. Anker Joergensen, premier ministre depuis une dizaine d'années, était au bout de son rouleau.

Deux phénomènes coûtèrent au gouvernement Joergensen sa crédibilité, et expliquent son soudain effondrement malgré les formidables positions que le Parti social-démocrate occupe dans la nation et sa longue tradition de parti de gouvernement. En 1982, l'augmentation désordonnée des dépenses publiques fit monter le déficit budgétaire à 56 milliards de couronnes, soit environ 50 milliards de francs, montant considérable puisqu'il représente environ le tiers du déficit budgétaire français pour un pays dix fois moins peuplé. L'autre conséquence jugée intolérable de la politique gouvernementale était le taux extêmement élevé des taux d'intérêt : 22 % pour les obligations.

En l'espace de six mois, le gouvernement Schlüter ramena le taux d'intérêt à long terme à 14 %. Il est aujourd'hui de l'ordre de 10 % et on s'attend qu'il baisse de deux points en 1986. Ce fut son premier succès. Comment s'y est-on pris pour l'obtenir ? D'abord et avant tout en prenant le contrepied de la politique jusqu'alors suivie en matière de taux de change. Un des premiers actes de celui qui fut le principal artisan du redressement, M. Hennig Christophersen, chef du Parti libéral et ministre des finances de septembre 1982 à juillet 1984 fut de prendre l'engagement que désormais la valeur de la couronne ne serait plus modifiée au sein du SME. La détermination de s'en tenir à ce parti fut sans faille. La stabilité monétaire fut, sans doute un facteur déterminant pour la réduction du déficit budgétaire. Celui-ci, qui a été ramené à 32,5 milliards de couronnes en 1985, ne serait plus, selon les prévisions officielles, que de 26,5 milliards de couronnes en 1986, la moitié du chiffre de 1983. Le ministre des finances, M. Palle Simonsen, croit être en mesure de prévoir sa disparition d'ici à deux ans. C'est à coup sûr faire preuve d'un grand optimisme, car il devient, dit-il, *« de plus en plus difficile de couper dans les dépenses »*. Il précise que *« depuis trois ans, ces dernières n'ont pas augmenté en termes réels »*.

La gauche du Parti social-démocrate, estime à 37 % la baisse du pouvoir d'achat moyen des chômeurs, ce qui parait excessif. La règle selon laquelle l'indemnité est dans les premiers mois égale à 90 % du dernier salaire a été maintenue. La droite avait essayé de ramener ce pourcentage à 80 %, mais elle a dû y renoncer. M. Simonsen, membre du parti conservateur, qui a l'allure aussi simple qu'un militant social-démocrate, est catégorique : *« Tous les partis sont ici attachés à une protection sociale de haut niveau »*. Sauf à la fin de 1983, quand ils ont refusé de voter le budget de 1984, ce qui a conduit Poul Sclüter à convoquer de nouvelles élections les sociaux-démocrates se sont le plus souvent associés à la politique de redressement économique et financier. Tel est le cas pour la réforme fiscale qui fut la grande affaire de ces derniers mois et dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1987. Elle ne vise pas au bouleversement. Les Danois resteront parmi les contribuables les plus taxés du monde. Cependant, le taux le plus élevé du barême de l'impôt sur le revenu sera ramené de 73 % à 68 %. Il n'est pas d'exemple de système fiscal draconien qui ne comporte d'échappatoires, faute de quoi son application serait sans doute bloquée d'une façon ou d'une autre (par la fraude, par exemple) ou provoquerait à la longue – ce qui commence du reste à se produire au Danemark, notamment pour les scientifiques – un exode des cerveaux. Au Danemark, comme en Suède, l'échappatoire est particulièrement pervers du point de vue économique, car il encourage la consommation et l'endettement : les contribuables sont autorisés à déduire de leur revenu imposable la totalité des intérêts relatifs aux emprunts qu'ils ont contractés, quelle qu'en soit la destination, l'achat d'un manteau de fourrure ou d'une maison, peu importe. Cette faculté de déduction sera limitée à 50 %. En revanche, mesure prise contre les riches, il ne sera plus possible, en plaçant ses revenus dans des fonds de pension, de les exonérer de l'impôt. Plusieurs économistes danois doutent que la réforme encourage l'épargne, comme le proclame le gouvernement.

Le grand mentor de l'économie danoise et de ses finances, c'est le gouverneur de la Banque centrale. Un homme respecté et écouté. Record de longévité parmi ses pairs à travers le monde, il occupe ses fonctions depuis vingt et un ans. M. Erik Hoffmeyer, un colosse à la fois accueillant et réservé, disert mais rigoureux, n'a pourtant que soixante et un ans. Les banquiers de la place se souvienent encore du discours qu'il leur avait, comme chaque année, adressé en 1980. Il avait parlé « du bord du gouffre » où se trouvait le Danemark. *« Depuis lors, nous avons réussi*, nous dit le gouverneur en manches de chemise dans son bureau confortable et sans luxe, *à recouvrer notre compétitivité, à ranimer le secteur privé en pleine expansion, à stopper la progression des dépenses publiques »*.

Mais M. Hoffmeyer a un grave souci qui l'amène à préconiser publiquement un ralentissement de la croissance : la balance des paiements, que le gouvernement a promis de remettre en équilibre, ne se redresse pas, bien au contraire. Le déficit de 1985 aura été de l'ordre de 25 milliards de couronnes (21 milliards de francs). Il ne pose, à vrai dire, aucun problème de financement : les capitaux étrangers affluent vers le Danemark. Mais le royaume est l'un des pays les plus endettés du monde. Au total, sa dette extérieure s'élève à 240 milliards de couronnes (ce qui n'est pas très loin de représenter la moitié de celle de la France), soit 40 % du PNB. Le Danemark traîne le poids de son passé. Le secteur public a massivement emprunté à l'extérieur de 1975 à 1983 pour combler le déficit ? Les emprunts émanent aujourd'hui surtout des entreprises privées.

Les alarmes du gouverneur sont-elles entièrement justifiées ? Les entreprises sont naturellement incitées à s'endetter en marks et en francs suisses, parce que les taux d'intérêt sont plus bas à Francfort et à Zurich et qu'elles font confiance à la politique de taux de change fixe de la couronne menée par le gouvernement. Si elles empruntent, c'est pour développer leurs affaires. Il y a dettes et dettes. Celles qui engendrent les ressources propres à leur assurer leur remboursement et les intérêts ne pèsent pas d'un poids très lourd.

PAUL FABRA.

politique

...IÉTIQUE

...s subtil et plus serré

JAN KRAUZE

...e son nom à Stalingrad ?

...ULTATIF » SUR LA CEE

...en au Danemark ?

PAUL FABRA.

LES « RÉNOVATEURS » DANS LA FÉDÉRATION COMMUNISTE DU NORD

Rester, résister, construire

De notre envoyé spécial

Lille. — Ils veulent encore garder l'anonymat, mais ils ne veulent plus rester muets. Des profondeurs du département du Nord monte une sourde colère intérieure. Une volonté farouche de transgresser le *« tabou de l'autocensure »*. Un désir irrépressible de soulever le couvercle de la marmite pour crier « casse-cou ». Un acharnement à bâtir. En douceur ou par la force. Ils sont peu à parler, mais, à les croire, ils sont beaucoup à s'interroger, suivant un *« dégradé »* qui va du suivisme silencieux au départ définitif. La fédération communiste du Nord est traversée par un souffle de résistance interne.

Résistance. Les contestataires-rénovateurs de la ligne du vingt-cinquième congrès (février 1985) sont très circonspects sur l'usage du terme. *« La résistance rappelle la guerre*, disent-ils tous, *ce mot est très chargé dans l'histoire du parti.* » Il est vrai qu'ils ne représentent pas une force organisée, qui pourrait faire croire un instant à du fractionnisme. *« Le parti, c'est nous »*, soulignent-ils simplement. Il n'en demeure pas moins qu'ils résistent. Que la contestation se manifeste dans une fédération forte de vingt mille adhérents, selon son premier secrétaire, M. Alain Bocquet, c'est tout un symbole. M. Bocquet a pris la direction de la maison en 1977, après être entré au comité central l'année précédente, et se sent *« très bien dans la politique toute neuve »* élaborée au vingt-cinquième congrès. Il repousse d'un revers de main ce qu'il n'appelle pas encore les états d'âme de certains de ses camarades : *« Une infime minorité. »* Il se contente de dire que le PCF *« n'est pas le club Perspectives et Réalités »* (giscardien).

Mise à part la méchante référence droitière, il faut comprendre que le parti *« n'est pas en discussion permanente »*. Il précise : *« Je souhaite que tout le monde applique les décisions du congrès, c'est le minimum de l'honnêteté. »* A bon entendeur...

La mise en garde laisse froid les mauvais élèves nordistes. D'autant qu'on ne peut rien leur reprocher dans l'animation de la campagne électorale. Ils n'en font pas moins que les autres. Sans faille, ils restent au PCF, appellent à voter pour lui en faisant du porte à porte et distribuent des tracts à la demande. Mieux, ils espèrent pratiquement tous que *« le score du parti sera meilleur qu'aux européennes »*. Dans un langage un peu cru, l'un d'entre eux déclare : *« Ça ne peut plus durer, ce recul, ce coup de pied au cul que nous donne la société ! »*

Le SMIC politique

Mais, là où M. Bocquet voit une *« bonne mobilisation »*, là où M. Fontenelle, vice-président communiste du conseil général, décèle un *« effort considérable de discussion avec les communistes »*, Gérard, élu municipal, ne rencontre que *« difficultés à mobiliser les militants »* ; Christian, salarié de la banlieue lilloise, n'enregistre que *« désarroi vis-à-vis de la campagne telle qu'elle est menée »* ; Françoise, employée dans le sud du département, ne constate que *« faible mobilisation par rapport aux enjeux »*.

Quant à savoir si *« chaque communiste doit se sentir individuellement candidat pour être un acteur de la bataille électorale »*, selon l'expression de M. Bocquet, cela plonge Claude dans un abîme de perplexité. Pour ce fils de mineurs du Valenciennois, *« Bocquet oublie que c'est l'état du rapport de forces dans la société qui fait que le débat a lieu ou pas »*. Manifestement, pour lui, l'affaire est claire : *« Cette fois-ci, c'est vraiment le drame, le SMIC politique. »* Et, comme pour se rassurer lui-même, il ajoute qu'il n'est pas *« résigné »*, mot magique qui le *« raccroche au parti »*. Rester, résister, construire, telles sont les trois idées fortes de tous ces communistes en rupture de ligne.

Rester, car *« c'est à l'intérieur du parti qu'on pourra changer quelque chose »*. Résister, parce que *« cette ligne est suicidaire »*. Construire, car, pour eux, le discours de la direction actuelle du PCF semble d'une vacuité absolue. Gérard, l'élu municipal, rappelle, avec un éclair dans les yeux, cette période de 1974 à 1977 pendant laquelle *« le Parti communiste a bougé comme peu de partis bougent »*. Depuis, plus rien. *« Les intellectuels ont cessé de militer, sans aller ailleurs, depuis 1978. »* Et de constater que, auparavant, le PCF était *« hégémonique sur tout un tas d'idées économiques »*, mais que, maintenant, *« il n'y a plus de propositions »*.

Les contestataires font une transcription locale très dure de ce vide produit par la place du Colonel-Fabien à Paris. *« La fédération n'a pas de politique départementale, pas de politique régionale ; c'est normal puisqu'il n'y a pas de politique nationale »*, lâche le responsable d'une section de l'Avesnois. Un de ses camarades fait dans le genre artistique, en remarquant que, *« si la ligne nationale est surréaliste, elle est dadaïste dans le Nord »*. En termes plus politiques, Gérard exprime la même préoccupation : *« Nous tenons le même discours depuis 1965 sur les trois piliers de la région (charbon, sidérurgie, textile), alors qu'il faut s'interroger sur la réalité de l'ouvrier dans l'entreprise »*.

Cette *« mauvaise prise en compte de l'évolution de la classe ouvrière »* est sévèrement dénoncée par Paul, cégétiste et ouvrier professionnel à Renault-Douai. Accusée : la CGT. *« Elle refuse tout en bloc et fait comme si la crise n'existait pas. L'activité syndicale est tellement planétaire qu'elle oublie les revendications les plus criantes »*, se lamente Paul. Cette image altère fortement les propositions économiques de M. Philippe Herzog, l'économiste du PC, en qui ce militant communiste a pourtant confiance.

Le même discours depuis 1965

Il ne faudrait pas croire que, par dépit, ces contestataires « roulent » pour les socialistes. Ils soulignent *« l'absence de critiques constructives face au PS et au gouvernement »* dont le ministre du travail, M. Michel Delebarre, est pourtant tête de liste aux régionales. *« On ne peut pas mener une lutte contre la flexibilité*, dit Françoise, *sans mener une lutte pour l'aménagement du temps de travail. Or cette lutte n'existe pas, on reste défensif. Dans les faits, on reste arc-bouté sur tout »*. Et si le cégétiste de la Régie à Douai affirme que *« le projet du gouvernement est une adaptation à la crise »*, il n'en reconnaît pas moins que *« l'entreprise a davantage besoin de flexibilité »*. Adieu la langue de bois.

La réalité économique du Nord, c'est, encore, le tunnel Transmanche. Une infrastructure pour laquelle, selon M. Bocquet, *« la seule concertation qui s'est déroulée s'est faite avec les patrons »*. *« On aurait pu au moins*, dit-il, *consulter l'assemblée plénière du conseil régional et les commissions spécialisées »*. L'argument du secret, repris dans le journal *Liberté* du 17 janvier par M. Gustave Ansart, membre du bureau politique du PCF, a une certaine saveur. A croire que M. Charles Fiterman n'a jamais été le ministre des transports de M. Pierre Mauroy... L'argument est d'autant plus surprenant que M. Gérard Elhlers, responsable, pour le groupe communiste du conseil régional, des questions de transports, écrit, dans le même quotidien, à la date du 22 janvier : *« J'ai participé activement, depuis 1981, à tous les groupes de travail et commissions chargés d'examiner dans le détail l'impact et les problèmes, liés au Lien Fixe Transmanche » »*. Conclusion des contestataires : avec cette politique *« du tout ou rien »*, la fédération communiste a permis au *« PS de revivifier ses thèmes (grand Nord, emplois) en les utilisant de façon mystificatrice pour semer des illusions »*. *« Le parti n'a pas joué son rôle*, estiment-ils.

Critiqué sur le tunnel, le PCF l'est aussi sur le budget régional. Après avoir annoncé, le 13 décembre dernier, qu'il ne ratifierait pas un budget *« relais de la politique d'austérité »* du gouvernement, le groupe communiste l'a voté le 31 janvier, *« alors qu'il n'avait strictement subi aucun aménagement »*, précise Gérard. Cette union à géométrie variable n'a pas affecté la CGT, qui a voté contre le même budget quand celui-ci a été soumis au conseil économique et social régional (CESR). A zigzag national du PCF, zigzag régional, qui fait dire à Gérard que non seulement *« la ligne est stupide »* mais qu'il y a *« stupidité d'application de la ligne »*.

Le contentieux est très lourd entre ces contestataires et les *apparatchiks*, tant départementaux que nationaux. Ils évoquent *« des résurgences du stalinisme »*, *« des chasses qui brisent moralement certains militants »* et *« un verrouillage organisé qui peut tuer le parti »*. Certes, la résistance, avec *« galeries souterraines »* et rendez-vous clandestins, n'est pas encore au programme, mais la résistance individuelle exprimée, même hyper-minoritaire, est un fait réel. Explicitement ou implicitement, tous disent que, *« quel que soit le résultat des élections, le débat devra s'ouvrir à l'intérieur du parti »*. Et, s'il le faut, *« par choc frontal »*.

Face à ce que Gérard baptise *« une lame de fond au niveau de la réflexion »*, M. Bocquet pose une seule question : *« Que cherchent-ils ? »* La réponse du premier secrétaire fédéral est sous-entendue dans sa question, mais il n'est pas certain que le bon vieux réflexe de parti marche cette fois encore.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Le siège de la fédération du PCF du Nord est 14, rue d'Inkermann, à Lille.

Propos et débats

M. Fabius : néant

A Châtellerault où il était accueilli par Mme Edith cresson, maire de la ville et ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Laurent fabius qui venait de visiter le musée Descartes a déclaré, le lundi 24 février : « Voyez Descartes, voyez le bon sens, le bon sens c'est de ne pas sauter dans l'inconnu, le bon sens est-ce d'avoir un président d'un côté et un premier ministre de l'autre ? » « Je vous mets en garde, les voix de gauche qui ne se porteraient pas sur le PS porteraient sur le néant ». — *(Corresp.)*

M. Barre : désaveu

Pour que l'opposition évite « de tomber dans les pièges qui lui sont tendus », *il lui faut* « gagner massivement le 16 mars », *explique M. Raymond Barre dans le numéro de mars de sa lettre mensuelle* Faits et arguments. *Pour l'ancien premier ministre, le vote* « ne doit pas être seulement un vote pour une nouvelle majorité », *mais* « ce doit être un vote-désaveu pour le président de la République, un vote pour l'alternance globale, la seule et vraie alternance ». *D'autre part, lors d'une réunion publique à Gisors (Rhône), M. Barre a expliqué mardi 24 février qu'on ne devrait pas invoquer* « l'union », « pour faire ensuite des coups bas ».

M. Queyranne : embarras

M. Jean Queyranne, porte-parole du PS, a estimé, le lundi 24 février, que M. Jacques Chirac, lors du rassemblement RPR de dimanche à la Défense, a « très nettement fait un coup de force pour affirmer son *leadership* dans l'opposition ». *Selon lui, cela ne peut qu'accroître* « l'embarras » *au sein de l'opposition.*

M. Mauroy : pensée commune

Pour M. Pierre Mauroy, qui était venu soutenir la liste conduite par M. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, le lundi 24 février à Vierzon, « gauche et droite et tous ceux qui ont pour but de servir la République doivent avoir une pensée commune » : *que les listes d'extrême droite obtiennent moint de 5 % des voix. A Issoudun (Indre), ville dont M. André Laignel, député sortant, est le maire, l'ancien premier ministre a expliqué que le choix du 16 mars est* « simple » : « Si la gauche l'emporte, elle gouverne, si nous n'avons pas la majorité, nous serons dans l'opposition. »

M. Hernu : coup d'Etat rampant

M. Charles Hernu a estimé, lundi 24 février à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), que M. Raymond Barre est « l'homme du coup d'Etat rampant », *c'est-à-dire qu'* « il vit un peu coupé du pays... prêt à déclencher une crise institutionnelle ». *L'ancien ministre de la défense a également observé qu'* « au train où va l'économie, il y aura de plus en plus de candidats premier ministre ».

M. Chevènement : le bon zig

Rappelant qu'au début du mois d'avril 1981, « on ne voyait pas comment le PS pourrait faire élire son candidat », *et que le PC, après avoir* « combattu » *le PS,* « a été conduit à changer de politique », *M. Jean-Pierre Chevènement a indiqué le 24 février à Dijon :* « Je n'exclus rien, le PC fait des zigzags, il est actuellement dans le zag, espérons qu'il fera un bon zig ».

M. Labbé : intergroupe

La proposition de constitution d'un intergroupe RPR-UDF dans la future Assemblée, formulée par M. Valéry-Giscard d'Estaing le dimanche 23 février devant le « *Club de la presse* » *d'Europe 1* « va tout à fait dans le sens de ce que nous entendons poursuivre, même si elle n'a aucune base réglementaire », *a estimé M. Claude Labbé, lundi 24 février. Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale considère que l'*« entente » *entre les deux groupes* « doit non seulement subsister mais se densifier dans la majorité ».

M. Debré : broderie

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a déclaré à l'émission « Face au public » *de France-Inter le lundi 24 février qu'en cas de victoire de l'opposition* « si le président de la République veut magouiller il en a la liberté, mais s'il veut respecter la volonté populaire il ne l'a plus ». *Il a ajouté :* « Il faudra bien que le premier ministre ait une majorité pour gouverner et dans ce cas je préfère qu'on prenne un chef politique du RPR. » *M. Debré n'accorde pas* « une importance excessive » *à la proposition de M. Giscard d'Estaing de constituer un intergroupe RPR-UDF car* « le problème fondamental de demain ce n'est pas l'intergroupe, c'est le gouvernement. Le reste, comme on dit, c'est de la broderie ».

POINT DE VUE

La nomination de M. Badinter au conseil constitutionnel

Réponse à Maurice Duverger

APRÈS m'avoir cité très exactement et très généreusement *(le Monde* du 21 février, daté 22), Maurice Duverger exprime une conception *du Conseil constitutionnel qu'il* n'est pas possible de partager.

1) *Pour lui* — je le cite à mon tour, — le président du Conseil constitutionnel est «nommé par la gauche»; il y a un risque que «ses convictions ouvrent la porte à une déviation dangereuse».

Or les membres du Conseil sont *nommés par les présidents de la* République, du Sénat et de l'Assemblée nationale; affirmer que ces nominations sont l'œuvre de la gauche ou de la droite, c'est déformer la qualité qui fait intervenir les plus hautes personnalités de l'Etat.

Quant aux convictions — très respectables — de chaque membre du Conseil, ce ne sont pas elles qui motivent les décisions juridictionnelles qu'ils sont amenés à prendre.

Par ce langage, Maurice Duverger paraît considérer que le Conseil est d'abord un organe politique, alors qu'il est avant tout une juridiction.

2) Certes, nommer un président du Conseil constitutionnel pour une durée inférieure à celle de son mandat de membre du *Conseil aurait* été contraire à l'esprit de la Constitution, puisque cela aurait incité l'intéressé à solliciter le renouvellement de sa présidence; mais rien n'interdit au titulaire de quelque fonction que ce soit d'en démissionner; *personne ne peut se faire* juge de ses raisons, qu'elles résultent d'un engagement préalable, de l'âge, de conseils provenant de sa famille ou d'autres ou simplement du fait qu'il estime en conscience qu'une autre personnalité remplirait mieux les dites fonctions que lui-même.

3) Enfin, Maurice Duverger estime que la Constitution serait violée si Robert Badinter exerçait sa présidence pendant neuf années car, dans ce cas, la «gauche» *s'assurerait cette présidence pour* douze années.

Ce raisonnement émanant de tout autre que d'un auteur aussi éminent paraîtrait fantaisiste, car il contredit et la première affirmation et les textes et la pratique antérieure.

En premier lieu, si Robert Badinter n'était président que pour six ans, il se trouverait dans la situation que *Maurice Duverger comme moi-*même voulons éviter puisque après ces six ans, il pourrait solliciter son renouvellement à la présidence pour les trois ans de mandat qu'il aurait encore à remplir en tant que président.

En second lieu, la théorie de Maurice Duverger obligerait le chef de l'Etat à ne choisir le président du Conseil constitutionnel que parmi les nouveaux nommés ; en effet, en choisissant un autre parmi ceux qui n'ont que trois ou six ans *de mandat devant eux*, il pourrait pourvoir à la présidence pour douze ou même quinze ans ; or l'article 56 de la Constitution comme l'article premier de l'ordonnance du *7 novembre 1958 portant loi organique* sur le Conseil constitutionnel précise expressément que le président est « choisi parmi les membres du Conseil » sans aucune distinction.

Enfin, pendant son premier septennat, *le général de Gaulle* a nommé pour six ans (la durée de son mandat au conseil) Léon Noël, puis, au bout de ces six ans, Gaston Palewski pour neuf années ; pour reprendre le langage de Mau*rice Duverger, le « gaullisme » aurait* donc maintenu pour quinze ans un président de Conseil constitutionnel !

S'il veut donc rester fidèle à la citation — qu'il approuve — de mon ouvrage, Maurice Duverger devrait donc dire au contraire que le président du Conseil constitutionnel est nommé pour toute la durée de son mandat de membre du *Conseil et, dans le cas de Robert* Badinter par conséquent pour neuf *années. Chacun sait d'ailleurs que* ni Daniel Mayer ni Robert Badinter ne sont des hommes susceptibles de céder à une pression politique quelle qu'en soit *l'origine*. Maurice Duverger leur a rendu hommage comme à l'action du Conseil, c'est *pourquoi il faut espérer qu'une* polémique ne s'instaurera pas sur la démission de l'un et la nomination de l'autre.

FRANÇOIS LUCHAIRE,
ancien membre du Conseil constitutionnel.

POLITIQUE

AISNE

SOMME

OISE

Députés sortants :

Droite *Gauche*

RÉGIONALES

Président du conseil régional : Charles Baur (UDF-PSD)

Nombre de sièges à pourvoir : 55

AISNE : 17
OISE : 21
SOMME : 17

LÉGISLATIVES

Nombre de sièges à pourvoir

AISNE : 5
OISE : 7
SOMME : 6

DÉPUTÉS SORTANTS

AISNE (5)	OISE (5)
Robert Aumont (PS)	Marcel Dassault (app. RPR)
Daniel Le Meur (PC)	Roland Florian (PS)
Jean-Pierre Balligand (PS)	Jean-Pierre Braine (PS)
Roland Renard (PC)	Jean Anciant (PS)
Bernard Lefranc (PS)	Guy Vadepied (PS)

SOMME (5)

Jean-Claude Dessein (PS)
Jacques Fleury (PS)
Michel Couillet (PC)
Jacques Becq (PS)
André Audinot (NI)

REPÈRES

AISNE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 359 922 ; abst., 15,32 % ; suff. ex., 299 795. MARCHAIS, 65 047 (21,69) ; MITTERRAND, 75 984 (25,34) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 80 753 (26,93) ; GISCARD D'ESTAING, 76 418 (25,49) ; CHIRAC, 48 819 (16,28) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 57 107 (19,04).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 360 540 ; abst., 24,77 % ; suff. ex., 267 777. PC, 66 096 (24,68) ; PS, 96 194 (35,92) ; UDF-RPR, 103 108 (38,50).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 363 379 ; abst., 39,55 % ; suff. ex., 209 794. PC, 32 090 (15,29) ; PS, 40 745 (19,42) ; UDF-RPR, 80 740 (38,48) ; FN, 20 329 (9,68).

OISE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 408 357 ; abst., 15,41 % ; suff. ex., 339 786. MARCHAIS, 61 695 (18,15) ; MITTERRAND, 86 771 (25,53) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 94 053 (27,68) ; GISCARD D'ESTAING, 88 399 (26,01) ; CHIRAC, 59 094 (17,39) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 69 617 (20,48).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 409 113 ; abst., 25,42 % ; suff. ex., 300 712. PC, 54 968 (18,27) ; PS, 106 236 (35,32) ; UDF-RPR, 130 261 (43,31).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 421 930 ; abst., 39,96 % ; suff. ex., 243 054. PC, 28 131 (11,57) ; PS, 47 255 (19,44) ; UDF-RPR, 95 472 (39,28) ; FN, 31 042 (12,77).

SOMME

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 372 040 ; abst., 13,28 % ; suff. ex., 317 130. MARCHAIS, 70 993 (22,38) ; MITTERRAND, 74 884 (23,61) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 79 658 (25,11) ; GISCARD D'ESTAING, 84 006 (26,48) ; CHIRAC, 52 271 (16,48) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 60 433 (19,05).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 372 632 ; abst., 21,68 % ; suff. ex., 287 846. PC, 76 738 (26,65) ; PS-MRG, 88 317 (30,68) ; UDF-RPR, 117 247 (40,73).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 375 282 ; abst., 34,75 % ; suff. ex., 232 635. PC, 38 051 (16,35) ; PS, 42 320 (18,19) ; UDF-RPR, 90 532 (38,91) ; FN, 22 619 (9,72).

Picardie : un royaume pour M. Hersant

Avec quatorze députés sur seize (onze socialistes et trois communistes), la gauche a bénéficié, en 1981, en Picardie, d'une suprématie en apparence absolue. Son règne avait commencé, en fait, en 1979, lorsqu'elle était devenue majoritaire au conseil régional après avoir conquis les grandes villes – Amiens, Saint-Quentin, Beauvais – et la présidence du conseil général de l'Oise.

Dans cette région où les élus sont de gauche, mais les notables, de droite, ce dicton se sera vérifié dès 1985, l'opposition reprenant la présidence régionale après les élections cantonales. L'affaiblissement du PCF, qui, en 1983, avait conservé Amiens, Albert et Péronne, dans la Somme, mais perdu Saint-Quentin et Hirson, dans l'Aisne, et reculé partout aux élections cantonales, a été l'un des principaux facteurs de ce retour à la tradition.

Les socialistes peuvent néanmoins envisager sérieusement, aujourd'hui, de reprendre la présidence de la région, à la faveur de la remontée électorale de leur parti et du ralliement de quelques élus de l'opposition dans l'hypothèse d'une cohabitation nationale.

Conduite principalement par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, tête de liste dans la Somme, dont il avait été député de 1978 à 1981, la campagne du PCF devrait lui permettre de retrouver deux sièges sur trois, malgré la mise à l'écart de députés populaires (MM. Michel Couillet dans la Somme et Roland Renard dans l'Aisne). Le PS, après quelques conflits dans l'Aisne et dans l'Oise, présente des listes qui ne sont plus guère contestées et qui peuvent lui assurer de bons résultats. Il peut craindre, toutefois, une déperdition de voix dans l'Oise, faute d'avoir su faire une place à M. Raymond Lafolley (MRG), qui lui avait permis de conserver la présidence du conseil général en mars 1982.

Le débat politique est marqué, dans cette région, par la présence du groupe Hersant, à travers les journaux qu'il contrôle ou envisage d'acquérir et à travers la candidature de ses deux principaux dirigeants aux élections législatives.

Une région disputée, une opposition mal à l'aise

De notre envoyé spécial

Amiens. – La Picardie est une région singulière. Comme d'autres, sans doute, mais peut-être plus que d'autres, elle a longtemps douté de son existence. Quoi de commun, vous demandera-t-on, entre un vigneron champenois des environs de Château-Thierry et un pêcheur de Saint-Valéry-sur-Somme ? Entre un grand banlieusard de l'Oise et un producteur de maroilles de la Thiérache ? L'incrédulité et la méfiance envers la structure régionale étaient même telles, dans les années 70, que la droite avait institué une présidence tournante entre les trois départements, afin de s'assurer qu'aucun d'entre eux ne tirerait la couverture à lui.

Certes, M. Charles Baur (UDF-PSD), actuel président, assure aujourd'hui que, après une rotation, la présidence devait lui revenir, en 1980, sans limite de temps définie au préalable ; mais, c'est une autre singularité, la gauche était alors devenue majoritaire au conseil régional, et la Picardie avait été, pendant un an et demi, la seule région de France présidée par un communiste, Raymond Maillet.

Il est donc revenu aux socialistes, en position dominante après les élections de 1981, d'inaugurer les compétences nouvelles dévolues à la région et de doter celle-ci de services et d'une politique dignes des responsabilités qui lui étaient attribuées. Encore le premier président socialiste, M. René Dosière, maire de Laon, avait-il fait sensation en envisageant l'éclatement de la région, la Somme rejoignant la Haute-Normandie, l'Aisne, le Nord-Pas-de-Calais et l'Oise, l'Ile-de-France...

M. Walter Amsallem, maire de Beauvais, qui avait succédé à M. Dosière en 1983, a fait oublier cet épisode, et les socialistes se présentent volontiers, aujourd'hui, comme les créateurs et les seuls vrais défenseurs de la région. Ils y insistent d'autant plus que la perspective de reprendre la présidence de la région n'est pas, pour eux, invraisemblable. M. Baur se voit donc contesté assidûment dans son rôle de président, à la faveur, principalement, de la mise sur pied du projet trans-Manche, qui précipite les échéances quant à l'équipement de la région en infrastructures routières et ferroviaires.

La liaison trans-Manche

Quelque peu bousculé par une campagne « pour le TGV à Amiens », à laquelle participent toutes les tendances politiques, M. Baur a réuni le conseil régional en session extraordinaire, le 21 février, pour adopter un « plan de raccordement de la Picardie au trans-Manche ». Le président de la région estime injuste le procès de négligence qui lui est fait ; il affirme que le dossier laissé par les socialistes sur ce sujet était pratiquement vide et que ses demandes de négociations avec le gouvernement d'un avenant au contrat de plan étaient restées sans réponse jusqu'à la visite de M. Laurent Fabius le 17 février.

Attaqué par les socialistes, M. Baur a failli être affaibli dans son propre camp. Du moins les dispositions du RPR à son égard étaient-elles incertaines jusqu'à ce que M. Jean-François Mancel, président du conseil général de l'Oise et délégué régional du mouvement chiraquien, indique par lettre au président sortant, après d'ultimes négociations sur la composition de la liste commune de l'Oise pour les élections régionales, qu'il aura l'appui de ses amis pour un nouveau mandat.

« Nous sommes une des seules régions où l'opposition se présente unie dans tous les départements », souligne M. Baur. Il est vrai que le RPR et l'UDF ont formé des listes communes pour les élections législatives et régionales, mais cela n'a pas été sans mal ni sans bavures. Dans l'Oise, d'abord, où le retour de M. Robert Hersant, aiguillé par M. Michel d'Ornano vers le département qu'il avait quitté en 1978, a fait entrer l'UDF locale en rébellion. M. François-Michel Gonnot, vice-président du conseil régional, adjoint au maire de Compiègne, M. Jean Legendre – vieil adversaire de M. Hersant, qui avait demandé et obtenu, en 1956, l'invalidation de l'actuel patron du *Figaro* en raison de son comportement pendant la guerre, mais n'avait pu empêcher qu'il soit aussitôt réélu, – M. Gonnot, donc, a formé sa propre liste.

Ancien journaliste, adhérent direct de l'UDF, M. Gonnot espérait le soutien de M. Raymond Barre, qui, comme on le sait, n'est pas dans les meilleurs termes avec M. Hersant. M. Philippe Mestre, bras droit de M. Barre et animateur des adhérents directs, mais aussi PDG de *Presse-Océan*, l'un des quotidiens du groupe Hersant, a jugé peu opportun, pour un futur candidat de la droite à la présidence de la République, de déclarer la guerre au patron du plus puissant groupe de presse français. M. Gonnot et ses amis se sont retrouvés seuls. Ils ont abandonné la partie.

Le seul nom de M. Dassault...

L'opposition est donc unie dans l'Oise, mais elle pourrait avoir du mal à réunir son électorat. Bien que la campagne soit menée sur le seul nom de M. Marcel Dassault, député sortant (RPR) et tête de liste, la présence à la deuxième place de M. Hersant, qui n'aurait probablement pas pris le risque de revenir dans l'Oise si le scrutin proportionnel n'avait pas été instauré, heurte, assure-t-on à gauche et à droite, nombre d'électeurs. Des sentiments des deux hommes sur ce sujet et sur d'autres, on ne saura rien, car M. Hersant refuse – courtoisement – tout entretien avec des journalistes, et M. Dassault – tout aussi courtoisement – signale que son agenda est plein... jusqu'au 10 mars.

Dans la Somme, où la liste unique est conduite par le numéro deux, ou un *bis*, du groupe Hersant, M. André Audinot, député sortant non inscrit mais soutenu par le RPR, les difficultés ne sont pas venues de l'UDF. M. Gilles de Robien (UDF-PR) s'est fait une raison et a accepté la deuxième place plutôt que de conduire sa propre liste. C'est au sein du RPR que la stratégie de M. Audinot – accord avec l'UDF, en garantissant à celle-ci, c'est-à-dire au PSD de M. Max Lejeune, président du conseil général depuis quarante ans, de conserver la présidence du conseil régional – a provoqué une dissidence.

M. Roger Mézin, directeur de l'école de commerce d'Amiens, ancien directeur de l'office régional d'aménagement, n'a pas admis d'être écarté de la liste des régionales et a formé la sienne propre, avec le soutien du RPR amiénois, sous le sigle Picardie 86. Ce sigle est aussi celui de la liste que mène, aux élections législatives, M. Jean-Louis Massoubre, ancien député (RPR) de la deuxième circonscription. M. Mézin a été exclu du mouvement chiraquien ; M. Massoubre, ami de M. Jacques Chirac, ne l'a pas été, au motif, *paraît-il, que*, de *toute façon*, il ne payait plus ses cotisations depuis 1981.

Dans l'Aisne, enfin, où M. André Rossi (UDF-rad.), ancien ministre, maire de Château-Thierry, conduit la liste unique, les militants RPR de Saint-Quentin, derrière le sénateur et maire, M. Jacques Braconnier, ont accepté sans enthousiasme que leur région soit représentée, aux élections législatives, par un candidat de l'UDF, M. Lucien Bochard (CDS). M. Pierre Daunizeau, qui conduit une liste d'« opposition libérale », peut espérer profiter quelque peu de ce mécontentement.

L'opposition unie n'est donc pas assurée de faire le plein de ses voix, d'autant que le Front national, présent dans les trois départements, la marque de près. C'est dans l'Oise que le mouvement de M. Le Pen, dirigé par deux responsables du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (SNPMI), MM. Pierre Descaves et Guy Harlé d'Ophove, peut nourrir le plus d'espoirs. Il paraît avoir peu de chances d'atteindre la députation, mais trois ou quatre représentants, au total, au conseil régional donneraient au Front national des possibilités de négociation avec le RPR et l'UDF... et une chance supplémentaire au PS pour la présidence.

PATRICK JARREAU.

Un enjeu majeur : *le Courrier picard*

Le Courrier picard excite les appétits industriels et politiques, régionaux et nationaux. Avec 72 900 exemplaires diffusés en moyenne en 1985, principalement dans la Somme, mais aussi dans une partie de l'Aisne et de l'Oise, *le Courrier picard* est une institution de la vie régionale. *« Dans une contrée où les thèmes régionaux sont importants,* le Courrier picard *sert de relais aux thèmes et aux débats »*, souligne un candidat du PS aux élections régionales dans l'Oise. Il est vrai que *le Courrier* n'a guère de concurrents : le trihebdomadaire *l'Aisne nouvelle* couvre principalement Saint-Quentin et ses abords, l'édition de l'Oise du *Parisien libéré (l'Oise matin)* ne représente pas une menace.

Mais cette tribune de papier est fragile. Né de la Résistance, *le Courrier picard* est avec *l'Yonne républicain* (Auxerre) le seul quotidien français possédé et géré par une Société coopérative ouvrière de production (SCOP). Chacun des salariés du journal dispose de parts et d'une voix. La direction du quotidien est assurée par un conseil d'administration de douze membres, élus par les deux cent soixante-deux sociétaires. Cette originalité du *Courrier* est aussi sa faiblesse. Elle a favorisé dans les années 70 un certain laisser-aller, qui a débouché en 1977 sur une crise grave dont les stigmates sont encore sensibles. Et aujourd'hui, de nombreux salariés du quotidien amiénois estiment que la structure coopérative a vécu.

D'autant que l'année dernière vit éclater une nouvelle crise. La révélation à l'automne 1985 d'un trou financier de 7,5 millions de francs a causé d'abord la démission de M. Bernard Roux, le directeur général, puis le dépôt de bilan du journal le 13 décembre.

Divers industriels de presse se sont, dès l'ouverture de la crise, déclarés intéressés par une éventuelle reprise du quotidien. Même si son statut de SCOP n'ouvrait la voie qu'aux seuls partenaires du secteur de l'économie sociale (mutuelles, banques coopératives), M. André Audinot, directeur général de la Socpresse (principale structure du groupe de M. Robert Hersant), député non inscrit de la Somme et tête de liste aux législatives sur la liste RPR-UDF dans ce département, a officiellement fait acte de candidature dès le 6 septembre dernier, au micro de Radio-France Picardie. *« Je suis prêt, demain, à m'asseoir autour d'une table avec des partenaires quels qu'ils soient, à voir ce que je peux apporter et ce qui permettra à ce journal de se développer »*, explique-t-il. Le Courrier picard *m'intéresse en tant que Picard, homme de presse et homme politique local »*, nous précise-t-il ensuite (*le Monde* du 17 décembre 1985).

Le Courrier picard représente un enjeu important pour le groupe Hersant. A la fois proche de *l'Union* (Reims), confiée pour une location-gérance de six mois à M. Philippe Hersant, début janvier, et qui rayonne sur l'Aisne, il est aussi voisin de deux titres du groupe dans le Nord, *Nord-Eclair* et *Nord-Matin*. En intégrant *le Courrier picard*, le groupe Hersant disposerait, au nord de Paris, d'un atout industriel et politique non négligeable. Cela lui permettrait de rationaliser les installations d'imprimerie de ses différents titres et de bénéficier d'un groupe de communication de taille. Outre M. Audinot, candidat dans la Somme, M. Robert Hersant est en effet candidat non inscrit aux législatives dans l'Oise, où *le Courrier* possède une édition.

Course contre la montre

Mais M. Audinot n'est pas seul sur les rangs. M. Bruno Bertez, PDG de l'Agefi SA – *la Tribune de l'économie*, et M. Alain Thirion, imprimeur de journaux gratuits à Epinal (Vosges), tous deux « repreneurs » potentiels de *l'Union* de Reims à côté de M. Philippe Hersant, ont aussi manifesté leur intérêt pour le quotidien amiénois. Enfin, le journal *la Voix du Nord* (Lille) est aussi en négociations.

C'est que, depuis le dépôt de bilan, la situation a évolué. Le secteur de l'économie sociale, incité à faire des propositions, se tait. Un plan de redressement du quotidien a été présenté le 8 février par le cabinet d'audit de M. Claude Vieux. Il prévoit notamment cinquante-quatre suppressions d'emplois, l'abandon de deux « treizièmes mois » et surtout le versement par les pouvoirs publics d'une subvention de 15 millions de francs. Mais l'articulation de ce plan autour d'une subvention est loin de faire l'unanimité. Le secrétariat d'Etat chargé de l'économie sociale, qui y est favorable et qui traite le dossier du *Courrier picard*, est en butte à l'opposition de conseillers de l'Elysée. Au journal lui-même, une partie de la rédaction s'oppose au versement de cette subvention, tandis que les ouvriers du Livre mènent campagne en sa faveur. Mais le dossier, de toute façon, n'a guère avancé. Et le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) n'a toujours pas été réuni.

Pourtant, la course contre la montre est commencée. Date ultime pour *le Courrier picard* : le 16 mars. *« Si rien n'est réglé auparavant, nous risquons de nous faire « bouffer » par le groupe Hersant »*, avancent plusieurs journalistes.

La campagne bat son plein dans les pages du *Courrier*. Témoin cette lettre envoyée au journal par M. André Audinot, qui protestait contre la parution d'une publicité politique signée par M. Jean-Louis Massoubre, candidat de la liste dissidente du RPR « Gaullisme et vérité », qui mettait en cause le groupe Hersant et le député de la Somme.

Mais, avant le 16 mars, une autre date constitue une étape importante. Le 4 mars, le tribunal de commerce d'Amiens doit statuer sur la poursuite de l'exploitation du *Courrier picard*. Trois voies s'ouvrent à lui : la vente, la location-gérance ou la liquidation. La formule de la location-gérance semble avoir ses faveurs. Mais elle impliquerait une remise en cause radicale du statut du journal. En outre, elle nécessite de faire le « bon choix » du locataire-gérant. *« Ce dernier devrait ensuite devenir propriétaire du journal*, indique un journaliste, *il s'agit donc de retenir quelqu'un qui garantisse l'indépendance technique et rédactionnelle du titre »*. Le 7 mars, les candidats devraient se déclarer. Il ne restera que quelques jours pour boucler le dossier. *Le Courrier picard* n'a pas eu la chance de son confrère *l'Aisne nouvelle*, qui, grâce à une récente augmentation de capital, semble avoir échappé aux appétits du groupe Hersant. Si tout n'est pas perdu pour le quotidien d'Amiens, une solution reste à trouver. Dans l'urgence.

YVES-MARIE LABÉ.

Pour M. Hersant

Opposition mal à l'aise

PATRICK JARREAU

: le Courrier picard

YVES-MARIE LABÉ

POLITIQUE

LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES EN ILE-DE-FRANCE

Sauts de puce

M. Lionel Jospin a survolé l'Ile-de-France, le lundi 24 février, dans tous les sens du terme. De saut de puce en saut de puce, il a visité en hélicoptère les sept départements de la région parisienne, avant de terminer sa journée par un « banquet républicain », à Paris, en présence, notamment, de M. Jack Lang et de Mme Françoise Fabius, avec tous les candidats socialistes de la région, dont les ministres et M. Michel Rocard.

Chaque visite avait un thème symbolique : la sécurité, en Seine-Saint-Denis, avec M. Gilbert Bonnemaison (il s'agit aussi de s'occuper des jeunes pour leur emploi et par le sport) ; les personnes âgées, dans le Val-de-Marne, avec M. Joseph Franceschi, pour montrer que *« le libéralisme oublie les faibles »* et que le programme de la droite remet en cause *« la sécurité face à la maladie, la retraite et la vieillesse »* ; le chantier du TGV, dans l'Essonne, avec M. Claude Germon ; les villes nouvelles, en Seine-et-Marne, avec M. Alain Vivien ; les entreprises à la pointe du modernisme, dans les Yvelines, avec M. Michel Rocard, pour s'entendre dire par leurs patrons qu'ils avaient besoin *« de grands projets et de grandes ambitions »*, fixés par l'État ; la télévision par câble, dans le Val-d'Oise, avec M. Michel Coffineau ; la culture, dans les Hauts-de-Seine, avec M. Philippe Bassinet.

Ce pointillisme suffit à montrer que les socialistes n'ont guère de programme régional pour l'Ile-de-France, où ils laissent chacune des listes départementales mener campagne de son côté, sans grande coordination.

M. Jospin a montré le bout de l'oreille, en affirmant que, dans la région parisienne, il est déjà acquis que *« le socialisme représente la principale force politique »* et que le RPR et l'UDF *« n'auraient pas la majorité absolue »* au conseil régional. S'en prenant vivement à M. Le Pen, et mettant en garde la droite parlementaire contre toute alliance avec lui, le premier secrétaire socialiste a probablement voulu faire de la situation en Ile-de-France le modèle de ce qui pourrait se passer à l'échelle du pays tout entier.

M. Jospin : l'opinion bouge

« L'opinion bouge, se déplace dans le bons sens. Bougera-t-elle assez ? Bougera-t-elle assez vite ? », a demandé M. Lionel Jospin, lors du « banquet républicain » de Paris, le lundi 24 février. Pour que la réponse soit positive, il a demandé à ses cinq mille auditeurs de dire aux électeurs : *« vous devez bouger plus vite, vous devez faire en trois semaines le chemin que de toute façon vous ferez dans les mois qui viennent »*. Moyennant quoi *« oui, peut-être, que d'ici le 16 mars le sort peut être renversé »*, a-t-il ajouté.

Le premier secrétaire du PS a nié que l'objectif de son parti ne soit que *« négatif »* : *« Nous nous battons non pas pour une minorité, non pas pour un gouvernement minoritaire, nous nous battons pour rassembler une majorité de progrès autour du président de la République »*. Pour M. Jospin, la droite ne dispose que de deux atouts : *« le stock de mécontentements dont elle essaye d'éviter l'effritement »* et l'affirmation que *« le RPR et l'UDF sont la seule force capable de rassembler une majorité dans ce pays »*. Or pour lui, *« si nous sommes capables de toucher à ces deux points d'avance, dont la droite dispose encore* (dans les sondages), *la droite subira un choc mortel qui peut changer la face des choses »*.

Meeting parisien oblige, la tête de liste du PS à Paris s'en est pris particulièrement aux candidats de l'opposition en Ile-de-France : *« il y a là une brochette d'hommes politiques particulièrement réactionnaires : Toubon, Dominati, Griotteray, Pasqua, Julia, Peyrefitte »*. Critiquant particulièrement le président du groupe RPR au Sénat pour sa phrase sur *« les socialistes qui ont trois semaines pour faire leurs bagages »*, M. Jospin a demandé : *« Est-ce que M. Pasqua sait ce qu'est une élection démocratique ? »*.

Faisant remarquer qu'en Nouvelle-Calédonie le RPCR avait passé un accord électoral avec le Front national, que M. Edouard Frédéric-Dupont était adjoint au maire de Paris et deuxième de liste derrière M. Le Pen, que M. Serge Jeanneret, élu aux municipales sur une liste RPR, et actuel président de commission au Conseil de Paris, figurait sur la liste du Front national aux élections régionales, le responsable socialiste a demandé à M. Chirac s'il avait *« l'intention de collaborer à la mairie de Paris avec des partisans du Front national. »* Il a aussi affirmé que l'élection du sixième candidat socialiste à Paris, M. Gérard Fuchs, *« était assuré »*, et que d'ici le 16 mars, celle du septième, Mme Gisèle Stievenard, pouvait être gagnée.

La victoire en dansant

Peut-on imaginer un banquet socialiste sans Mme Danièle Mitterrand ? Populaire pour deux, symbole tangible que l'ombre bienveillante du président plane sur le repas, elle assure le succès et n'a pas de rivale à l'applaudimètre. Lundi 24 février, à Paris, Mme Mitterrand a été ovationnée plus que jamais. Une vague énorme qui s'enfle, retombe, se gonfle de nouveau, soutenue de la voix par un Lionel Jospin émule insolite des griots africains.

Commencé bien sagement, presque timidement, l'immense banquet tourne peu à peu à la fête, presqu'au délire. On applaudit, sans même savoir s'ils sont vraiment tous socialistes, les serveurs en veste blanche qui font admirer les différents mets. L'orchestre monte en puissance, quelques couples n'y tiennent plus, improvisent une piste entre les tables, se lancent dans des rock effrénés. Surprise des surprises, le premier secrétaire du PS, qui se décoince un peu plus tous les jours, entraîne dans la danse l'épouse de son délégué à l'organisation. On surprend un digne ambassadeur, un peu renversé sur son siège, sifflotant rêveusement *In the mood*, en même temps que l'orchestre.

A 23 h 30 enfin, M. Jospin se fraye en chemin jusqu'à l'estrade. La salle est chauffée à blanc. Les noms de MM. Charles Pasqua, Jean-Marie Le Pen, attaqués par le premier secrétaire, déclenchent une énorme *« bronca »*. La foule ne veut même pas entendre M. Jospin citer le dirigeant du Front national.

Qui a dit que les socialistes ne croient pas à la victoire ? La gauche est à 41 % dans les sondages, mais cinq mille voix enthousiastes veulent se convaincre qu' *« on va gagner ! »*. Le premier secrétaire exhorte ses camarades à montrer que *« l'avenir nous appartient mieux qu'à eux »*. Ovation, c'est fini.

Marseillaise, hymne du PS, comme c'est maintenant la règle. Mais les socialistes sont incorrigibles. Tandis que la foule quitte le chapiteau, une bonne vieille *Internationale* pirate éclate, reprise avec vigueur. Et comme tout le monde n'a pas commencé à chanter au même moment, les socialistes offrent aux gendarmes qui gardent l'héliport d'Issy une interprétation en canon – du plus bel effet – du vieux chant révolutionnaire...

J.-L. A.

LE PREMIER MINISTRE APRÈS LE 16 MARS

Et si ce n'était pas M. Chirac ?

M. Toubon, secrétaire général du RPR a déclaré, mardi 25 février : « Jacques Chirac est le seul à remplir les deux conditions nécessaires au premier ministre de la future majorité, à *savoir rassembler* toute cette nouvelle majorité sans exception et la volonté de conduire la politique choisie par les électeurs. » *M. Chirac, qui sera mercredi 26 février, l'invité de « l'Heure de vérité », sur Antenne 2 ne peut toutefois pas être encore assuré que les portes de l'hôtel Matignon lui seront ouvertes après le 16 mars.*

M. Jacques Chirac serait-il en train de se donner – comme on dit – un look cohabitable ? C'est-à-dire de se forger un profil de premier ministre qui soit tout à fait acceptable par le président de la République. Pour accéder éventuellement à cette fonction, le président du RPR doit devenir au préalable le dirigeant du plus important groupe de la majorité parlementaire et même exercer une autorité ou un prestige *qui aille au-delà du seul* RPR. Le 16 mars au soir, la parenthèse de la campagne électorale des législatives sera refermée et les engagements partisans jugés *aujourd'hui réciproquement* excessifs de M. Mitterrand et de M. Chirac appartiendront à un rituel passé auquel chacun aura dû sacrifier.

Mais, jusque-là, M. Chirac doit manier tout à la fois la fermeté à *l'usage de son électorat* et la disponibilité à destination du chef de l'Etat.

A ce dernier titre, on peut noter que le maire de Paris adopte certains comportements d'un homme prêt à devenir un responsable du pouvoir. Il a approuvé sans réserve la conférence sur la francophonie convoquée par M. Mitterrand à Paris; il s'est gardé de tout jugement hâtif et péremptoire dans l'affaire du Tchad; il s'est retenu de toute critique après la nomination de M. Badinter à la présidence du Conseil constitutionnel. Enfin, après la mise en route de la cinquième chaîne de télévision, M. Chirac a fait publiquement preuve de réalisme en annonçant que la privatisation des chaînes du service public prévue dans son programme serait retardée.

Cette attitude plus accentuée de candidat à la cohabitation n'a pas provoqué de reproches publics dans le camp de l'opposition. Au contraire, puisque bien des centristes – même parmi ceux qui se disent « barristes » – envisagent maintenant avec moins de répugnance l'hypothèse cohabitationniste, que les militants « chiraquiens » attendent avec impatience. Elle n'a pas non plus été dénoncée comme une prétention exagérée par les socialistes, sinon par M. Fabius, qui y voit une *promesse de « pagaïlle »*.

Ce sont en revanche les communistes qui y ont trouvé un argument supplémentaire pour accuser les socialistes d' *« entourer d'un rideau de fumée leurs futures alliances »* (*l'Humanité* du *21 février*), en soulignant que *« Jacques Chirac multipliait les offres de services à François Mitterrand »*.

La liberté du bailleur

Offres de services ? Peut-être. Mais, dans tout contrat, le bailleur – en l'occurrence le président *de la République* – est toujours libre d'accepter ou de refuser l'offre du demandeur. Or, s'il est vain de s'interroger sur les intentions de M. Mitterrand, que celui-ci conserve tout naturellement secrètes, il est licite dans l'opposition de spéculer sur des hypothèses pour l'après-16 mars. Étant bien entendu qu'un tel débat ne se justifie que si est remplie la condition préalable et impérative d'une *majorité* RPR-UDF.

La question que l'on se pose dans les cercles dirigeants de l'actuelle opposition est donc de savoir si M. Chirac doit accepter *l'offre de devenir premier ministre* si M. Mitterrand la lui présente. L'argument essentiel des partisans est que l'homme qui sera le chef du groupe parlementaire le plus *important après s'être comporté* comme le plus dynamique combattant dans la campagne électorale ne pourra pas refuser de mettre en œuvre le programme de gouvernement pour lequel il aura appelé les Français à voter. C'est cette argu*mentation qu'a notamment* développée M. Edouard Balladur, candidat RPR à Paris, dans l'émission *« Le grand jury RTL-le Monde »*, le dimanche 16 février (*le Monde* du 18 février), et qu'a reprise M. Séguin au meeting de la Défense le 23.

A cette solution une première restriction est toutefois apportée. *Avant son acceptation*, M. Chirac devra obtenir du président de la République, au cours d'une conversation, la définition d'un *modus vivendi* pour les deux années à venir, *une sorte de code de bonne* conduite institutionnel et politique. Or certains, aussi bien dans l'entourage du maire de Paris que dans celui du chef de l'Etat, soulignent *la difficulté de mettre* au point une solution aussi insolite.

M. Mitterrand n'a pas caché que ce genre de contrat ne le séduisait pas. Les deux hommes, qui se connaissent mal, pourront-ils, comme par enchantement, gommer d'un seul coup de leur esprit la *méfiance*, les *préventions*, les arrière-pensées qu'ils nourrissent réciproquement ? Pourront-ils s'engager pour un avenir plein d'incertitudes et qui, de toute façon, *sera limité par l'élection présidentielle* ? Leur nature, leur histoire, leurs options idéologiques, leurs tempéraments respectifs, si différent, pourront-ils se concilier avec un minimum d'harmonie ?

Certains membres de l'opposi*tion, qui connaissent bien M. Mitterrand*, pensent que cela n'est possible que si les conditions posées et acceptées sont aussitôt rendues *publiques*, afin que les *signataires du* contrat n'interprètent pas celui-ci à leur guise.

Trop simple

Il restera toujours à M. Chirac – font remarquer certains de ses amis – la possibilité de refuser la proposition de devenir premier ministre *si sa liberté de manœuvre* ne lui semble pas suffisamment assurée à la tête du gouvernement. *Lui-même exige de pouvoir appliquer tout le programme RPR-UDF. Une exigence qui peut être une soupape.*

Les partisans du refus – qui ne veulent pas pour le moment s'exprimer publiquement – estiment que M. Chirac, une fois à l'hôtel Matignon, perdra une part *de sa liberté de manœuvre, surtout* si son ambition est de briguer l'Elysée en 1988. Il sera absorbé par sa fonction de premier ministre, par son mandat de maire de Paris, par *le contrôle qu'il continuera à exercer* sur le RPR, il devra « marquer » le président de la République pour *éviter de céder du terrain*, il sera contraint de répondre aux attaques *des communistes et des socialistes* au Parlement, de tenir en main la majorité *parlementaire*, d'allumer des contre-feux devant M. Raymond Barre et, pourquoi pas, *devant M. Giscard d'Estaing*. Et tout cela en s'activant pour mettre en œuvre son programme, afin d'obtenir des résultats tangibles et rapides, notamment en matière *d'emploi, sans compter* – *last but not least* – la campagne pour l'élection présidentielle qui va s'ouvrir incessamment.

D'autre part, on peut se demander si la « solution Chirac », logique pour qu'elle semble être, n'est pas *en définitive* trop simple, trop évidente, trop peu « mitterrandesque », comme pourrait le dire le président du RPR.

Car du côté de M. Mitterrand, certains se demandent aussi si un tel calcul n'a pas quelques inconvénients. En « compromettant » M. Chirac *dans la gestion du pouvoir* – ce qui implique un minimum de consensus avec le chef de l'Etat, – M. Mitterrand peut sans doute neutraliser un adversaire. *Mais, du même coup, il laisse le* champ libre à M. Barre qui, pour l'élection présidentielle de 1988, pourra alors catalyser les mécontents ou les déçus et devenir un concurrent plus dangereux encore.

Dès lors, l'intérêt du chef de *l'Etat* – *toujours en cas de victoire* de la droite le 16 mars – ne serait-il pas de nommer à l'hôtel Matignon une autre personnalité ? Depuis le début de la Ve République, *le chef du parti vainqueur aux élections législatives* n'est jamais devenu *premier ministre*. Cela laisse au président une certaine marge de manœuvre.

Il peut sûrement trouver en France des personnalités dont le *passé, l'autorité morale et la compétence* ne pourraient pas prêter à critique. Il peut, de surcroît, trouver des hommes ou des femmes auxquels la nouvelle majorité ne pourrait pas refuser sa confiance. *Le nom de* M. Jacques Chaban-Delmas a souvent été avancé à ce propos. Le maire de Bordeaux, qui connaît bien et depuis longtemps le chef de l'État, affirme qu'il ne sera pas appelé, car il poserait trop de conditions pour pouvoir appliquer le programme RPR-UDF. Ce durcissement n'est-il pas précisément un gage donné à ses amis politiques ?

Le nom de Mme Simone Veil a *aussi été prononcé, bien que* l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing écarte cette éventualité. Mais l'actuelle opposition pourrait-elle rapidement s'opposer à celle qui a conduit avec *succès la coalition* RPR-UDF aux élections européennes de 1984 ? Des « techniciens », d'anciens ministres, des hauts fonctionnaires, sont aussi *quelquefois cités. Il s'agit* d'hommes dont la carrière a commencé sous le précédent septennat, s'est poursuivie sous l'actuel, et qui n'ont pas été mêlés directement aux *polémiques politiques* ou aux combats idéologiques depuis cinq ans.

Ainsi la marge de manœuvre de M. Mitterrand n'est pas aussi restreinte que certains le croient. Comme l'a dit M. Chirac pendant son voyage aux Antilles, on conçoit que la situation actuelle *« l'amuse et le flatte »*.

ANDRÉ PASSERON.

Un appel pour la gauche de personnalités culturelles françaises et étrangères

Seize personnalités internationales du monde de la culture viennent de lancer un appel à l'occasion des élections législatives du 16 mars en France. Cet appel affirme :

« Depuis cinq ans, sous l'impulsion du président de la République et de Jack Lang, la France connaît un formidable élan culturel et a reconquis un grand prestige international. Faites en sorte que ce mouvement se poursuive ! »

Ces seize personnalités sont MM. Samuel BECKETT (prix Nobel), Arthur MILLER, Ingmar BERGMAN, Elie WIESEL, Gabriel GARCIA MARQUEZ (prix Nobel), Lawrence DURREL, Zubin MEHTA, William STYRON, Andrei TARKOVSKI, Léopold Sedar SENGHOR, Francis F. COPPOLA, Andrej WADJA, Akira KUROSAWA, Alberto MORAVIA, Graham GREENE, Umberto ECO.

Parmi les premiers signataires de l'appel, à l'étranger et en France, on relève les noms de Mmes et MM. Peter BROOK, Chico BUARQUE, Jorge AMADO, Volker SCHLŒNDORFF, Robert Altman, Marcello MASTROIANNI, Elisabeth TAYLOR, Barbara HENDRICKS, Sydney LUMET, Kate MILLET, Vittorio GASSMAN, Youssef CHAHINE, Issey MIYAKE, Marco FERRERI, Oscar NIEMEYER, Giorgio STREHLER, I. M. PEI, Alan PAKULA, Yachar KEMAL, Luciano BERIO, Miguel-Angel ESTRELLA, Ettore SCOLA, Miklos JANCSO, MATTA, Anthony BURGESS, Kenneth GALBRAITH, Iannis XENAKIS, Azzedine ALAIA, Francesco ROSI, Susan SONTAG, Claude SIMON (prix Nobel), Régine DESFORGES, Simone de BEAUVOIR, VERCORS, Marguerite YOURCENAR, CUÉCO, Michel PICCOLI, Françoise SAGAN, Enrico MACIAS, Emmanuel UNGARO, Catherine DENEUVE, Bernard GIRAUDEAU, Juliette GRÉCO, Agnès VARDA, Bernard FRANK (Collège de France), Yves SIMON, Henri LABORIT, Bernard LAVILLIERS, BUREN, Marguerite DURAS, Annie GIRARDOT, BARBARA, Jacques RUFFIÉ (Collège de France), Richard BERRY, Jérôme LINDON, Thierry MUGLER, Valérie KAPRISKI, Gildas BOURDET, SAPHO, Paloma PICASSO, Anny DUPEREY, Guy BÉART, Charles TRENET, Stéphane AUDRAN, Florence MALRAUX, Jean LACOUTURE, Yves SAINT-LAURENT, Anouk AIMÉ, Gérard DEPARDIEU, Françoise MALLET-JORIS, Patrice CHÉREAU, Aimé CÉSAIRE, J.-Charles de CASTELBAJAC, Jean-Paul ARON, Félix GUATTARI, TÉLÉPHONE, Jane BIRKIN, Delphine SEYRIG, Edgar MORIN, Catherine LARA, Nicole GARCIA, Jacques HIGELIN, Yves NAVARRE, Maurice BÉJART.

LA « CHEMISE LILAS » DU PRÉSIDENT

Photo-Magazine publie dans son numéro de mars quelques clichés tirés de l'album personnel de M. François Mitterrand. Quelques-uns sont l'œuvre de ce célèbre photographe amateur. On remarquera notamment *un joli portrait de Mme Danièle* Mitterrand et une joyeuse image de fin de banquet : Mme Monique Lang, Mme Christine Gouze-Rénal et M. Mitterrand rient aux larmes pendant que, selon la légende, Roger Hanin (invisible sur la photo) raconte une mystérieuse histoire dite de la *« chemise lilas »*.

Fallait-il que l'histoire fut hila*rante pour que le président* de la République paraisse en avaler sa serviette ! Roger Hanin nous en a donné le fin mot après avoir précisé que l'anecdote n'est pas drôle du tout si l'on ne joint pas le geste à l'accent et si l'on ne pimente pas le tout de bégaiements et de contorsions diverses. *Il s'agit d'un monsieur* affecté de troubles du langage qui s'efforce d'acheter une chemise lilas : au terme d'une heure de quiproquos multiples, on s'aperçoit qu'il veut une chemise *« lilas blanc »*. En principe, il n'y a pas de quoi hurler de rire.

Roger Hanin, qui sait si bien dérider le président, devrait donner à MM. Chirac et Giscard *d'Estaing* quelques leçons de comédie. Cela peut toujours servir si l'on veut cohabiter la gaieté avec M. Mitterrand. Un rien l'amuse, à condition qu'il lui soit vendu avec talent et que le vendeur ne rechigne pas à *mouiller sa chemise*.

● *Paris : M. Mouna Aguigui*, pseudonyme d'André Dupont, a, depuis le 23 février une liste du « Mouvement ondulatoire unifié » pour les élections législatives à Paris. M. Dupont doit encore toute*fois déposer, avant le jeudi* 27 février, la caution exigée de tous les candidats, ce qui, selon lui, pourrait lui poser quelques difficultés.

CANCER

re le cancer
s.

)pareils de
our.

SON CGR,

Le Monde

MEDECINE

1981-1986 : du rêve aux réalités

Les ministres de gauche qui se sont succédé durant cette législature ont consacré l'essentiel de leurs efforts non à réformer le système de santé mais, paradoxalement, à en maîtriser le coût.

IL serait difficile de dire que le système de santé français a été notablement modifié durant les quatre années de la législature socialiste. Chacun d'ailleurs, de l'extrême droite à la gauche communiste, s'accorde à reconnaître les mérites d'une organisation qui n'a guère évolué depuis l'instauration en 1945 d'une protection financière couvrant les risques inhérents à la maladie ou à l'infirmité. Le pluralisme des sources de financement par les multiples caisses qui l'assument n'a d'égal que le pluralisme des modes de prévention ou de soins, où l'on retrouve tout l'éventail des structures d'accueil et des modes d'exercice, de la fonctionnarisation ou de l'étatisation au libéralisme le plus total.

Le programme en dix points du candidat Mitterrand ne comportait dès lors que des mesures ponctuelles, dont deux seulement s'inspiraient d'un *idéal politique* (la nationalisation de trois grands groupes pharmaceutiques et la suppression du secteur privé à l'hôpital) et dont les autres se sont diluées devant la pesanteur des faits, la résistance aux changements et surtout la dure réalité des comptes.

« Je ne serai pas le ministre des comptes », déclarait Mme Nicole Questiaux dès son investiture au titre de ministre d'Etat à la solidarité nationale en 1981.

« En étant le ministre des comptes, j'ai le sentiment de sauver la Sécurité sociale », répond, quatre ans plus tard, Mme Georgina Dufoix. Une phrase qu'assumait pleinement, dès juin 1982, son prédécesseur aux affaires sociales, M. Pierre Bérégovoy.

Plus forts que le rêve et l'utopie, le poids des réalités et l'envolée inquiétante des budgets (et donc des prélèvements sociaux) avaient galvanisé nos responsables politiques. Ils se consacrèrent dès lors – et non *sans succès* – à la maîtrise d'un système de santé dont l'accroissement vertigineux des coûts menaçait de mettre en péril tout l'équilibre de l'Etat.

Au cœur de ce système, qui coûte aux Français 400 milliards de francs par an, soit 7 000 F par habitant, soit plus de trois fois le budget de la défense nationale, se trouvent les hôpitaux, qui absorbent à eux seuls plus de la moitié de son coût et qui constituent, avec 660 000 employés, la première entreprise de France.

Dessin de GAGNAT.

Le grand vent de la révolution

La grande affaire de la législature a donc porté sur d'importantes réformes visant à donner à l'outil hospitalier, mosaïque de fiefs autonomes, une structure cohérente qui en permette à la fois l'analyse et la meilleure gestion au service de ses usagers et des médecins qui l'animent.

Ces derniers, dont certains (les chefs de service) étaient nommés à vie, et dont d'autres *disposaient d'un « service privé »* au sein de l'hôpital sentirent passer le grand vent de la révolution, et l'on vit les blouses blanches, des grands patrons aux plus modestes externes, arpenter le pavé des villes universitaires, brandissant des banderoles alarmantes destinées à mobiliser la population. Laquelle est restée, à tort sans doute, parfaitement étrangère à tout un remue-ménage auquel elle ne comprenait rien.

Beaucoup d'erreurs psychologiques furent commises de part et d'autre dans un affrontement où les uns défendaient – avec certains excès centralisateurs – la légitimité de l'Etat et les autres la *légitimité d'une profession*, légitimité confondue (dans certains cas) abusivement avec l'intérêt des malades.

L'instauration d'un système budgétaire dissociant l'hôtellerie des soins médicaux (budget global) de l'internat pour tous, d'une réforme du statut des médecins, des études, du calcul des coûts (par les *groupements* de maladies analogues) et du groupement des services en départements, de la remise en cause périodique des fonctions de leurs chefs et d'une suppression à terme des services privés, tout cela s'est fait, en fin de compte, dans le bruit et la fureur, sur un fond de croissance échevelée de la démographie médicale, due à un laxisme à l'entrée des facultés remontant à une quinzaine d'années.

Pour les responsables administratifs et politiques, les chiffres sont là, qui démontrent le bien-fondé d'une lutte impopulaire.

Ils sont là, en effet, qui montrent que, pour la première fois depuis qu'existent des comptes de la santé, le budget hospitalier (qui représente plus de la moitié du budget total de l'assurance-maladie) connaît un taux de croissance (3,1 % en 1985) inférieur au taux d'inflation. Taux à comparer avec ceux de 16 à 20 % constamment observés depuis plus d'une décennie.

De même, les dépenses globales de santé qui avaient enregistré, de 1981 à 1982, durant la période d'aberration économique du gouvernement socialiste, l'augmentation record de 18,4 %, voyaient cette augmentation réduite à 13,1 % en 1983, à 11 % en 1984 et à 6,5 % en 1985...

Le prix à payer pour cette maîtrise relative des coûts a été lourd. Outre le tour de vis appliqué aux hôpitaux, où certains services en sont aux limites de la sécurité, où certains médecins *parmi les plus dévoués* tirent une sonnette d'alarme, où l'outil de gestion est loin d'être fonctionnel, où les directeurs sont loin de posséder toutes les qualifications nécessaires, les médecins libéraux ont, pour leur part, connu une baisse régulière de leur pouvoir d'achat, conséquence pour partie du bridage des honoraires *conventionnels et*, pour partie également, de l'effarant accroissement de leur nombre. De 60 000 en 1968, ce nombre atteint d'ores et déjà 155 000 et dépassera 185 000 à la fin de la décennie, situant la densité médicale française par habitant à plus du double des normes de l'Organisation mondiale de la santé...

L'allergie que manifestent les socialistes envers toute forme de *sélection et, plus particulièrement*, les répugnances de M. Jack Ralite, qui voyait les médecins français en excédent coloniser le tiers-monde, firent perdre deux ans à la France pour un combat dont Mme Simone Veil avait pourtant souligné l'importance et qui avait été – trop faiblement – commencé dès 1979...

Les dix promesses de M. Mitterrand

1. Développer une véritable prévention avec une priorité de la naissance à la fin de la scolarité obligatoire.
2. Gratuité des soins hospitaliers.
3. Abrogation de la convention médicale et négociations de nouvelles modalités conventionnelles avec tous les partenaires concernés.
4. *Promouvoir véritablement* la fonction du médecin généraliste.
5. Nationalisation des trois grands groupes pharmaceutiques prévus et constitution d'un pôle national de recherche et de production du médicament.
6. Supprimer le secteur privé de l'hôpital public.
7. Négocier avec la sécurité sociale et les collectivités locales le remplacement de la notion de prix de journée.
8. Prendre en compte parmi les diverses formes d'exercice de la médecine la création des centres de santé intégrés qui *dans une démarche* pluridisciplinaire prendront en charge globalement les problèmes de santé résultant de besoins constatés et concertés.
9. Poser le problème des ordres professionnels et les résoudre dans le sens des propositions du président de la République.
10. *Situer les différents niveaux* et les différentes formes d'hospitalisation dans un contexte national, régional et local, en relation avec les services ambulatoires de manière à soigner le mieux possible dans les conditions scientifiques, familiales et sociales les meilleures.

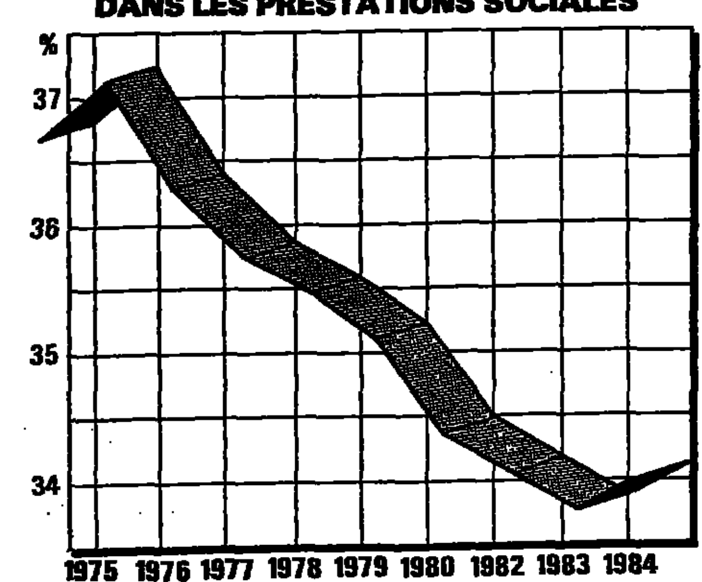
Des médecins comme s'il en pleuvait

Le vertigineux accroissement du nombre des médecins a bouleversé le paysage sanitaire de la France et modifié profondément les conditions d'exercice.

DANS les villes et les campagnes, dans les cliniques privées et dans les hôpitaux publics, la pléthore des médecins se fait sentir partout, et *plusieurs générations* paieront ainsi, dans les hôpitaux notamment, la démagogie d'une corporation et la trop longue faiblesse de l'Etat et des universités.

Le développement – paradoxalement appuyé par les socialistes – d'un « secteur II » de la convention à honoraires libres devrait permettre, dans l'esprit de ceux qui le soutiennent, d'alléger – pour les finances sociales – des actes médicaux qui se multiplient au rythme de la démographie médicale. *L'existence* de ce « secteur II » est, pour d'autres (et notamment le Conseil pour l'avenir de la France de M. Giscard d'Estaing), partie inhérente du « principe libéral » rendant aux malades et aux médecins initiative et responsabilité.

Quoi qu'il en soit de l'interprétation conceptuelle donnée à ces mesures, *nul*, et pas même les communistes, n'a, à aucun moment, songé à remettre en cause les grands principes de l'exercice libéral de la médecine. *« Je me considère comme plus libéral que le régime précédent »*, allait même jusqu'à déclarer M. Jack Ralite au cours du tour de France de la santé qu'il avait engagé. Il serait difficile, en revanche, de trouver quelque idéal libéral dans la nationalisation votée dès l'automne 1981 des trois plus importants groupes pharmaceutiques français : Rhône-Poulenc, Pharmuka et Roussel-Hoechst, le quatrième (Sanofi) appartenant déjà au groupe ELF-Aquitaine.



D'après « Informations hospitalières »

De même, les prix des médicaments ont été bloqués à un taux très inférieur au coût de la vie (ils ont perdu vingt points de 1980 à 1985). *Mais la médicomanie* des Français fait que les 8 311 spécialités disponibles, dont beaucoup sont totalement inopérantes, voient leur volume de ventes augmenter de 8 % chaque année, en une spirale sans fin, gravement *nuisible à la recherche* indispensable pour les progrès de la vraie thérapeutique.

Que les citoyens aient besoin de quelques « médecines douces » chères à Mme Dufoix, pour l'allégement ou plutôt la médicalisation *de leurs soucis quotidiens ou* de leurs misères psychosomatiques, nul n'en doute. Encore faudrait-il qu'elles n'impliquent pas un *retour* à un charlatanisme *médiéval et qu'elles ne pèsent pas* sur l'effort sanitaire, scientifique et social de la nation, qui a permis, en une ascension continue, d'enregistrer cette année une espérance de vie moyenne pour les femmes de près de quatre-vingts ans et une *diminution* spectaculaire, depuis quinze ans, de la mortalité infantile... Lesquels ne doivent rien, bien *évidemment*, aux « médecines douces » et moins encore à ceux qui les exploitent.

Les insuffisances de la prévention

Mais le recul de la mort n'est pas la seule finalité d'un système de santé dont la conception se limiterait dès lors – et à l'extrême – aux structures hospitalières. L'allégement de la souffrance physique *ou psychique*, la prise en charge des infirmités (celles dues à l'âge en particulier), la prévention, l'hygiène de vie, la satisfaction de certains désirs, désirs de confort notamment, comme l'espacement des *naissances, constituent une part* essentielle de la politique de santé. Elle implique une organisation de la distribution des soins que la législature n'a même pas pu ébaucher faute de disposer d'une cartographie satisfaisante de l'état de santé des populations et des dispositifs privés ou publics non hospitaliers qui peuvent contribuer à sa préservation.

Dr E.-L.

(Lire la suite page 14.)

L'HOMME

Non aux badges de la ménopause !

Les nouveaux médicaments « autocollants » qui commencent à être commercialisés en France et auxquels nous avons consacré un article dans « le Monde Médecine » du 12 février apportent-ils une amélioration thérapeutique par rapport aux médicaments existants ? Ne sont-ils pas au contraire une simple affaire de marketing pharmaceutique ?

J'APPRENDS avec joie dans vos colonnes que la prestigieuse firme internationale Ciba-Geigy a le projet passionnant de faire bénéficier dans un proche avenir la population féminine française de plus de cinquante ans d'une amélioration thérapeutique considérable : l'administration de l'œstrogène naturel (l'estradiol 17 Bêta), par voie percutanée.

La communauté scientifique internationale a maintenant la certitude, solidement établie, que l'administration d'œstrogène naturel est bénéfique pour limiter les conséquences du vieillissement, notamment le vieillissement osseux, et qu'une large fraction de la population de plus de cinquante ans doit pouvoir en bénéficier. Le projet est grandiose, probablement plus important encore que celui de la contraception, et l'industrie pharmaceutique se prépare à la bataille. L'administration orale d'œstrogène pose des problèmes de plus en plus évidents. Ils n'ont pas échappé aux chercheurs de Ciba-Geigy.

Nous sommes d'anciens carnivores, et pour pouvoir nous nourrir impunément de viande d'animaux mâles ou femelles, bourrée d'hormones sexuelles qui résistent à la cuisson, notre tube digestif et notre foie sont spontanément équipés de mécanismes, d'enzymes et de récepteurs qui empêchent les hormones avalées de pénétrer dans notre organisme. Vouloir franchir ce barrage digestif, pour des raisons thérapeutiques, impose d'utiliser des hormones artificielles, inventées par les chimistes et que le foie ne sait pas détruire. Ou alors, il faut ingérer de grosses quantités d'hormones naturelles, et seule une petite fraction (environ 10 %) réussit à passer.

Avec cette inondation quotidienne d'hormones, le foie fonctionne mal ou, plus exactement, commet des erreurs : il fonctionne comme si la femme utilisatrice était enceinte et fabrique une série de protéines en quantités inadaptées, comme l'angiotensinogène qui participe au contrôle de la tension artérielle. Ces modifications sont rarement catastrophiques à court terme mais sont une source d'ennuis à moyen et long terme.

Nous sommes donc obligés de refuser ces traitements à un grand nombre de femmes : celles dont la tension artérielle est suspecte, le poids excessif, les graisses sanguines (cholestérol et triglycérides) plus élevées que la norme, celles qui ont une tendance diabétique, qui ont déjà eu une phlébite, etc. Et l'on doit être d'autant plus intransigeant que ces femmes ont dépassé la cinquantaine. De plus, pour celles qui n'avaient aucune contre-indication au départ, le moindre changement, tel que l'hypertension, l'hyperlipidémie, etc., survenant en cours de traitement doit pousser à arrêter les comprimés.

L'une des enquêtes épidémiologiques pilotes, la célèbre étude de Framingham, vient de confirmer en octobre 1985 ce qu'elle soupçonnait déjà en 1971 : il ne s'agit pas d'une inquiétude de théoricien perfectionniste, mais l'œstrogénothérapie orale de la post-ménopause peut faire courir un réel risque vasculaire.

Demain la peau

Pour pouvoir utiliser l'œstrogénothérapie sans inconvénient et sans limitation, il fallait donc trouver un autre moyen que la voie orale pour faire pénétrer l'hormone dans l'organisme. Les simples piqûres sont abandonnées : elles provoquent des décharges trop incontrôlables d'hormones et ne conviennent qu'à un tout petit nombre d'utilisatrices. La voie rectale ? Elle est vite désagréable, et c'est à nouveau le tube digestif. La voie vaginale ? C'est mieux, mais le vagin est très sentimental, et ses sautes d'humeur provoquent une grande instabilité de la diffusion hormonale. Le nez ? C'est théoriquement possible avec une pulvérisation trois ou quatre fois par jour par exemple, mais la muqueuse nasale sait aussi curieusement détruire l'estradiol naturel.

Alors la peau ? Ciba-Geigy a parfaitement raison : c'est la voie d'avenir. Précisons quand même que des pharmacologues et biochimistes de notre modeste Hexagone comme Valette et Jayle y avaient déjà pensé il y a plus de vingt ans. A ma connaissance, la première application pratique en clinique humaine de traitement de la ménopause par voie percutanée a déjà été rapportée en France à la Fondation de recherche en hormonologie en octobre 1976 par moi-même et le professeur P. Mauvais-Jarvis. Depuis, l'idée a fait son chemin, malgré des discussions acharnées, et de nombreux chercheurs français puis scandinaves et anglais l'ont confortée par leurs travaux personnels. Aujourd'hui, même si des adversaires irréductibles, quasi politiques, existent toujours, un relatif consensus s'est établi pour admettre qu'il s'agit d'une très nette amélioration thérapeutique permettant de ne plus tenir compte ou presque des contre-indications de la voie orale...

Ainsi, l'administration d'estradiol naturel par voie percutanée que nous promet Ciba-Geigy pour demain est commercialisée en France depuis 1975. Elle est aujourd'hui utilisée chaque jour par environ cent mille Françaises. C'est actuellement la forme d'œstrogénothérapie la plus en vogue auprès des spécialistes.

Au lit et sous la douche

Ce produit français se présente sous forme d'un gel dont la femme étale rapidement une fois par jour une petite quantité (en moyenne 2,5 g, environ une noisette) sur une grande surface de peau, comme s'il s'agissait d'une crème solaire par exemple sur les bras, les jambes, le ventre. Le gel a complètement disparu en trente secondes en moyenne, ne laissant aucune trace visible, aucune odeur. La dose quotidienne suffisante pour la journée a pénétré dans l'épiderme en quelques minutes. Est-ce suffisamment précis ? Certainement : de méticuleux chercheurs scandinaves ont confirmé qu'on obtenait exactement la même fiabilité de résultat avec ce gel percutané qu'avec la traditionnelle voie orale.

Alors quelle est l'innovation que nous accordera bientôt Ciba-Geigy ? Le principe ne change pas : il s'agit d'administrer de l'estradiol non plus par voie orale mais par voie percutanée.

L'emballage en revanche est changé. Le produit, au lieu d'être sorti d'un vulgaire tube puis étalé sur la peau, sera contenu dans un petit sac réservoir très chic, un « patch », qu'on se collera sur la peau et qu'on devra garder jour et nuit, au lit ou sous la douche, pendant trois jours et demi, délai au bout duquel on le décollera et on le remplacera par un autre, et ainsi de suite pendant des mois et des années. Je sais bien que beaucoup de Françaises seront fières d'arborer jour et nuit l'autocollant antiménopause de la puissante firme internationale Ciba-Geigy sur la fesse ou sur le ventre (qui ne le serait pas ?).

Certaines ne risquent-elles pas en revanche d'être agacées par ce rappel permanent de leur âge hormonal ? D'autre part, la totalité des doses quotidiennes d'estradiol destinées à l'ensemble de l'organisme doit transiter, trois jours de suite, au travers d'une surface de peau relativement faible, délimitée par le patch de l'ordre de 20 cm² (trente ou quarante fois plus faible que la surface d'application du gel).

La concentration d'estradiol dans la peau sous le patch sera évidemment très anormalement élevée, et la tolérance cutanée risque d'être perturbée par l'effet de pansement occlusif du patch. En fait, voici la meilleure nouvelle : cet ingénieux patch coûtera probablement en un seul jour le prix d'un mois de traitement avec le produit français. Grâce à cela, Ciba-Geigy dégagera de substantiels bénéfices. Ils lui permettront d'investir dans la recherche pour améliorer notre santé.

Dr BRUNO DE LIGNIÈRES
(Hôpital Necker-Paris).

Dessin de JY.

La réponse de Ciba-Geigy

« Nous nous félicitons de l'intérêt confirmé par le docteur Bruno de Lignières en faveur de l'utilisation d'œstrogène naturel par voie percutanée pour le traitement des troubles de la ménopause. D'ailleurs, élève du professeur Mauvais-Jarvis dont les travaux font autorité en la matière, le docteur de Lignières a été associé au développement de l'administration de cet œstrogène sous forme de gel percutané, commercialisé depuis plus de dix ans par les laboratoires Besins-Iscovesco.

» Pour notre part, nous avons de bonnes raisons de penser que les « patches » (ou systèmes TTS) présentent, par rapport au gel traditionnel, des avantages importants qu'il ne nous appartient pas de développer ; ce sera à la commission d'autorisation de mise sur le marché d'en juger.

» De même pour le coût : il nous semble très prématuré d'avancer des pronostics, puisque, là aussi, il appartiendra à la commission ministérielle spécialisée dans ces problèmes (dite commission de transparence) de proposer les éléments d'appréciation en vue de la fixation du prix par les autorités compétentes. »

Les Laboratoires Ciba-Geigy

Des médecins comme s'il en pleuvait

(Suite de la page 13.)

La promesse de créations de « centres de santé intégrés » auxquels tous les acteurs de cette préservation participeraient s'est limitée, au grand soulagement des praticiens, à celui de Saint-Nazaire, qui coûte fort cher et n'est guère compatible avec la politique de rigueur engagée en 1982 par M. Bérégovoy.

Une loi de janvier 1985 a permis pour sa part de légaliser les structures d'urgence et de leur donner une certaine cohérence au grand mécontentement des pompiers. Une autre loi avait, en 1985, apporté aux « secteurs psychiatriques », chargés de la prise en charge des souffrances mentales n'appelant pas d'hospitalisation, la reconnaissance juridique et financière que leurs responsables attendaient depuis plus de dix ans.

Un effort important — bien qu'encore dramatiquement insuffisant — a été accompli en faveur des vieillards, avec la création de 20 000 « places » de soins à domicile, de 40 000 places en « section de cure » (ni hôpital, ni hospice...) et la modernisation (encore inachevée) de 12 500 lits dont le délabrement constituait un scandale permanent. En dépit de l'activité accrue du comité français d'éducation pour la santé, cette action-clé de la prévention ne s'est encore déployée — comme il conviendrait — ni à l'école, ni à l'armée, ni dans les milieux du travail, là où elle aurait le plus de poids. La lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme ou les accidents de la route n'a remporté, dès lors, que de très médiocres succès.

En revanche, vingt-trois « observatoires de santé » (un par région) ont été créés, qui devraient permettre de mieux connaître et l'état de santé des citoyens et les équipements sanitaires disponibles. Sauf pour deux d'entre eux (Ile-de-France et surtout Lorraine), il serait pour le moins présomptueux de louer leur dynamisme ou leur efficacité.

Ausculter en décentralisant

Peut-être faut-il attribuer leur léthargie au fait qu'ils constituent — curieusement — la seule part du système de santé obéissant aux règles de la décentralisation-régionalisation qui s'avèrent, le jacobinisme étant ce qu'il est, difficiles à digérer.

Enfin, l'ordre des médecins, dont les détracteurs réclamaient la disparition dans les heures d'ivresse de mai 1981, est toujours là, immuable, et l'on se plaît à dire aux ministères comme à l'Elysée que c'est à certaines personnalités aujourd'hui écartées, plutôt qu'aux structures, que l'on en voulait vraiment... Il n'empêche que les carences ou les excès passés lui ont fait perdre, et pour longtemps, la crédibilité qu'aurait dû lui valoir sa fonction essentielle de garant de l'éthique.

Le président de la République a donc créé le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, présidé par le professeur Jean Bernard, qui se voit confronté aux événements extraordinaires survenus ces dernières années, en matière de procréation artificielle, de greffes d'organes ou de génétique, notamment.

Il serait difficile de dire que cette initiative, ou celles prises pour développer la recherche (les crédits de l'INSERM ont doublé en quatre ans), pour stimuler à l'échelle européenne la lutte contre le cancer ou pour évaluer, par la « fondation des consensus », le bien-fondé des comportements médicaux, relèvent d'une orientation politique autrement définie que par des réalités sanitaires, démographiques ou financières. Il paraît clair que ces réalités s'imposeront avec autant de force, si la crise économique devait persister, à tous ceux, quelle que soit leur sensibilité particulière, à qui incombera la charge de maintenir, voire d'améliorer, l'état de santé de la France.

Si l'on excepte quelques outrances (comme la suppression radicale des secteurs privés hospitaliers), quelques maladresse (dans l'application trop rigide de la départementalisation notamment, ou dans le bruit démesuré fait autour des médecines douces), quelques excès (dans l'étranglement excessif des budgets hospitaliers) et quelques ratages (comme l'instauration pourtant urgente des solutions de rechange à l'hospitalisation, ou l'ouverture des plateaux techniques aux praticiens), on voit mal ce qui, pour l'essentiel, pourrait changer.

Sinon, peut-être, la considération plus grande qu'il importe de porter au rôle fondamental qu'assume le corps médical pour maintenir et développer encore, dans des circonstances difficiles, l'état de santé de la France au niveau, l'un des meilleurs du monde, où il se trouve actuellement.

Dr E.-L.

Les dépenses de santé

	En francs par Français	Taux d'augmentation annuel
1980	3 845	17 %
1981	4 526	17,9 %
1982	5 300	18,4 %
1983	5 847	13,1 %
1984	6 462	11 %
1985	7 000	6,5 %

La succession des ministres

	MINISTÈRE DE LA SANTÉ	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
	Premier gouvernement de Pierre Mauroy	
Mai 1981	Edmond Hervé, ministre de la santé.	Nicole Questiaux, ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale, avec le docteur François Autain, secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, Joseph Franceschi pour les personnes âgées et Georgina Dufoix pour la famille.
	Deuxième gouvernement de Pierre Mauroy	
Juin 1981	Jack Ralite, ministre de la santé.	Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, avec Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille.
Juin 1982		Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.
Mars 1983	Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé.	Pierre Bérégovoy, avec Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, la population et les immigrés, Daniel Benoist pour les personnes âgées.
	Gouvernement de Laurent Fabius	
Juillet 1984	Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé.	Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, avec Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées.

NOTA. — M. Jean Choussat était directeur général de la santé et des hôpitaux au début de la législature. Il a été remplacé, en 1981, par le professeur Jacques Roux (directeur général de la santé) et Jean de Kervasdoué (directeur des hôpitaux). Le professeur Jacques Roux vient lui-même d'être remplacé par M. Jean-François Girard.

se !

a réponse de Ciba-Geigy

La succession des ministres

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 QUAND LES DERNIERS SONT LES PREMIERS

JAMAIS autant que mardi dernier (ou mercredi, si vous préférez) *je n'ai ressenti ce* qu'avait d'aléatoire le bonheur. Il suffisait d'être abonné pour me lire, pour vivre une journée normale, heureuse, et dans le même temps des milliers de lecteurs qui ont pris l'habitude de payer leur *Monde* au prix fort chez leurs marchands de journaux se sont trouvés sous la bise *tout dépourvus. Le plus fort*, c'est que la plupart des abonnés n'ont même pas du ressentir leur chance : « *Lui, lui encore !* ». Ce qui me console un peu de cette morne indifférence, ce sont les émouvants témoignages de solidarité de mes confrères de la presse écrite dans ces moments difficiles. Robert Hersant m'a téléphoné en personne pour m'assurer que les colonnes de ses journaux m'étaient grandes ouvertes. Et pour donner plus d'audience à cette chronique, il me proposa sans façon que « *Le chanteur masqué* » (tel était le titre de l'article) *remplaçât dans* le prochain *Figaro Magazine*, « Le temps qui passe » de Jean d'Ormesson ou l'éditorial de Louis Pauwels. A mon gré. « *Comme c'est chaque semaine le même disque*, ajouta Robert Hersant en pouffant, *je crois que nos lecteurs apprécieront, une fois n'est pas coutume, la différence !* » Après l'offre d'Hersant, tout me sembla bien pâle. Au passage pourtant, je ferai un sort à la proposition de Max Theret, le PDG du *Matin*, qui voulait bien me louer la fameuse tribune de l'ami Guégan « Je ris tout seul ! ». J'aurais dû accepter. Que ce soit côté kiosque ou côté abonné, nos lecteurs ne se sont pas tous conduits comme des saints. *Le Monde* daté du 19 février 1986 aurait déjà franchi sur le marché parallèle la barre des 50 F. Cette spéculation inquiète le gouvernement, qui craint pour son indice des prix de février. Pour éviter cette lèpre qu'est le marché noir, je vais tenter de vous raconter l'article, qui avait perdu son et image, en deux mots. C'est le seul moyen de vous convaincre que ça ne valait pas plus de 4,50 F.

2 ABONNÉS S'ABSTENIR

JE prenais prétexte du dernier livre de Jean Dutourd, *Contre les dégoûts de la vie* (chez Flammarion) pour parler livres et boutique. Plus exactement pour parler de la manière d'en parler. M'abritant derrière les confidences de Dutourd, je chuchotais les miennes. En critique, la banale et scolaire explication de texte, c'est encore ce que l'on a trouvé de mieux. Au passage, j'évoquais ce roman de Louis Hémon, *Monsieur Ripois et la Némésis* (« Les cahiers rouges », Grasset), que l'on connaît surtout par le film de René Clément et Gérard Philipe. Et je me demandais pourquoi on se faisait une idée fausse de cet auteur plus célèbre que connu. Voulant suivre à la lettre les conseils de l'Ecole des journalistes, mon papier se terminait sur une touche gaie : un vibrant hommage à notre police. J'annonçais également une suite.

3 LA VOICI :

DUTOURD nous a donc raconté dans un premier temps que ce qui l'inquiétait, quand il était jeune écrivain, dans le métier de critique, c'était l'obligation de parler pendant cinquante-deux semaines de livres nouveaux qui n'étaient pas forcément son genre. Faire honnêtement son travail, c'était donc le plus souvent mentir aux lecteurs. Car il n'y a pas de raisons de faire payer aux livres récents l'absence d'attirance que l'on a pour eux. La phrase-clé étant : « *Les choses me dégoûtent à la minute où elles deviennent des devoirs.* » Dans le métier, nous en sommes tous là : que nous parlions livres, politique, théâtre, restaurants, cinéma, musique, etc., notre problème est de transformer nos devoirs en plaisirs. Si nous avons dit quelque chose de vrai, de gai, que sais-je, nous sommes sauvés, ce dont nous parlons est devenu notre affaire. Et ça se voit, ça s'entend. A l'évidence, pour un écrivain, l'idéal, ce serait de parler uniquement des auteurs du passé. Qu'il les aime ou pas, avec eux, il est dans son élément. Ses articles ne sont plus de la prose gâchée, mais un journal de lectures qui deviendra un livre. « *Mais quel journal, quelle revue, m'offrirait jamais cela ?... Ils n'avaient pas assez de pages pour les sujets assommants qui, dit-on, intéressent le public : la science, la technique, l'informatique, les Américains, les Russes, le cosmos, etc.* », se demande le jeune Dutourd, très pince-sans-rire. « *Le plus étonnant dans les choses impossibles est qu'elles finissent par arriver* », constate alors le Jean Dutourd d'aujourd'hui. Le public, ce mystérieux et menaçant public, on le sait désormais, n'existe pas. C'est une entité, un père Fouettard brandi par les directeurs de journaux et leurs rédacteurs en chef pour exorciser ce qu'ils *n'aiment pas : la bonne prose ! Ils recherchent* avec ardeur le talent mais lui trouvent toujours un vice de fabrication. Le talent n'est jamais au point. Il n'y a que les platitudes qui soient vraiment standard, qui ne déçoivent jamais. Elles sont inusables.

4 CONCLUSION

LA conclusion de Dutourd est résolument optimiste. Il considère que le journalisme « *est une heureuse invention pour les écrivains* ». Je le suis volontiers sur ce point : pour les écrivains, les journaux sont un produit de première nécessité. S'ils n'existaient pas, nous les aurions inventés. Je suis toujours surpris quand je vois mes confrères les déconseiller aux jeunes auteurs. *Ce serait une perte de* temps. On y perdrait son beau génie. Ça vous empêcherait d'écrire les vrais livres qui sont en vous. Ces piqûres d'amour-propre vous rendraient insupportables. Pour une gloire de quatre sous, c'en serait fini de l'idéal. J'ai vu des garçons de ma génération, Nourissier, par exemple, qui pourtant ne crache pas pour lui-même sur les journaux, verser dans ces fadaises quand ils *s'adressaient vertueusement* à leurs cadets. A l'évidence, il vaut mieux écrire *Guerre et Paix* que mille digressions, même dans *le Monde !* Mais dix articles décents – pourquoi dix, un suffit – sont préférables à de méchants poèmes, à un essai insipide ou à un roman médiocre. Et Nourissier le sait mieux que personne, qui a pu écrire livres décents et papiers honorables. Je pense même que l'un des drames de l'écrivain – drame fort acceptable, – c'est de vouloir gagner sa vie avec des livres à partir du moment où il a des tirages confortables. Par nature, nous nous répétons déjà, ne forçons pas la dose. Nos répétitions, gardons-les pour les journaux. Là, nos redites ont ce double avantage de passer inaperçues et d'être actualisées. Le quotidien est une merveilleuse cure de jouvence.

Dutourd fait la remarque que, sans le journalisme, les écrivains ne penseraient pas ce qu'ils pensent. Exactement il dit : « *Il les oblige à écrire toutes sortes de choses qu'ils n'auraient pas écrites si on ne les leur avaient expressément commandées et s'ils n'avaient été animés par la perspective de recevoir un salaire, qui est un puissant motif de travailler, quoi qu'en disent les âmes délicates.* » On n'a pas toujours envie d'écrire quatre cents pages, et tout ne mérite pas quatre cents pages. L'écrivain est le plus souvent une terre en friche, à l'abandon. S'il n'écoutait que sa paresse, il la laisserait reposer toute sa vie. Heureusement, il y a les journaux et la nécessité. Grâce à ces aiguillons, l'écrivain-Oedipe devient son propre Sphinx. Il ne cesse de répondre à des questions qu'il se pose. Et gagne sa vie à ce jeu. Il ne se savait pas si riche ! « *Pour ma part, je sais que j'ai eu grâce à lui (le journalisme) une foule d'idées qu'autrement je n'aurais jamais eu le courage d'aller chercher au fond de moi.* » Le journalisme n'est néfaste en littérature que pour les écrivains qui le considèrent de haut, qui croient vraiment qu'il y a deux façons d'écrire. Ils mettent leurs habits du dimanche, ils sortent leur style « noble » pour ce qu'ils croient être leurs grands livres, ceux qui ne reçoivent les lecteurs que sur cartons d'invitation. Pour la populace des journaux, le style « classe tourisme » est bien suffisant. A ces écrivains-là, Dutourd rappelle : « *Le journalisme, si on le fait avec le même sérieux que le roman ou le théâtre, ne doit point déparer une œuvre, mais au contraire la compléter.* »

5 REGRETS

J'AVAIS fait la remarque que le samedi, passé 20 h 30, était un soir maudit à la télé. Il n'y avait guère que Disney Channel pour les enfants et votre serviteur, et Polac pour les masos. Samedi dernier s'est empressé de m'apporter un démenti : « La nuit des Césars » sur la 2, et *le Malade imaginaire* sur TF 1. On aura beau éventuellement nous expliquer que le théâtre à la télé ce n'est plus du théâtre, quelle tristesse de se dire qu'en trente ans la télévision d'Etat a manqué une superbe occasion d'imposer d'une façon systématique – douce contrainte, – à des heures de grande écoute, notre répertoire : Corneille, Racine, Molière, Marivaux, Musset, etc. Il n'y avait que l'embarras du choix. Ça viendra ? Oui, mais sur une chaîne culturelle, dans une réserve de Peaux rouges. Comme si Jean le Poulain-Argon ne tenait pas le coup, n'était pas en définitive plus distrayant que Mickey et une distribution de prix.

Littérature et journalisme

CINÉMA

L'AUTEUR DU « CHAGRIN ET LA PITIÉ » A LYON

Marcel Ophüls sur les pas de Klaus Barbie

Seule âme qui vive dans ce petit village de l'Ain en hibernation, un viel homme dégage à coups de pelle la cour enneigée. A quelque mètres, une caméra tourne. « *Vous étiez là pendant l'Occupation ? Vous connaissiez les enfants de la colonie ? Vous vous souvenez du jour de la rafle ?* » Les réponses laconiques du vieil homme n'en diront guère plus que la plaque accrochée sur la maison d'Izieu d'où sont partis, un matin d'avril 1944, une quarantaine d'enfants juifs à destination d'Auschwitz. Le responsable de ce crime contre l'humanité, Klaus Barbie, est le sujet du long métrage que Marcel Ophüls tourne aujourd'hui. Izieu est la dernière étape de l'enquête qui a amené le réalisateur du « *Chagrin et la pitié* » dans la région lyonnaise, où Klaus Barbie a sévi entre 1942 et 1944. Pour cette enquête ouverte – « *Il ne s'agit pas de faire une quelconque démonstration.* », – Marcel Ophüls est allé interroger ceux qui ont approché Barbie en Allemagne, aux Etats-Unis et en Bolivie, où il a résidé jusqu'au jour de son expulsion vers la France, le 4 février 1983.

Pour ce film sans trame ni titre encore, Ophüls amasse, et amassera jusqu'au procès, des indices et des témoignages. Le temps de l'Occupation et celui du procès se télescopent. Les récits de résistants voisinent avec l'image des va-et-vient des avocats. A la prison Montluc, où Barbie a été symboliquement incarcéré pendant une semaine, le gardien-chef parle moins de son hôte que du défilé des journalistes depuis trois ans.

Un seul message : se souvenir

Marcel Ophüls marche dans les pas de Barbie, mais aussi dans ceux des enquêteurs précédents. Ecueil supplémentaire : aux discours pétrifiés se conjuguent les témoignages militants, aiguisés par trois ans de débats sur « l'affaire ». « *Les gens sont comme en service commandé* », a commente le rélisateur. A Caluire, le docteur Dugougeon, chez qui Jean Moulin a été arrêté, récite de mauvaise grâce sa tirade pour la centième fois, en désignant mécaniquement du doigt les différents lieux du théâtre historique.

Pour recueillir le parler vrai qui a permis au film *le Chagrin et la Pitié* de porter un éclairage différent sur la résistance, Ophüls doit décaper les témoignages. En se servant par exemple du symbole. Comme lorsqu'il invite des rescapés des camps à venir témoigner dans l'ancien QG de Barbie, l'hôtel Terminus, près de la gare de Perrache, où les cinéastes sont descendus. Cette mise en scène des témoignages dans les salons de l'hôtel tranche avec la démarche habituelle d'Ophüls, qui réalise ses interviews avec une grande économie de moyens. L'hôtel Terminus, qui pourrait donner son titre au film, « *c'est un truc pour la narration, pour assurer les relances et liaisons d'interviews, de lieux et de temps éclatés* ». « *Ce sera au film ce que Clermont-Ferrand était au* Chagrin et la Pitié », explique Marcel Ophüls. Sa démarche, qui rencontre peu d'échos en France – « *Un pays frileux et protectionniste* » – a été rendue possible par les Américains. Le film, financé « *surtout par des juifs et par des gens de la gauche* », concernés par les liens entre Barbie et les services secrets américains, est produit par *Memorie Pictures*. Se souvenir sera le seul message.

LUC VACHEZ.

M. MITTERRAND VISITE LA COUR CARRÉE RESTAURÉE

M. François Mitterrand a visité lundi 24 février la cour Carrée du Louvre, dont les travaux de restauration viennent de s'achever, ainsi que les deux cryptes aménagées autour des restes du donjon de Philippe Auguste et du château de Charles V.

Les vestiges de l'ancien Louvre seront accessibles aux visiteurs en 1987, lorsque l'accueil de la cour Napoléon et sa fameuse pyramide auront été achevés. Il s'agit de quatre tours de l'ancienne forteresse et du donjon du douzième siècle dont subsistent seulement les bases, il est vrai imposantes. Le public circulera en fait dans les anciens fossés, point de vue inhabituel, d'où il pourra ensuite gagner le musée par la crypte du Sphinx et les antiquités égyptiennes.

Ces traces du château royal ont été recouvertes d'une dalle de béton armé non solidaire de la maçonnerie originaire. Dans un premier temps, au moment des fouilles archéologiques de la cour Carrée, on avait hésité à les faire ainsi « disparaître », certains étant partisans de les laisser visibles de l'extérieur, au moyen de grilles ou d'une dalle de verre par exemple. C'est la sagesse qui l'a heureusement emportée, et la cour Carrée a pu conserver son intégrité architecturale.

EXPOSITION

« L'OR DES AVARS », au pavillon des Arts

Les Barbares n'étaient pas économes

Le Haut Moyen Age, l'Europe orientale, une région sans accès à la mer, sans autre repère géographique que des montagnes et le passage d'un fleuve indifférent : nous *sommes au bout du monde*, précisément chez ceux que nous appelions les Barbares.

Les Avars sont normalement inconnus des écoliers français (les Francs déjà, il faut bien dire, les confondaient avec les Huns). *Comme les Huns, auxquels ils* sont d'ailleurs apparentés, les Avars sont originaires d'Asie. Poussés par plus barbares qu'eux ils finissent par s'installer dans la plaine des Carpathes, occupant un territoire qui correspond en gros à la Hongrie *actuelle et à l'Ouest de la Roumanie*. Et là, entre 567 et leur soumission à Charlemagne, en 804, ils maintiennent un royaume assez agité puisqu'il mettra deux siècles avant de choisir par quel envahisseur, du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest il se laissera à son tour envahir.

Les Avars sont des nomades. Ils apportent à l'Europe, entre autres cadeaux inestimables, l'étrier, la selle dure et le sabre. Pas d'architecture, mais des tombes, ça oui. L'inénarable jeu de mot du titre de l'exposition « L'or des Avars », laisse imaginer qu'ils étaient riches et fait penser à un nouvel Eldorado. Ce n'est pas précisément le cas. A dire vrai, tout ce matériel archéologique est surtout intéressant par la civilisation, l'histoire qu'il fait exister ou renaître. son intérêt plastique, sans être négligeable, n'est pas vraiment révolutionnaire ni d'une variété confondante. Pour y trouver *un véritable plaisir, mieux vaut* n'être pas économe de sa curiosité.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

★ Pavillon des Arts, rue Rambuteau, jusqu'au 30 mars.

CULTURE

THÉATRE

« MARAT-SADE » à Bobigny

Requiem pour une utopie

Avant d'entrer dans la salle où se donne *Marat-Sade*, Peter Weiss, à la Maison de la culture de Bobigny, le public doit s'arrêter devant une guérite, pour écouter le prologue : nous sommes censés être au début du Premier Empire, et assister à « *La persécution et l'assassinat de Jean-Paul Marat, représenté par le groupe théâtral de l'hospice de Charenton, sous la direction de Monsieur de Sade* ». C'est le titre complet, et le sujet de la pièce écrite en 1964, en pleine époque du « tout est politique ».

Il semblait alors politique d'impliquer le spectateur en lui faisant tenir son rôle, façon de dénoncer la consommation passive du théâtre. Et, au-delà, la société de consommation, ses contradictions.

Les fous représentaient ceux qui refusent, les marginaux, les subversifs. Sade était le porte-parole de l'individualisme. Marat, celui de l'idéologie collective.

Il semblait également efficace de puiser dans le passé les éléments d'une réflexion, sur la situation contemporaine. La pièce est donc fortement datée.

La version que présente aujourd'hui le metteur en scène Walter Le Moli (directeur du Collectif de Parme, dont on a pu voir quelques spectacles Shakespeare), comporte beaucoup de coupures.

Tout ce qui a trait aux différents caractères de folie, et qui établit un rapport entre les fous et les personnages de la révolution qu'ils incarnent, est réduit à quelques signes extérieurs : le furieux en camisole de force, les mains entravées de l'obsédé sexuel, c'est tout ce qui reste des indications de Peter Weiss. Les fous n'ont plus d'existence théâtrale. Le spectacle se concentre sur Sade – Daniel Emilfork, enfoui dans un fauteuil, son profil émacié encadré d'une perruque poudrée, – et sur Marat – David Warilow, au centre, nu dans sa baignoire.

David Warrilow et Evelyne Didi (photo Brigitte Enguerand)

A ses côtés, sa compagne Simone Evrard – Michèle Goddet, – debout, silencieuse, tendue, à l'écoute de son angoisse. Evelyne Didi, fragile Charlotte Corday, habitée par un désir ambigu qui la dépasse, se tient sur le côté, parmi les fous auxquels se mêlent des religieuses.

L'espace est abstrait. Une sorte de péristyle surmonté d'une galerie, où un orchestre à cordes joue du Vivaldi. Sur une estrade côté cour, des femmes en noir sont assises, les mains sur les genoux, figures wilsoniennes prises dans un carré de lumière. Des câbles auxquels sont accrochés des micros, pendent des cintres et dessinent des barreaux. Côté jardin, l'annonceur, André Wims, est debout devant un pupitre.

Considérant sans doute que la pièce de Peter Weiss a marqué son époque, et en a été marquée – ce qui est exact – Walter Le Moli compose un chant funèbre pour des utopies que l'histoire a reléguées dans ses poubelles. La mise en scène est ample, faite pour un grand texte comme si Peter Weiss n'avait pas écrit en vers de mirliton pour une tragédie en forme de complainte populaire.

Le spectacle se présente comme un oratorio : peu de déplacements, diction atonale de chœurs parlés, dont les micros unifient les voix, et que transpercent, par instant, les vociférations du furieux (Jean-François Delacour), et qu'interrompent aussi de brefs dialogues, et que dominent enfin les duos Marat-Sade.

A la magie caverneuse de Daniel Emilfork, répondent les intonations rauques de David Dawilow, voix d'un corps à vif, d'une âme blessée, voix qui s'articule en mots pour une incantation, dont le sens s'est perdu. David Warrilow est là, lumineux démuni, au centre des regards. On dit qu'il est un fou, représentant l'exalté Marat. Il est un dieu de théâtre, une force de déraison. Il est l'homme, en attente de la mort.

COLETTE GODARD.

★ Bobigny, Maison de la culture, 21 heures, jusqu'au 22 mars.

« LE DRAGON », d'Evgueni Schwarz

Perrault en sabots de plomb

En Russie, les enfants ont toujours été rois, un peu plus qu'ailleurs, sous tous les régimes. Il suffit de se promener dans les jardins publics, ou sur le devant des maisons les soirs d'été, pour s'en convaincre.

Là-bas, les écrivains et peintres de renom font des livres pour les enfants, et les acteurs célèbres trouvent sans difficulté des sommes énormes pour réaliser des films pour la jeunesse.

Evgueni Schwarz, né trois ans avant notre siècle, avait écrit d'abord des livres et des pièces pour les enfants. Puis, pendant la seconde guerre mondiale, il fut évacué au Tadjikistan, avec le Théâtre de la comédie de Leningrad. Là, il écrivit une pièce pour grandes personnes, *le Dragon*.

C'est un conte qui emprunte amicalement aux grands ancêtres, Andersen, Perrault, Grimm, et aux récits populaires russes. L'action, située dans une petite ville allemande, raconte les méchancetés d'un dragon qui exploite et terrorise le peuple. Un courageux jeune homme, Lancelot, va délivrer une jeune fille que veut dévorer le dragon, Elsa, puis, au cours d'un formidable duel aérien, il abattra le monstre. Mais de vilains politiciens prendront le pouvoir.

Cette pièce, célèbre en Union soviétique et dans les républiques de l'Est, comme d'ailleurs dans le monde entier, est bien sûr savamment construite, et d'un langage efficace. Mais elle est terriblement démonstrative, Elle enfonce des clous et des portes ouvertes. Dans le genre, Brecht a fait tellement mieux.

La présentation du *ragon* au Théâtre de la Ville est assez quelconque. Le décor est laid et naturaliste, ce qui, pour un conte de fées, est un comble. La mise en scène de Benno Besson semble avoir été faite par des chevaux de labour : tout est souligné, tout est lourd. C'est du théâtre de percherons. Les acteurs, Jean-Claude Dreyfus (le Dragon), Philippe Avron (un vilain politicien), Bernard Ballet (le jeune homme vengeur), mettent tous les pieds dans le plat, sans finesse – il faut dire qu'ils sont habillés et maquillés d'une façon si « explicative » qu'ils n'ont guère la liberté d'inventer des fantaisies. Coline Serreau (la jeune fille délivrée) sourit gentiment, d'un peu loin.

Tous les responsables de ce spectacle élémentaire se couvrent eux-mêmes de lauriers dans un livre qu'ils publient conjointement au spectacle, mais cela est devenu une habitude générale, dans les théâtres subventionnés

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 45.

MUSIQUE

« GRISELIDIS », à l'Opéra du Rhin

Massenet à la diable

De notre envoyé spécial

S'il fallait décerner un grand prix de l'opéra kitsch, la palme irait sans doute à la *Griselidis* que vient de monter l'Opéra du Rhin. Par quelle aberration Massenet (il n'avait pourtant que cinquante-neuf ans) a-t-il pu s'enticher de cette pièce signée Eugène Morand et Armand Silvestre ? Elle met en scène la femme d'un croisé restée imperturbablement fidèle à son époux, malgré les manigances d'un pauvre diable acharné à la faire tomber, parce qu'il est affligé lui-même d'une épouse impossible et en retard sur son programme de fournitures à l'enfer.

Il la persuade d'abord que son mari l'a répudiée et, obéissante, elle cède la place à l'usurpatrice, en devenant sa servante. Il la met en présence de son ancien amoureux (un ténor plus séduisant *a priori* que son baryton de conjoint), et là elle est bien près de succomber, pour permettre à Massenet d'écrire un duo flamboyant, mais le souvenir de son fils l'arrête – ce même fils que le diable enlève, mais qui, grâce à sainte Agnès, revient après être allé chercher les anneaux de ses parents égarés par le Malin « dans les étoiles ».

On pourrait imaginer à la limite une œuvre baroque alliant le buffa et le seria à la manière d'*Ariane à Naxos* de Strauss, mais Armand Silvestre se trouve à des années-lumière de Hofmannstahl : le lyrisme « serioso » du couple croisé et de l'amoureux emprunte des paroles tellement grotesques que l'impression parodique est inévitable : « *Vous qui portez le ciel sur votre visage, voulez-vous de moi ?... Je suis l'oiseau ; adieu la caresse embaumée du nid caché dans la brume...* »

Passerelles

Malheureusement, Massenet prend cette « poésie » pour argent comptant, développe des stances enflammées, juxtaxposées avec des pitreries d'opérette, sans ménager de subtiles passerelles de l'un à l'autre monde, et ses envolées, malgré quelques belles mélodies, ne sont pas d'une qualité telle qu'elles puissent transcender le comique involontaire.

Effaré de découvrir ces gouffres, René Terrasson a pris le parti d'en rire. Pour esquiver un ridicule définitif, il a transposé l'action du Moyen Age au début du vingtième siècle, doté le Diable d'une voiture rouge crachotante des débuts de l'automobile, traité la scène de la tentation en une « nuit de Walpurgis » où Griselidis apparaît habillée comme Mary Garden en Mélisane (*Pelléas* est né à l'Opéra-Comique cinq mois plus tard !), placé la scène de ménage du couple infernal dans un night-club peuplé de séduisantes diablesses, etc. Du coup, il a mis les rieurs de son côté, d'autant que les décors et costumes de Daniel Ogier sont comme toujours un enchantement.

Hélène Garetti (Griselidis), René Massis (le marquis de Saluces) et Tibère Raffalli (l'amoureux) chantent leur rôle à pleins poumons, avec le plus grand sérieux et beaucoup de fraîcheur d'âme, tandis que Michel Trempont, facétieux et maugréant (« *passez-vous donc du Diable, que diable* »), forme un duo réjouissant avec sa Fiamina (Chantal Dubarry), qui voudrait bien trouver un autre homme... On regrette cependant de ne pas bien les comprendre pour savourer tout le suc du texte.

L'Orchestre symphonique du Rhin-Mulhouse paraît un peu court pour l'ampleur donnée par Massenet à son lyrisme légendaire, que Claude Schnitzler sert cependant avec une grande honnêteté

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : à Strasbourg, les 25, 28 février et 2 mars ; à Colmar, le 4 ; à Mulhouse, les 7, 9 et 11 mars.

PS. – L'intervention d'une héritière (fille adoptive du petit-fils de Massenet), prétendant faire interdire les représentations au nom du droit moral, n'a pas eu de suite, le juge des référés de Strasbourg refusant de prendre une décision aussi lourde de conséquences. Cependant, la production incriminée ne pourra être reprise hors d'Alsace sans l'autorisation des ayants droit.

ROCK

Les Bangles à l'Eldorado et Anne Clark au Rex-Club

Polissons à peine, folichons très peu, mais délicieusement pop et fringants, les Bangles sont la dernière mouture en date du groupe exclusivement féminin qui joue du rock sans avoir l'air d'y toucher. Les Go Go's s'étant séparées, la place est libre : quatre girls from L.A., carte postale crédible et format chanson de l'éternel américain, tendance Beach Boys en goguette et bikinis (nitsy-bitsy) avec mélodies carénées FM et mélodies acidulées. On les avait vues au début de l'année dernière quelque peu flanchantes sur la scène des Bains-Douches. Depuis, le succès fulgurant le leur second album aidant (*Different Light*), elles ont beaucoup tourné aux États-Unis. Il reste que le registre de leur répertoire est moins adapté à la prise directe qu'à une écoute au volant de sa voiture.

Anne Clark, en revanche, est à l'opposé. Editrice underground, militant pour la jeune poésie anglaise, elle dit ses poèmes sur fond de musique électronique. Agression verbale et lyrisme synthétique, les mots percutent les rythmes métronomiques et les envolées glacées de John Foxx.

A. W.

★ Les Bangles ce mardi 25 février, à 20 heures, à l'Eldorado. Disque : Different Light (CBS, 26659).

★ Anne Clark, les 25 et 26 février au Rex-Club. Disque : Pressure Points (Virgin, 70416).

COMMUNICATION

LA GRILLE DE LA SIXIÈME CHAINE

Un premier programme entièrement musical

De la musique avant toute chose : la première grille de programmes de la sixième chaîne, qui débutera samedi 1er mars, sera plus que fidèle au cahier des charges, qui lui impose 50 % de programmes musicaux. Les émissions démarrent à 14 heures avec « 6-Tonic », un montage de clips sans animateur, très proche de l'esprit de la bande-annonce diffusée depuis le 22 février. A 17 heures, la chaîne cherche à séduire le public des enfants avec un mélange de dessins animés et de chansons, « Magic 6 », qui devient à 18 heures, « Système 6 », programmé à la demande en fonction *du courrier et des appels téléphoni*ques des jeunes téléspectateurs.

La télévision musicale sacrifie bien sûr au traditionnel hit-parade, confié à 19 heures aux animateurs de NRJ. Consacré aux meilleures *ventes françaises en semaine, il se* transforme le week-end en hit-parade européen *(Euro 6)* ou mondial *(US 6)*. A 20 heures, le programme s'organise chaque jour autour d'une vedette, d'un genre musical ou d'une rétrospective historique. Le vendredi, « Chance 6 » permettra à six jeunes de se lancer en interprétant leur première chanson. *De 21 heures à 22 heures, tous* les jours sauf le mercredi, la chaîne retransmettra un concert, qui sera, le dimanche soir, consacré à la musique classique. De 22 heures à minuit, la ronde des clips recommencera avec « 6 Tonic ».

Cette grille musicale se mettra en place progressivement, les responsables de TV 6 *ayant eu quelque mal* à fabriquer tous leurs programmes en moins d'un mois. Peu à peu, les principales émissions seront réalisées en direct, afin de donner plus de vie et de spontanéité à l'antenne. La chaîne, qui se refuse à engager des animateurs confirmés, continue à former de jeunes « vidéo jockey », qui devraient faire bientôt leur première apparition sur les écrans. On notera l'absence de films pour le moment. Fidèle à sa stratégie, la *télévision musicale ne veut pas jouer* la concurrence directe avec le service public et la « *5* ». Elle tient à promouvoir d'abord une « *couleur d'antenne* » avant de diffuser une programmation originale faite de science-fiction, de films d'horreur, de série B ou d'inédits, qui devront trouver leur place dans la grille sans en rompre l'unité.

M. Maurice Lévy, président de TV 6, est satisfait des premiers pas de sa chaîne. Un mini-sondage effectué dans la population parisienne pendant le week-end lui a appris qu'un tiers des foyers avaient cherché à capter la nouvelle télévision ; 80 % y sont parvenus et environ 40 % de ces *premiers* téléspectateurs sont restés fidèles pendant une heure et quart en moyenne devant le premier programme de présentation. Un abondant courrier, envoyé à Publicis, témoigne de la satisfaction des jeunes devant les choix de la « 6 ». Bonne réaction aussi dans les milieux publicitaires : la commercialisation, qui a débuté le 24 février, a *déjà permis d'engranger de nom*breuses commandes d'espaces.

J.-F. L.

« CINQUANTE-DEUX MINUTES POUR UNE TÉLÉVISION LOCALE »

La province expose à Paris

Cinquante et une « maquettes » de télévision locale sont actuellement exposées au Carrefour international de la communication (CIC). Cinquante et un programmes, venus de toute la France, comme témoignages des *projets* multiples *qui s'élaborent* actuellement à l'échelle des villes, des départements, des régions. Cinquante et un échantillons sélectionnés — sur cent dix-huit candidats — à la suite d'une consultation publique lancée conjointement par la DATAR (1) et le CIC en décembre, et répondant aux mêmes critères de temps (cinquante-deux *minutes*), de forme (une grille en réduction et des rubriques diverses), de création (80 % de production locale propre).

Le 17 janvier 1985, en annonçant l'autorisation prochaine de télévisions par voie hertzienne, M. François Mitterrand soulevait de grands espoirs dans les régions françaises, frustrées par les lenteurs du plan câble, mais stupéfiait l'ensemble des experts : « *Dans l'ensemble de la France,* déclarait-il notamment, *il devrait y avoir de la place pour quatre-vingts ou quatre-vingt-cinq chaînes au total.* » Quatre-vingts chaînes ? TDF se mit à paniquer et les professionnels à calculer : comment donc financer quatre-vingts chaînes privées ? Comment dégager suffisamment de publicité ?

Et la « 5 » est arrivée, suivie de près par la « 6 » ; la « 7 » se prépare ; et tandis que les partis politiques, l'industrie du cinéma et les organisations professionnelles multiplient polémiques et débats sur le statut des réseaux nationaux, les chaînes locales, discrètement, se préparent. Déçues de se voir oubliées, certaines d'avoir été trompées, lucides sur leur réelle capacité de production — « une heure quotidienne serait déjà un pari fou », admettent beaucoup —, plus créatives sans doute qu'on ne l'imaginait.

Car elle est étonnante, cette mosaïque d'écrans exposée jusqu'au 4 mars dans les locaux du CIC. Et elle est instructive. « *Qui pensait encore que la création en province était embourbée dans un carcan socio-culturel ringard ?* », interroge une jeune vidéaste. « *Déplacez-vous un peu et quittez Paris ! On innove en région, on invente, on s'amuse, on sait faire des images, et notre public ne se limite pas à un chiffre d'audience piqué dans un sondage. Ce sont des gens qu'on côtoie tous les jours, qui réagissent immédiatement et qui sont les premiers acteurs d'une télévision locale.* »

Les déclarations se ressemblent, les promoteurs de projets ne cachent pas leur agacement devant la publicité « excessive » faite récemment à la cinquième et à la sixième chaîne. Certains se montrent très inquiets : « *Quand on voit les privilèges consentis aux deux nouvelles chaînes nationales, on s'interdit d'élaborer des projets trop ambitieux,* déclare M. Jacques Rocher, *responsable du projet TVO à* Nantes.

Promoteur de Ivetel, la télévision de l'Aude, M. François Vigué, lui aussi, veut être lucide : « *L'exposition du CIC est une belle occasion d'attirer les projecteurs sur les télévisions locales et de nous faire connaître* »; *mais nous sommes réalistes : nous ne serons pas les opérateurs d'une vraie télévision. Tout juste des producteurs qui pourront proposer quelques produits à des chaînes locales ou nationales.* » N'est-ce pas d'ailleurs le cas de la plupart des projets ? « *Bien sûr*, sourit M. Vigué. *Le problème, c'est que nous sommes venus à Paris nous afficher comme vendeurs de programmes, et que, malgré l'ambition du Carrefour, nous n'y rencontrons que d'autres vendeurs...* »

C'est vrai, beaucoup de candidats ont saisi l'initiative de la DATAR et du CIC comme une occasion de *prouver leur* capacité à faire des programmes, et le but est atteint. Peu d'entre eux se voient réellement comme opérateurs uniques d'une télévision locale. « *Il faudra être forcément rattaché à un réseau, à une structure nationale* », explique M. Philippe Mortier, le responsable de NTV à Lille, qui appartient au réseau RATV comme sept autres projets de l'exposition. Des projets souvent ambitieux, comme celui de Lyon, de Lille et de Paris, pour une structure cohérente qui pourrait faire des émules.

ANNICK COJEAN.

(1) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

La publicité des chaînes privées sera soumise à un contrôle déontologique

Dans une lettre adressée la semaine dernière aux responsables *de la « 5 » et de la « 6 », M. Georges* Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, instaure un contrôle déontologique des messages publicitaires diffusés par les nouvelles chaînes privées. Une commission, comparable à celle qui surveille les chaînes publiques dans le cadre de la Régie française de publicité (RFP), étudiera les scénarios et visionnera les spots publicitaires avant passage à l'antenne. Elle contrôlera le contenu des messages (conformité du produit aux normes françaises, publicité mensongère, droit des personnes, *respect du public, etc.*), mais aussi le respect des clauses du cahier des charges sur la publicité et des règles professionnelles en vigueur.

Cette commission sera composée des représentants des chaînes, des *professionnels de la publicité,* de l'Institut national de la consommation, du service d'observation des *programmes et des services* administratifs concernés (service de la qualité industrielle, ministère de la santé, fraudes...). Elle sera présidée par M. François Gicquel, président de la RFP.

On peut s'étonner de voir les télévisions privées accepter, après Canal Plus, une procédure de contrôle *a priori, proche de celle des chaînes* publiques. La commission de la RFP n'est-elle pas contestée par les professionnels de la publicité, qui lui reprochent sa lourdeur et aimeraient lui substituer un contrôle *a posteriori ?* M.Gicquel estime au contraire que la commission défend les intérêts des annonceurs et des agences, en les garantissant contre *d'éventuelles contestations* juridiques après diffusion.

Cet accord doit beaucoup, semble-t-il, à la pression des organisations de consommateurs sur le gouvernement et les responsables des chaînes privées. Une douzaine de fédérations de toutes tendances se sont mobilisées depuis quelques mois à propos des télévisions privées. Outre le contrôle de la publicité, elles réclament l'expression des organisations de consommateurs sur les nouvelles chaînes et surveillent particulièrement les problèmes posés aux usagers par la réception des télévisions privées.

J.-F. L.

UN « CLUB FRANÇAIS DE LA PRESSE » A PARIS

Le premier club français de la presse — également appelé « Press-Club de France » — a ouvert ses portes, à Paris, le 24 février. Les journalistes français et étrangers attendaient depuis longtemps ce lieu de rencontre, qui existe déjà dans de nombreuses autres capitales. Un projet avait été élaboré en 1979 par M. Jean Gélamur, président du groupe Bayard-Presse, qui avait donné lieu à un rapport, remis en 1980 au gouvernement mais resté sans suite. Constitué en association régie par la loi de 1901, ce Club français de la presse est installé dans des locaux de 800 mètres carrés où pourront avoir lieu séminaires, conférences et rencontres. Il est équipé de matériel vidéo, télex et téléphones ainsi que d'un bar et d'un restaurant.

Le Club français de la presse a pour objectif « *de développer, faciliter et organiser contacts et relations entre la presse française et la presse internationale, les institutions, le monde culturel et celui de la communication* », mais aussi « *d'étudier les nouvelles technologies et leurs incidences sur l'évolution de la profession, et enfin de défendre partout et toujours le libre exercice du métier d'informer* ».

Le Club français de la presse est animé par un bureau exécutif, élu par la conseil d'administration. Le président est Emmanuel de La Taille (TF 1), les vice-présidents Christian Blachas *(Stratégies)*, Jean Bothorel *(le Figaro)*, Jean-Claude Bourret (TF 1) initiateur de l'ancien club « Presse et médias », créé en 1981 et dissous en 1985), Gérard Carreyrou (Europe 1), Francis Mayor *(Télérama)*, Russ Melcher *(Omni-USA)*, René Tendron *(la Lettre de l'expansion)*, François de Witt *(l'Expansion)* et Alain Genestar *(l'Echo républicain)*, le trésorier Bernard Dalmon *(le Courrier du Parlement)*. Tous les journalistes, français et étrangers, titulaires de la carte d'identité professionnelle de journaliste, peuvent en être membres actifs avec droit de vote.

★ Club français de la presse, 11, avenue d'Iéna, 75016 Paris, tél. : 47-23-78-16.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA VIE EST UN SONGE, Epicerie (42-72-23-41), 20 h 30.
LE MONSTRE TURQUIN, Créteil, Maison des arts (48-99-90-50), 20 h 30.
RICHARD WAGNER. INTERVIOUVE, Comédie de Paris (42-81-00-11), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : le Balcon.
ODÉON (43-25-70-32), 20 h 30 : Il Berretto a sonagli, de L. Pirandello (en italien).
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : la Vérité; le Trio brisé, d'Italo Svevo.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Oncle Vania.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : 20 h 30 : l'Italienne à Alger.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : le Dragon; 18 h 30 : Karim Kacel.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

Les autres salles

☞ AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Terminus Hôpital.
☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : la Famille Ecarlate.
☞ ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : le Sexe faible.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.
ATHÉNÉE (47-42-67-27). Salle Ch.-Bérard, 18 h 30, 20 h 30 : L'Indien cherche le Bronx.
ATHÉVAINS (43-79-06-18), 20 h : les Amoureux.
BASTILLE (43-57-42-14), 20 h : C. comme... première strie potise.
☞ BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h : le Mahabharata.
BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Rififoin dans les labours ; 20 h, 22 h : La mort, le moi, le nœud.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 20 h 45 : Mon frère personnel.
CARTOUCHERIE, Tempête (43-28-36-36), 20 h 30 : la Force de l'habitude.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), La Resserre, 21 h : Yes, peut-être.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
☞ COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
☞ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30, Richard Wagner - Interviouve.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 18 h 30 : la Petite Marchande d'allume-êtres ; 20 h 30 : Procès d'intentions.
DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes ; 22 h : l'Homme de parenthèse.
EDEN THEATRE (42-62-86-06), 21 h : Gaston H.
EPICERIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe - Charlotte la gourmande.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : French Kiss.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30, 22 h 15 : Kamikaze.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : la Baie des anges.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : Un amour infini ; 21 h : Chute libre.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
☞ GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 18 h 30, 21 h : l'Issue.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.
☞ LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : Largo Desolato.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. 18 h : Métamorphoses ; 20 h : le Chien sous la minuterie ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. – II. 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg.
MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
☞ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
☞ MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 30 : Bienvenue au club ; 18 h 30 : le Président ; 22 h : Casse-pipe.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon. – Petite salle (42-25-20-74), 21 h : Lorna et Ted.
☞ MATHURINS (42-65-90-00), Grande Salle 21 h : le Résident. – Petite salle 21 h : la Baie de Naples.
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 45 : la Prise de Berg-op-Zoom.
MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
☞ MONTPARNASSE (43-20-89-90), Grande Salle 20 h 45 : les Gens d'en face. Petite Salle 21 h : Frédéric et Voltaire.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 45 : Britannicus.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Escalier.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Voisin, voisine.
☞ PELOUSE DE REUILLY sous chapiteau (45-85-47-10), 20 h 30 : Andromaque.
PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), 21 h : A la recherche du temps porain.
☞ POCHE (45-48-92-97), 21 h : l'Ecornifleur ; 19 h : Esquisses viennoises.
PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), 20 h 30 : Deux trous rouges au côté droit.
☞ POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : Mimie en quête d'hauteur.
QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : Le regard observé, récit.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
☞ STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : 20 h 30 : l'Écume des jours. – II : 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (42-78-91-15), 20 h 30 : Hôtel Azur.
TH. DES CINQUANTE (43-55-33-88), 20 h 30 : Fefou et ses amies.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE L'ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 21 h : le Horla.
THÉATRE 3 SUR 4 (43-27-09-16), 20 h 30 : le Tigre.
☞ TH. 13 (45-88-16-30), 20 h 30 : le Veilleur de nuit.
TH. NOIR (43-46-91-93), 20 h 30 : Impasse 14.
TH. PARIS-CENTRE (46-47-50-50), 21 h : Elles nous parlaient d'amour.
☞ TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : le Bal de Néanderthal ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.
THÉATRE 33 (48-58-19-63), 20 h 30 : Pourquoi pas Courteline ?
THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : le Cid. – Petite Salle 20 h 30 : Pour un oui ou pour un non ; 18 h 30 : le Deuil des roses.
TH. DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Electre.
TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Gringoire ; 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Sale affaire du sexe et du crime.
☞ TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégourdis de la 11e.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : Les jeux de la nuit.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CONNÉTABLE (42-77-41-40) 22 h 30 : M. Fanon.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.
SENTIER DES HALLES (42-36-27-27), 20 h : La baignoire qui venait du froid.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

Le music-hall

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 20 h 30 : le Grand Orchestre du Splendid.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.
CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 22 h 30 : C. Sauvage.
DEJAZET TLP (48-87-97-34), 20 h 30 : Font et Val.
GYMNASE (42-46-79-79), 21 h : Th. Le Luron.
OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : G. Montagné.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 20 h 30 : Holiday on ice.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del Centenario.
ZENITH (42-45-11-22), 21 h : Renaud.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : le Cœur suspendu.
PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), 20 h 30 : Ballet du XXe siècle (Dionysos).

Opérettes
Comédies musicales

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : Black and Blue.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : les Romantiques.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. E. Svetlanov (Moussorgsky, Tchaïkovsky, Brahms).
Sorbonne, Amphi Richelieu, 20 h 45 : Collegium musicum de l'université de Heidelberg, dir. G. Stegmuller (Mozart).
Th. des Champs-Elysées, 20 h 30 : Montségur (Landowski).
Salle Chopin-Pleyel, 18 h 15 : Orchestre de Paris (Dragonetti, Kodaly, Bottesini).

Mardi 25 février

Th. de la Plaine, 20 h 30 : Lous Landes Consort (Frescobaldi, Turini, Cima...).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 45 : Orchestre Amadeus (C.P.E., Bach, Corette, Mozart).
Eglise Saint-Louis des Invalides, 21 h : Orchestre de chambre de France, dir. : H. Dubroeucq (Haendel).
Salle Gaveau, 20 h 30 : K. Sasaki (Bach, Ravel, Chopin).
Mairie du 8e, 20 h 30 : Nouveau Trio de Prague (Haydn, Suk, Dvorak).
Musée de la marine, 20 h 30 : Quatuor Razumowsky (Haydn, Merlet, Brahms).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble orchestral Harmonia Nova, dir. : J.-P. Lore (Mozart, Haydn, Liszt).
Centre culturel suédois, 20 h 30 : K. Furbachen, F. Tillard (Liljefors, Milveden, Hallnäs...).
Salle Rossini, 20 h 45 (Desbrière, Lemeland, Lesur...)
Eglise de la Madeleine, 18 h 30 : Trompes de chasse, chœurs et orgue, dir. : J. Harvard de la Montagne.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : T. Breuer.
BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : P. Ramos.
BASTILLE (43-57-42-14) à 21 h : Maximalist.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h : Viva Maria.
ELDORADO (42-08-23-50) 22 h : Bangles.
FORUM (42-03-11-11) 21 h : Lotus Eaters, les Bandits, Moby Dick.
GIBUS (47-00-78-88), 22 h : L. Zunk.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : G. Le Roux.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Cl. Bolling Trio.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : D. Humair Quartet.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : B. Porcelli, A. Jean-Marie, R. Del Fra, A. Levitt.
LA PINTE (43-26-26-15), 22 h : Adam J.-P. Quartet.
REX CLUB (42-36-83-93), 20 h : A. Clark.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : De Preissac Jazz Group.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : S. Lacy.

En région parisienne

ARCUEIL, salle J.-Vilar (45-47-53-02), 21 h : Jazz Arcueil 86 (Azzola, Caratini, Fosset et Pifarely).
AUBERVILLIERS, Th. de la commune (48-33-16-16), 20 h 30 : La vie de Clara Gazul.
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE, salle des fêtes, 20 h 45 : Concert Aleph.
BOBIGNY, MC, (48-31-11-35), 21 h : L'homme gris et Marat-Sade.
BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (46-03-60-44), 20 h 30 : Le café.
CLAMART, C.C.J. Arp (46-45-11-87), 20 h 30 : Raymond Devos.
CRÉTEIL, MJC (48-99-90-50), 20 h 30 : Phèdre (petite salle) ; 20 h 30 : Le Monstre Turquin.
IVRY, Théâtre (46-72-24-85), 20 h 30 Métropéra.
NEUILLY-SUR-SEINE, Auditorium Debussy-Ravel (45-31-56-51), 20 h 30 : Récital Erik Berchot.
SAINT-DENIS, Bourse du travail, 20 h 30 : L. Bowie Brass Fantassy.
SAINT-MAUR, Rond-Point liberté (48-89-22-11), 21 h : Le Crime anglais.
SARTROUVILLE, CRAC (39-14-23-77), 21 h : Paolo Conte.
VERSAILLES, Th. Montansier (39-50-71-18), 21 h : Jacques ou la soumission.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

19 h, Hommage à Bette Davis : l'Argent de la vieille, de L. Comencini (vostf).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
AMERICAN WARRIOR (A., v.o.) : City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 16e (43-35-30-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).
ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp. ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LES AVENTURES DE BUCKAROO BANZAI DANS LA 8e DIMENSION (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
LA BIEN AIMÉE DE GAVRILOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (46-33-10-82).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).
LES BISOUNOURS (A., v.f.) en mat. mer., sam., dim. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82).
CHORUS LINE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
CHRONOS (Franco-am.), La Géode, 19e, (42-45-66-00).
COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
COMMANDO (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e, (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie (ex-Paramount, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
CUORE (It., v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.
LE DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A., v.f.) (*) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATEAU PHARE, film américain de Jerzy Skolimovski (v.o.) : Gaumont-Halle, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
BLACKOUT (*), film américain de Douglas Hickok (v.o.) : Mercury, 8e (45-62-75-90) ; (v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
CONTACT MORTEL, film américain de Hal Barwood (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
ESCLAVE BLONDE (*), film italo-Brésilien de Roy Garret (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LES LONGS MANTEAUX, film français de Gilles Béhat : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
TURTLE DIARY, film américain de John Irving (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).
ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LA GALETTE DU ROI (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES GOONIES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
LA GITANE (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14 Juillet-Odéon (ex Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 11e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie (ex. Paramount), 13e (43-31-56-86) ; Gaumont sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
HAREM (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
HAUT LES FLINGUES (A., v.f.) : Gaîté Rochechouard, 9e (48-78-81-77).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).
L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LES INTERDITS DU MONDE (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Ritz, 18e (46-06-58-07).
LIEBER KARL (All. v.o.) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paris ciné, 10e (47-70-21-71).
MACARONI (It. v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; V. f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse (ex. Paramount), 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA MAIN DANS L'OMBRE (All. v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : République, 11e (48-05-51-33).
MORT SUR LE GRIL (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.
NATTY GANN (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Forum Oreint Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
ORIANE (Franco-Vénézuélien, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
PADRE NUESTRO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
PEUR BLEUE (A.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).
PLENTY (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
RAMBO II (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
RAN (Jap., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97). – (V.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – (V.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). – (V.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).
RÉVOLUTION (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon (ex. Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – (V.f.) : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ROCKY IV (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52). (V.f.) : Impérial, 2e (47-42-72-52).
ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : 14-Juillet Odéon (ex. Paramount), 6e (43-25-59-83) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 6e (43-35-30-40).
SECRET HONOR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-59-41).
SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
SILVERADO (A., v.o.) : Espace Gaîté (v.o., v.f.), 14e (43-27-95-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – (V.f.) : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – (V.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24).
LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES SUPERFLICS DE MIAMI (A., v.o., v.f.) : Marivaux (ex. Paramount), 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).
TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-35-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Gaumont Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27).
TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).
UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40).
UNE NUIT DE RÉFLEXION (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).
VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46). – (V.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

Les festivals

ANIMATION (v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61), en alternance : Métal hurlant, le Chaînon manquant, le Roi et l'Oiseau.
CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 16 h 15 : l'Homme au complet blanc ; 18 h 05 : Whisky à gogo ; 19 h 35 : Plus fort que le diable ; 21 h 15 : Porc royal.
COCORICO - CRÉATEURS DU CINÉMA FRANÇAIS - LA DERNIÈRE VAGUE, Epée de Bois, 5e (43-37-57-47), Masculin-Féminin ; la Maman et la Putain.
COMENCINI (v.o.), Panthéon, 5e (43-54-15-04), 20 h, 22 h : Pain, amour et jalousie ; 18 h : le Grand Embouteillage.
ISRAEL (v.o.), Olympic-Petite Salle, 14e (45-43-99-41), 21 h 15 : Pourquoi Israël.
KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 18 h 30 : Dodes Caden.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (46-06-36-07), Tango, l'exil de Gardel.
WESTERNS (v.o.), Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41), le Reptile.
HOMMAGE A HUGO PRATT (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41), Lawrence d'Arabie.
SEMAINE POSITIF (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), 18 h, 22 h : le Malin ; 20 h : Tendre chasseur.
CINÉMA ITALIEN (v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86), 18 h 30 : le Chevalier mystérieux ; 20 h 15 : Casanova (Fellini).

RADIO-TÉLÉVISION

Catastrophes, un seul remède

« *Par la force des choses* », trois émissions d'*une heure* chacune, vont être diffusées par TF 1, avec comme principal protagoniste M. Haroun Tazieff, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs...

L'idée était bonne, car il est certain que des catastrophes naturelles — éruptions volcaniques, tremblements de terre, tempêtes, glissements de terrain, avalanches, inondations — peuvent se produire en France comme partout ailleurs dans le monde et que la civilisation moderne est source, dans tous les pays industriels et en voie de développement, de risques technologiques (incendies de forêt, fabrication et transport de produits dangereux, ruptures de barrage...).

Mais est-il raisonnable de vouloir en trois heures aborder toutes *les catégories de risques naturels* et technologiques ? Cela ne semble pas être le cas lorsqu'on a vu ces trois heures en forme de catalogue, au cours duquel la catégorie suivante démarre sans coupure avec la précédente, laquelle n'est signalée par un sous-titre qu'après plusieurs secondes d'images qui arrivent sans *préavis. Le spectateur flotte.*

Pourtant une idée maîtresse se dégage. Personne ne peut s'opposer au déclenchement des phénomènes naturels,et les technologies modernes engendrent obligatoirement des risques. La prévention est donc la seule façon de protéger les populations et les équipements indispensables à *l'activité économique.* C'est là une nécessité que M. Tazieff répète avec raison depuis des années. Construire selon les normes parasismiques, surveiller les volcans, entretenir les forêts, ne pas construire en zone inondable ou « *avalancheuse* », faire respecter les règles élémentaires de sécurité sur les routes, en mer ou *dans les usines, préparer* les médecins aux situations de catastrophe. Voilà les méthodes qui sont seules capables de limiter les pertes en vies humaines et les dégâts matériels. Elles coûtent beaucoup moins cher à la collectivité que les morts ou les réparations.

YVONNE REBEYROL.

★ « Par la force des choses », 26 février, 5 et 12 mars, TF 1, 21 h 35.

Mardi 25 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Feuilleton : Grand Hôtel.
D'Anne-Marie Damamme. Réal. Jean Kerchbron. Avec D. Mesguich, P. Guers...
Dans le quatrième épisode de cette histoire tortueuse, le thème de l'espionnage se complique à souhait. Patience ! Il ne reste que deux épisodes...

21 h 35 Documentaire : La grande aventure de l'industrie.
Série de J.-R. Albertin, J.-P. Cottet, M. Jaeger, G. Lauzun, présentation R. Gicquel.
Outils modernes et idées neuves : cette première de trois émissions retrace l'histoire récente de l'électroménager. Une information sérieuse.

22 h 25 Etoiles et toiles.
Magasine du cinéma de F. Mitterand et M.Jouhando.
Spécial Bette Davis (Redif.)

23 h 25 Journal.

23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : Harold et Maud.
Film américain de Hal Ashby (1971), avec R. Gordon, B. Cort, V. Pickles, C. Cusak, C. Tyner.
Un garçon de vingt ans simule des suicides parce qu'il s'ennuie. Une octogénaire lui redonne le goût de la vie. Comédie sentimentale qui doit tout à l'aspect insolite de son scénario et à l'interprétation de Ruth Gordon, la vieille dame, et de Bud Cort. Le réalisateur, lui, est surfait.

22 h 15 Mardi cinéma : les jeux.
Avec Juliette Binoche, Tcheky Karyo, Catherine Leprince et Jean Carmet.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Zorro.
Film franco-italien de Duccio Tessari (1974), avec A. Delon, S. Baker, O. Piccolo, Moustache, A. Asti.
Le justicier masqué est arrivé de nouveau, et c'est Alain Delon, qui n'est pas mal, d'ailleurs. Mais l'histoire, on la connaît. C'est toujours la même. Alors, la barbe !

22 h 40 Journal.

23 h 10 A chaque région son programme.

0 h Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, L'âge en fleur ; 17 h 15, Série : Dynastie ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout Pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Les nouvelles du « Monde ».

CANAL PLUS

20 h 35, Vive les femmes ! film de C. Confortes ; 22 h 5, *Plus beau que moi, tu meurs, film de P. Clair* ; 23 h 50, l'Homme au bras d'or, film de O. Preminger ; 1 h 45, Série : Mike Hammer ; 2 h 30, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30 la Féline.
Film de P. Schrader (1982), avec N. Kinski.

23 h 30 Jonathan.
Magazine de l'aventure.

22 h 30 *Rediff. des programmes de la soirée.*

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.

0 h 10 *Du jour au lendemain.*

FRANCE-MUSIQUE

20 h 04 Concert (donné le 25 janvier au Théâtre des Champs-Elysées) : « Sonate pour piano en la mineur » de Schubert, « Unstern », « Bagatelle sans tonalité », « Nuage gris » et « Sonate en si mineur » de *Liszt*, « Quatuor à cordes en ré majeur » de Mozart, « Quatuor à cordes en mi mineur » de Bridge, « Quatuor pour piano et cordes en sol mineur » de Brahms, par le Quatuor Guarneri et M. Rudy au piano.

23 h 00 Les soirées de France-Musique : années de pèlerinage.

Mercredi 26 février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 Feuilleton : Arsène Lupin.
Adaptation et dialogues de Claude Brulé (redif.).
Un riche propriétaire laisse d'étranges inscriptions à la craie sur les murs au cours d'une réception.

21 h 35 Par la force des choses : la Terre bouge.
Série de Raoul Commien. Avec le concours d'Haroun Tazieff et la participation de M. Baroin, président de la GMF, Ch. Mettelet, dir. de l'ANRED.
Première de trois émissions.
(Lire notre article.)

22 h 35 Performances.
Magazine de l'actualité culturelle de Michel Cardoze.
Invité : Raymond Depardon, reporter et cinéaste.

23 h 05 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité : Jacques Chirac.
Magazine de F.-H. de Virieu, réal. J.-L. Léridon.
Le maire de Paris, président du RPR répond aux questions de F.-H. de Virieu, A. Duhamel, C. Ockrent, A. Du Roy. Etre ou ne pas être premier ministre ?

21 h 55 Document : Désir d'enfant.
« Les enfants quand on veut, comme on veut », réclamaient les féministes. Pas si facile... Une enquête de Richard Rein.

22 h 50 Histoires courtes.
« Coup de feu », de M. Clément ; « Baleine fraîche », de F. Meisnard.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Variétés : Pollen.
Emission de J.-L. Foulquier et J.-P. Capdevielle.
Invité d'honneur : Gilbert Montagné. Avec Karim Kacel, La Velle, Touré Kunda, Charlélie Couture, Francis Cabrel, etc.

21 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer de Georges Pernoud.

22 h 15 Journal.

22 h 40 Cinéma 16 : Noël au Congo
Réal. P. Gandrey-Rety, avec C. Renard, A. Morin, M. Paquet...
Un film différent sur les jeunes et la difficile insertion dans la vie des adultes. Ce premier long métrage réalisé par Patrick Gandrey-Réty et écrit par Gilles Laurent montre que le refus de la facilité est payant.

0 h 05 Prélude à la nuit.
Extrait de Brillances *par les Philharmonistes de Chateauroux, dir. Janos Komives.*

CANAL PLUS

21 h, Pourquoi pas ? film de C. Serreau ; 22 h 20, Le Ruffian, film de J. Giovanni ; 0 h 20, Les Producteurs, film de M. Brooks ; *1 h 50, Long Bow*, un village chinois.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road.
Premier épisode d'une série américaine.

22 h 15 l'Inspecteur Derrick.
Premier épisode d'une série policière ouest-allemande.

23 h 30 Redif. du programme de la soirée.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Antipodes : la musique et la société à Cuba.

21 h 30 Le Groupe Pulsar : aventures et mésaventures musicales de quatre rockers romantiques.

22 h 30 Nuits magnétiques.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 8 février à la salle Pleyel) : « le Livre de la jungle », d'après Kipling, de Koechlin, « Mort et transfiguration, poème symphonique », de Strauss, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. L. Segerstam.

23 h 00 Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 25 FÉVRIER

● *M. André Laignel*, député PS de l'Indre, directeur de la campagne électorale du PS, et *M. Bernard Pons*, ancien secrétaire d'Etat, député RPR de Paris, participent à un débat, sur Europe 1 à 19 h 15.

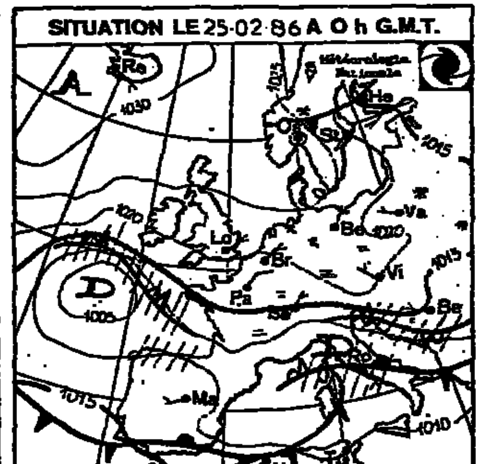
MERCREDI 26 FÉVRIER

● *MM. Pierre Bérégovoy*, ministre de l'économie, des finances et du budget, et *Alain Juppé*, secrétaire national du RPR, sont invités à un débat sur Europe 1, à 19 h 15.

● *M. Pierre Mauroy*, ancien premier ministre, maire de Lille, est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 26-02-86 DÉBUT DE MATINÉE
Météorologie Nationale
▼ Averse /// Pluie * Neige ≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 février à 0 heure et le mercredi 26 février à minuit.

Une perturbation océanique en provenance d'Espagne gagnera la moitié sud-ouest du pays au cours des prochaines 24 heures. Elle conservera une activité faible mercredi matin, pour se renforcer l'après-midi sur les Pyrénées orientales, le Languedoc et le sud du Massif Central.

Mercredi matin, un temps couvert régnera sur le Sud-Ouest, des Charentes au Languedoc et à l'Aquitaine. Des chutes de neige éparses et faibles se produiront en bordure nord de cette zone, tandis que quelques pluies affecteront le Sud. Partout ailleurs, persistance du beau temps sec et froid, propice aux fortes gelées matinales. Quelques nuages persisteront près des côtes de la Manche.

En cours de journée, le mauvais temps remontera vers le Nord, du sud de la Bretagne au Massif Central, au Lyonnais et au sud des Alpes. Les précipitations tomberont sous forme de neige en bordure nord, de pluie sur la majeure partie de la zone. Elles seront plus intenses sur le Languedoc et le sud du Massif Central.

Les vents souffleront modérément de secteur est sur la majeure partie du pays, de secteur sud dans la vallée du Rhône.

Les températures minimales avoisineront – 15 degrés dans le Nord-Est (localement – 25 degrés), – 8 à – 10 degrés sur la moitié nord-est, 2 à 3 degrés dans le Sud-Ouest, 0 à 2 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront – 5 degrés dans le Nord-Est, 0 à 4 degrés sur la moitié nord-est, 10 à 12 degrés sur la moitié sud-est.

Évolution pour la fin de semaine :

A l'approche de la dépression atlantique, le courant prendra une composante sud-sud-ouest, et l'air chaud gagnera les régions du Nord.

Jeudi 27 février : Le ciel sera couvert sur la plus grande partie du pays, à l'exception, le matin, des départements du Nord et du Nord-Est où le ciel sera peu nuageux. Des chutes de neige modérées se produiront le matin de la Bretagne, des Pays de la Loire au Massif Central et aux Alpes, la neige se décalant vers le Nord et le Nord-Est. Au sud de cette limite neigeuse, verglas et pluie, pluies abondantes sur le sud du relief.

Les minima seront de l'ordre de – 4 à – 10 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, de 0 à – 4 degrés de la Manche, au Centre et aux Alpes, et de 3 à 7 degrés dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes.

Les maxima seront de – 2 à 3 degrés du Nord à l'Est, de 3 à 6 degrés en région parisienne et au Centre, 6 à 8 degrés dans le Nord-Ouest, 11 à 15 degrés dans le Sud-Ouest et près de la Méditerranée.

Vendredi 28 février et samedi 1er mars : Temps très nuageux à couvert sur toutes les régions avec pluies, abondantes sur le sud du relief, avec encore de la neige près des frontières de l'Est. Des éclaircies se développeront samedi sur le Sud-Ouest. Les températures seront en hausse de 1 à 3 degrés chaque jour, hausse plus importante dans le Nord et l'Est de 3 à 5 degrés. Le vent soufflera d'est-nord-est modéré à assez fort sur la Manche.

Dimanche 2 mars : Le temps très nuageux à couvert s'évacuera progressivement vers l'est laissant place à un temps plus variable. A noter cependant encore des risques de chutes de neige et verglas dans le Nord et le Nord-Est. Températures stationnaires, ou en baisse de 1 à 2 degrés sur le Nord.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 24 février, le second le minimum de la nuit du 24 février au 25 février) : Ajaccio, 16 et 7 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 9 et – 1 ; Bréhat, 2 et 1 ; Brest, 1 et – 6 ; Cannes, 14 et 5 ; Cherbourg, 2 et – 2 ; Clermont-Ferrand, 1 et – 3 ; Dijon, – 3 et – 11 ; Dinard, 1 et – 6 ; Embrun, 9 et – 3 ; Grenoble-St-M.-H., 12 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 12 et – 2 ; La Rochelle, 4 et – 3 ; Lille, 3 et – 8 ; Limoges, 2 et – 3 ; Lorient, 1 et – 5 ; Lyon, 2 et – 3 ; Marseille-Marignane, 14 et 0 ; Nancy, – 3 et – 15 ; Nantes, 0 et – 7 ; Nice, 15 et 7 ; Paris-Montsouris, 3 et – 6 ; Paris-Orly, 2 et – 6 ; Pau, 13 et 5 ; Perpignan, 13 et 9 ; Rennes, 0 et – 10 ; Rouen, 2 et – 7 ; Saint-Etienne, 3 et – 3 ; Strasbourg, – 4 et – 18 Toulouse, 14 et 4 ; Tours, – 4 et – 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 9 ; Genève, 3 et – 3 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 4 et – 3 ; Madrid, 11 et 4 ; Rome, 17 et 7 ; Stockholm, – 9 et – 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 FÉVRIER

« Le château de la Reine-Blanche, évocation de la Bièvre », 14 h 30, angle avenue des Gobelins, rue de la Reine-Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Le quartier Saint-André-des-Arts et la République des cordeliers », 14 h 30, devant fontaine Saint-Michel (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra et les fastes de la vie mondaine au XIXe siècle », 13 h 30, entrée (M.-C. Lasnier).

« Sculpture et peinture gothique au Musée des monuments français », 14 h 30, hall musée (Hauts lieux et découvertes).

« Autour de Saint-Gervais : le vrai cours de l'histoire de Paris », 15 heures, portail Saint-Gervais et « De l'hôtel de Sens à l'hôtel de la Brinvilliers », *15 heures, métro Pont-Marie* (Paris et son histoire).

« Pour les jeunes : la vie quotidienne au Moyen Age », 14 h 30, hôtel de Cluny, 6, place P.-Painlevé.

« Histoire et architecture du Louvre : du musée Napoléon à *Napoléon III* », 14 h 30, porte Denon, vestibule principal.

« Le mobilier urbain du boulevard Richard-Lenoir : fontaines Wallace, colonnes Morris, kiosques et réverbères », *15 heures, angle rue Froment et* bd Richard-Lenoir.

« La Sorbonne », 15 heures, hall (Approche de l'art).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (AITC).

« Les Cisterciens à Paris », 14 heures, musée Carnavalet.

« La Gaule mérovingienne », 14 h 30, musée de Saint-Germain-en-Laye (Clio).

« Le Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau) ou sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

Domus Medica, 60, bd Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Les motivations de l'esprit ».

17, rue de la Sorbonne, Amphi L.-Liard, 18 h 30 : « La ville dans la littérature grecque ».

26, rue Bergère, 20 h 30 : « La Kabahlah ou tradition cosmique ».

BREF

PRESSE

L'ARGENT DE L'OR NOIR. — Où est passé l'argent du pétrole ? Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les dépenses des émirs, pour spectaculaires qu'elles soient, n'ont absorbé qu'une faible partie de l'argent gagné par les pays de l'OPEP. Le dossier du mois de mars de *Science et vie économie* le démontre. Ce numéro aborde aussi les problèmes des retraites (« Qui paiera ? »), du téléphone (« Pourquoi les factures risquent d'augmenter »), des SICAV, etc. *Science et vie économie*, nº 15, mars 1986, 18 francs.

SPORTS ET LOISIRS

A TOUS SKIS. — Ski libre, ski alpin, ski de fond, monoski, surf ski, ski de raid, compétition, randonnées nordiques... La Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ) propose pour les vacances de Pâques des stages d'une semaine ou d'un week-end dans seize centres de ski en Savoie, Haute-Savoie, Alpes du Sud, Massif Central et Jura. A titre indicatif, le prix pour une semaine en pension complète, tout compris, varie de 830 F à 1 495 F. Renseignements : FUAJ, 6, rue Mesnil, 75116 Paris.

1986 SERA L'ANNÉE EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les douze pays membres de la CEE ont décidé de faire de 1986 une « *année de la sécurité routière* ». En 1985, 50 000 personnes ont été tuées et 1,5 million blessées sur les routes européennes, et cette hécatombe leur est devenue insupportable.

A l'initiative de la France, qui présidait alors le conseil des ministres de la CEE, les États membres étaient convenus en 1984 que la circulation routière était devenue internationale et que des actions communes devaient donc inspirer leurs politiques de sécurité routière. La sensibilisation des conducteurs concernera, en 1986, la lutte contre l'alcoolisme au volant, le respect des limitations de vitesse, le port de la ceinture de sécurité, la protection des enfants et la sécurité des deux-roues.

M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a ouvert cette « année européenne » en rappelant les actions engagées en France pour *réduire les accidents de la route* : la campagne nationale d'information sur le port de la ceinture de sécurité, l'intensification de la lutte contre l'alcool au volant, la mise en œuvre du contrôle technique obligatoire pour les véhicules vendus et âgés de plus de cinq ans, l'installation de deux mille « brise-vitesse » à la sortie des écoles, l'augmentation de 25 % des crédits consacrés à la résorption des « points noirs » et l'extension à vingt-deux départements de l'expérience d'apprentissage anticipé de la conduite dès seize ans.

COLLOQUES

RELIGION : ALIÉNATION OU LIBÉRATION DE L'HOMME

L'alliance mondiale des religions (AMR) organise le dimanche 2 mars 1986 de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, 39 rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-VIe, son vingtième colloque : « Religion, aliénation ou libération de l'homme ». En introduction le R.P. Michel Riquet s.j., président du colloque, présentera le thème général de cette journée. Au cours d'une première communication, il exposera *le point de vue du catholicisme*. Il y aura des communications de M. Armand Abecassis, professeur de philosophie, université Bordeaux-III (judaïsme), du Père Nicolas Crnokrak, professeur de théologie à l'Institut orthodoxe Saint-Serge, M. Serigne Amadou Drame, chargé de conférences islamiques, du R.P. Claude Larre s.j., directeur de l'Institut Ricci, centre d'études chinoises ; du pasteur Marc Lods, doyen honoraire de la faculté de théologie protestante de Paris, d'un représentant de Swami Nityabodhananda, de l'ordre de Ramakrishna, directeur du centre védantique de Corsier (Genève), et de M. Jean-Pierre Schnetzler, directeur des *Cahiers du bouddhisme*. Egalement des interventions du professeur Paul Chachard, directeur honoraire à *l'Ecole des hautes études*, vice-président de l'AMR, qui introduira cette section du colloque par une communication sur le thème : « Science et libération religieuse de l'homme »,et de MM. Olivier Costa de Beauregard, Jacques Donnars, vice-président de l'AMR, Bernard Guillemain, vice-président de l'AMR ; Hubert Larcher, Charles Pidoux, président de l'AMR, et Laurent Stevenin. Conclusions par le R.P. Michel Riquet. Les auditeurs inscrits devront communiquer par écrit au secrétariat du colloque les questions qu'ils souhaitent poser.

Participation aux frais : chaque demi-journée 50 francs. Etudiants sur présentation de leur carte : 30 francs par demi-journée.

★ AMR, 96, rue Pierre-Demours, 75017 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4170

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II									
III			■		■		■		
IV						■			
V			■						
VI					■				
VII			■						■
VIII			■		■				
IX			■			■			
X				■				■	
XI									■

HORIZONTALEMENT

I. S'intéresse au jeu dès qu'il se met au travail. — II. Remettre les réponses en question. — III. Contracté. Le Père céleste des *Célestes*. — IV. Mieux vaut le voir jouer que d'en être l'acteur. Personnel. — V. Préposition. Les « singes » y ont plus d'un tour. — VI. Force de frappe faisant vieux jeu. Terre ou vase. — VII. Personnel. Astronome italien. — VIII. Démonstratif. Celui qui le respecte ne le brûle pas. — IX. Dans « Tristan et Iseut ». Possessif. Reine. — X. Grecque. Monnaie européenne. — XI. Certaines finissent sur le sable.

VERTICALEMENT

1. Il est toujours vert et paraît dans la quarantaine. — 2. Fait la pige à son patron. — 3. Mieux que rien. Abréviation. — 4. L'aiguillon pour les bœufs ou l'espoir de la récolte pour le fermier. — 5. Personnel. Préposition. Pacha. — 6. Auxiliaire de direction. Femme de ménage. Partie du pied. — 7. Note. Susceptible de postuler pour l'ANPE. — 8. Fait défaut aux braques, mais fait la force des limiers. — 9. Tire des brancards ou lance des brocards. A eau, sur la table ; de vin, pour glisser dessous.

Solution du problème n° 4169

Horizontalement

I. Inexperte. — II. Nid. Roi. — III. Fredonner. — IV. EV. Up. Clé. — V. Rancune. — VI. In. Tl. Thé. — VII. Oasis. Tau. — VIII. Alèse. — IX. If. IUT. Ce. — X. Tartre. — XI. Enée. Marc.

Verticalement

1. Infériorité. — 2. Nirvana. Fan. — 3. Ede. Sa. Ré. — 4. Ductilité. — 5. Propulseur. — 6. Eon. Stem. — 7. Rincette. — 8. El. Ha. Cor. — 9. Ecrémeuse.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 24 et 25 février :

DES DÉCRETS

• N° 86-237 du 19 février 1986 relatif aux délégués départementaux du médiateur.

• N° 86-238 du 19 février 1986 portant publication de l'accord général de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire d'Angola, signé à Luanda le 26 juillet 1982.

• N° 86-243 du 18 février 1986 autorisant la création par Electricité de France de la tranche B 2 de la centrale nucléaire de Chooz dans le département des Ardennes.

• N° 86-245 du 18 février 1986 portant modification du décret n° 77-363 du 28 mars 1977 modifié pris en application de l'article 14 de la loi no 75-627 du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours.

DES ARRÊTÉS

• Du 13 février 1986 relatif à l'organisation générale des concours nationaux sur épreuves ouverts pour le recrutement des professeurs des universités des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion.

• Du 9 janvier 1986 fixant le nombre de places offertes en 1986 pour le cycle de formation de base des élèves pilotes de ligne et mises au concours pour le recrutement des ingénieurs navigants de l'aviation civile au titre de l'année 1986.

UNE DÉCISION

• Du 31 janvier 1986 fixant le nombre maximum d'élèves français à admettre à l'Ecole polytechnique.

VIE ASSOCIATIVE

PUBLICATIONS

CENT POÈMES CONTRE LE RACISME. — Qu'y a-t-il de commun entre Shakespeare, Blaise Cendras, Jorge Amado, Peter Abrahams, Aimé Césaire, Tahar Ben Jelloun ? Leur vision poétique d'un monde fraternel où, comme l'écrit ce dernier, peau noire, peau blanche, *« chaque visage est un miracle »*. La Ligue des droits de l'homme a sélectionné ces *Cent poèmes contre le racisme*. Les droits d'auteur de cette anthologie, publiée par le Cherche-Midi éditeur, lui sont reversés. Préface d'Elie Wiesel, 192 pages, 69 francs.

THÉATRE

L'AUTRE SCÈNE, c'est celle qui marie théâtre et handicap physique. Elle fera l'objet d'un week-end de détente et de travail, les 8 et 9 mars prochain à Gagny (Seine-Saint-Denis). Des représentations encadreront une réflexion sur le thème de l'expression dramatique et du handicap. Ses spectacles : *Corps et graphie à géométrie variable*, par l'Atelier du Chaudron (samedi, 15 heures), *le Premier quart d'heure*, par le Théâtre Quand Même (samedi, 20 h 30) et *Exercices de style*, par la compagnie Les Uns et les Autres (dimanche, 15 heures). Les représentations et le colloque auront lieu au Théâtre municipal André-Malraux, 1 *bis*, rue Guillemeteau, à Gagny.

★ **Renseignements sur le colloque : 16/1/43-02-33-44, poste 593.**

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Michelle et Richard AMATO

ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Gabriel,

à Paris, le 7 février 1986.

6-8, rue des Epinettes,
75017 Paris.

— Anne BELLAICHE
et Michel GUILLEMIN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Fanny,

le 20 janvier 1986.

28, rue Monge,
75005 Paris.

— Margo ROUARD-SNOWMAN
et Nicholas SNOWMAN

annoncent la naissance de

Hector,

à Paris, samedi 22 février 1986.

4, rue du Parc-Royal,
75003 Paris.

Décès

— On nous prie de faire part du décès de

M. Joseph ALIN,
ingénieur retraité des Mines,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 12 février 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale le 15 février, à Bertric-Burée (Dordogne).

Bertric-Burée,
24320 Verteillac.

— Mme Robert Desoille,
Mme Violette d'Ambrosio-Maume,
Mme Claude-André Puget,
ont la tristesse de faire part du décès de leur sœur

Mlle Paule d'AMBROSIO,
survenu le 17 février 1986.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Chambiges,
75008 Paris.
135, avenue Mozart,
75016 Paris.
30, rue Montpensier,
75001 Paris.

— Mme Gabriel Bischko,
Mme Monique Hecker,
M. et Mme Pascal Boris
et leurs filles,
M. et Mme Jean-Marc Boris
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel BISCHKO,

survenu le 6 février 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 10 février.

— Mme Paul de Blociszewski, née Marie-France Roux,
son épouse,
Michèle, Jacques, Bruno,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul de BLOCISZEWSKI,
directeur du secrétariat général
de la questure du Sénat,
président de l'Association nationale
France-Québec,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris le 22 février 1986, dans sa soixante-cinquième année.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 février, à 14 h 30, à l'amphithéâtre de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Bruant, Paris (13e), où l'on se réunira à 14 heures.

Les obsèques religieuses seront célébrées le même jour en la collégiale Saint-Martin de Montmorency, à 15 h 45, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière polonais de Champeaux-Montmorency.

Cet avis tient lieu de faire-part.

64, boulevard Saint-Michel,
75006 Paris.

— Jean Guimont,
président de l'œuvre de la soupe populaire du sixième arrondissement de Paris, 4, rue Clément,
Et les membres du conseil d'administration,
ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 22 février 1986, de

M. Paul de BLOCISZEWSKI,

qui fut leur dévoué vice-président pendant près de vingt ans.

— Angers.

Mme Lucien Blum,
son épouse,
Hervé, Cécile et Gunnar,
Lucie, Jacqueline,
ses enfants,
Sébastien,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien BLUM,
survenu à Angers, le 18 février 1986.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées à Erstein (67), dans l'intimité familiale.

Résidence Le Lac,
21, avenue du Commandant-Mesnard,
49240 Avrille.

— Mme Georges Brouet,
Mme Gérard Brouet,
Olivier et Pascal,
M. et Mme Jean-Claude Brouet,
Sylvie, Véronique et Delphine,
M. et Mme Philippe Rik,
Sylvain et Cécile,
Mlle Paulette Sainton,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Georges BROUET,
doyen honoraire
de la faculté de médecine de Paris,
membre de l'Académie de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 février 1986 à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 25 février, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

91, avenue de Wagram,
75017 Paris.

— Aix-en-Provence.

Mme Raphaël Chiappetta,
M. Pierre Chiappetta,
ont la douleur de faire part du décès de

Raphaël CHIAPPETTA,
expert d'art agréé
par les douanes françaises,
expert honoraire
près la cour d'appel,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 23 février, dans sa soixante-treizième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Selon la volonté du défunt, la famille ne reçoit pas.

Ni fleurs ni couronnes.

Réunion à l'église de Saint-Jean-de-Malte, le 25 février, à 9 h 15, pour la cérémonie religieuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Georges Forest,
M. et Mme Roger Hamou,
Sabine, Fabrice et Judith Hamou,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine FOREST,
née Agat,

survenu à Vernon, le 17 février 1986, à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Siecq (Charente-Maritime), le 19 février.

— M. Wagih Ghossoub,
son fils,
Mme Noha Maurice Kalil
et sa fille, Muriel Kalil,
Mme Mona Antoine Jabre
et sa famille,
Mlle Nada Ghossoub,
ses filles,
MM. Ibrahim et Michel Ghossoub,
ses beaux-frères,
ses belles-sœurs,
Et leurs familles au Liban,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Hélène Youssef GHOSSOUB,
née Hani,

survenu à Paris, le samedi 22 février 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris (5e).

Les condoléances seront reçues aux salons de l'église, à l'issue de la cérémonie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer la mort, survenue le 12 février 1986, de

M. Valentin GLASBERG,

né le 13 juillet 1901 à Bakou (Russie).

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

— Jacques Guille
a la grande tristesse de faire part de la mort de son père,

Ulysse GUILLE,

survenue au matin du 17 février 1986, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 20 février, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Mézières-en-Drouais (Eure-et-Loir).

« L'Eternel est bon. Il est une forteresse au temps de la détresse. »
(Nahum I, 7.)

1, rue du Temple,
Marsauceux, 28500 Vernouillet.

— Josselin. Ploermel. Paris.

Mme René Le Net,
son épouse,
Mme Marcel Tual,
sa belle-mère,
M. et Mme Robert Lasnier,
Mlle Claudie Le Net,
ses enfants,
Cyril et Anne-Lise Lasnier,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. René LE NET,
président directeur général
des établissements Henri Le Net,
« Les Charcuteries de Josselin »,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

décédé le 23 février 1986, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 février 1986, à 15 heures, en la basilique Notre-Dame-du-Roncier, à Josselin.

La famille ne recevra pas de condoléances.

La Chênaie,
56120 Josselin.

— Le secrétaire perpétuel,
Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres,

ont le regret de faire part du décès de leur confrère

M. André LEROI-GOURHAN,
membre de l'Institut,
professeur honoraire
au Collège de France,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 19 février 1986.

(*Le Monde* du 21 février 1986.)

— M. et Mme Patrice Mante-Proust,
Patricia Mante-Proust,
Le comte et la comtesse François de Puysegur,
Le comte Ladislas de Puysegur,
Le comte Robert de Puysegur,
M. et Mme Claude Mauriac,
Gérard et Laurence Mauriac,
leur fille, Olivia,
Nathalie Mauriac,
Gilles Mauriac,
Ainsi que Mme Lise Brisset, sa fidèle gouvernante,

ont la douleur de faire part de la disparition de leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Gérard MANTE,
née Suzy Proust,
officier de l'ordre national du Mérite,

pieusement décédée à son domicile, le 22 février 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, le mercredi 26 février, à 13 h 45.

2, avenue Van-Dyck,
75008 Paris.

— Dieu a rappelé à lui

Mme Pierre MESNARD,
née Juliette Guiastrennec.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 18 février 1986, en la basilique Notre-Dame d'Arcachon.

De la part du
Professeur Mesnard,
ses enfants, petits-enfants, parents et alliés.

32 *bis*, allée Emile-Pereire,
33120 Arcachon.
133, rue de Silly,
92100 Boulogne.

— Mgr Kude Nakachian,
M. Edgard Nakachian,
Mme Herminé Mihranian,
Mlle Vergine Nakachian,
Bedros, Yeranouhie-Léna, Varoujan, Mardiros et Araxi,
Mme Rose Houbouyan,
Les familles Nakachian, Kokorian, Mihranian, Kurkdjian, Bayramian, Apanian et Cardon,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Diramaïr Araxi NAKACHIAN,
née Kokorian,

leur mère, grand-mère, sœur, tante, cousine et parente,
décédée le 20 février 1986, en son domicile, à Alfortville (94).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 février 1986, à 13 h 45, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, à Paris-8e, 15, rue Jean-Goujon, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Alfortville, dans le caveau de famille.

10, rue Micolon,
94140 Alfortville.

— Toulon. Ganac (Ariège).

Mme Nougué, née Laget,
Les familles Soula, Guin,
Parents, alliées et amis,

ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingtième année, de

M. Emile NOUGUÉ,
agrégé de l'université,
proviseur honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques.

Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière de Ganac (Ariège), vers 16 heures, le vendredi 21 février 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Le Cygne 4,
Avenue Franklin-Roosevelt,
83000 Toulon.

— Philippe, son fils,
Arnaud, son petit-fils,
Jacqueline, sa belle-fille,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jean VAUTIER,
née Odette Eliot,

le 20 février 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Ses obsèques ont été célébrées, le 22 février, en l'église saint-Quiriace, à Provins (Seine-et-Marne).

Une prière est demandée à celles qui furent ses compagnes et ses élèves à l'institution Notre-Dame, de 1911 à 1931, alors dirigée par Isabelle Maury.

8, rue Albert-Bayet,
75013 Paris.
51, route de Nanteuil,
77160 Provins.

Anniversaires

— Il y a quinze ans, le 25 février 1971, disparaissait

Thamy ELAZEMOURI.

Tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

— **Jean-Marie FICHOU**

nous a quittés voici un an.
Ce fut un merveilleux père.
Ce fut une âme noble.

En ce jour anniversaire, que ceux qui l'ont aimé ou apprécié aient une pensée affectueuse pour lui.

Merci.

RESULTATS COMPLETS N° 27 — LOTO SPORTIF

N°	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	AUXERRE	TOULON	1	X	2
2	MARSEILLE	STRASBOURG	1	N	X
3	LAVAL	MONACO	1	X	2
4	BORDEAUX	METZ	X	N	2
5	LILLE	BASTIA	1	X	2
6	LE HAVRE	TOULOUSE	X	N	2
7	PARIS-S.G.	LENS	1	X	2
8	NANCY	SOCHAUX	X	N	2
9	BREST	RENNES	1	N	X
10	NICE	NANTES	1	X	2
11	GRENOBLE	GUEUGNON	1	X	2
12	LYON	THONON	X	N	2
13	LE PUY	SÈTE	1	X	2
14	MULHOUSE	QUIMPER	1	N	X
15	LORIENT	ORLÉANS	1	N	X
16	GUINGAMP	BEAUVAIS	1	X	2

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5 F)
16 bons résultats	—	—
15 bons résultats	1	6 990 590,00 F
14 bons résultats	11	635 505,00 F
13 bons résultats	97	72 067,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	1 648	1 885,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 21 Févr. 1986 : 2 6 8 9 11 12 13

DOUBLE PACTOLE 12.000.000F PROCHAIN LOTO SPORTIF

SECTEURS DE POINTE

CONTROLES SERRÉS ET TECHNIQUES NOUVELLES

Strasbourg : la pollution à bras-le-corps

LE ministère de l'environnement vient de décerner un « carton jaune » à l'agglomération de Strasbourg. Il se trouve en effet que la capitale de l'Alsace détient un record peu enviable : c'est la ville de France dont l'air est le plus chargé en oxyde de soufre (74 microgrammes par mètre cube d'air en 1985, contre 60 à Grenoble, 54 à Paris et 37 à Rouen).

Défense de l'environnement oblige : les ingénieurs doivent faire preuve de beaucoup d'invention pour lutter contre les méfaits de... leurs propres inventions.

Pourtant la capitale alsacienne a fait des efforts importants pour réduire la pollution de ses industries.

La centrale thermique de Strasbourg, qui envoyait dans l'atmosphère 4 500 tonnes de dioxyde de soufre (SO_2) en 1982, a été arrêtée cette année-là. En instance de déclassement, elle ne subsiste que pour venir éventuellement au secours d'un réseau défaillant. La raffinerie de Strasbourg, qui libérait dans l'air ambiant 4 800 tonnes de SO_2 en 1984, a dû cesser ses activités cet été-là. L'usine d'incinération d'ordures ménagères a été équipée d'un quatrième four, et ses électrofiltres ont été améliorés.

Quant à La Cellulose de Strasbourg, qui était considérée il y a peu comme l'usine championne de pollution, elle a fait d'énormes progrès malgré ses déboires économiques – y compris une fermeture de près de trois mois en 1983. Depuis l'installation, en 1978, d'une chaudière de combustion des liqueurs de cuisson du bois et d'une tour d'absorption du soufre par injection de magnésie, les émissions de dioxyde de soufre ont été réduites de 30 % et ramenées en 1985 à 2 000 tonnes par an.

« *A Tarascon, ils ont le mistral. Nous, nous sommes dans une cuvette à brouillards* », note avec une pointe d'envie Jacques Defosse, ingénieur chargé du contrôle et du développement à La Cellulose de Strasbourg, ou STRACEL. De fait, l'usine de Strasbourg est la seule fabrique de pâte à papier située ainsi sur le territoire d'une grande agglomération urbaine, à un jet de pierre d'une cathédrale historique et du Parlement européen.

Si les riverains se plaignent parfois du bruit , ce peut être dû à la remise en route, par exemple, de la chaudière au fuel, mais ce peut être aussi l'industriel voisin qui broie des carcasses de voitures... Quant aux odeurs de goudron, les ingénieurs de La Cellulose sont formels : elles proviennent de la fabrique de panneaux de fibres contiguë, où l'on met du bois à l'étuve, mais pas de l'usine de pâte. Le procédé de cuisson au bisulfite mis en œuvre à la STRACEL est pratiquement inodore, à la différence du procédé « kraft », qui sent la choucroute à des kilomètres à la ronde. « *Si ça sent le soufre chez nous*, explique Jacques Defosse, *c'est qu'il y a un tuyau crevé ou un joint qui fuit. Ça fait tousser, mais c'est tout.* » Inutile, en tout cas, de s'alarmer devant les colonnes de « fumée » qui montent des cheminées : ce n'est que de la vapeur, soigneusement épurée à toutes les étapes de la fabrication. La STRACEL vient de se doter d'un « colorimètre » pour vérifier que les buées condensées demeurent parfaitement limpides.

Reste la pollution du Rhin. Plutôt que d'empester les Strasbourgeois, La Cellulose avait pris au départ (en 1937) le parti de tout rejeter au fleuve – ce qui ne concerne que les Allemands et les Hollandais ! Mais, depuis 1978, cette désinvolture est révolue : les liqueurs de cuisson du bois sont récupérées et brûlées dans la chaudière géante édifiée à grands frais (200 millions de francs). Ce qui a pour résultat de réduire la pollution des effluents liquides et d'économiser le carburant – donc la pollution de l'air.

La *charge polluante de ces* effluents est suivie de très près par le laboratoire de contrôle installé en 1984. On y opère des prélèvements toutes les trois minutes et on les analyse quotidiennement, à l'aide d'un spectrophotomètre d'absorption atomique qui affiche instantanément la concentration du liquide analysé.

Alarme sur le Rhin

« *C'est ce que nous appelons l'alarme haute redevance*, explique Philippe Remillet, le technicien chimiste. *Comme nos relevés sont transmis chaque mois à l'agence financière de bassin, nous avons intérêt à respecter les meilleures normes, sinon notre redevance augmente.* » Elle est de 4,6 millions de francs en 1986. Résultat : entre 1978 et aujourd'hui, la pollution du Rhin a été ramenée de 2 millions d'équivalents-habitants à 250 000, soit une réduction des trois quarts.

Pour une usine qui fournit 110 000 tonnes de pâte à papier par an et emploie seulement 350 personnes, polluer comme 250 000 habitants est encore trop. Mais la STRACEL est en progrès constant – malgré les aléas de la conjoncture économique. Elle réclame donc l'indulgence du ministère de l'environnement.

ROGER CANS.

Demain

Les quatre nouveaux « petits » d'IBM

IBM ayant la réputation de ne *jamais prendre de risques*, d'attendre que d'autres aient tiré les marrons du feu, la plaisanterie est facile, et n'a pas manqué d'être faite. On s'en abstiendra donc, pour écrire simplement qu'IBM vient d'annoncer quatre micro-ordinateurs, formant la famille 6150, à architecture RISC (Reduced Instruction Set Computer).

Ces ordinateurs sont des postes de travail pour ingénieurs, destinés au calcul, à la visualisation d'images, et plus généralement aux diverses tâches que requiert la conception assistée par ordinateur. D'apparence, ils ressemblent aux ordinateurs personnels IBM PC, et seront d'ailleurs commercialisés sous le nom IBM PC-RT (RISC Technology). Mais ils sont d'une gamme de puissance supérieure – ce que traduit bien le prix de base de 160 000 francs. Ils travaillent sous un système d'exploitation dérivé d'UNIX System V – un standard de fait dans leur domaine d'utilisation – et sont construits autour d'un microprocesseur 32 bits d'architecture RISC.

Le principe de base de cette architecture est d'améliorer la vitesse de travail en diminuant le nombre d'instructions différentes que doit exécuter la machine. Les ordinateurs classiques ont un vaste jeu d'instructions, dont beaucoup sont rarement utilisées. En les supprimant, on simplifie le dessin et on peut gagner en vitesse d'exécution. Les instructions supprimées sont remplacées par des programmes n'utilisant que les instructions conservées. Cela entraîne, en principe, une perte de temps, mais si ces programmes sont rarement appelés la perte est faible en regard du gain entraîné par la simplification.

L'utilisation de nombreux registres où sont stockées les données en cours ou en attente de traitement, celles de pipe-line (système qui permet de commencer l'exécution d'une instruction avant d'avoir terminé celle des précédentes), contribue aussi au gain de vitesse. Celui-ci est particulièrement précieux pour les problèmes où l'on souhaite visualiser des images ou des schémas évolutifs, et donc modifier constamment l'éclairement d'un très grand nombre de points de l'écran.

Sur ce créneau de la petite informatique scientifique, qu'il faut distinguer des très gros ordinateurs de calcul, IBM n'a pas la position dominante qu'il détient dans d'autres domaines. Y sont bien implantées des firmes comme Digital Equipment ou Hewlett-Packard – qui va annoncer à la fin du mois une nouvelle gamme d'ordinateurs à architecture RISC – et surtout d'autres seigneurs de moins grande envergure comme Apollo Computer, Sun Microsystems et Ridge Computers, ce dernier appuyé par Bull. Mais le marché est en croissance rapide.

Comme il l'a fait en 1982 pour la micro-informatique, le géant américain, après avoir laissé d'autres baliser le terrain, semble décidé à l'occuper. Et une certaine crainte transparaît dans les déclarations de ses concurrents, d'autant que divers analystes créditent le PC-RT d'un rapport performances-prix intéressant, au moins en ce qui concerne les modèles du bas de la gamme.

MAURICE ARVONNY.

Des fleurs par ordinateur

Troisième région française pour la production de fleurs coupées, les Pays de Loire viennent de mettre au point un système télématique, le premier du genre en France, qui, à partir du 1er mars, permettra aux horticulteurs de vendre leurs fleurs par ordinateur.

Le Minitel a été l'instrument de base retenu par le bureau régional horticole, qui a mis au point le système et le gérera administrativement.

Un code a été établi grâce auquel les adhérents (*quinze* grossistes, acheteurs et à peu près autant d'horticulteurs-producteurs) pourront connaître rapidement les espèces qui arrivent sur le marché.

Sur le petit écran apparaîtront également des informations sur la variété, la couleur, la qualité, la date de cueillette, le nombre de fleurs contenues dans chaque lot à vendre.

C'est à 7 heures chaque matin, (les circuits Minitel ne sont jamais très encombrés en début de matinée) que s'ouvrira le marché. La fin des opérations aura lieu à 10 heures.

Chacun, ultérieurement, pourra consulter son écran pour connaître, par exemple, l'évolution des cours en général ou de telle espèce en particulier.

L'avantage du marché télématique, qui permettra aux producteurs de mieux gérer leurs stocks, est manifestement apparu aux horticulteurs et a facilité leur adhésion.

Dans les années qui viennent, le bureau régional ira vraisemblablement plus loin, avec, à nouveau, l'accord des horticulteurs, en créant parallèlement à celui de la fleur coupée, un marché télématique des plantes en pots.

En attendant, dès le 1er mars, l'écran fournira des renseignements concernant 52 fleurs coupées, produites sur les 195 hectares consacrés à la fleur coupée en Pays de Loire et, particulièrement, en Anjou.

L'avenir du réseau Transpac

Une panne vite oubliée

LA panne de juin dernier n'aura été qu'une péripétie ; Transpac, la société qui gère le réseau de données informatiques du même nom, a continué sa très rapide croissance en 1985 : un parc de raccordement passé de 21 500 à 31 500, un chiffre d'affaires presque doublé de 550 millions à 950 millions de francs et un effectif qui a augmenté de 90 personnes pour atteindre 540.

Créée en 1978 sous forme de filiale indépendante, sur l'initiative de la direction générale des télécommunications (DGT), Transpac est de loin la plus importante société mondiale de ce secteur devant l'américain Tymnet. Ses bénéfices sont néanmoins maigres : 20 millions de francs environ. De la transmission de données d'ordinateur « par paquets », d'où son nom, la société a abordé la télématique en utilisant son réseau pour transporter une partie des informations du Minitel (Télétel) et des micro-ordinateurs. Transpac transmet aujourd'hui 500 milliards de « caractères » par mois. La société vise 80 000 raccordements pour 1989.

La diversification vers la télématique ne s'est pas faite sans mal puisqu'elle est responsable de la panne de juin dernier. Le développement explosif du service « kiosque » sur le Minitel (1) a embouteillé les lignes. Le mardi 18 juin, à 10 heures du matin, les commutateurs « sautent ». Les utilisateurs obtenant le signal « occupé » rappellent sans discontinuer, contribuant, sans le savoir, à sursaturer le système. Désagréable pour les usagers privés, la panne de Transpac est une catastrophe pour les grandes entreprises, comme les banques, qui doivent impérativement transmettre leurs fichiers. Les responsables n'ont qu'une issue : délester le service Télétel.

Le désengorgement se fait alors très rapidement. Dès le 5 juillet, la qualité est redevenue normale et le service Télétel est rouvert. Pour éviter que l'embarras ne se reproduise, les ingénieurs passent les logiciels au crible et corrigent « *les défauts de conception qui nous avaient échappé* ». Dans le même temps la DGT réunit une « cellule de crise » et accélère les investissements de sa filiale.

Cinq commutateurs supplémentaires sont mis en place, chargés spécialement de véhiculer les appels Télétel. D'autres le seront en 1986, et l'erreur qui consistait à mélanger des trafics de nature très différente (liaisons interentreprises et télématique grand public) sera ainsi corrigée. Aujourd'hui, l'« indisponibilité » du réseau (mesurée en minutes par jour) est plus faible qu'elle n'était avant la panne. L'accident, disent les dirigeants, n'aura en fin de compte pas été inutile, mettant au jour les défauts et permettant de les effacer.

La panne oubliée, Transpac s'oriente désormais vers de nouveaux clients et services. La société offre une messagerie (Atlas 400, la première qui soit conforme à la norme internationale X 400), qui permet une « remise directe » des documents de télex, de télécopie, de téléimprimeurs aux destinataires abonnés ou non, ainsi qu'une « remise à la demande » sous forme de « boîte aux lettres ».

Beaucoup de messageries existent en France, notamment entre les diverses implantations d'une même entreprise, et Transpac vise, en quelque sorte, à être la messagerie de ces messageries.

Cette nouvelle diversification d'une filiale des PTT vers un service « à valeur ajoutée » dans les télécommunications peut relancer les récriminations sur le rôle de l'Etat dans ce secteur. En abordant ces services, l'Etat dépasse en effet son rôle de simple transporteur, de propriétaire des « tuyaux » pour empiéter sur celui de services marchands.

Le dossier est en outre rendu encore plus ardu par le fait que la DGT reste propriétaire de la majorité des équipements de sa filiale. Les comptes avec la maison mère ne sont donc pas « séparés » clairement. Quoi qu'il en soit, cette situation confuse rend difficile une privatisation de Transpac, que certains au sein de l'opposition envisagent. Le débat sur la déréglementation des télécommunications n'en est que plus nécessaire.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Le service « kiosque » est obtenu par le préfixe 3615. Il permet aux PTT de surtaxer la communication et de retourner une partie du gain aux prestataires de services (journaux, jeux, messageries...).

Jeunes Ingénieurs, Michelin vous propose une carrière de champions, dans les domaines suivants: Production, Etudes, Recherche, Développement, Informatique.

Par ses techniques d'avant-garde qui l'ont porté au premier rang de la compétition internationale, notre groupe offre à des hommes et des femmes de valeur la possibilité d'évoluer dans les fonctions les plus variées.

ENERTEC

La Division **ENERTEC INSTRUMENTS** leader dans le domaine de la Mesure Electronique
(Instrumentation Générale et Télécommunications)
recherche dans le cadre du développement de son Service de Production basé à Saint-Etienne des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

INDUSTRIALISATION

Au sein du Service Méthodes, vous développerez le processus de fabrication et définirez les outils de test et de réglage nécessaires à l'industrialisation d'une ligne de produits. Intégré dans une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous aurez un rôle important de coordination entre les Services de Production et les Groupes d'études dès l'élaboration des produits jusqu'à leur mise en fabrication.

ETUDES TEST

Au sein de l'équipe Test, vous élaborerez des nouvelles méthodologies de test et bancs de mesure pour les différentes lignes de produits (oscilloscopes, télécommunications, mesures sur fibres optiques, contrôleurs d'instruments, hyper-fréquences).
Chargé de développer des logiciels pour testeur, vous travaillerez sur du matériel performant et en étroite collaboration avec les ingénieurs d'études, d'industrialisation et de qualité.

Ingénieurs Grandes Ecoles Electroniques, débutants ou ayant une première expérience, vous désirez valoriser vos connaissances acquises dans des Services Etudes, Industrialisation ou Méthodes.

Le GROUPE MESURE et REGULATION offre des opportunités d'évolution au sein de ses différentes Divisions en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste qui vous intéresse à Christian RIOS - Service du Personnel - 5 rue Daguerre - 42030 Saint-Etienne cedex 2.

ENERTEC
Schlumberger

MEDIA PA

THOMSON BRANDT ARMEMENTS

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN...

(CENTRALE, A.M. ...)

allez au-devant de votre carrière!

Rattaché au Responsable du Département Contrôle Qualité, vous aurez sous votre responsabilité une équipe de 10 Techniciens pour réaliser des contrôles en zone pyrotechnique et développer des moyens de mesures et d'essais.

Pour mener à bien votre mission, vous êtes un homme de dialogue, capable d'animer et d'encadrer vos collaborateurs. Enfin, vos qualités personnelles : efficacité, rigueur, esprit d'analyse, seront les atouts de votre réussite dans une fonction ouverte sur de larges perspectives d'évolution.

Nous vous offrons :
- *le dynamisme et la renommée d'un groupe international en pleine expansion qui conçoit et réalise des produits de très haute technologie.*
- *un site privilégié à une heure de PARIS.*
- *une formation à la pyrotechnie.*

*Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. 85491 à **SÉLÉCOM** 226, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.*

HAVAS CONTACT

THOMSON ANSWARE

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

Ingénieurs ou Universitaires

INFORMATICIENS - AUTOMATICIENS - ELECTRONICIENS
expérimentés - 2 à 3 ans

Pour s'intégrer activement aux mutations technologiques, optimiser nos qualités de prestation, maintenir un taux de développement élevé, THOMSON-ANSWARE, SSII du Groupe CGE s'appuie sur des équipes d'ingénieurs motivés et autonomes regroupés par domaines de compétences.

Participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :
- Productique, Robotique.
- Contrôle de processus.
- Systèmes embarqués.
- Traitement d'images.
- Instrumentation
- Génie Logiciel.
- Télécom.

Vous avez une expérience en mini-ordinateurs :
DIGITAL, HP 1000, SOLAR, MITRA, GOULD, et/ou micro- processeurs :
INTEL, MOTOROLA, SM 90.
Vous pratiquez les langages :
Assembleur, C, Pascal, PLM, LTR.
La connaissance d'Unix est un atout supplémentaire.

Adressez-nous votre candidature sous réf. RLB 86-2 à THOMSON-ANSWARE, 135 rue de la Pompe 75116 Paris.

---

recherche

Des ingénieurs électroniciens

CONFIRMES - DIPLOMES D'UNE ECOLE D'INGENIEUR

Ils interviendront dans l'un des domaines d'étude suivants :
- circuits numériques rapides ;
- traitement du signal ;
- hyperfréquences ;
- microélectronique rapide ;
- circuits monolithiques ;
- technologies avancées ;
- opto-électronique.

Des ingénieurs système

DE HAUTE COMPETENCE

Pour :
- systèmes de transmission de données analogiques et numériques ;
- transmissions radioélectriques ;
- transmissions optiques ;
- applications des techniques radar ;
- traitement et enregistrement de données numériques.

Un ingénieur fiabiliste

POUR MATERIELS ELECTRONIQUES

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo) sous réf. 2664 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

---

technequip

Conseil Gestion Industrielle Systèmes Avancés

L'objectif de TECHNEQUIP est de conseiller les investisseurs industriels pour les aspects fiabilité et maintenance de leurs projets d'installations.
Notre intervention auprès des Grands Groupes industriels et notre croissance rapide nous conduit à rechercher des

SENIORS CONSULTANTS Réf. 3863/1

A 35 ans, Ingénieurs Grandes Ecoles, vous avez une expérience de chef de projet ou de la direction d'étude-investissement, pour assurer la conduite de projets en gestion et en maintenance industrielle. Vos responsabilités, votre forte personnalité et votre autonomie justifient une rémunération attractive.

JEUNES INGENIEURS Réf. 3863/2

Grandes Ecoles (AM, ...), vous avez une première expérience en milieu industriel -Production, Maintenance- pour des missions de conseil et d'assistance technique. Une expérience en automatisme et en instrumentation serait appréciée.

Envoyez votre candidature avec CV et photo à Hélène Bornecque, 10 Chemin de l'Ancienne Mairie, 38240 Grenoble-Meylan.

Nous sommes une Société de Services et de Commerces de standing, filiale de deux groupes Français de plusieurs milliards de CA. Notre croissance (CA + 450 MF atteints en 5 ans) nous amène à créer la fonction de

responsable informatique

Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera chargé de l'organisation et de l'intégration de l'informatique dans l'entreprise : étude des besoins actuels et futurs, analyse et conception d'ensemble, contacts fournisseurs pour achats de matériels et de logiciels, mise en place, coordination, optimisation. Ce poste requiert : une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans, si possible en Cabinet, la connaissance des rouages de l'entreprise, un esprit méthodes et procédures, une personnalité ayant le sens de l'équipe et proche des utilisateurs. Poste très motivant par les responsabilités offertes, son autonomie et son aspect évolutif. Basé à Paris 17e.

Adressez votre dossier (C.V., lettre man., salaire, tél. pers.) sous référence 50 M à :

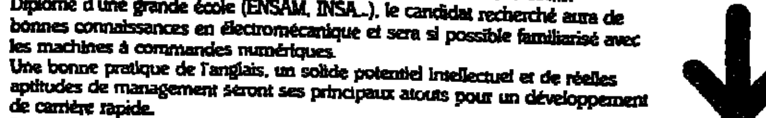
Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : 42 65 38 39

AFCOREM

Ingénieur débutant

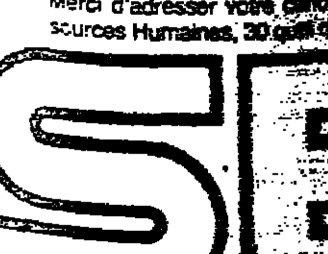
(Service Méthodes)

Société française (5200 personnes, CA 2 milliards de F), filiale d'un très important groupe international, nous sommes nº 1 sur notre marché (ascenseurs, monte-charges, escalators...) avec une bonne profitabilité.
Notre développement nous amène à renforcer notre structure industrielle en recherchant un jeune ingénieur pour notre unité parisienne.
Après une formation d'environ 3 mois, celui-ci rejoindra notre Service Méthodes au sein duquel il sera chargé en particulier de missions visant à l'optimisation de la fabrication, à l'amélioration de la qualité et à la réduction des coûts.
Diplômé d'une grande école (ENSAM, INSA...), le candidat recherché aura de bonnes connaissances en électromécanique et sera si possible familiarisé avec les machines à commandes numériques.
Une bonne pratique de l'anglais, un solide potentiel intellectuel et de réelles aptitudes de management seront ses principaux atouts pour un développement de carrière rapide.



Poste basé à Paris.
Les dossiers de candidature parviendront à notre Conseil, sous la réf. 266, MUTTE KERNEVEZ & Ass. scm., 27 rue du Général Foy 75008 Paris.

média-system



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

SENTRY, *qui a acquis une réputation mondiale comme spécialiste du* **Testeur de Circuits Intégrés**, *fait partie du groupe systèmes assistés par ordinateur de SCHLUMBERGER.*
Pour faire face au développement de son activité en Europe et à la suite du lancement de son nouveau système de tests entièrement conçu et fabriqué en France, SENTRY EUROPE veut renforcer son potentiel de ventes, études et production *au cours de 1986. Actuellement SENTRY recherche des*

Ingénieurs électroniciens

pour les postes suivants :

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (Région Parisienne)

Pour son agence commerciale française :

• **RESPONSABLE APPLICATIONS,** de formation grande école d'ingénieurs, il sera chargé du support logiciel à la clientèle et de l'assistance technique à la fonction commerciale. Il participera à la mise en place effective des systèmes et des programmes de tests chez les clients. Il animera une équipe de 3 ingénieurs.
Une expérience de 3 ans dans le domaine du test de composants électroniques et la connaissance du matériel DEC sont souhaitées.

• **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL,** de formation supérieure, cet ingénieur à déjà une expérience (2 à 5 ans) de la vente de biens d'équipement ou de systèmes d'instrumentation. Il aura la responsabilité de la négociation avec des interlocuteurs de haut niveau dans l'industrie des semi-conducteurs, de l'informatique, de l'électronique de pointe, des télécommunications.

SAINT-ETIENNE

Pour son Centre d'Etudes et Production :

• **INGENIEUR APPLICATIONS,** de formation Grande Ecole d'ingénieurs il a acquis une bonne connaissance des composants électroniques.
Il participera à l'élaboration de programmes utilitaires de tests pour les nouveaux systèmes et au développement des futurs produits en liaison avec les Unités de SENTRY aux Etats-Unis.

Pour tous ces postes un excellent niveau d'anglais est indispensable, par suite de contacts fréquents avec les Etats-Unis et les autres agences commerciales en Europe.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et photo à ENERTEC-SENTRY - Service du Personnel - 34, rue Necker, 42028 St-Etienne cedex.

SENTRY
Schlumberger

Responsable Logistique Ordonnancement-Distribution

280 - 300 000 F / An — Paris

Entreprise dynamique, filiale d'un Groupe Français ayant des implantations à l'étranger, recherche un candidat de formation supérieure, type Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce, DESS : Gestion des Systèmes de Transport et Transit International.
Expérience de la gestion des flux de production et de leur optimisation ainsi que de la distribution et des transports.
Il participera à l'élaboration des programmes et plans de production et sera Responsable :
- **du Pilotage de la Programmation** des Usines en fonction des fabrications des lignes de Produits.
- **de la Gestion des stocks,** (transports et livraison). *Expérience de la négociation des coûts de transports.*
- **de la Distribution** à la clientèle des Produits finis.

La connaissance de l'informatique est indispensable.
ANGLAIS nécessaire.
Déplacements de courte durée fréquents.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 869 M, à notre Conseil :

LANGEROCK Consultants - 55, montée de Choulans - 69005 LYON.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Voulez-vous rester au Top Niveau ?

Des composants électroniques à la navette spatiale, en passant par la productique, ce puissant groupe américain est un des leaders mondiaux dans le domaine des hautes technologies. Une de ses filiales françaises, de taille encore modeste, mais en forte expansion, renforce son équipe commerciale.

Ingénieur de formation, vous avez démontré vos aptitudes à la vente dans une première expérience commerciale en électronique professionnelle ou informatique industrielle. Vous parlez l'anglais et vous souhaitez évoluer à terme dans un contexte international.

Basé à Paris (La Défense) et épaulé techniquement, vous aurez pour mission, dans un premier temps et sur l'ensemble du territoire, de commercialiser des systèmes et des réseaux à des industriels dont vous vous attacherez d'abord à être le conseil en productique.

A la rémunération proposée, de toute façon très motivante, s'ajoutera une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques Scarinoff, sous réf. M 32/1379 E à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Systèmes avancés de télécommunications

Oui, la technologie française se vend bien à l'export !

La preuve : En concurrence avec les meilleurs fabricants mondiaux de systèmes électroniques, nous savons nous imposer sur tous les continents et réalisons déjà un milliard de francs à l'export.

Si vous êtes comme nous, sans complexes, nous sommes prêts à vous intégrer et vous laisser faire vos preuves sur l'Asie *par exemple ou l'Europe du Sud, peu importe puisque vous êtes mobile.* Et puis même s'il n'y a que quelques années que vous êtes sorti d'une grande école de commerce, le terrain à l'export de biens d'équipement *après tout, vous connaissez déjà...!*

Merci d'adresser, CV, photo, rémunération souhaitée, lettre manuscrite sous réf. M 32/1386 R à Jacques SCARINOFF à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri – 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Nous sommes membre d'un puissant groupe industriel, leader mondial dans **l'électronique professionnelle.**

Nous négocions à l'export des marchés de plus en plus sophistiqués (importants systèmes de communication) et nous sommes de ce fait amenés à "vendre" notre potentiel technique et notre culture d'entreprise.

Notre image prend alors toute son importance et c'est dans cet esprit que nous créons un poste :

ADJOINT (E) AU RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Au sein du département Communication, vous serez plus particulièrement responsable de la conception et de la réalisation des supports écrits de communication : synthèse de propositions technico-commerciales, brochures, articles et communiqués de presse, textes servant de support à des vidéos ou à des films, etc.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation **INGÉNIEUR GE** ou équivalent ayant acquis une première expérience technique ou commerciale dans le secteur des Télécommunications, et désireux de s'orienter vers un domaine plus nouveau, comme la communication.

Nous serons évidemment sensibles à sa réceptivité à un environnement technique et à ses qualités rédactionnelles.

Le poste est situé dans la proche banlieue Ouest de PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 23/1386 N, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ingénierie informatique et télécommunication

SESA leader mondialement reconnu dans le domaine des réseaux de commutation de paquets (TRANSPAC, les réseaux publics et privés en Australie, Brésil, France, Italie, Luxembourg, Nouvelle Zélande, Taïwan, Corée du Nord) participe de façon très active au développement des technologies de pointe : Télématique, Espace, Nucléaire, Défense, Productique.
Pour faire face à l'accroissement de nos activités dans le domaine des télécommunications, *nous recherchons des*

Ingénieurs développement réseau

De formation Grande Ecole option Informatique, après une première expérience, vous souhaitez renforcer votre maîtrise des techniques de conception et de réalisation de réseaux au sein d'équipes de haut niveau.
Nous offrons de nombreuses opportunités de progression et de prise de responsabilités à des candidats de valeur. Réf. 07 LM

Ingénieurs de sites

De formation généraliste avec si possible des connaissances en électronique et informatique, *vous souhaitez vous orienter vers l'ingénierie puis le développement en informatique.*
Nous vous proposons dans une première phase d'acquérir nos techniques, d'installer et de mettre en service sur sites nos systèmes dans le cadre de projets d'ampleur nationale.
De déplacements fréquents sont à prévoir sur l'ensemble du territoire. Réf. 08 LM

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à **SESA**, *Direction des Ressources Humaines,* 30 quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex

SESA

SOURCES

GRANDS SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

LE MARKETING A L'ÉCHELLE DU MONDE

Un milliard de C.A. à l'export. Nos grands systèmes de télécommunication ont plus que jamais le vent en poupe, *car nous savons vendre toujours mieux des technologies complexes que nous maîtrisons parfaitement.*

Jeune Ingénieur électronicien, vous commencez à trouver que l'horizon du Bureau d'Études est bien limité. Offrez-vous le Monde ! Nous vous proposons d'être ADJOINT CHEF DE PRODUIT dans le domaine de la "guerre électronique".

Vous êtes mobile, brillant, ambitieux, votre carrière sera à la hauteur de vos aspirations...

Pour ce poste basé à PARIS, merci d'adresser lettre + CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 32/1386 P à Jacques SCARINOFF.

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri – 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

RECHERCHE
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
pour une préparation d'une
THÈSE
PHYSIQUE DES SOLIDES A GRENOBLE

Possibilité d'un contrat de formation par la recherche du *Commissariat à l'énergie atomique*
Ecrire : DSPE / service de physique, département de recherche *fondamentale*
CENG 85 X 38041
Grenoble. Tél. 76-88-44-00
postes 40-57 ou 38-86.

---

polymont
• systèmes automatisés de production
• maintenance assistée par ordinateur
• informatique industrielle

pour répondre aux besoins de ses clients et au développement de ses activités, examine les candidatures

d'Ingénieurs

systèmes GPAO/MAO, organisateurs de systèmes automatisés, concepteurs systèmes productiques, *informaticiens industriels* avec expérience confirmée en milieu industriel.
Langues étrangères : Anglais, Allemand ou Espagnol.

Adresser CV et photo à
POLYMONT - *Service Ressources Humaines*
5, avenue Caroline 92210 St-Cloud

Assurer la fonction qualité
pour notre activité Télécommunications

Notre activité Télécommunications est réputée pour ses produits en téléphonie publique (à pièces ou à carte), simulateurs de trafic...
Nous vous proposons d'y être le responsable de la fonction assurance qualité et fiabilité.
En liaison avec le directeur de l'activité, vous proposerez et mettrez en œuvre la politique qualité. Vous organiserez et coordonnerez les actions d'assurance qualité tout au long du développement des nouveaux produits (une équipe d'ingénieurs et techniciens vous assiste dans cette tâche).
Outre les qualités relationnelles indispensables à cette fonction, nous vous demandons plus de cinq ans d'expérience en développement ou assurance-qualité de produits à base d'électronique et informatique.
Ce poste est à pourvoir à Valence.

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE en précisant la référence QFT/LM

Ingénieur Concepteur
Logiciels embarqués sur aéronefs

Notre Division Aérospatial développe notamment des systèmes de navigation pour avions ou hélicoptères, intégrant des logiciels temps réel très évolués.
Vous êtes ingénieur informaticien (ENSIMAG, INSA, Universités...) et possédez plusieurs années d'expérience en conception et réalisation de programmes temps réel.
Nous vous proposons d'assumer les développements de logiciels d'envergure, au travers de toutes les phases de leur cycle de vie. Vous encadrerez, pour la réalisation, une équipe de plusieurs personnes et mettrez en œuvre des méthodes modernes de production de logiciels.
L'environnement de Crouzet, laissant une large part à l'autonomie et aux responsabilités personnelles, favorisera votre évolution.
Ce poste est à pourvoir à Valence.

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE en précisant la référence ESI/LM

Ingénieur
Responsable d'équipement
Paiement électronique

Notre Division Terminaux et systèmes occupe un des premiers rangs dans la conception de systèmes de paiement par carte.
Cette activité se développant rapidement, nous créons de nouveaux postes d'ingénieurs d'études, à qui nous confierons la conception complète de ces matériels, du cahier des charges à la mise en fabrication.
Ingénieur en automatique ou micro-informatique industrielle, vous avez une bonne connaissance des architectures à base de micro-processeurs et des circuits logiques ou analogiques.
Votre première expérience de conception vous a permis de comprendre les impératifs d'une production de série.
Rejoignez nos équipes, à Valence.

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE en précisant la référence DPE/LM

Ingénieur
qualité des logiciels

Notre Division Terminaux et Systèmes se développe dans trois secteurs prometteurs : paiement bancaire, télécommunications (publiphones à cartes...) et péage (métro, chemins de fer...).
Nous vous proposons d'y coordonner les aspects qualité des logiciels intégrés dans ses produits. Vous exercerez, de plus, la responsabilité d'ingénieur-qualité généraliste sur certains produits en cours de développement.
Ingénieur électronicien ou informaticien, votre première expérience d'étude-développement vous a donné le goût des logiciels et de leurs méthodologies. Vous souhaitez approfondir ces sujets et élargir vos possibilités d'évolution, dans un groupe passionné par la qualité de ses produits.
Ce poste est à pourvoir à Valence.

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE en précisant la référence QFL/LM

Ingénieurs Analystes
Ingénieurs Réseaux
Chefs de Projets
débutants ou confirmés

- Diplômés Grandes Ecoles ou Universitaires (BAC + 4/5) avec option informatique de gestion ou scientifique.
- Vous serez chargés de la conception et de la réalisation d'applications variées.
- Vous participerez au développement de projets à base de techniques de pointe.

Les postes sont à pourvoir à **Paris et en Province à la Direction : Service Clientèle Assistance Technique.**

Si vous désirez intégrer un groupe tourné vers l'avenir, adressez votre candidature sous réf. 209.01 à : Françoise LE MERRER

BULL S.A. Service Recrutement
78/80, avenue Galliéni
93174 BAGNOLET.

"l'esprit d'équipe", bateau engagé par le Groupe Bull dans la course autour du monde, 1985-1986

REJOIGNEZ UNE EQUIPE QUI GAGNE

Bull

L'acoustique : une technologie en pointe pour nos futurs spécialistes

Sur un marché en fort développement, SMAC ACIEROID propose à ses clients des produits acoustiques sans concurrence dans le domaine du bâtiment industriel.
Le développement de notre département passe par notre capacité à promouvoir nos produits tant au niveau de nos agences que de nos clients. C'est la mission que nous voulons confier à deux ingénieurs dont les fonctions sont complémentaires.

INGENIEUR JEUNE DIPLOME ENSI, INSA... — REF. IJD/M

Passionné par l'acoustique, vous créez et développez des outils pédagogiques : programmes informatiques, documentation technique, adaptés à nos besoins, que vous mettez à la disposition de nos agences. Vous intervenez en conseil technique et assurez les essais de mesure à notre laboratoire de Mâcon. Autonome, rigoureux et disponible, vous devenez à terme notre **spécialiste de l'acoustique.**

INGENIEUR ACOUSTICIEN EXPERIMENTE — REF. IA/M

Avec 5 ans d'expérience minimum, vous maîtrisez les techniques acoustiques. Après une période de prise de connaissance de nos agences, produits et techniques de vente, vous intervenez en tant que support technique de nos commerciaux et de nos exploitants. Dans un cadre où vous vous fixez des objectifs de performance tant techniques que financiers, vous assurez un conseil efficace.

Ces postes, particulièrement motivants, basés à Paris et nécessitant des déplacements fréquents, sont à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à la Direction du Personnel, SMAC ACIEROID, Service Recrutement, 23, rue Broca - 75005 PARIS.

Département autonome d'un important groupe industriel, nous sommes implantés en banlieue sud de Paris, et réalisons, avec 120 personnes, un chiffre d'affaires de 90 millions de francs (dont 30 % à l'export). Nos produits associent plusieurs technologies de pointe: la mécanique de précision, l'électronique de commande, l'informatique industrielle. Ayant réussi notre percée sur un marché étroit, mais en forte croissance, nous entendons poursuivre notre développement, en recrutant :

Un électronicien

Pour l'industrialisation de produits développés au sein du bureau d'études (électronique analogique et digitale) ainsi que pour le développement même d'applications sur micro-processeurs industriels. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur ou à un technicien supérieur confirmé ayant une expérience significative de bureau d'études en électronique industrielle. Réf. S8063M.

Un chef de projet
Un ingénieur logiciel
Informatique industrielle

Pour développer des logiciels sur des calculateurs multi-tâches, au sein d'une équipe jeune et performante. Ces deux postes s'adressent à des ingénieurs informaticiens ayant une expérience en informatique industrielle sur un operating-system multi-tâches (du type DEC-RSX II M ou HP - RTEA par exemple) ainsi qu'une bonne connaissance de la programmation structurée. Chef de projet, réf. S8061M - Ingénieur logiciel, réf. S8062M.

Un ingénieur méthodes
Fabrication et chantiers

Pour définir, diffuser et suivre les gammes de montage et de contrôle au niveau de l'atelier, l'organisation du travail au niveau des chantiers, ceci dans le but d'améliorer la productivité et la qualité. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien âgé d'au moins 28 ans, ayant une expérience dans un service méthodes de fabrication pour des petites séries et pour des ensembles associant plusieurs technologies. L'aptitude à communiquer au sein d'une petite équipe est indispensable. Réf. S8064M.

Pour ces différents postes, la pratique de l'anglais constituera un atout supplémentaire. La rémunération offerte tiendra compte, dans tous les cas, de l'expérience acquise. Envoyer curriculum vitae et prétentions à G. MASSON en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

BTP — BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

La B.T.P. est une banque nationalisée, de moyenne importance proposant des produits performants aux entreprises du BTP ainsi qu'aux organismes institutionnels financiers.

PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT DE LA BUREAUTIQUE DANS NOTRE BANQUE.

Si vous avez le goût de la performance et la volonté de créer,

Si vous avez le sens de l'organisation et du dialogue,

Si vous souhaitez pouvoir faire aboutir vos idées dans une Banque innovante à taille humaine,

Venez rejoindre, comme **ORGANISATEUR-BUREAUTICIEN**, notre Département Informatique et Organisation.

Le profil requis est celui d'un diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur, école de commerce...) ayant une première expérience professionnelle en micro-informatique, et/ou organisation-banque.

Adresser CV, photo et salaire actuel sous référence 61.86 / OB / 752 à Madame JACOB - ADEQUATION - 62/64 avenue Emile Zola - 75015 PARIS.

Banque Populaire — *UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE*

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

Nous sommes l'organe central d'un groupe de 37 banques régionales coopératives et de 29 000 collaborateurs. Nous recherchons un :

INGENIEUR RESEAUX

Il participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique réseaux des Banques Populaires face à l'évolution des techniques de télécommunication.
Il aura une fonction d'étude et de conseil :
- étude de flux,
- suivi des techniques et matériels de pointe dans le domaine des réseaux et télécommunications et analyse de leur impact,
- conseil et assistance auprès des Banques Populaires pour l'intégration de ces nouvelles techniques de télécommunication - (déplacements de courte durée).

Vous avez environ 30 ans, au moins 5 années d'expérience dans la conception et l'exploitation de réseaux télé-informatiques, si possible dans un environnement bancaire. Vous connaissez l'architecture SNA d'IBM.
Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 5200, à notre Conseil **ACTIMAN** qui vous garantit une totale discrétion.

264 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Actiman

SECTEURS DE POINTE

Chef d'Unité Usinage

Grande série et haute précision

Centrale - AM... **Bourgogne**

Biens d'équipements grand public de haute technicité. Nous fabriquons des produits sophistiqués destinés à un marché mondial. Notre outil de production, ultra-moderne, est en constant développement (moins de 2 ans d'ancienneté). L'ingénieur que nous recherchons, rattaché au Directeur de Production, dirigera l'unité usinage -50 personnes- qui fait appel à des techniques de pointe (tolérances inférieures au micron - salles blanches). Agé d'au moins 28 ans, issu d'une grande école d'ingénieurs mécaniciens, il bénéficiera d'une expérience de quelques années dans une industrie de grande série et de haute précision. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. Notre Société, en pleine expansion, et le Groupe International dont nous sommes la filiale assurent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière. Le poste est situé dans une ville de Bourgogne, à environ 200 kms de Paris -autoroute du Sud.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 602438 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM

Jeune Ingénieur Recherches

SUPELEC - ENSEEIHT - INPG...

VAL DE LOIRE

Domaine des hyperfréquences. Au sein d'une petite équipe de recherches dynamique, orientée vers la conception et l'amélioration de nouveaux procédés appliqués à des biens d'équipement grand public en constante évolution, l'ingénieur à fort potentiel que nous recherchons participera étroitement au développement de techniques d'avant-garde. Agé de *27-28 ans environ, issu d'une grande Ecole à dominante électrique, électro*technique, etc..., bénéficiant si possible d'une première expérience dans le domaine des hyperfréquences (micro-ondes), il trouvera au sein de notre Société (CA : 450 MF) une équipe de Direction jeune et motivée et de bonnes conditions de travail. Filiale d'un des tout premiers groupes *français, nous sommes en mesure d'offrir à un* élément de valeur de très importantes perspectives de carrière.

ORION vous garantit toute discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 602 433 M en précisant les sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM

Un challenge pour un ingénieur de haut niveau...

Diriger les méthodes et l'entretien

Côte Atlantique. Une unité de production parmi les plus modernes d'Europe dans son secteur d'activité (biens d'équipement Grand Public), un «management» efficace, une équipe jeune, performante et soudée, des produits réputés, une image de qualité et l'appui d'un groupe solide, tels sont nos atouts. Nous recherchons pour l'une de nos divisions un jeune ingénieur de haut niveau pour diriger son service Méthodes et Entretien (20 techniciens). Il définira les moyens de production, gérera les investissements, proposera toutes actions visant à améliorer la productivité, participera à la définition de nouveaux produits en groupe de projets pluridisciplinaire, supervisera l'entretien. 28 ans environ, **ingénieur électromécanicien ou automaticien,** doté d'une forte personnalité et de 2 à 5 ans d'expérience, il est appelé à évoluer très rapidement dans notre Société et dans le groupe international de premier plan dont elle est filiale. La rémunération est motivante.

ORION vous garantit toute discrétion et vous remercie de lui adresser s/réf. 602 437 M. votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant les sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM

Ingénieur Industrialisation

ENSAM - ICAM - ENSMM...

BOURGOGNE

Biens d'équipement grand public de haute technicité. *Nous fabriquons* et commercialisons des produits faisant appel à des techniques de pointe, destinés à un marché porteur en pleine expansion. Notre outil de production, ultra-moderne, est en *constant développement* (moins de 2 ans d'ancienneté). Dans le cadre de notre politique de développement, nous souhaitons confier à un jeune ingénieur, diplômé AM ou équivalent, ayant acquis une première expérience similaire si possible au sein d'un Service *Méthodes Industrialisation* d'une entreprise de transformation des métaux, la responsabilité de la définition et de la mise en place des moyens de production de notre atelier d'usinage et du suivi technique de la fabrication. *Nous désirons rencontrer des candidats* déterminés à évoluer et à faire évoluer leur environnement, dotés des qualités humaines et des compétences nécessaires pour cela. Notre Société, en pleine expansion, et le Groupe International *dont nous sommes filiale assurent à un* candidat de valeur de réelles perspectives de carrière. Le poste est situé dans une ville de Bourgogne, à environ 200 Kms de Paris - autoroute du Sud.

ORION, à qui nous avons confié cettre recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 402436 M

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM

GENERAL FOODS FRANCE

INGENIEUR CONSULTANT EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Cette opportunité est proposée par l'un des plus importants et puissants groupes alimentaires mondiaux.
Responsable d'un secteur d'activité (Vente-Marketing), vous assurerez la promotion et l'utilisation optimale des techniques informatiques, en jouant un double rôle :
- *Partenaire efficace des utilisateurs, vous vous attacherez à définir leurs besoins, établir les cahiers des charges, analyserez les implications en matière d'organisation et de coûts.*
- *Maître d'oeuvre des développements informatiques, vous réaliserez l'interface entre utilisateurs et informaticiens.*
- *Vous choisirez les solutions techniques sur le plan hard et sur le plan soft.*
- *Vous coordonnerez les plannings des interventions dans votre secteur.*

Jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur, Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion ou équivalent, vous avez déjà une première expérience de consultant, ou d'audit dans le milieu informatique.
Vous pouvez également être Chef de Projet et avoir mené à bien des développements dans les domaines Vente et Marketing.
La maîtrise de l'anglais est bien sûr nécessaire.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la réf. 787M
ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

POUR L'EDITION DU FUTUR :

UN CHEF DE PRODUITS LOGICIELS

Dans le cadre du développement d'un nouveau matériel un constructeur de mirco-informatique recherche un Jeune Chef de Produits qui mettra en place une gamme de logiciels d'applications.

En liaison avec la Direction du Marketing et le Responsable de ce Département, vous serez chargé :
- *de la définition des produits en collaboration avec l'équipe de développement*
- *du suivi de leur réalisation*
- *de la mise en oeuvre de la documentation*
- *des tests et du contrôle qualité de ces logiciels.*

Vous possédez un diplôme d'Etudes Supérieures ou Commerciales, une solide culture informatique et si possible une bonne connaissance des best-sellers en matière de logiciels et bases de données, tableurs, etc...
Cette fonction implique de la rigueur, de la curiosité, un bon jugement esthétique, et le goût de la collaboration en équipe.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui CV, photo et niveau actuel de rémunération en précisant la réf. 791 M sur votre dossier.
ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

DE NOUVEAUX INGENIEURS POUR CONCEVOIR NOS PRODUITS DE DEMAIN.

GOUPIL

GOUPIL : C'EST UNE CARRIERE. Succès de l'entreprise et des produits, succès des méthodes et, surtout, succès des hommes. Le dernier-né de notre gamme, GOUPIL G4, remporte de grands succès, auprès d'utilisateurs de tous horizons. Notre expansion spectaculaire traduit nos performances techniques industrielles et commerciales. Nous voulons soutenir notre effort et notre progression. Accompagnez-nous dans notre croissance. L'avenir pour nous, c'est aussi le développement d'une future gamme basée sur un nouveau calculateur de grande puissance. Nous recherchons

L'ARCHITECTE ET LE CONCEPTEUR DE NOS SYSTEMES DE DEMAIN.

Au sein de la Direction du Développement, vous animerez une petite équipe d'ingénieurs chargée de la conception et de l'architecture de cette gamme. Ingénieur électronicien de haut niveau, vous connaissez bien les systèmes 32 Bits et si possible les techniques de CAO et des circuits personnalisés. Le contenu et l'environnement de cette fonction répondront aux attentes d'un candidat exigeant. Réf. 781M

3 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT TELECOMMUNICATIONS-RESEAUX

O UN INGENIEUR ARCHITECTE SYSTEME

Il participe au Développement des Architectures Systèmes et Administration de Réseaux. La connaissance Hard et développement micro-systèmes exploitation MS/DOS, UNIX, langage C est nécessaire. Réf. 782M

O DEUX INGENIEURS DEVELOPPEMENT TELECOMS

Le 1er poste : *Orienté sur la connaissance des produits IBM - Environnement SNA 3780/3774/3270. Bonne connaissance environnement micro-ordinateurs. MS/DOS, XENIX, langage C. Réf. 783M*

Le 2ème poste : *Développement de protocoles, procédures, émulations, applications, environnement micro-informatique MS/DOS et XENIX, langage C. Réf. 784M*

Vos connaissances en logiciels de base en systèmes temps réel et si possible en hardware, vont vous permettre de prendre la responsabilité complète de projets de télécommunications et réseaux.
Quelques années d'expérience dans le domaine des transmissions de données alliées à une bonne sensibilité pour l'évolution des nouvelles technologies seront des atouts importants.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la référence du poste qui vous intéresse.
ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

...high tech pour exprimer

*N*otre Division Acquisition et Enregistrement, en forte expansion, impliquée dans des projets à l'avant-garde de la technologie, est avant tout une équipe de techniciens et d'ingénieurs compétents et exigeants. Une structure où l'évolution est favorisée par le potentiel humain, la capacité à responsabiliser rapidement de jeunes ingénieurs, la simplicité des contacts. Notre Département Equipement, situé à VELIZY, recherche pour renforcer l'équipe d'études chargée du développement d'une nouvelle génération d'enregistreurs magnétiques à cassettes un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLÉCTRONICIEN

conception matériel et logiciel

*V*ous serez responsable de l'élaboration depuis la conception théorique jusqu'à l'intégration de l'**ensemble électronique de gestion** pour un enregistreur numérique rapide utilisé en environnement sévère.
Vous aurez ainsi à assurer à partir d'une technologie microprocesseurs le développement des circuits d'interfaces et des logiciels d'applications nécessaires.
Ingénieur grande école électronique, vous avez de préférence une première expérience d'étude dans une société d'équipements aéronautiques.
Votre connaissance de la programmation en langage évolué et votre maîtrise de l'anglais sont des atouts supplémentaires.
Adressez dossier de candidature complet, sous réf. 3964, à ENERTEC, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

média-system

Ingénieurs Analystes
Ingénieurs Réseaux
Chefs de Projets
débutants ou confirmés

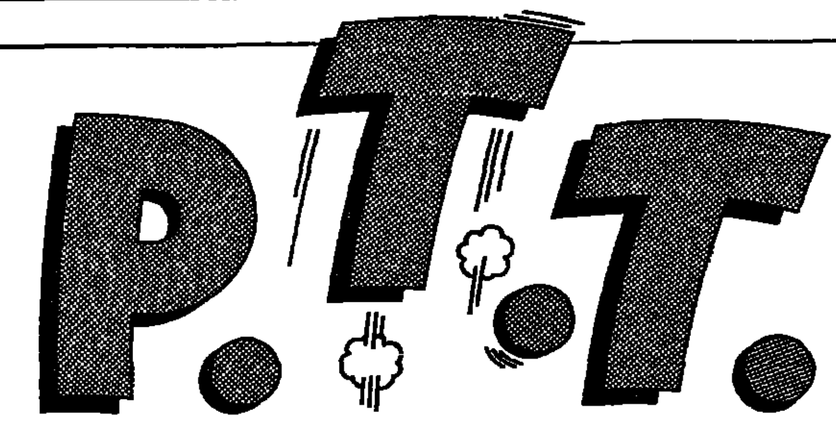
ectronicien

ef de projet
nieur logiciel
tique industrielle

ieur méthodes
ion et chantiers

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

UR RESEAUX



Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP...

ET SI C'ÉTAIT VOUS ?

CONCOURS DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P.T.T.

Et si c'était vous qui bénéficiez de la formation d'une grande école de management public donnant accès à des postes de décideur au sein d'une entreprise qui se consacre à la communication sous toutes ses formes et applique les technologies de pointe dans un secteur en plein développement.
C'est ce que proposent la Poste et les Télécommunications aux lauréats du concours de l'Ecole Nationale Supérieure des PTT.

Devenez Administrateur PTT.

Une sélection de très haut niveau, à la mesure des plus ambitieux, vous ouvrira les portes d'une école unique en France.

Une formation rémunérée de 3 ans dont 17 mois à l'ENA vous préparera à exercer des responsabilités de cadres dirigeants.

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP... :

- La clôture des inscriptions est fixée au 26 MARS 1986.
- Les épreuves se dérouleront les 28 - 29 - 30 AVRIL 1986

3 jours pour entrer en contact avec tout l'avenir.

Ecole Nationale Supérieure des PTT 46 rue Barrault 75634 PARIS CEDEX 13.

SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie informatique
– 550 personnes dont 250 ingénieurs
– 60 % du C.A. réalisé à l'export

recherche dans le cadre de sa forte expansion

INGÉNIEURS LOGICIELS

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience de quelques années dans le développement de logiciel.

Vous serez chargés au sein d'une équipe de mettre en œuvre les moyens informatiques importants (VAX 785 – VAX 750, Micros, VMS-ULTRIX) nécessaires à la production de logiciels d'affaire ou de bureautique de la Société. (Réf. 1/M).

INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL DE HAUT NIVEAU

De formation Grande École ou Universitaire, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans la réalisation de projets logiciels en TEMPS RÉEL et êtes intéressé par les techniques de génie logiciel.

Vous serez chargé au sein de la Direction Technique de promouvoir la méthodologie de développement logiciel et de définir les outils d'atelier logiciel (gestion de configuration et de projet, environnement graphique).

Vous établirez avec les chefs de projets logiciels les plans de développement et de qualité. (Réf. 2/M).

SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Affaires Sociales, **SODETEG/T.A.I.**, Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. n° 11, 78530 BUC.

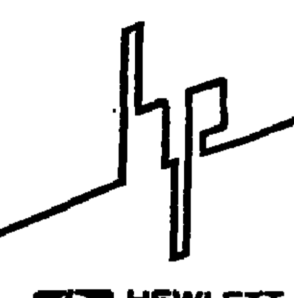
THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

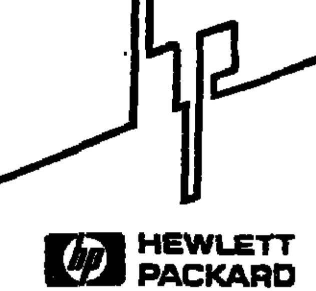
HAVAS CONTACT

INGENIEURS MECANICIENS A GRENOBLE : GARANTS DE LA QUALITE, VOUS FAITES LE CHOIX DE LA PERFORMANCE

Vous êtes experts techniques achats dans les domaines suivants : connectique, emballage ou circuits imprimés.
HP GRENOBLE a la **responsabilité mondiale** du développement, de la production et du marketing de **matériels performants,** micro-ordinateurs et réseaux.
Nous appuyons notre croissance et notre avenir sur l'avance technologique et la qualité de nos produits.
Les ingénieurs que nous recrutons guideront nos laboratoires d'études et nos ingénieurs de production dans le **choix des composants** .
Ils seront responsables en équipe avec les acheteurs du **choix des fournisseurs** en vue d'un partenariat à long terme.
Ils seront garants de la qualité des composants qu'ils auront qualifiés.

Nous recherchons des ingénieurs mécaniciens performants et autonomes, aptes à une communication très efficace, aussi bien en anglais qu'en français, ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.
HP est une entreprise internationale, qui pratique une gestion de son personnel par objectifs.
Ces postes très ouverts sur l'ensemble de l'entreprise, **sur les marchés européens et mondiaux** offrent de larges possibilités d'évolution.
Merci d'adresser votre candidature, comprenant un C.V. et une lettre précisant clairement vos motivations, sous référence GPCD/1/M, à Jean-Philippe DARA, HEWLETT-PACKARD France, Service Recrutement, 5 av. Raymond Chanas 38320 EYBENS.





PERFORMANCES A L'APPUI.

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de protection, connu pour proposer à ses ingénieurs des carrières évolutives, recherche un

Ingénieur d'Affaires Electrotechnicien

pour sa filiale de **BRETAGNE** spécialisée dans les équipements BT de process industriel et grosse distribution industrielle et tertiaire pour la France et l'étranger. Il sera chargé d'étudier les dossiers techniques, de réaliser les devis et suivre les affaires. Responsable de contrats unitaires importants, il gèrera un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 15 à 20 millions.

Nous voyons à ce poste un spécialiste électrotechnicien de 29 ans minimum ayant une première expérience similaire acquise soit chez un constructeur, soit chez un utilisateur.

Le poste est basé à RENNES. Il implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger, ce qui nécessite une bonne pratique de l'anglais, lu, parlé et écrit.

Ecrivez à notre Conseil.
M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 3140M à

65, Av. Kléber - 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

Nous sommes une société de technologie de pointe, filiale d'un groupe international. Nous développons, fabriquons et commercialisons dans le monde entier une imprimante laser de très haute performance, une gamme de micro-ordinateurs compatibles I.B.M. et d'un réseau multipostes sous MS/DOS.
Afin de répondre à notre forte expansion européenne, nous consolidons nos structures et recherchons rapidement pour la France, un

INGENIEUR SYSTEME

MISSION :
- Négocier et développer les logiciels de base de tous les produits,
- Assurer les supports logistiques auprès de la clientèle,
- Coordonner toutes les informations nécessaires pour notre gamme de produits et services.

PROFIL :
- 30-35 ans, sens commercial et bon négociateur
- parfaitement bilingue anglais,
- connaissances approfondies de l'informatique «avancée» et des systèmes d'exploitation les plus courants.
- Bonne approche des bases électroniques
- Expérience de 4 à 5 années en micro, imprimantes, logiciels.

Cette fonction, qui reporte au Directeur France, peut évoluer rapidement et offre une réelle opportunité de carrière.

Si vous avez le goût de la réussite et du challenge, veuillez adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 44729 SSM à COFAP, 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.

cofap

BANLIEUE SUD EST

MAIRIE IMPORTANTE VILLE NOUVELLE

Chargé des études informatiques

Réf. MPL/2

Votre informatique :
- Connexion à un serveur intercommunal (télétraitement sur IBM 4381).

Votre mission :
Vous serez chargé au sein de la Mairie :
- De la conduite de notre schéma directeur.
- De superviser les développements SGBD.
- De coordonner l'introduction de la micro-informatique et des outils bureautiques en vous assurant de leur intégration dans les services concernés.
- De mener les études d'implantation d'un système Vidéotex.

Votre profil :
- Formation Supérieure (Ingénieurs Grandes Ecoles ou MIAGE).
- Expérience d'au moins 8 ans en informatique de gestion.
- Compétences IBM - SGBD - micro-informatique (réseaux et connexions).

Notre conseil en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris.
Envoyer votre CV + photo + prétentions à Any Boulade en précisant la référence.

INGENIERIE INFORMATIQUE

Recherche pour la réalisation d'importants projets en • **Monétique** (utilisation de la carte CP 8) • **Bureautique** • **Productique**
dans les secteurs comme : – **LA BANQUE, L'AERONAUTIQUE, LES SERVICES.**

Chefs de projets Ingénieurs analystes

avec plusieurs années d'expérience sur les matériels ou logiciels suivants ;

IBM 43 XX	CICS/DL 1
IBM 36	COBOL
IBM PC	
VAX, PDP	COBOL FORTRAN
BULL DPS 7/8	DM 4 IDS/TDS
BULL MINI 6	SYSTEM
SEMS SOLAR 16/70	
IN 564, HP 9000	

MICROS 6800 INTEL Assembleur, Pascal, Unix Langage C

Evolution de carrière intéressante.

Pour un premier contact merci d'adresser votre dossier de candidature à Mme Sorais, Centi 128 rue de Rennes 75006 PARIS.

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

GO International, le numéro un de l'informatique dans le secteur de la mode et du textile,

recherche

MINI-INFORMATIQUE

• UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Vous êtes diplômé d'études supérieures, vous êtes désireux de progresser au sein d'une équipe très motivée, vous aurez à mener les négociations et les ventes personnellement avec des patrons exigeants de PME-PMI.

Adresser une lettre manuscrite avec photo, un c.v. détaillé et vos prétentions à GO INTERNATIONAL Sophie Beckouche - 12, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris.

Ingénieurs Grandes Écoles

Vous développerez des projets en PASCAL, C, PLM 86 et assembleur pour nos applications utilisant les 16 bits INTEL, MOTOROLA et VAX.

Les projets que nous vous confierons vous mettront en contact avec les grands noms de l'industrie et vous feront évoluer dans un environnement de techniques de pointe.

Nous sommes une société de conseil et d'ingénierie à taille humaine. Notre expansion, notre dynamisme et notre ouverture à l'expression des valeurs personnelles vous permettront d'évoluer au mieux de vos capacités et de vos ambitions.

Postes basés à Paris, Marseille, Toulouse.

Merci de bien vouloir adresser votre CV, photo sous référence 5746 A à SIVAN 10, Bd. de Strasbourg 75010 PARIS.

un esprit pour l'informatique

Duolite International s.a.

Ingénieur technico-commercial export

Société de produits chimiques, nous fabriquons et commercialisons des matières spéciales pour le traitement de l'eau.

Votre activité – qui nécessite de fréquents déplacements – consiste à développer un courant d'affaires par vente directe et par l'intermédiaire de nos agents locaux, sur les pays de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient et de l'Afrique.
Vous avez une fonction de prescripteur et d'assistant technique auprès de notre clientèle dans ces pays.

Agé de 25 ans minimum, vous possédez une formation équivalente à celle d'ingénieur chimiste et vous maîtrisez parfaitement l'Anglais. Une expérience confirmée de vente à l'export est indispensable. Des connaissances en traitement de l'eau seraient appréciées.

Si vous répondez aux conditions requises pour cette mission, nous vous prions de nous adresser CV, photo et prétentions sous référence 2119 à
DUOLITE INTERNATIONAL
Direction des Relations Humaines
BP 8 – 107, rue Edith-Cavell
94400 VITRY-SUR-SEINE.

SITA Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques

SITA, Société coopérative à but non lucratif, exploitant de services de télécommunications et de traitement de l'information, à l'usage de plus de 290 compagnies aériennes dans 169 pays et territoires

Pour le développement de ses services de communications aéronautiques mobiles par satellite, SITA recherche

deux spécialistes haut niveau

1/ Ingénierie des Systèmes de Communications Mobiles par Satellite

Une expérience de l'ingénierie des systèmes de communications par satellite (segment spatial, segment terrestre, terminaux mobiles), est nécessaire pour participer au développement d'un système satellite aéronautique à intégration de services, et pour mener à bien la démonstration pré-opérationnelle de communications air-sol en phonie et données. *(réf. EZ-SE)*

2/ Développement des Services Aéronautiques Mobiles par Satellite

Une expérience préalable de services intégrés de communications par satellite et une pratique de l'environnement aéronautique sont requises pour participer à la définition et à l'évaluation technico-économique des services envisagés.
D'excellentes aptitudes à la communication, notamment dans les forums internationaux, sont indispensables. *(réf. EZ-SD)*

Pour ces deux postes, une formation supérieure, une parfaite maîtrise de l'anglais et une excellente disponibilité pour des déplacements fréquents à l'étranger sont nécessaires.

Envoyer CV et prétentions à SITA - Direction du Personnel 112, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

GOUPIL

GOUPIL, C'EST UNE CARRIERE. Le souci de l'entreprise et des produits repose sur les hommes et les méthodes employées. Nos performances techniques, industrielles et commerciales se traduisent par une expansion spectaculaire. Accompagnez-nous dans notre croissance en soutenant nos efforts.

RESPONSABLE DU PROJET CAO ELECTRONIQUE ET MECANIQUE

Vous êtes ingénieur ou de formation équivalente et vous avez acquis une expérience CAO et IAO dans un poste similaire.

Vous serez chargé de la mise en place des outils informatiques de CAO, logiciels sur VAX et sur station DAISY, des méthodes et procédures afin d'optimiser les études de cartes et de circuits personnalisés, effectuées au sein de notre Direction Marketing et Développement.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la référence 788M

ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

MEMBRE DE SYNTEC

ALPHA CDI

GOUPIL *LA MICRO INFORMATIQUE SUCCES*

INGENIEUR MARKETING PRODUITS

Les missions qui vous attendent chez ce grand constructeur français, classiques à la fonction, n'en demeurent pas moins très diversifiées.

Au sein de l'équipe marketing, vous recherchez de nouveaux produits, assurez l'évaluation technique et le positionnement sur le marché. C'est vous aussi qui êtes l'interface avec les fournisseurs, et assurez la vie du catalogue produit. Tout proche du commercial, vous analysez l'impact des ventes et procédez à toutes actions allant dans le sens de plus grandes performances.

De telles responsabilités impliquent forcément une expérience de plusieurs années dans des fonctions semblables, impérativement dans le domaine de la micro-informatique.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la référence 790M

ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

MEMBRE DE SYNTEC

ALPHA CDI

Pour faire face à la croissance de nos activités **TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES**, nous recherchons pour notre **Direction Commerciale** (PARIS 13ème)

Ingénieurs technico-commerciaux

De formation Grande École, ils posséderont une expérience technique dans le domaine des Faisceaux Hertziens et des matériels de transmission. Différents niveaux de postes sont proposés :

- **Ingénieur Produits - Position I ou II :** pour promotion interne et externe des nouveaux produits, coordination technique et gestion des études - Anglais indispensable.
- **Ingénieur Projets - Position II :** pour élaboration de projets techniques complexes : réseaux large bande, réseaux numériques locaux... et assistance technique aux équipes commerciales dans le cadre des ventes FRANCE.
- **Ingénieur Position III :** pour négociation et gestion des marchés d'études. Expérience de vente aux grandes Administrations Françaises indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel
5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

L'une des 1ères Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle

Dans le cadre du développement de sa branche **«Cartes à mémoires et systèmes»** (publiphones, terminaux point de vente, cartes à mémoires produites à raison de plus de 500 000 exemplaires par mois), PAYMATEC SCHLUMBERGER recherche son

Responsable Gestion de Production

Votre mission :

Rattaché au patron de la production, vous êtes responsable de la bonne rentabilité de cette production : vous devez donc prendre toutes les mesures nécessaires auprès des différents services (fabrications interne et externe, achats, ingénierie, qualité...) pour planifier les commandes et assurer les suivis de production et les délais de fabrication. Homme de communication et de négociation vous savez recueillir et transmettre l'information auprès de toutes les personnes concernées.

Vos atouts :

- *une formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce,*
- 3/4 ans d'expérience, de préférence en milieu industriel,
- *une disponibilité importante.*

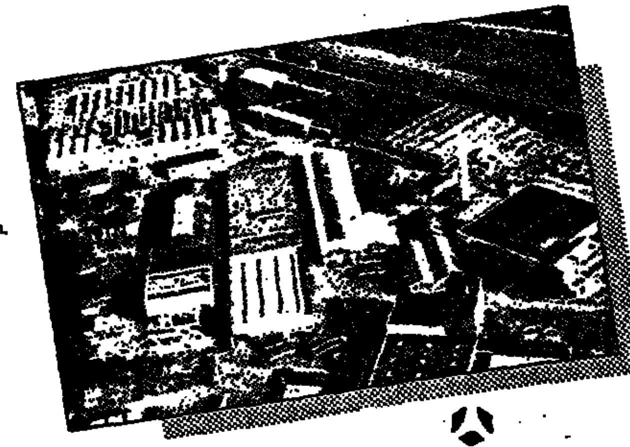
Nous vous offrons :

- l'impact d'un poste en pleine mutation, au sein d'une équipe dynamique,
- la possibilité d'être «moteur» sur l'un des plus grands marchés des
- années futures, marché où PAYMATEC s'impose avec des produits
- sophistiqués de haute technologie,
- de réelles possibilités d'avenir au sein d'un groupe novateur.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC
Schlumberger

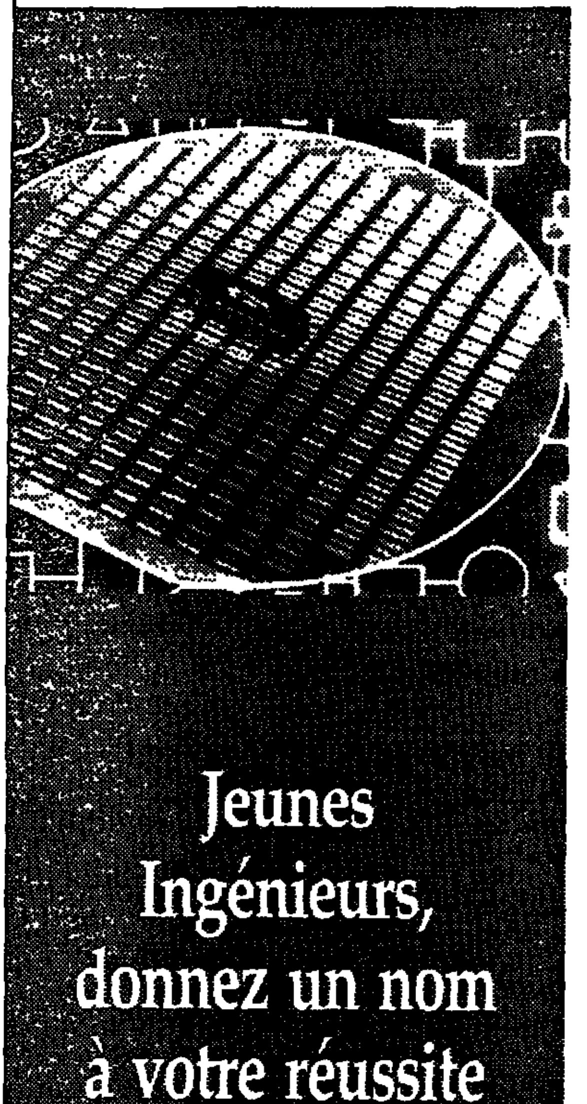
Ingénieur, devenez le patron de notre atelier émaillage.



THOMSON-CUIVRE, filiale du Groupe THOMSON S.A., spécialisée dans le tréfilage et l'émaillage des fils de cuivre recherche un ingénieur de fabrication.
Responsable des résultats d'un atelier d'une centaine de personnes, vous en serez le gestionnaire aux plans techniques et humains.
Dans un environnement technologique performant, vous participerez aux projets de développement.
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez déjà réussi une expérience d'encadrement de production et souhaitez aujourd'hui évoluer vers des responsabilités plus globales.
Réfléchi et organisé, vous êtes un homme concret et doué pour les relations humaines. Ce potentiel et la réussite dans votre mission vous permettront d'accéder à des responsabilités plus importantes au sein de notre société ou du groupe.
Le poste se situe près de Compiègne.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à THOMSON-CUIVRE, Direction du Personnel, BP 30, 02301 Chauny.

THOMSON-CUIVRE

DEPUIS 28 ANS, L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS



Jeunes Ingénieurs, donnez un nom à votre réussite professionnelle.

Pionniers dans les domaines de l'électronique de pointe, c'est parce que nous avons un passé que nous savons réfléchir et préparer votre avenir.
Notre société vous donne la possibilité d'exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation, au sein de notre division SEMICONDUCTEURS.

INGENIEURS DES VENTES réf. SC/0286/1 M

Ingénieurs, vous avez 2 à 3 ans d'expérience de la vente industrielle, si possible de produits de haute technologie, et vous souhaitez rejoindre une société dans laquelle la vente est un tremplin d'évolution reconnu (vers des responsabilités commerciales, de produits, etc...).
Responsables de la gestion et du développement d'un portefeuille-clients sur un segment de marché précis -Télécom, Aérospatiale, Informatique...- vous commercialisez l'ensemble de nos produits : micro-processeurs, circuits personnalisés...

RESPONSABLE D'ANALYSE MARKETING réf. SC/0286/2 M

Essentiel à la compréhension de notre environnement et à notre évolution, vous aurez dans ce poste à analyser les données Marketing par marché, à en examiner les tendances. Vous apportez votre contribution à la réflexion du management en lui présentant les synthèses.
Vous devez avoir une bonne connaissance et un goût prononcé pour l'informatique et la rigueur des chiffres.
Vous avez une formation du type Sciences Economiques, IEP, ENSAE, et une expérience de 2 ans en prévisions économiques dans l'industrie de pointe.

SERVICE CLIENT

Interface entre nos centres de production européens et nos clients, le Service Clientèle est le maillon représentant la qualité de service de Texas Instruments France.
Au sein du Département Marketing, et doté de moyens informatiques puissants, il se fixe comme objectif : satisfaire à tout prix le client.

CHARGE DE SERVICE CLIENTELE réf. SC/0286/3 M

En collaboration avec les chefs de produits, vous apporterez des solutions à tous les problèmes de commandes et de livraisons de nos clients.
Vous assurerez le meilleur suivi des commandes et des livraisons «just in time».
Outre une très bonne connaissance de l'anglais, vous pratiquez les systèmes informatiques, vous êtes diplômé d'une école commerciale et disposez d'une première expérience.

ASSISTANTS DE SERVICE CLIENTELE réf. SC/0286/4 M

Assistant du chargé de service clientèle, vous le supportez dans toutes ses fonctions.
Vous serez plus particulièrement amené à travailler sur l'informatique et le réseau interne de communication T.I. afin d'obtenir les informations sur les commandes dont vous aurez besoin.
Vous avez un BTS ou DUT de Gestion Techniques de commercialisation et vous êtes attiré par l'informatique.
Vous êtes attiré par l'informatique, et vous avez réellement le souci du service et le goût du contact client.
Tous ces postes basés à Vélizy nécessitent une excellente mobilité et une bonne connaissance de l'anglais.
Ingénieurs des Grandes Ecoles ou diplômés d'Ecoles de Commerce qui voulez donner un nom à votre réussite professionnelle, n'oubliez pas que c'est parce que nous avons un passé que nous savons préparer votre avenir.
Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane-Saulnier - 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

TEXAS INSTRUMENTS

média-system

PHILIPS ECLAIRAGE recherche

JEUNES INGENIEURS

• bureau d'études - NEVERS
fabrication de matériels d'éclairage.

Mécanicien de formation, il sera responsable d'un groupe de 2 à 3 dessinateurs BTS-DUT.
Il devra être capable d'étudier seul un projet complet répondant à un cahier des charges et de rechercher des adaptations optimales sur le plan technique comme économique.

• organisation industrielle - NEVERS
fabrication de matériels d'éclairage.

Il prendra en charge le suivi de l'amélioration de la productivité (machines et process) : amélioration des temps, coûts et suivi technique... en étroite collaboration avec la Production, l'Industrialisation et la Qualité.

• en maintenance - CHARTRES

Pour un centre industriel hautement mécanisé, spécialisé dans la fabrication de lampes automobiles.

Pour ces postes, une première expérience dans le domaine industriel et une bonne maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires pour de jeunes ingénieurs de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Pierre DUTOT - CDLME - 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt cedex.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE
par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL
Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

CONTESSE

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS

Jeune ingénieur, futur chef de projet

Paris. Cette société en croissance régulière (1.200 personnes, 1 milliard de C.A. en 85) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de consommation industrielle. Pour contribuer principalement au développement de l'informatisation de ses 3 usines (IBM 4361, base de données relationnelle, infocentre...), elle crée un poste de chef de projet.

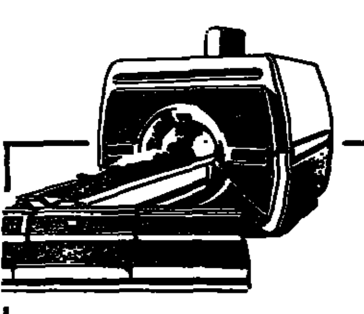
Placé sous la responsabilité du chef du service informatique (équipe de 10 personnes), il a pour mission d'une part la conception, le suivi de la réalisation et la mise en place d'applications nouvelles basées sur des progiciels (gestion de production, nomenclature, stocks...), d'autre part l'étude de l'évolution des applications existantes. Il a de nombreux contacts avec les utilisateurs et les assiste en matière d'organisation. Il se déplace fréquemment dans les usines (20% à 30% du temps).

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un jeune ingénieur (grandes écoles, ENSI) **débutant** ou ayant 1 à 3 ans d'expérience en industrie, désireux d'acquérir une expérience en informatique et en gestion d'entreprise avant d'évoluer vers d'autres fonctions.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous référence C040/M à Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Membre de Syntec



THOMSON-CGR
L'Électronique au service de la santé

*Société multinationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie Médicale**. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie. Nous recherchons pour les services études de notre "DIVISION TUBES et DÉTECTEURS" au sein de la direction Industrielle du Groupe, un*

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ENSAM, UTC option mécanique...

- *Vous êtes débutant ou avez une première expérience...*
- *Vous avez le sens de la conception et en même temps de l'Imagination...*
- *Vous habitez Grenoble pendant 1 an puis en Région parisienne...*
- *Vous êtes libre très rapidement...*

Alors, vous êtes celui qui participerez à la conception et à la réalisation d'un sous-ensemble important appartenant à un équipement de diagnostic médical. Ce projet sera mené en collaboration avec une société grenobloise.

Il est bien entendu que la mécanique et la technologie des matériaux font partie de votre spécialité.

*Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à Mme DELWAIDE – **THOMSON-CGR** – 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.*

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

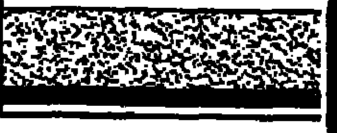
HAVAS CONTACT

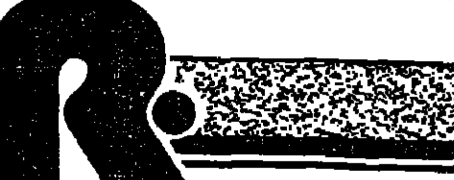
ROCKWOOL-ISOLATION S.A.
Deuxième fabricant européen de fibres minérales
recherche pour son siège parisien son

CHEF DE DEPARTEMENT INFORMATIQUE ET ORGANISATION

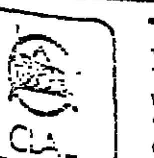
De formation supérieure (Ecole d'ingénieurs, MIAGE, IIE, CNAM...) il devra justifier d'une première expérience significative de l'outil informatique et plus précisément de l'environnement IBM 38 réseau et micro.
Homme de dialogue, ouvert sur toutes les composantes de l'organisation, il aura pour mission principale de générer et superviser la réalisation des projets (informatique, bureautique, organisation) jusqu'à leur mise en place en étroite relation avec les différentes directions de la société et disposera pour cela d'une équipe de 3 personnes.
Motivé par la fonction, il aura cependant pour ambition d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein de l'entreprise.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à
ROCKWOOL-ISOLATION S.A. - Direction du personnel
48/50, rue Albert - 75013 PARIS





ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE



Le Monde # SECTEURS DE POINTE Le Monde

Faire que l'entreprise respire

C'est le challenge Burroughs, le vôtre demain. Le challenge que Burroughs, un des leaders mondiaux de l'informatique, numéro 3 en France, propose à des

ingénieurs commerciaux

De niveau Bac + 4, vous êtes avant tout un commercial confirmé (2 ans minimum) dans le domaine informatique; ou vous avez une pratique de la vente aux grands comptes.

ingénieurs technico-commerciaux

Ingénieur de formation ou Miagiste, vous êtes débutant ou possédez déjà une première expérience.

Nous voulons vous voir réussir, parce que nous savons que c'est la clé de notre réussite. Pour prendre contact, écrivez à Isabelle Sommet - Burroughs - Direction des Relations Humaines, bd de l'Oise, 95015 Cergy Pontoise Cedex.

Burroughs

CONTESSE

BANQUE HERVET

dans le cadre de son développement actuel recherche pour sa

direction informatique :

CHEF DE PROJET

(Réf. DI/86/101)

Ingénieur ayant de 3 à 5 ans d'expérience bancaire dans un environnement BULL grands systèmes (IDS 2, DM4 IP...).

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(Réf. DI/86/102)

De formation supérieure de type MIAGE ou MST, bénéficiant d'une expérience professionnelle de 2 ans, de préférence dans le secteur bancaire.

Ces postes sont à pourvoir à notre Centre Administratif de FUSSY, situé près de BOURGES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à BANQUE HERVET - Centre Administratif de FUSSY, Direction des Relations Sociales et du Personnel, B.P. 126, 18003 BOURGES CEDEX.

Pain Champs

Génie Chimique - Electro-Métallurgie

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

DELACHAUX est une multinationale à taille humaine 850 personnes pour 500 MF de CA.

L'un des six métiers de l'entreprise est la fabrication de métaux par procédé alumino-thermique. L'engagement récent d'importants investissements en production implique la création d'un poste de jeune ingénieur qui assistera le Chef de Production dans la mise au point de nouveaux produits et la conduite de la fabrication.

Nous recherchons, si possible, un jeune ingénieur diplômé débutant ou avec une première expérience qui ait une formation en Génie Chimique et/ou en Electro-Métallurgie.

Les perspectives de carrière au-delà d'une réussite dans ce premier poste peuvent être très motivantes et variées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous la réf. 139 N à H.B., 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

igh tech pour exprimer

*N*otre Division Acquisition et Enregistrement, en forte expansion, impliquée dans des projets à l'avant-garde de la technologie, est avant tout une équipe de techniciens et d'ingénieurs compétents et exigeants. Une structure où l'évolution est favorisée par le potentiel humain, la capacité à responsabiliser rapidement de jeunes ingénieurs, la simplicité des contacts.
Notre Département enregistreurs d'essais situé à Vélizy recherche un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES MÉCANICIEN

mécanique de précision

*D*ans le cadre de projets technologiques de pointe sur des enregistreurs à têtes tournantes, vous aurez la responsabilité des choix techniques pour la mise au point mécanique du tambour de l'enregistreur.
Vous assurerez ensuite l'industrialisation du produit.
Vous êtes ingénieur grande école mécanique, débutant ou avec une première expérience en mécanique de précision.
Votre maîtrise de l'anglais et vos connaissances en électrotechnique sont des atouts supplémentaires.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous réf. 3888 à ENERTEC, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy.

média-system

ENERTEC
Schlumberger

En Février 1986 c'est 200 ingénieurs

Nous recrutons pour notre activité engineering
(process-imagerie-robotique)

INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS

Réf. HS

2 ans minimum d'expérience microprocesseurs-logique-analogique

JEUNES INGENIEURS LOGICIEL

TEMPS REEL et INDUSTRIEL Réf. RM

Faites parvenir votre candidature en précisant la réf. choisie à
R. MASSART - **Société INFI**
ZA Economique - 78220 VIROFLAY.

JEUNE MANAGER INFORMATICIEN

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez choisi l'informatique par goût, et vous y avez évolué rapidement. Vous êtes encore jeune mais déjà vous avez l'expérience de l'encadrement, soit parce que vous avez coiffé les études, soit parce que vous avez été à la tête de projets de bonne envergure. Cinq années d'expérience minimum vous ont donné une vision globale de l'organisation et de l'informatique ; elles vous ont convaincu de la nécessité d'être très orienté "utilisateurs" et de décloisonner les disciplines.

Nous vous proposons d'être un adjoint du Directeur Informatique et Administration. Vous devrez évaluer l'existant, structurer les projets, et étudier les solutions les plus adaptées à une entreprise efficace.

Cette société se trouve à Paris. Elle est la filiale d'un groupe européen connu dans le domaine bureautique pour ses applications dans des technologies de pointe. Une connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre C.V. et d'indiquer votre salaire actuel à notre conseil (Réf. VCO/2), un premier contact sera établi très rapidement - INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN

Depuis plus de dix ans, notre SSII connaît un développement fort et très régulier. Elle compte aujourd'hui 4 agences et 190 collaborateurs.

Ses caractéristiques : professionnalisme et excellente image de marque dans le domaine de la haute technologie.
Ses activités : création de produits, conception de logiciels, diffusion de matériels, services, formation.

Dans le cadre de notre croissance, et pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons un

ingénieur commercial

DEPARTEMENT INDUSTRIEL à ORSAY

Informatique et électronique sont vos deux passions. Diplômé G.E., vous possédez obligatoirement une expérience professionnelle (soit technique, soit commerciale), et vous connaissez particulièrement bien les problèmes :

- *d'acquisition et traitement du signal,*
- *de développement de cartes à microprocesseurs.*

En liaison avec des équipes de haut niveau, vous serez chargé de proposer et négocier des solutions en terme de logiciels et de matériels. Votre réussite à ce poste vous permettra de prendre rapidement place parmi nos leaders.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à :
Mme GOUFFIER - CMG - ZA de Courtabœuf - B.P. 38
91942 LES ULIS Cedex

Organisation et Publicité

devenez notre responsable informatique en Côte-d'Ivoire

Nous sommes une importante entreprise de distribution (1600 p.), filiale d'un groupe français. Venez prendre en main à Abidjan le système informatique décentralisé (BURROUGHS B 1900, B 96 et B 20) qui est notre outil de production, conseiller le Directeur général, animer l'équipe de dix analystes de talent qui assure les développements et mettre en place des moyens que nécessite notre extension à l'échelle du pays.

Ingénieur Grande École ou Universitaire, votre bagage technique et votre expérience de cinq à dix ans acquise dans la gestion vous permettent de vous imposer d'emblée par votre compétence.

Notre consultant, J. TALLIEU,
vous remercie de lui écrire (réf. 4773 LM),
à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde **SECTEURS DE POINTE** Le Monde

BANQUE HERVET
dre de son développement actuel
recherche pour sa
ction informatique :
CHEF DE PROJET
STE-PROGRAMMEUR
BANQUE HERVET

UNE INGENIEUR
E PRODUCTION

infi
1986 c'est 200 ingénieurs
D'ETUDES ELECTRONICIENS
3 INGENIEURS LOGICIEL
IPS REEL et INDUSTRIEL

eur commercial
NT INDUSTRIEL à ORSAY

C.V. lettre manuscrite et prétentions à :
R - CMG - ZA de Courtabœuf - B.P. 38
91942 LES ULIS Cedex

EMERAUDE - ESPRIT - EUREKA
LE GROUPE EUROSOFT ECRIT L'HISTOIRE.

Nous sommes un Groupe d'ingénierie informatique, en constante progression, de plus de 350 personnes.

Nous recherchons dans le cadre du développement de nos activités :

Des professionnels motivés par l'informatique de pointe

pour travailler dans les domaines suivants :

- **Intelligence artificielle**
- ***Génie Logiciel.***
- **Robotique - Productique Applications CAO**
- **Télécommunications/Espace**
- **Simulation - Logiciels embarqués**
- **Systèmes d'armes**
- **Gestion**
- **Bureautique**
- **Télématique**

Ces postes impliquent :
- une formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou universitaires (Bac + 4 ou 5))
- une expérience de quelques années dans les domaines similaires
- des compétences techniques :

matériels : DEC - BULL - HP - IBM (36,38) - MOTOROLA - INTEL - ZILOG
Systèmes d'exploitation : VMS - UNIX - PROLOGUE - VM/CMS
Langages : ASSEMBLEURS - PASCAL - C - LTR - LISP - PROLOG - ADA - GAP III.

Poste basé en région parisienne et province (Toulouse, Nantes, Lannion, Valenciennes).

Pour prendre contact adresser lettre manuscrite + CV sous référence BX 101 à : M.F. PAPILLARD Groupe **EUROSOFT** 38, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

EUROSOFT

Objectifs :
QUALITE ET CROISSANCE
Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuées est en forte croissance.
Il double tous les 3 ans.
BULL TRANSAC s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.
Notre Direction Technique recherche un

Chef de Projet en Génie Logiciel
H/F

Dans le cadre d'un programme ambitieux de renforcement de nos moyens en génie logiciel (réseau de plusieurs super-minis pilotant 150 stations de travail évoluées), il sera chargé de concevoir et de mettre en place une structure moderne de gestion technique des logiciels en cours de production. Cette structure est construite autour d'un serveur bibliothécaire de logiciels.

Ingénieur diplômé, vous possédez une expérience concrète (5 ans minimum) en développement de logiciels système, et vous avez les principaux atouts pour réussir :
- une réelle maturité de chef de projet,
- une rigueur méthodologique alliée à une forte motivation pour les techniques modernes de développement de logiciels,
- si possible, une expérience concrète en bibliothécaires de logiciels et en SGBD relationnels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. X1M à Michèle Corbineau,
BULL TRANSAC, 1 à 7 rue Ampère
91343 MASSY Cx

Bull

ingénieur
passionné de marketing industriel

160.000 / 200.000 F

Le GROUPE est français, son C.A. consolidé est supérieur à 5 milliards de francs. Ses résultats sont excellents. Dans son secteur d'activité, il se distingue par une stratégie résolument orientée vers la création et la mise sur le marché de produits originaux à haute valeur ajoutée, une réelle vocation exportatrice et une forte croissance.

Au sein de l'équipe PRODUITS NOUVEAUX intervenant pour l'ensemble du groupe, il se verra confier la responsabilité des Études de Marchés d'une ligne de Produits Spéciaux de haute technologie et de forte rentabilité. Cela le conduira à suivre tous les développements du marché de ces produits tant en France qu'à l'étranger en étroite collaboration avec les 3 partenaires que sont le Centre de Recherche, les Usines et le réseau Technico-Commercial.

Ce poste vivant et évolutif, impliquant curiosité intellectuelle, sens critique, réflexion à long terme, initiative et diplomatie, conviendrait à un INGÉNIEUR diplômé MINES, CENTRALE, ESPCI, A et M, ENSI... possédant une expérience d'environ 2 ans, acquise de préférence dans le Marketing, le Développement ou la Vente de Produits Industriels. La vocation internationale du groupe exige une excellente pratique de l'Anglais.

Les dossiers de candidature sous réf. 3159 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

LES MOYENS DE RESTER LE PREMIER

Sur le Marché MONDIAL, ***STEIN HEURTEY*** conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. **Pour rester le premier nous augmentons nos équipes et recherchons pour notre** Service Mécanique un :

INGENIEUR MECANICIEN

Vous aurez l'entière responsabilité de la partie mécanique de nos produits : de la **conception** à la **réalisation.**
Chaque nouveau projet - ***mécanique lourde*** *- a ses propres spécificités et demande une* ***innovation*** et une créativité constantes.
Vous êtes *ouvert aux techniques de la* **CAO** dont vous ferez votre outil de travail quotidien.
Ingénieur Mécanicien Diplômé, vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans la conception d'équipements mécaniques lourds. Vous maîtrisez **l'anglais** et la connaissance d'une autre langue est un plus.
Des perspectives d'évolution au sein de notre Groupe existent pour un candidat à fort potentiel.

STEIN HEURTEY Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martin Duverne STEIN HEURTEY - BP 69 - 91002 EVRY CEDEX

Debis

Références

entreprises saunier duval
groupe st. gobain

Filiale du Groupe SAINT GOBAIN, nous sommes l'un des leaders européens en électricité et instrumentation (4500 personnes - 1,4 milliard de C.A.). La forte croissance de notre activité «Automatisme et Systèmes» nous amène à renforcer nos structures en recrutant :

Chef de projet
Informatique et Automatismes industriels

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs), vous justifiez d'une expérience significative *(3 ans) dans le développement de projets* en contrôle *industriel* (mini, micro et automatismes).
Nous vous proposons de participer à la conception des systèmes (choix spécifiques et définition des architectures matérielle et logicielle) et de vous impliquer dans la réalisation et *l'intégration* des projets (planning, *coûts, contacts utilisateurs) en supervisant une* équipe.
Ce poste nécessite, outre la connaissance des sites industriels, des qualités d'animation, d'autonomie et un véritable savoir-faire en système de conduite de procédés.
(Réf. MSC/SDE/CP)

Ingénieur d'affaires

Dans le cadre d'importants projets de conduite de procédé, vous serez chargé d'intervenir comme conseiller dans les études préliminaires, de négocier les contrats et de gérer les *projets en relation avec les responsables techniques.*
Ingénieur diplômé (ESE, INSA, ENSAE), vous avez acquis, au cours d'une expérience de 5 *ans comme* Chef de *Projets en informatique industrielle*, la capacité à manager des équipes et les connaissances techniques indispensables dans la mise en œuvre de systèmes TEMPS REEL, en automatismes et informatique industrielle.
Ce poste vous permettra de participer à la stratégie produits/marchés de l'entreprise et de mettre en valeur vos qualités relationnelles. (Réf. MSC/SDE/IAF)
Lieu de travail : proche banlieue ouest.
Serge CIQUIE *vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence* du poste choisi.

Groupe de dimension internationale, SAFT (4000 personnes - 10 établissements en France) est le spécialiste des géné*rateurs d'énergie électrique autonome pour les secteurs de* haute technologie (Electronique, Aéronautique, Espace...).

Dans le cadre d'un nouveau schéma directeur Informatique et Organisation, nous *souhaitons décentraliser certains domaines de notre système d'information en particulier la* gestion de production. Dans cette optique, nous créons le poste de

Chef de projet MM/PM
Gestion de Production Décentralisée

Collaborateur immédiat du Chef du Service Informatique, vous interviendrez dans chaque *établissement pour mettre en place, en liaison étroite avec les utilisateurs, un système de* gestion de production (MM/PM sur HP 3000) tenant compte des spécificités de chaque *unité de fabrication.*
Vous serez, en particulier, chargé de négocier les cahiers des charges et les spécificités Hard et Soft puis contrôlerez les adaptations logicielles et la mise en service des systèmes.
De formation supérieure (Ingénieur, Miage), vous pourrez, dans ce poste clé, valoriser une expérience d'environ 5 ans qui vous a permis d'acquérir une expertise en gestion de production sur MM/PM.

Ce poste est basé à *BORDEAUX où se trouve le Service Informatique* Central. Il implique de fréquents contacts avec les établissements, situés *principalement dans le Sud-Ouest.*
Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature *sous la référence MBR/SA/CP.*

COMPAGNIE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION
TOTAL FRANCE

recherche pour sa Direction Informatique dotée d'un important réseau d'ordinateurs (IBM, BULL, SFENA) :

Ingénieurs Grandes Ecoles
Option informatique - *DEBUTANTS OU 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE*

Les candidats seront appelés, après une formation appropriée, en fonction de leur niveau et de leur expérience :
- soit à s'intégrer dans des équipes de projets pour assurer la conception et les développements d'applications de gestion orientées vers des systèmes transactionnels sur ordinateur IBM, BULL ou SFENA avec utilisation de bases de données,
- soit à participer aux études pour favoriser l'utilisation de techniques nouvelles en matière de bureautique, micro-informatique et télécommunications.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements éventuels en province.
Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la *référence MBR/TO/IN.*

MEDIA PA

Ordis - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

CADRE de FORMATION PROFESSIONNELLE
Salaire : 150 000 à 175 000 francs/an
Vous êtes TECHNICIEN de l'Informatique HARD : sur Micro, Mini et Gros Système
le centre Yves BODIGUEL recrute
son FORMATEUR EN MAINTENANCE

Le niveau D.U.T., 5 ans d'expérience professionnelle dans une ou plusieurs entreprises.
Lieu de travail MEUDON-LA-FORET.
Le travail consiste à participer en équipe à la formation professionnelle d'adultes dans les métiers de la maintenance soit en formation continue, soit en stage agréé d'un an.
La compétence technique et des aptitudes à l'enseignement seront appréciées par un essai professionnel, des tests et les entretiens.

Ecrire avec C.V. et Photo à FGMM/CFDT, 5, rue Mayran - 75009 PARIS qui transmettra

PLURIAL

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

Nous sommes une jeune entreprise née de la fusion de grands groupes internationaux.
Notre dynamisme nous positionne déjà parmi les leaders de notre spécialité : les automatismes industriels.
Nous recherchons pour nos unités Sud-Ouest et Rhône-Alpes :

Informaticien responsable des moyens matériel et logiciel de base Ref. M/IG1

Charge de la gestion technique des moyens informatiques (matériel, logiciel, normes, interface avec les sous-traitants).

Informaticien responsable des applications Ref. M/IG.2

Pour optimiser, avec les utilisateurs, les solutions logiciel et progiciel et améliorer la qualité des applications, dans une optique "Infocentre".

Generalistes ou d'orientation technique en informatique de gestion, vous débutez ou possedez une premiere experience en conduite de projets, commercial ou technico-commercial.
Pédagogues et autonomes, vous savez conseiller les equipes dans les domaines de la micro-informatique et de l'informatique de gestion.

Responsable assurance qualité logiciel Ref. M/IQ.1

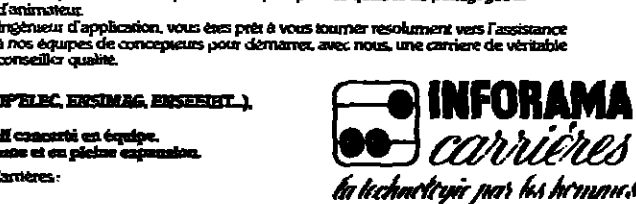
Pour assister les groupes de developpement logiciel à l'utilisation et a la mise en place des standards de qualite logiciel.

Ingenieur generaliste, option informatique, vous avez 2 a 3 ans d'expérience en conception et developpement de logiciels en S.S.I.I. et vous connaissez des outils de genie logiciel.

Vos compétences techniques sont étayées par vos qualites de pédagogue et d'animateur.
Ingénieur d'application, vous êtes prêt à vous tourner resolument vers l'assistance à nos équipes de concepteurs pour démarrer, avec nous, une carriere de véritable conseiller qualité.

Pour tous ces postes, vous êtes ingénieur informaticien, diplômé d'une grande école (SUPELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT...), ou universitaire de haut niveau.
Mobile et maitrisant bien l'anglais, vous êtes créatif et entreprenant, motivé par un travail concerté en équipe.
Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution au sein d'une structure souple, jeune et en pleine expansion.

Merci d'ecrire sous la référence choisie, avec prétentions et photo à notre Conseil Inforama Carrières : 24, rue de Metz, 31000 Toulouse.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

Ingénieur pour développer nos fibres de demain

Filiale du groupe Saint-GOBAIN, nous sommes le leader européen de la fibre de renforcement. 4 000 personnes, nous réalisons au plan mondial un CA de 2,5 milliards de francs. Notre centre de recherche de CHAMBERY est le premier d'Europe dans ce domaine. Nous recherchons un ingénieur de développement pour mettre au point les matériaux qui répondront demain aux attentes du marché.

En étroite collaboration avec nos clients, vous concevez les solutions utiles qui correspondent aux cahiers des charges. Détectant et anticipant les besoins, vous adaptez et faites évoluer nos techniques et nos matériaux. Responsable, de 2 à 3 petites équipes de techniciens à la compétence reconnue, vous organisez et réalisez les essais et tests de qualification. Vos perspectives d'évolution dans le groupe sont largement ouvertes et diversifiées.

28 ans environ, ingénieur plutôt mécanicien, vous avez une expérience de 2 à 3 ans d'essais ou de recherche appliquée dans une entreprise de transforration des plastiques ; vous avez aussi si possible de bonnes bases de Rhéologie. Rigoureux et précis, vous n'en êtes pas moins créatif. Homme ou femme de communicaton, vous avez le goût du travail en équipe et le sens de l'animation. Vous parlez anglais et si possible allemand. Le poste est basé à Chambéry.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous réf. 1325 M. Nous vous assurons confidentialité et réponse. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Dans le cadre du renforcement des unités d'Etudes Logiciel situées en Région Parisienne, Bull Systèmes recrute des

INGENIEURS LOGICIEL

- Venez partager avec nous l'esprit d'équipe et relever avec GCOS 7 les défis des très grands systèmes d'exploitation :
  - offrir la puissance nécessaire à un réseau de plusieurs centaines d'utilisateurs simultanés,
  - assurer la sécurité des grandes bases de donnés,
  - donner la facilité d'emploi d'un micro.
- Vous avez ou non une première expérience suite à une formation universitaire ou grandes écoles option informatique, vous avez une connaissance de l'anglais technique.
- Nous vous offrons l'occasion de développer votre expérience et d'accéder au niveau supérieur d'expertise technique en vous intégrant dans de petites équipes (4 à 8 ingénieurs logiciel) responsables dans toutes les activités concourant à la réalisation du logiciel (de l'architecture au support), et dans les grands domaines techniques : noyau du système, télécommunications et réseaux, interactif, transactionnel, atelier de génie logiciel, langages, bases de données (rélationnelles...), technologie du logiciel, modélisation, qualité métrologie, ergonomie du logiciel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 112 M à :

Gérard GOYER - Bull S.A.
PC 1L009D - 94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20

Spécialiste système de paiement

Dans un grand GROUPE BANCAIRE.

Diplômé de l'enseignement supérieur avec de solides connaissances en informatique, vous avez une première expérience en système de paiement. Un grand Groupe Bancaire vous offre un poste de spécialiste système de paiement.

Au sein d'une equipe chargée d'assurer le support technique de tous les problèmes liés aux systèmes de paiement et de retrait par carte à piste magnétique et à microprocesseurs, vous aurez pour mission de :
- *participer aux travaux de certaines instances techniques professionnelles de définition et de normalisation des systemes (architecture, matériel, sécurité),*
- *assurer les contacts permanents avec les fournisseurs de matériel et de logiciel,*
- *aider les membres de notre Groupe a la mise en œuvre des moyens retenus par la Banque et le Commerce.*

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et rémunérations actuelle en précisant sur l'enveloppe la ref. 3762 M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE DISTRIBUEES

Nous recherchons, pour étoffer notre stratégie de **MARKETING INDUSTRIEL**, des

RESPONSABLES PRODUCT PLANNING

pour nos produits : • **TERMINAUX,** • **CONCENTRATEURS**

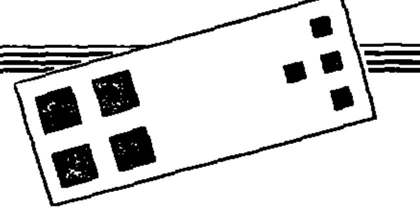
Nous vous confions :
- la **coordination opérationnelle** de l'ensemble des développements menant à la commercialisation de nos produits.
- l'élaboration des **argumentaires de vente** face à la concurrence,
- **l'apport de solutions concrètes** et complémentaires au niveau du MARKETING MIX.

Ces 2 postes s'adressent à des ingénieurs ayant une expérience **Marketing,** ou **Commerciale** ou **Technique.**

Vous apportez une **connaissance du marché** et **des standards informatiques** qui vous met très au fait de l'état de l'art. Vous avez de plus, une bonne maîtrise de l'anglais.

Un créneau qui vous intéresse ? C'est sans doute pour vous le moment de nous rejoindre. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre man., photo et prét.) s/réf. 4961 à DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN



Notre société est l'un des leaders mondiaux en matière d'électronique de pointe.
Pour accroître encore notre capacité innovatrice et renforcer notre développement, nous recherchons aujourd'hui des ingénieurs confirmés, capables d'animer et motiver leurs équipes.

Un Ingénieur d'études

Jeune Supelec ou Telecom, vous êtes débutant(e) ou possédez déjà une première expérience technique en électronique et opto-électronique.

Nous vous proposons de participer à nos nouvelles études de liaisons optiques, à très haut débit avec ou sans modulation électro-optique, ou de liaisons à détection hétérodyne.

Ces études vous permettront de travailler sur des projets d'avant-garde, et ceci en liaison avec d'autres établissements de haute technologie. Réf. 2055 M

Le Responsable du montage des composants silicium

Diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieurs en micromécanique, optique ou électronique, vous possédez de solides connaissances en métallurgie et physique des semi-conducteurs.

Vous avez déjà une expérience d'environ 5 ans dans le montage de composants semi-conducteurs.

Prenez la responsabilité de notre atelier de montage des composants silicium (circuits intégrés, photo-détecteurs...) ! Votre sens de l'expérimentation, votre rigueur et votre esprit méthodique vous permettront d'optimiser nos techniques en respectant nos critères de qualité et de coût. Homme ou femme d'organisation et de management, vous disposerez ainsi d'une large autonomie. Réf. 2058 M

Un Ingénieur de développement

Responsable d'un groupe de techniciens, vous serez chargé(e) du développement de nouveaux produits dans le domaine de l'assemblage de composants électroniques et optiques.

Ingénieur diplômé(e) d'une Grande Ecole ou titulaire d'un D.E.A., vous possédez une bonne expérience en physique des solides, et avez quelques connaissances en mécanique.

Un bon sens des relations humaines sera nécessaire pour réussir dans ce poste. Réf. 2057 M

Un Ingénieur d'atelier

De formation Ingénieur Grande Ecole (Arts et Métiers, INSA...) ou titulaire d'un DEA, vous avez déjà assumé des responsabilités dans un atelier de fabrication, de préférence dans le domaine de l'assemblage de composants électroniques et optiques. Vous avez ainsi l'expérience du management des hommes en milieu industriel.

Venez prendre en main l'organisation et la gestion de l'un de nos ateliers de fabrication et veiller à l'amélioration de la qualité et de la productivité, dans le cadre d'une technologie de laboratoire. Réf. 2056 M

Pour ces postes, basés en banlieue sud de Paris, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en indiquant la référence choisie, à

SOURCES
144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

Important Groupe Industriel recherche pour son siège à PARIS (activité **INGÉNIERIE**)

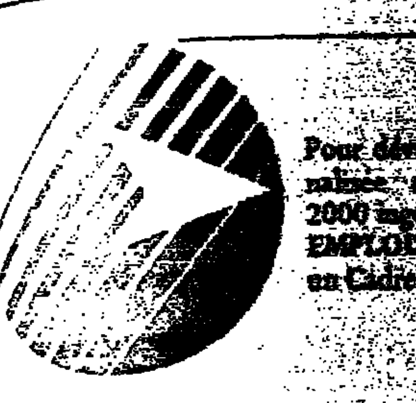
RESPONSABLE AUTOMATISMES

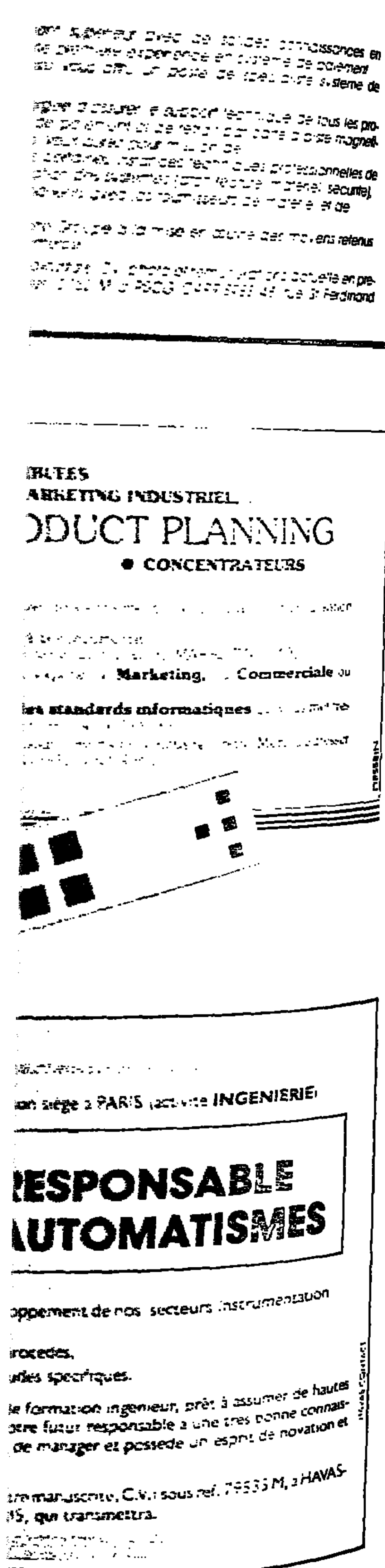
Ce poste polyvalent recouvre :
- la **prise en charge** du programme de développement de nos secteurs Instrumentation et Automatisme.
- la **réalisation** des systèmes intégrés à nos procédés,
- leur **commercialisation** dans le cadre d'études spécifiques.

35-40 ans, homme de contact et négociateur, de formation ingénieur, prêt à assumer de hautes responsabilités d'encadrement et de décision, notre futur responsable a une très bonne connaissance des Automatismes, une solide expérience de manager et possède un esprit de novation et d'anticipation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous réf. 79533 M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

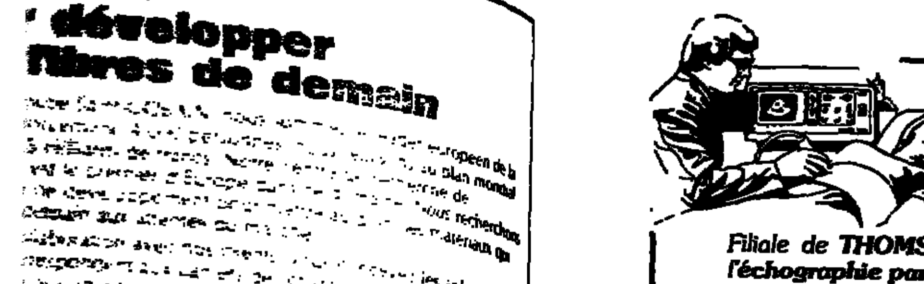
HAVAS CONTACT




ᴵme de paiement

ɪESPONSABLE
ᴀUTOMATISMES

SECTEURS DE POINTE



CGR ULTRASONIC

Filiale de **THOMSON-CGR**, *nous sommes spécialisés dans* ***l'échographie par ultrason*** *et recherchons un*

INGÉNIEUR D'ÉTUDE
formation ENST, ESE...

Débutant ou ayant une première expérience (pos. I ou II).

*Vous participerez au sein d'une équipe, à l'étude d'ensembles électroniques (analogiques, numériques, matériel ou logiciel) dans le domaine de l'****imagerie médicale*** *(échographie).*

Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser C.V. et photo à **CGR ULTRASONIC** – *9, chaussée de Paris, 77104 MEAUX.*

THOMSON ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

UNILEVER RESEARCH & ENGINEERING

Unilever, 1ère société mondiale de produits de grande consommation, opère au sein de marchés très concurrentiels. C'est par l'innovation et l'optimisation des produits et des systèmes de production que passe le développement de nos positions.

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT PROCESS ET PRODUITS ALIMENTAIRES
première étape pour une carrière internationale

Colworth, Laboratoire de la Division Recherche et Ingénierie, situé en Angleterre près de Bedford, est un des plus grands centres mondiaux spécialisé dans le domaine de l'alimentation (produits surgelés, boissons, épicerie fine, produits carnés).

Vous y opérerez dans différents domaines du Développement Manufacturing :

- **Process de Fabrication** (études de faisabilité, prototype d'usines et de système de fabrication).
- **Packaging.**
- **Etudes expérimentales et théoriques** sur le comportement produit durant le process.
- **Mécatronique** : développement de systèmes de production informatisés et flexibles.

Vous êtes issus d'une Grande Ecole spécialisée ou généraliste (INA, ESPCI, ECP...) avec peut-être, c'est un plus, une première expérience professionnelle.

Votre anglais est courant.

Déterminés et ouverts, vous êtes prêts à vous développer dans un contexte international (500 sociétés dans le monde) jusqu'au plus haut niveau de management industriel.

UNILEVER FRANCE SERVICES, Recrutement des cadres, 8 av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08. Réf. II/86 M

CURRICULUM

Pour développer une gestion personnalisée des ressources humaines, 2000 ingénieurs et cadres, le Service EMPLOIS et CARRIERES recherche un Cadre (H/F) pour :

La Gestion Prévisionnelle des Ingénieurs et Cadres

Sa responsabilité est engagée dans la gestion et le suivi d'environ 600 ingénieurs & cadres, répartis entre plusieurs établissements en région parisienne et en province.

Il prend directement en charge avec les responsables le SUIVI des EMPLOIS, des PROMOTIONS, des REMUNERATIONS, des CARRIERES, de la FORMATION.

Au sein de l'équipe il collabore à la conception et à l'amélioration des outils de gestion : systèmes d'appréciation, évaluation des fonctions, détermination des rémunérations, gestion prévisionnelle.

Diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce ou de l'université, il a une expérience acquise en milieu industriel de 5 ans.

Fortement motivé par la fonction sociale, il a des idées, de la rigueur, des qualités personnelles d'écoute et de communication pour favoriser et entretenir les contacts au sein du groupe.

Ce poste est à pourvoir dans la Banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1306/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

PARTENANCE ANNONCES

Une nouvelle dimension pour un chef de projet confirmé.

De formation supérieure (Grande Ecole ou Université), vous conduisez depuis 5 ans des projets de gestion, de préférence dans une entreprise industrielle et commerciale. La pratique de la méthode Merise vous est familière.

Donnez une nouvelle dimension à votre carrière en éprouvant votre compétence technique et votre potentiel d'évolution au sein de notre grand Groupe dans un environnement informatique répartie et DPS 7.

Nous voulons vous confier nos applications relevant du domaine de l'administration générale : comptabilité générale et analytique, plans, budgets, trésorerie, etc.

A vous de les optimiser et de les faire communiquer avec les autres domaines de notre système d'information.

Pour cela, vous aurez à concevoir, analyser et suivre la réalisation de nouveaux développements et, en liaison avec nos différents centres de production, à coordonner les procédures.

Les responsabilités que vous serez amené à assumer à ce poste vous permettront d'élargir vos compétences. Les opportunités d'évolution ne manquent pas dans notre groupe.

DATAID SELECTION GROUPE DATAID

Ce poste est basé à la Défense.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence CP 605M à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.

...CALVÉ

ASTRA CALVÉ (1600 personnes, 3,5 milliards de francs de CA, corps gras alimentaires), société française du Groupe Unilever, développe son propre système informatique avec matériel et logiciels de pointe I.B.M.

Créez aujourd'hui notre informatique de demain

Chef de projet bureautique
Réf. VI/86/1M

Vous achèverez la définition de notre plan bureautique et assurerez sa réalisation opérationnelle complète.

Votre action portera sur :
- les études d'organisation intégrant la communication entre les services (messagerie électronique, traitement de texte, outils d'aide à la décision, minitel, ...)
- la formation des utilisateurs, leur assistance.

Vous avez impérativement une expérience bureautique.

Administrateur de données
Réf. VI/86/2M

Vous créerez la fonction, participerez à la sélection du dictionnaire et des systèmes de base de données. Vous en assumerez la mise en place, la gestion, l'évolution, la sécurité.

Vous avez eu impérativement l'expérience d'un système de base de données dans l'environnement IBM grands systèmes.

A une formation grande école scientifique ou de gestion et à une première expérience professionnelle informatique d'au moins 4 ans, vous ajouterez une personnalité affirmée, des qualités de persuasion et une bonne connaissance de l'anglais.

Votre développement au sein du Groupe sera à la mesure de votre réussite dans l'une de ces fonctions.

Recrutement des Cadres - UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé, 75384 PARIS CEDEX 08.

CURRICULUM

---

la bonne filière des grands comptes

en tant qu'**INGÉNIEUR COMMERCIAL,**
la MICRO-INFORMATIQUE ou les COMPATIBLES IBM 32/70 n'ont plus de secret pour vous.

En début de carrière, vif, entreprenant, curieux, vous êtes prêt à vous investir pour devenir rapidement CHEF DES VENTES.

C'est ce parcours actif que vous propose une **Société de distribution de matériel informatique** (région parisienne) en pleine expansion. A titre d'information, votre salaire sera ajusté à votre expérience.

Maintenant à vous d'écrire sous référence 58660 à notre Agence Conseil PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Ingénieur Technico-Commercial
H-F

Filiale d'un des leaders mondiaux de la chimie, nous réalisons en France un chiffre d'affaires proche de 5 milliards, dont 40% viennent de la production française.

Nous recherchons pour notre Agence de Paris (Stains, 93) un Ingénieur Technico-Commercial qui sera chargé de la promotion et de la commercialisation d'une **gamme de pigments.**

De formation supérieure (Chimique ou Commerciale), il aura une expérience de 2 à 5 ans dans les colorants, les pigments, les peintures ou les encres.

La connaissance de l'allemand est vivement souhaitée.

La politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci de préciser la réf. 705 dans la candidature (CV + prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Nobel, Cédex 03, 92080 PARIS LA DEFENSE.

DESSEIN

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.

Relevez le défi de demain et rejoignez nos centres de compétences.

Chef de Projet H-F

Dans le cadre d'un *contrat de recherche européen* (**Programme Esprit**), nous vous proposons de diriger une équipe de Recherche et Développement pour la réalisation de logiciels bureautiques dans un environnement de stations multi-fenêtres sous UNIX (document multi-mode).

De formation scientifique et technique Grande Ecole, ce Responsable Projet doit avoir la maîtrise du développement logiciels et l'habitude des contacts à différents niveaux, en France comme à l'étranger (Angleterre, Allemagne, Italie).

Nous lui demandons, en outre, de posséder une bonne maîtrise de l'Anglais.

Adressez dès maintenant votre dossier de candidature sous réf. CP/8601, à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac, leader européen, s'impose dans ce secteur très porteur.

Nous recherchons plusieurs

Ingénieurs Logiciel H-F

Grande Ecole — Option Informatique

Votre expérience du développement (3 à 5 ans) dans le domaine des logiciels de base (système d'exploitation, transactionnels) ou des Télécommunications, (BSC, SNA, DSA, ISO) nous intéresse.

Nous vous confierons la responsabilité de développement de nouveaux produits de grande diffusion - matériels basés sur les Microprocesseurs **Intel 8086** et **Motorola 68000.**

Les candidats motivés et souhaitant acquérir une référence de premier plan dans un environnement dynamique et en expansion peuvent nous adresser dès maintenant leur dossier de candidature. A terme nous leur proposerons une évolution vers des fonctions d'animation ou d'encadrement technique d'ingénieurs.

Ecrire en précisant la réf. IL/8601 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

CORNING FRANCE

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux grâce à la place privilégiée accordée à la Recherche et l'Innovation technologique, recherche

Ingénieurs productique

débutants ou première expérience

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous êtes specialisé dans l'Automatisme ou l'Informatique industrielle et voulez poursuivre votre carrière dans ce domaine.

Intégré à une structure d'usine et en relation étroite avec les départements centraux d'informatique et d'ingénierie, vous participerez dans un premier temps aux projets d'automatisation des différentes lignes de fabrication.

Ultérieurement vous prendrez en charge des programmes d'informatique industrielle qui seront déterminants pour l'avenir de nos unités. Vous poursuivrez votre carrière au sein du groupe aussi bien dans des fonctions de spécialisation que dans des postes d'encadrement puis de management.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Postes basés à proximité de Fontainebleau/Nemours.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. IPM à Corning France, Direction du Personnel, 44 avenue de Valvins, 77211 Avon Cédex.

media-system

Nous sommes un ***Groupe Industriel de renommée internationale*** disposant de techniques d'avant-garde.

Vous êtes

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

avec au moins **3 ANS D'EXPÉRIENCE** en **AUTOMATISME** et **RÉGULATION,** et un niveau **BTS - DUT.**

Votre expérience et vos connaissances dans ces domaines vous permettront d'assurer la mise au point, le démarrage des automates de process et des chaînes de régulation de nos ensembles industriels.

Vous bénéficierez d'une formation spécifique de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 79486 M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

ingénieur chimiste ou équivalent

Société de Parfumerie-Cosmétologie implantée en Normandie, Filiale d'un Grand Groupe Français, offre à un jeune ingénieur chimiste l'opportunité de renforcer son équipe Recherche et Développement.

Doté d'une expérience minimale de 2 à 3 ans dans une fonction similaire, rattaché directement au Responsable des laboratoires, il sera plus spécialement chargé de l'établissement et du maintien des dossiers techniques en conformité avec la Législation en vigueur, du suivi de la gestion informatisée de la documentation et participera à la mise au point des formules de produits cosmétiques.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 85.853, à :

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

MONDIAL ASSISTANCE

Toute l'assistance

Nous sommes un groupe français de services, leader sur son marché, en plein développement.

Nous proposons à nos clients un éventail de prestations d'assistance technique et médicale adaptées à leurs besoins. Nous recherchons un

ANALYSTE PROGRAMMEUR H/F

pour intégrer une équipe chargée de l'élaboration, du développement et de la maintenance d'applications de gestion dans un environnement multisite.

De formation DUT, BTS ou équivalent vous avez 3 ans d'expérience dans une fonction similaire en entreprise, et vous connaissez le système d'exploitation UNIX et le langage C.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions) sous référence AP 86 à

Mondial Assistance, Service du Personnel
8, place de la Concorde - 75381 Paris Cedex 08

SOURCES

Société Internationale secteur automobile, filiale française d'un groupe important (1 600 personnes - 500 MF CA - 5 usines) recherche pour le département des Yvelines

un ingénieur motoriste

BILINGUE/ANGLAIS

pour responsabilité au sein du service technique pièces détachées moteur.

Expérience minimum 5 ans en service Après-Vente constructeur ou activité similaire.

Connaissances de l'allemand appréciées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 11439 qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

DE L'AUDACE, TOUJOURS DE L'AUDACE !

Filiale du groupe SG2, SG2 Industries est une SSII de 250 personnes.

Dans cette entité à taille humaine, notre équipe très soudée obtient de francs succès dans la réalisation d'applications informatiques spécifiques, auprès des grandes entreprises industrielles.

JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

rejoignez-nous ! Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez acquis une expérience commerciale depuis 2 ou 3 ans chez un constructeur ou dans une SSII orientée si possible, vers les Grands Comptes.

Si vous êtes imaginatif, audacieux, à même d'établir des rapports étroits avec des responsables de haut niveau dans le milieu industriel, vous évoluerez rapidement au sein de notre Société.

Venez développer chez nous vos talents créatifs, et satisfaire votre goût du challenge. Ecrivez-nous sous réf. CEB/LM/02 à :

SG2 INDUSTRIES
64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS

SG2 industries la maîtrise de l'informatique

BULL
Etablissement d'Angers
l'un des premiers fabricants européens de circuits imprimés multicouches complexes recherche pour sa Direction Technique un

INGENIEUR PHYSICO CHIMISTE de Haut Niveau

Ingénieur diplômé + DEA ou Doctorat, vous serez responsable des **Procédés de traitement de surface des Circuits Imprimés Usinés.**

Rattaché au responsable méthodes CIU vous animerez une équipe de 3 à 5 techniciens.

Aussi fortement motivé par le management que par l'aspect technique du poste, vous évoluerez rapidement.

A moyen et long terme, de larges perspectives d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull.

N'hésitez pas à envoyer votre candidature à :

BULL S.A.
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 Angers Cedex

Bull

---

ingénieur A.R.I.S.T.

Un organisme public recherche un Ingénieur Responsable de l'Information Scientifique et Technique de l'Agence Régionale Ile-de-France (Pôle de Pontoise - 95).

Sa mission est double :

1. Action Commerciale auprès des P.M.I.

Analyse des besoins, des potentialités des entreprises régionales. Propositions : - d'informations documentaires (banque de données) - d'études et d'enquêtes de marché ou enquêtes techniques - d'aides au développement : • de la propriété industrielle (Brevet et Marque) • de la normalisation (AFNOR) • à l'innovation (ANVAR).

2. Action de Conseil et d'Etude

Etude technique ou économique (étude de marché) : - par approche documentaire - par enquête dans les milieux scientifiques, industriels ou organismes tertiaires.

Recherche : - d'axes de développement de l'entreprise - de renseignements sur les caractéristiques des matériaux, sur des procédés de fabrication, sur les débouchés commerciaux (France et Etranger) - de modernisation des appareils de production de l'entreprise.

Quelle que soit sa spécialité, cet ingénieur généraliste de tempérament dynamique doit avoir un esprit ouvert à tous les domaines des sciences, des techniques de production et des technologies. Il doit faire preuve de qualités relationnelles et être "bon vendeur".

Formation : CENTRALE, MINES, ENSEA, SUP. ELEC., A.M. (de préférence, formation double Electronique et Mécanique).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.C.I.I. Service du Personnel - 21, avenue de Paris - 78011 Versailles

Organisation et Publicité

Ingénieurs HF
Synthèse-Production

Ils sont chargés de traiter les problèmes industriels de plusieurs affaires et de coordonner la mise en fabrication série de matériel aéronautique sous l'aspect : coût - délais - qualités . . .

Sa mission l'amène à travailler en liaisons étroites avec les services Conception, centre de production et sociétés extérieures.

Ce poste peut convenir à un Ingénieur de formation généraliste (A et M - IDN - ENSI - INSA . . .) débutant à 2 ans d'expérience, motivé par les problèmes industriels et les relations dans l'entreprise.

Les capacités de synthèse et de méthode, le sens du compromis sont des qualités utiles pour réussir dans cette fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1304 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

SILICONE

Ingénierie informatique temps réel

PARIS-GRENOBLE

- **Ingénieur Télécom**
  2 à 3 ans expér. souhaitée projet High Tech. Grenoble.
- **Ingénieur Logiciel**
  Déb. à 2 ans expér., 68000, C, Pascal, UNIX, logic tps réel. Grenoble et Paris.
- **Ingénieurs Matériel**
  Déb. à 2 ans expér., conception mat. et log. Grenoble.

Pour tous ces postes, il est exigé un diplôme grande école.

Envoyer C.V.,
SILICONE - Chemin-des-Prés, ZIRST 38240 MEYLAN.

OUEST DE LA FRANCE

INGENIEURS DEBUTANTS B.T.P.

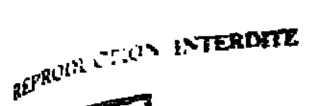
Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole, animés d'une volonté farouche d'entreprendre et de vous battre...

Nous vous offrons un métier prenant où la maîtrise de la technique, de la gestion et de la communication seront vos atouts.

Vous êtes motivés, ensemble nous réussirons.

Filiale d'un Groupe d'envergure internationale, des évolutions de carrière à la mesure de vos ambitions pourront vous être proposées.

Adressez votre dossier de candidature avec lettre, CV, photo et rémunération sous référence 3972/M à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Un directeur commercial pour un secteur d'avenir : la communication d'entreprise.

La communication d'entreprise est notre activité, de la publicité de recrutement à la communication interne. Un domaine passionnant, en pleine mutation, où nous sommes reconnus comme de véritables spécialistes.

Notre développement nous amène à créer le poste de Directeur Commercial. Sous l'autorité du Président, vous dirigez, animez, formez et coordonnez une équipe de chefs de publicité. Vous assurez aussi les relations avec les clients et la Presse.

Vous êtes diplômé d'études supérieures et possédez une excellente culture générale et économique. Vous avez une expérience réussie de responsable commercial et souhaitez un poste pleinement opérationnel, impliquant plus une personnalité affirmée qu'une formation spécifique.

Notre appartenance à un groupe de communication leader vous permettra d'envisager un réel développement de carrière si vous réussissez.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. M 25 à M. Gautier - 149, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra. Une discrétion totale vous est garantie.

En première ligne...

Directeur d'Usine

Aix en Provence

Notre entreprise, rattachée à un groupe français est spécialisée dans la conception et la fabrication de machines spéciales réalisées à la commande pour les industries nucléaires, informatiques et l'armement.

Vous serez en première ligne car vous prendrez en main la gestion et la rentabilité de notre unité de Provence qui fonctionne en centre de profit autonome (120 personnes, CA : 40 MF)

Vous animerez un personnel de haute qualification, vous assurerez l'interface entre le commercial, les BE et la fabrication, vous mettrez en place des méthodes d'organisation de production neuves et performantes.

Vous avez 34 ans minimum, une formation d'ingénieur orientée vers la mécanique et les automatismes, mais vous êtes surtout un manager habitué à rechercher la meilleure productivité. Une expérience de la gestion d'importantes fabrications unitaires serait un atout ainsi que la connaissance de l'anglais.

Ecrivez à notre Conseil

Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération sous réf. 3141M

65 Avenue Kléber, 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

D.P.C. Strittmatter

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF et FINANCIER

NOUS SOMMES les premiers en France, les troisièmes en Europe pour le développement photos et recherchons notre **DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER.**

Rattaché à la Direction Générale, il rassemblera sous sa responsabilité l'ensemble des dispositifs comptables : comptabilité générale, analytique, contrôle de gestion, analyse des coûts et des prix de revient, mise en place des budgets et tableaux de bord, gestion de trésorerie.

Il sera responsable de l'ensemble informatique de gestion et du système de facturation.

VOUS AVEZ une solide formation financière et vous avez su faire passer votre compétence, votre rigueur et votre sens du management dans des fonctions similaires pendant plusieurs années.

Vous avez pratiqué le contrôle de gestion, l'analyse des coûts, la mise en place et la surveillance des budgets.

Vous avez une bonne maîtrise de l'outil informatique sous l'angle organisation.

Vous souhaitez rejoindre notre équipe de Direction à CAEN.

JMLP Prenez contact avec **JMLP**, notre conseil, et adressez-lui : C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions : à l'intention de M. LEGRAS, réf. 43/74

Péricentre IV, 149, rue de la Délivrande 14000 CAEN

MATTEI
Location de véhicules
recherche pour
RÉGION SUD-EST

DIRECTEUR COMMERCIAL

bac + diplôme école supérieure de commerce + anglais courant + expérience location véhicules, 35 ans environ, bonne présentation.

Adresser lettre, manuscrite avec c.v. détaillé + photo et prétentions à MATTEI direction du personnel
SP 25, 13268 Marseille Cedex 08.

ASSOCIATION (Loi 1901)
Enfance inadaptée - Paris
cherche

DIRECTEUR DES SERVICES COMMUNS

Responsable administratif pour gestion, comptabilité, informatique.

Envoyer C.V., photo, lettre de candidature manuscrite sous n° 7.054 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

DIRECTEUR PLAN DE RÈGLEMENT BANCAIRE BSP-FRANCE

L'IATA recherche des candidats pour le poste de Directeur du BSP-France, basé à Paris. Le candidat sélectionné, homme ou femme, sera généralement appelé à coordonner et administrer les opérations journalières du BSP-France et à assurer que le plan produise une efficacité optimale pour les compagnies aériennes et agences de voyages qui y participent.

Les candidats devront :

- Avoir au moins 20 années d'expérience, au niveau direction, de l'industrie aérienne et/ou des agences de voyages ;
- Etre capables de collaborer au niveau le plus élevé avec les transporteurs aériens et les agents de voyages et faire preuve d'une impartialité et d'une discrétion totales ;
- Posséder parfaitement la langue anglaise ;
- Avoir de solides connaissances de la comptabilité.

Une expérience pratique dans les domaines suivants sera appréciée : systèmes de réservation et d'émission automatique des titres de transport aérien, comptabilité des ventes passages en agence de voyages, comptabilité-compagnie aérienne, informatique. Les activités nécessitent un certain nombre de déplacements dans la zone du BSP, ainsi que des voyages périodiques à l'étranger. Le salaire sera déterminé en fonction de l'expérience et de la qualification.

Les c.v. et prétentions salariales devront être adressés à :
SECRÉTARIAT BSP-FRANCE, C/O ISP FRANCE,
16, rue Forest, 75018 Paris, à l'attention de M. BRIANT.

RACAL-REDAC

Leader en **IAO-CAO ELECTRONIQUE** couvre l'ensemble des logiciels fonctionnant sur une gamme étendue de matériels allant des MICROS aux ARCHITECTURES 32 BITS tous réseaux. La filiale française de ce groupe mondial (45 000 personnes) recherche un

DIRECTEUR DE L'APRES-VENTE

Il aura à : • gérer les contrats : conformité, mise en place, exécution, écarts • diriger et coordonner l'action du SAV • former l'ensemble des techniciens de l'entreprise.

Ces fonctions seront confiées à un **INGENIEUR ELECTRONICIEN**, capable de planifier l'action de son service et d'intervenir à haut niveau de la clientèle. Vous avez acquis une bonne expérience en informatique dans les réseaux type DOMAIN, ETHERNET, etc., ... et possédez une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS.

Merci d'écrire avec C.V. + prét., s/réf. RR/MO1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, av. de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA PA

Société Industrielle en croissance
(50 personnes)
développant des produits à fort contenu technologique
(mécanique, optique et optoélectronique)
recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION

FORMATION INGENIEUR
(A & M, CENTRALE,...)
10 ans d'expérience.

C'est un homme ouvert, rigoureux et méthodique capable d'organiser et de développer l'outil de travail, d'entraîner les équipes, d'améliorer la productivité et la rentabilité économique de l'entreprise pour poursuivre l'expansion rapide de la Société.

Possibilités d'évolution intéressantes pour candidat de valeur.

Lieu : Provence - Côte d'Azur.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. **3787,** qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

Leader français dans le domaine de la fabrication d'éléments chauffants destinés à l'industrie, le nucléaire, l'armement, l'aéronautique

nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le poste que nous vous offrons a déjà fait l'objet de propositions dans la presse. *Pourtant nous n'avons pas encore trouvé l'homme (ou la femme) que nous cherchons.*

La valeur des candidatures que nous avons reçues n'est pas en cause mais **l'expérience de la vente de produits techniques à l'industrie** est indispensable.

Et elle est rare.

Indispensable aussi la capacité prouvée à animer une équipe technico-commerciale importante (la notre représente 40 personnes) et à maîtriser tous les aspects du marketing industriel dans une PME qui crée chaque jour de nouveaux produits.

Indispensable encore, une formation supérieure, technique et/ou commerciale.

Si ces éléments figurent dans votre curriculum vitae, et si vous arrivez aux environs de la quarantaine, nous avons quelque chose à faire ensemble.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à
VULCANIC - J.F. GUITTON
48, rue Louis Ampère - ZI Les Chanoux
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

GABON recrute

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Education nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1986-1987 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathémathiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :

- Constructions métalliques ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique entretien ;
- Electromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normaliens titulaires C.A.P. ou diplôme instituteur pour enseignement 1er degré.

Avantages pour tout personnel : logement gratuit assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités ; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

B.T.S. ou D.U.T.	Indice 325 =	5.728 F.F.
Instituteurs (C.A.P.)	Indice 325 =	5.728 F.F.
Licenciés	Indice 325 =	5.728 F.F.
P.E.G.C.-C.A.E.C.E.T.	Indice 350 =	6.048 F.F.
Maîtrise	Indice 515 =	8.160 F.F.
Certifiés	Indice 665 =	10.080 F.F.

Adresser candidatures AVANT LE 15 MARS 1986 à :
SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de service dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) *Originaux datant de moins d'un mois.*

Renseignements complémentaires par téléphone : 45-25-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. – Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise, avec des clients à convaincre et à satisfaire, des objectifs à dépasser, des idées et des images à défendre, un quotidien et des publications annexes à distribuer. Voilà Le Monde, avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Dopée par l'adversité et la réussite, la Direction des Ventes-France recherche un professionnel de la vente pour devenir

Patron des ventes, de la promotion, et homme du journal à Bordeaux

Au rythme du quotidien, vous vivrez aux côtés des grossistes, auprès des dépositaires, avec les diffuseurs de la Presse, pour "huiler" le circuit de distribution par votre technicité et vos conseils. A l'affût de toute nouvelle vente, vous jonglerez avec les chiffres pour réussir un "réglage", vous innoverez pour dynamiser le routage, vous saurez intervenir en commando, vous oserez des idées de promotion...

Au rythme de la région, vous vivrez à l'écoute des aspirations des lecteurs et des réactions de la concurrence. Vibrant au diapason de la vie économique, sociale, culturelle, vous valoriserez vos actions de promotion et d'image en collant à l'actualité régionale. Homme ou femme du Monde connu des forces vives régionales, vous créerez l'événement - débats, pages spéciales - en partenaire efficace des Rédacteurs et de la Publicité.

Jeune, très disponible - une quinzaine de départements pour vous exprimer - avec une formation commerciale supérieure de type ESC, fier d'une première expérience de la vente, humble et avisé dans la gestion et le contrôle, mais imaginatif et audacieux dans la promotion, adroit et intuitif dans l'animation et les relations, rencontrons-nous pour parler statut, rémunération et avenir.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous Réf. 853 B - 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

ALSTHOM

LA ROCHELLE — recherche

Jeune chimiste

PEINTURES ET COMPOSITES

Jeune ingénieur ou technicien supérieur expérimenté, formation Ecole de Lyon ou similaire, vous connaissez les peintures et composites ainsi que le traitement de surface. Devenez pour ces produits notre

RESPONSABLE METHODES

Votre rôle : • suivre l'évolution des gammes d'applications, des produits ou de leur mise en œuvre • définir les cahiers des charges • assurer les contacts avec nos clients • suivre les essais en laboratoire.

Par ailleurs, en relation avec la production, vous suivrez les essais industriels et mettrez en œuvre techniques et produits nouveaux.

Si vous êtes motivé par ces responsabilités concrètes et évolutives, envoyez votre dossier complet à : ALSTHOM - B.P. 59 - 17001 La Rochelle Cedex

CGE

Organisation et Publicité

BLOIS - IMPORTANT GROUPEMENT COOPÉRATIF RÉGIONAL

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL
FRUITS ET LÉGUMES

pour prendre la responsabilité du développement de ses projets dans ce secteur.

- Expérience indispensable de la commercialisation des fruits et légumes (distribution et industrie agro-alimentaire).
- Poste d'avenir pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au Service du Recrutement

COOPÉRATIVE FRANCIADE

11, rue Franciade - BP 739 - 41007 BLOIS CEDEX

bleu

Recherche SUR LYON

PERSONNE

Niveau maîtrise ou doctorat Sc. sociales ou Sc. humaines ou médecin ou pharmacien ayant connaiss. en informatique, bil. (angl.) en vue création banque de données nationales. Ecrire sous le n° 7052 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE DU SUD-OUEST recherche

EXPERT COMPTABLE (H. ou F.)

Pour direction technique d'un de ses cabinets.

Ecrire sous le n° 7009. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

S.E.V.M.E. INFORMATIQUE

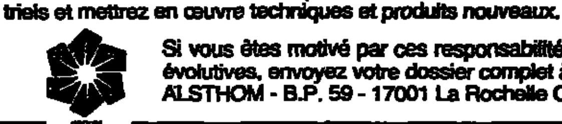
AUBAGNE - T. : 42-82-90-05 recrute URGENT

- 1 ingénieur système confirmé
- 1 ingénieur électronicien de puissance confirmé
- 1 technico-commercial expérimenté.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE recherche pour son centre de vacances : CHATEAU DE GRANES près de CAUSSADE (82)

MAITRE OU MAITRESSE DE MAISON

Ecrire avec c.v. (photo souhait.) et prétentions financières à : M.N.D.G.I. 3, place des Victoires 75098 PARIS CEDEX 08.



SOMMER ALLIBERT

INGENIEUR CHIMISTE

ASSISTANCE TECHNIQUE - INDUSTRIALISATION

SOMMER sa, filiale revêtement du groupe, recherche pour la plus importante de ses usines (900p) située à SEDAN, un Ingénieur Chimiste. Dépendant du responsable des Productions textiles, revêtements aiguilletés et tuftés de sols et murs, il lui sera confié la responsabilité du Service Assistance Technique Usine. A ce titre, il sera chargé d'apporter aux services développement et production textiles, le soutien technique dans le quotidien et participera activement à l'industrialisation des nouveaux produits. La réussite dans cette fonction charnière implique, outre une formation d'ingénieur chimie ou chimie textile, une première expérience (en teinture, impression, non tissés...) ainsi que des qualités de personnalité affirmée. Merci d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité confidentiellement sous la réf. 6807.

à C.A.P. Recrutement
BP. 301 - 08105 CHARLEVILLE

---

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

CORNING

Anwendungstechnik Industrieofenregelung/Sensor-Systeme

Corning ist ein dezentralisiertes, ergebnisorientiertes High-Tech-Unternehmen. In über 25 Ländern engagieren sich ca. 30 000 Mitarbeiter für Entwicklung, Fertigung und Vertrieb hochtechnologischer Glas- und Keramikproduktlinien - vom Katalysator bis hin zum Lichtwellenleiter.

Für unseren erfolgreichen Vertriebsbereich «Sensor-Systeme» suchen wir einen Ingenieur oder erfahrenen Techniker.

Das Ziel der Funktion ist die anwendungstechnische Durchführung von Installationen und Inbetriebnahmen unserer auf Mikroprozessor beruhenden Sensorsysteme. Weiterhin gehört zu Ihrem Aufgabengebiet die Vorführung, Beratung und Personaleinweisung auf der Anwenderseite.

Berufserfahrung auf dem Gebiet der metallurgischen Wärmebehandlung/Industrieofenregelung ist erwünscht. Praktiker mit elektrotechnischem Background sind ebenfalls angesprochen.

Neben einigen Jahren Praxis auf diesem oder ähnlichem Gebiet erfordert das Aufgabengebiet Kreativität, Kommunikationsfähigkeit sowie die Bereitschaft, im Team zu arbeiten. Sie werden u. a. auch ins Ausland reisen und verfügen über entsprechende Englischkenntnisse.

Interessiert ? — Dann sollten wir miteinander sprechen. Einkommen und sonstige Leistungen stimmen. Ihre Bewerbung richten Sie bitte an Corning GmbH Personalabteilung, Abraham-Lincoln-Strasse 30, D 6200 Wiesbaden.

média-system

TERRE DES HOMMES cherche

pour la maternité de son programme en MAURITANIE **Une Infirmière Sage-Femme**

pour son programme en faveur des enfants prisonniers en IRAK.

Un Délégué connaissant la langue pharsi (persan) et si possible l'arabe et l'anglais. Les personnes intéressées demanderont la notice explicative ainsi que le formulaire de candidatures à TERRE DES HOMMES, Service du Personnel, Case Postale 388, CH-1000 LAUSANNE 9.

Cherche universitaires haut niveau pour constituer groupe et collaborer à travail de recherche avec particulier désirant écrire biographie. Formation économie ou sociologie ou sciences politiques. Connaissances problèmes du tiers-monde souhaitées. Agraires, industriels, culturels, etc. Bon salaire en fonction qualification. Libre pour déplacement.

Contrat un an. Ecrire à B 18-115050, PUBLICITAS, CH. 1211 Genève 3.

Dans le cadre des **«CONTRATS DE FORMATION PAR LA RECHERCHE»** financés par le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE,**

le **leti** GRENOBLE (Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Informatique) recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Intéressés par la préparation d'une THESE.

Domaines de recherches proposés :

- Micro-électronique et enregistrement magnétique, affichage, visualisation, capteurs,
- matériaux pour électronique
- robotique, traitement d'images, GBM, instrumentation scientifique.

Téléphoner au 76 88 44 00 Poste 31-11 ou envoyer candidature détaillée s/réf. 40678 à Contesse Publicité 74, rue Béchevelin, 69363 Lyon Cedex 07.

CONTESSE

---

bmb

BERENSCHOT - MORET - BOSBOOM

BMB effectue des études et fournit des services dans le cadre de projets de développement qui se situent en Afrique, en Asie et en Amérique centrale et du Sud.

Pour notre siège aux Pays-Bas nous recherchons

UN REDACTEUR/UNE REDACTRICE

Au sein de notre service "Edition", il/elle aura comme tâche la collation, l'édition et, éventuellement, la traduction de rapports. Les documents traités concernent les sciences économiques et sociales et une variété de sujets techniques. Nos principales langues de travail sont l'anglais, le français et l'espagnol.

Qualifications requises: diplôme de niveau universitaire avec connaissance parfaite d'au moins deux des langues précitées. Expérience dans le domaine de l'édition et/ou la traduction souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé à:

BMB
A l'attention de Mme M. Möller
Boîte Postale 1
5000 AA TILBURG
Pays-Bas

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS
à Munich
recrute

UN TRADUCTEUR

pour la section française de son service linguistique, pour la traducion vers le français de textes allemands et anglais à caractère juridique, économique ou technique.

QUALIFICATIONS : diplôme universitaire de langues vivantes ; une expérience pratique dans le domaine linguistique concerné serait un avantage. Maîtrise parfaite du français et très bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais. Elégance du style, clarté et précision de l'expression et aptitude à acquérir des connaissances techniques et spécialisées.

Comme dans les autres organisations internationales, il est offert pour ce poste un traitement élevé, exempté de l'impôt national sur le revenu, auquel s'ajoute, le cas échéant, diverses indemnités telles que l'indemnité d'expatriation.

Les candidatures doivent être présentées sur le formulaire spécial délivré par l'OEB et parvenir au plus tard le 21 MARS 1986 à l'Office européen des brevets service du personnel, Erhardtstrass 27, D-8000 Munich 2. Téléphone : (089) 2399 4316.

Brüel & Kjaer

Entreprise de renommée mondiale sur le marché des instruments de mesure recherche pour faire face à son développement

UN JEUNE INGÉNIEUR FRANÇAIS

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

pour un poste permanent dans son service de documentation technique. En collaboration avec les ingénieurs d'études et les ingénieurs commerciaux, il participera à l'élaboration de la documentation en français, relative aux appareils Brüel & Kjaer.

Les qualités requises sont :

- haut niveau technique ;
- aisance en français ;
- excellent niveau en anglais.

L'ambiance et les conditions de travail sont agréables au sein d'un service international et pluridisciplinaire, situé à proximité de Copenhague. Diverses orientations de carrière sont offertes de par la taille de l'entreprise.

Adresser curriculum vitae détaillé à :
BRÜEL & KJAER - Bureau du Personnel (Afd. 3) Linde Allée - 2850 Naerum - Danemark. Tél. : (45, 2) 80-05-00.

SOCIÉTÉ NATIONALE PERFORMANTE
recherche pour DOUAI (Nord)

CADRE COMMERCIAL ÉVOLUTIF

Profil :

- diplômé d'études supérieures type HEC, ESSEC, ESCP, IEP, SUP. de Co ;
- esprit de créativité, goût pour les contacts humains et le travail en équipe, initiative et sens des responsabilités ;
- libéré des obligations du service militaire ;
- expérience professionnelle antérieure appréciée.

Mission :

- réalisation d'études de marché, établissement de prévisions de ventes, animation, conception, aide au lancement d'actions commerciales ;
- ce poste permet à un titulaire de valeur d'évoluer à terme vers plus de responsabilités dans l'établissement, par changement de poste, et de lieu de travail.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature, C.V. et photo sous n° 7011, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Développer l'informatique technique

Nous sommes l'un des premiers groupes européens d'ingénierie informatique. Nos implantations de Toulouse et de Nice s'appuient sur des réalisations industrielles de pointe et des projets de haute technologie. Notre division Ingénierie de Systèmes Techniques recherche des ingénieurs pour renforcer ces équipes.

Toulouse Réf. 10684/M

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou titulaire d'un DEA informatique, vous avez acquis deux à cinq ans d'expérience de réalisation de logiciels dans des domaines scientifiques ou techniques et maîtrisez parfaitement au moins un des langages suivants : FORTRAN, PASCAL, COBOL LTP, Assembleur sur Mini-ordinateur.

Nice - Sophia Antipolis Réf. 10685/M

Ingénieur ou universitaire (bac + 5), vous avez acquis une expérience en développement de logiciels temps réel sur micro-processeurs (8086 de préférence). Vous êtes disponible rapidement.

Pour prendre contact, merci d'adresser votre CV ainsi qu'une lettre manuscrite
- sous la référence 10684/M à SEMA METRA 54 bis, rue d'Alsace Lorraine 31000 Toulouse
- sous la référence 10685/M à SEMA METRA Route des Dolines, les Bouillides 06560 Valbonne.

SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex

VILLE DE NIORT
recherche

JOURNALISTE

contractuelle
BAC + 4 (école de journalisme ou cycle de formation en communication)

Expérience professionnelle pour :
animation service information
collecte des informations et rédaction des publications municipales.
Joindre c.v. détaillé à la candidature.

Date limite de prise en compte des candidatures 8 MARS 86.

Candidatures à faire parvenir à Monsieur le Maire de Niort, secrétariat général, 79022 NIORT Cedex.

BORDEAUX

Une grande entreprise du secteur pharmaceutique, intégrée dans un groupe de dimension internationale, recherche pour conforter le développement de son département Contrôle de Gestion

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

CHARGE DE :

- participer à l'élaboration des budgets annuels,
- suivre l'évolution des données budgétaires quantitatives et valorisées et analyser les écarts,
- contribuer en collaboration avec les responsables opérationnels, à l'élaboration, la mise en œuvre, la conduite des actions nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.

Le candidat saura faire preuve, outre ses compétences techniques, de dynamisme et d'aptitude à la communication.

Si vous êtes de formation supérieure (Ecole de Commerce, D.E.C.S. ou équivalent) et justifiez de quelques années d'expérience acquises de préférence dans l'industrie, en comptabilité analytique ou en gestion, votre candidature sera intéressante.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 3127 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CONTESSE

Sucrerie et Raffinerie de Bresles

1/4 H DE BEAUVAIS — 1 H DE PARIS

C.A. : 350 millions — 280 personnes

Nous avons des **RELATIONS CONFIANTES AVEC NOS PARTENAIRES** (761 planteurs). Nous souhaitons les maintenir et même les développer *en recrutant dans le cadre du départ à la retraite du titulaire* actuel du poste

JEUNE INGÉNIEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Vous relèverez du Chef du **SERVICE BETTERAVIER**. Dans un premier temps, vous participerez activement à la gestion informatisée des comptes des planteurs et des achats de betteraves et ventes des coproduits.

Dans un second temps, **vous évoluerez progressivement** vers les missions extérieures du Service : conseils et relations planteurs, achats et récolte des betteraves, approvisionnement de la Sucrerie, etc.

POSSIBILITÉ DE LOGEMENT.

Vous avez une formation supérieure agricole et éventuellement un début d'expérience dans l'agro-alimentaire. Veuillez écrire, sous référence IB 91 M, à notre conseil Richard BÉNATOUIL. – **GROUPE EBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.

Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

Directeur de production Troyes

vachette

Avec 350 millions de francs de chiffre d'affaires, nous sommes la première entreprise Française de serrurerie de bâtiment et d'automobile, solide et profitable.

Nous recherchons aujourd'hui le Directeur de Production de notre usine de Troyes. Il s'agit d'une création de poste englobant la totalité de la fabrication et de la gestion de production.

Responsable d'un effectif de 450 personnes, il se verra confier, en particulier, la mise en place de notre nouveau système de gestion de production informatisée (MRP).

L'homme recherché est un ingénieur diplômé, ayant acquis une expérience significative de la gestion de production et de la fabrication dans l'industrie mécanique de série.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 511 046 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC PARIS - LYON - NEW-YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

WESTFALIA SEPARATOR *Filiale Française (320 personnes)*

d'un des tout premiers constructeurs mondiaux de matériels de centrifugation industrielle et de biens d'équipements d'étables automatisés
Recherche pour son siège à Château-Thierry

SON FUTUR RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS

H/F

Homme d'analyse et d'action, il sera chargé d'organiser et d'animer, en collaboration directe avec la Gérance, les activités administratives des différents services.

Conseil interne, il saura par son dynamisme et ses compétences assister efficacement l'encadrement.

Il assumera des missions variées, liées notamment au contrôle des budgets et des coûts (plans d'investissement, stocks), au choix et au suivi des projets informatiques ainsi *qu'à la gestion du personnel.*

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 27 à *35 ans, de formation supérieure*, type ESCAE, familiarisé avec l'outil informatique, possédant une expérience de 3 ans minimum dans la gestion administrative, sociale et financière, acquise de préférence en site industriel. La pratique de l'allemand est souhaitable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions à :

Westfalia Separator France S.à.r.l.
Service du Personnel - BP 120
02400 Château-Thierry

INSTITUT LAUE-LANGEVIN (I.L.L.) GRENOBLE
organisme de recherche franco - allemand - britannique (500 agents) recherche pour son service de calcul un

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

qui effectuera des travaux du type système et réseau sur matériel digital (DEC 10 et VAX/VMS) et fournira une *assistance aux utilisateurs de ces machines. Il devra justifier* de bonnes connaissances de ces deux types de machines et d'un diplôme d'informatique d'I.U.T. ou autre diplôme universitaire équivalent ou d'une expérience équivalente. Une bonne pratique de la langue anglaise est très souhaitable.

Salaire annuel brut entre 120.000 F et 140.000 F selon qualification et expérience, avantages sociaux, voyage et déménagement remboursés.

Adresser lettre manuscrite et C.V. au serv. du personnel :
INSTITUT LAUE-LANGEVIN
156X - 38042 GRENOBLE CEDEX - FRANCE
(sous la référence ILL 86/01).

OFFRES D'EMPLOIS

Notre division *spécialisée*, partie d'une grande entreprise allemande internationale active dans le domaine de la chimie et de la pharmacie, s'occupe du développement, de la production et de la commercialisation des engrais spéciaux sur le plan mondial. Pour l'extension de *notre équipe actuelle, nous recherchons* des candidats pour la position suivante :

INGÉNIEUR HORTICOLE ou JARDINIER AVEC DIPLOME

avec bonne expérience professionnelle

pour assister notre service de vente en France sur des questions relatives au conseil technique ainsi qu'au marketing de nos engrais spéciaux.

Le candidat doit répondre au profil suivant :

- Nationalité française avec une bonne connaissance de la langue allemande et/ou anglaise ;
- Diplômé d'une école supérieure de l'horticulture, expérience sur le plan *de la fertilisation des plantes ornementale et des plantes de pépinière* ;
- Expérience de marketing, volonté déplacements fréquents, permis de conduire ;
- Bureau à Paris.

Veuillez adresser votre dossier de candidature en langue allemande ou anglaise.

Ecrire sous le nº 7 035 **LE MONDE PUBLICITÉ**,
5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

PHILIPS ECLAIRAGE
recherche

CHEF DU PERSONNEL USINE.

Pour son Unité de 600 personnes située à *NEVERS (fabrication de Matériel d'Eclairage).*
Homme de dialogue, de formation supérieure, le candidat a une expérience de plusieurs années en unité opérationnelle.
Il est familiarisé aux différents aspects de la fonction :
• relations industrielles, • administration du personnel, • communication et animation des hommes.
Il fait partie de *l'équipe de Direction et il bénéficie* de l'appui de la structure des Affaires Sociales du Siège.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au CENOD 60, rue Caumartin 75009 Paris.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE
par la *richesse et la diversité* des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE *représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA* de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL
Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité *des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie* d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

CONTESSE

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS

FILIALE DU GROUPE MATRA
basée en HAUTE SAVOIE, spécialisée dans l'équipement automobile recherche un

DELEGUE COMMERCIAL EXPORT

Profil : 25 ans minimum, première expérience professionnelle à l'export appréciée.
Formation commerciale supérieure.
Anglais/Italien ou Espagnol courants exigés.
Déplacements fréquents à l'étranger.
Ecrire avec prétentions **DAV EQUIPEMENT**
Service Export - BP 85 - 74101 ANNEMASSE.

GRENOBLE
INGÉNIEUR D'AFFAIRES MÉCANIQUE ET PHYSIQUE

Nous sommes l'antenne dauphinoise d'une importante société d'études et réalisation de *machines spéciales, destinées* aux équipement scientifiques et industriels.

Nous recherchons :
UN JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES, de formation A & M ou assimilée, débutant ou ayant acquis une première expérience.
Sous la responsabilité du directeur de l'agence, il aura en charge les affaires depuis la démarche commerciale jusqu'à leur réalisation.

Env. c.v., photo et prét. à M. Prangère, SEIV-DAUPHINE, Zirst, chemin de Malacher. B.P. 146, 38240 MEYLAN.

DIRECTEUR D'HOTEL
2 ÉTOILES
hôtel 80 lits,
situé en station hiver et été Haute-Savoie
recherche

SON DIRECTEUR

Le candidat souhaité sera d'une grande disponibilité, dynamique, rigoureux dans sa gestion, sympathique dans ses relations avec la clientèle et capable de diriger *une équipe. Il devra justifier* d'une expérience dans un hôtel de même catégorie.

Envoyer c.v. et lettre manus. LE MONDE PUBLICITÉ sous nº 7 031
5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

CABINET D'EXPERTS COMPTABLES
recherche

COLLABORATEUR

niveau DECS ou plus.
Lieu de travail : NEVERS.
Ecrire sous le nº 314 741 M LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

UNE IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICE DE MAINTENANCE DE TELECOMMUNICATION
recherche pour *PARIS* :

ASSISTANT DU DIRECTEUR DE LA DIVISION ENGINEERING

Homme ou femme, ingénieur diplômé, il possède une connaissance approfondie des techniques de télécommunication et de l'informatique, ainsi que des transmissions de données et des *réseaux*.

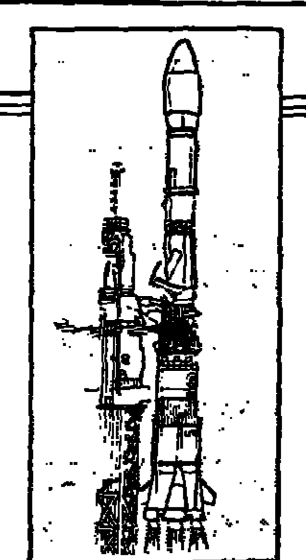
Une expérience de quelques années est exigée.

Il assistera le directeur dans de nombreuses tâches, telles que : participer à la négociation des contrats internationaux, conseiller les succursales dans l'amélioration des services de maintenance, coordonner les actions de maintenance au niveau international et contrôler les performances, développer de nouveaux services, améliorer ou mettre en place les procédures nécessaires au bon fonctionnement de la division.

Une bonne connaissance de la langue anglaise lue, parlée et écrite est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET, 6, rue Lauriston, 75016 Paris, sous référence 8661.

CONTESSE



sep

recherche

SON AUDITEUR INTERNE

Rattaché au Directeur des Affaires Économiques et Comptables.

Il aura pour mission de contrôler au Siège, dans les Divisions et les filiales, le respect des règles comptables et fiscales et la bonne application des procédures administratives correspondantes, de proposer des compléments ou des améliorations de ces procédures et d'étudier les remèdes à apporter aux anomalies constatées.

Formation supérieure de gestion + DECS.

2-3 ans d'expérience minimum dans un cabinet d'audit.

Le poste est à pourvoir au Siège Social à La Défense.

Merci d'adresser C.V. à SEP Service du Personnel, Tour ROUSSEL NOBEL, Cedex N° 3 – 92080 PARIS- LA DÉFENSE.

HAVAS CONTACT

Jeune Conseiller Technique

Imprimerie d'importance nationale (siège à Paris, 2 établissements en province) recherche, pour maîtriser sa croissance un **JEUNE CONSEILLER TECHNIQUE.**

Rattaché au Président Directeur Général, responsable de la préparation et du suivi des dossiers de développement de l'Entreprise (informatique, productivité, création d'usines, développement des compétences et formation des collaborateurs).

Ingénieur, vous avez une expérience industrielle (2 - 5 ans) et êtes attiré par les relations humaines. Si un tel poste est une étape de votre carrière, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 41107 M, à notre Conseil Etienne BLONDEAU.

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
NOUS RECHERCHONS

3 ingénieurs

QUI SERONT BASES SUR NOTRE SITE INDUSTRIEL DE BEAUCHAMP (95)
COMPRENANT 3 USINES ET 5 LABORATOIRES

1 INGENIEUR MAINTENANCE DEBUTANT ACCEPTE

MISSION : dans un premier temps : assister le chef du service maintenance d'une de nos 3 usines du site pour :
- dépannage, modifications, prévention de l'ensemble parc machines,
- réception technique des équipements nouveaux,
- suivi des dépenses de maintenance et consommation fluides,
- liaison avec ingénierie, production,
- superviser, former l'ensemble de l'équipe maintenance,
- maintenir les conditions de sécurité et de travail,
- améliorer la productivité.

Dans un deuxième temps : prendre en charge la maintenance d'une usine et la gestion du personnel s'y rattachant.
FORMATION ELECTRO-MECANIQUE : A.M. - ENSI.

1 INGENIEUR ASSURANCE QUALITE 1re exp. souhaitée

MISSION : définition des niveaux de qualité des produits existants et nouveaux.
Mise en place de la procédure audit qualité et méthodes de qualification.
Assurance aux sous-traitants pour la conformité aux spécifications 3 M.
Détermination des nouvelles méthodes de tests.
FORMATION : ingénieur chimiste : ENSI, UTC...

1 INGENIEUR DEVELOPPEMENT DEBUTANT POSSIBLE

MISSION : développement de nouveaux produits pour notre marché européen par réalisation de prototypes sur machines pilotes.
Travaux en collaboration avec les laboratoires du groupe (européens et américains).
Etablissement des cahiers des charges auprès de nos fournisseurs.
FORMATION : ingénieur chimiste.
Formations, papeterie, plastique ou adhésive souhaitées.
Pratique de la langue anglais vivement appréciée.

Merci d'adresser C.V., lettre et photo (retournée) à : 3 M France, A. Boureau, Avenue Boulé 92520 Beauchamp.

3M

média-system

Pour une logistique efficace un grand patron de son informatique !

Grande distribution. Avec nos 25 Milliards de CA, nos résultats et notre dynamisme, nous comptons parmi les premiers. Notre logistique est le système nerveux de nos entrepôts, plateformes et hypers : elle doit être rapide, souple et optimiser ses coûts. Elle dispose d'outils informatiques à rendre plus performants et réussir une gestion en temps réel !

Pour préciser nos objectifs : pas trop de travail en chambre... vous êtes sur le terrain, assimilez notre état des lieux, vous recherchez les moyens les plus adéquats pour les organiser et les gérer. Vous concevez des systèmes adaptés et compatibles, les faites coopter par les différents utilisateurs et notre informatique Groupe.

Vous êtes nécessairement Ingénieur (Centrale, SUPELEC, etc) et vous avez une double expérience réussie en informatique et logistique d'au moins 5 ans. Nous attachons beaucoup d'importance à votre approche très pragmatique des problèmes, à votre goût d'entreprendre, à votre sens du dialogue et de l'animation.

Merci après nous avoir lu d'adresser votre dossier sous réf. M/602 à notre Conseil :

CD **Cécile Dargeou**

24 rue du Pont 92200 NEUILLY S/SEINE.

SOURCE

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE

implantée en France et à l'Etranger, comptant une clientèle de premier plan dans les secteurs Publics et Privés recherche pour renforcer SON DEPARTEMENT CONSEIL DANS LE DOMAINE FINANCIER

Ingénieurs en Organisation

Sciences Po (Eco. FI) - H.E.C. - ESSEC - 3 à 6 ans d'expérience

Mission : Chargés de valoriser, d'orienter et développer les activités de Conseil et d'Ingénierie dans certaines branches professionelles (établissements financiers, assurances...), vous serez responsable de l'étude préalable au dossier que vous rédigerez en apportant les solutions aux problèmes d'organisation de nos clients dans les domaines de l'informatique, la bureautique, la télématique, la monetique.

Profil : Agés d'environ 30 ans vous avez dejà une première expérience similaire et vous avez participé en tant qu'organisateur ou utilisateur à la conception d'un système de gestion informatisée. Méthodique, vos qualités rédactionnelles ainsi que votre facilité de contact, votre ouverture d'esprit et votre dynamisme seront indispensables à votre évolution dans la société.

Adresser C.V., lettre et photo sous référence 2/C/M, à :

centi profile

Sieglinde Boch, Centi Profile
128, rue de Rennes 75006 Paris

Conseil en Recrutement Informatique

FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET DES MAITRES D'OUVRAGES

GROUPE DE 1er PLAN AUX ACTIVITES TRES DIVERSIFIEES DANS LE SERVICE FINANCIER, NOUS RECHERCHONS TROIS

CHARGES D'AFFAIRES

Basés à Paris (réf. 4962), à Lyon (réf. 4963) ou à Lille (réf. 4964), ils auront pour mission de renforcer notre présence auprès des entreprises et des maîtres d'ouvrages publics et privés (Chambres de Commerce, Sociétés d'économie mixte, collectivités locales, entreprises...), étudier leurs projets d'investissement et proposer les services financiers adaptés. Ces postes s'adressent à des diplômés de Grandes Ecoles, d'environ 30 ans, justifiant d'une expérience réussie dans une fonction technique, commerciale ou financière si possible dans le secteur BTP.
Les candidats seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à très haut niveau et leurs capacités à assumer une très grande délégation de responsabilités.
Nous les remercions d'adresser leur candidature avec CV et prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

recherche pour son Département Industriel

- ***pour PARIS***
  - **INGÉNIEURS** connaissant VAX sous VMS
  - **INGÉNIEURS SYSTEME** UNIX pour implantation d'UNIX sur gros et mini ordinateurs
  - **INGÉNIEURS DÉBUTANTS** pour participer à de gros projets (automatisme, génie logiciel, logiciel embarqué).
- ***pour BORDEAUX***
  - **INGÉNIEURS** expérimentés, connaissant assembleurs (68000, 8086 ...), LTR.
- ***pour PAU***
  - **CHEFS DE PROJETS** HP 1000, HP 9000, connaissant FORTRAN.

Envoyer dossier de candidature selon poste choisi :
– PARIS : 53, bd Sébastopol 75001 - tél. 42.36.50.18
– SUD OUEST : 86, Chemin Lafon 33160 St Médard en Jalles - tél. (16) 56.05.10.30
Les candidats pourront être reçus à Paris.

Adjoint au directeur des achats

Homme de dialogue, vous êtes un professionnel de la négociation des achats ; votre formation de niveau BAC + 2 est complétée par une expérience réussie d'acheteur dans la branche soins, cosmétiques et produits de luxe.

Vous souhaitez procéder aux appels d'offre, aux négociations et suivi des objectifs de prix, qualité et service.

Pour intégrer notre équipe achats à PANTIN, merci d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, à Bertrand-Pierre ECHAUDEMAISON - PARFUMS BOURJOIS - B.P. 173 - 93503 PANTIN Cedex.

BOURJOIS
P A R F U M E U R

MEDIA PA

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour l'un de ses laboratoires situé en Banlieue Sud

UN MEDECIN PRODUIT

Responsable de la mise en place et des études cliniques de PHASE IV d'un produit à visée cardiologique, il devra également participer activement à la formation des visiteurs médicaux et à la rédaction des documents scientifiques concernant sa gamme de produits.

Expérience hospitalière en cardiologie au niveau Chef de Clinique. Possibilité de travailler quatre jours par semaine

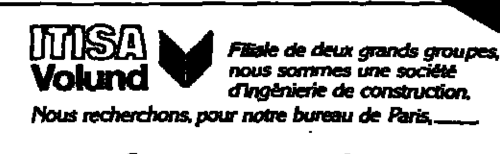
Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 94 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON

Pierre Lichau S.A.

PHARMACO-TOXICOLOGUE

Centre de recherche, région parisienne recherche jeune **pharmaco-toxicologue** pour développer recherches fondamentales et appliquées en toxicologie. Formation : pharmacien, vétérinaire, médecin, docteur Es-sciences Expérience 1 à 2 ans dans le domaine de la toxicologie.
Adresser CV et tirés à part des publications sous réf. 2787 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CONTESSE



Filiale de deux grands groupes, nous sommes une société d'ingénierie de construction.

Nous recherchons, pour notre bureau de Paris,

Ingénieur d'études

*Ingénieur Arts et Métiers, ENSI ou équivalent, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans les domaines thermique, aéraulique et manutention.
A 35 ans minimum, vous souhaitez concrétiser votre ambition et prendre en charge d'importants projets.*

*Nous vous proposons de participer à la conception et à la réalisation d'usines d'incinération.
Vous en surveillerez la construction, le bon achèvement et la mise en service.*

Ce poste nécessite de fréquents déplacements en Province.

L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'envoyer lettre + CV + photo + prétentions, à Itisa Volund, 2 rue des Colonels Renard 75017 Paris.

média-system

eune Conseiller Technique

centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

stique efficace
on de son informatique !

argeou
200 NEUILLY S SEINE

INGENIERIE INFORMATIQUE

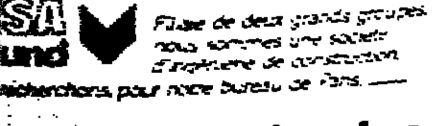
en Organisation

H.E.C. - ESSEC - 3 à 5 ans d'expérience

centi profile

t au directeur des achats

BOURJOIS
PARFUMEUR



génieur d'études

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

RANK XEROX

RANK XEROX est un leader au succès international et dont les produits utilisent les technologies les plus avancées.
Environ 5000 personnes réparties en 6 unités, concourent à la fabrication d'équipements de bureautique pour une clientèle mondiale, au sein de la Division Industrielle Européenne. Celle-ci peut offrir des opportunités de carrière, *au cours des 5 prochaines années, à de*

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

ayant au moins deux ans d'expérience, quel que soit leur titre.
L'essentiel pour eux, sera de convaincre de leur aptitude à exercer dans l'avenir des fonctions importantes dans la société. Leur premier poste peut se situer dans tout site européen. Le salaire, fonction de l'âge et de l'expérience, dépassera 130 000 F/an auxquels s'ajoutent les avantages maison.
Il est impératif de parler couramment anglais.

Veuillez adresser votre candidature complète avec CV et prétentions à Christian Rousseau, Directeur du Personnel et des Services Généraux à Rank Xerox, Zone Industrielle, 59960 Neuville en Ferrain.

média-system

Rejoindre la Direction des Relations Sociales de notre siège parisien

CADRE EXPÉRIMENTÉ FONCTION PERSONNEL

Cette filiale d'un très grand groupe industriel français emploie 3 500 pers. et possède 10 unités de production. La Direction des Relations Sociales basée au siège à Paris souhaite renforcer son équipe.

Le candidat recherché est âgé d'environ 35 ans, il est diplômé d'enseignement *supérieur. Il a acquis, dans un environnement industriel et de préférence sur le* terrain dans une unité de production, une vue globale de la fonction. Il possède une expérience pratique de la paye, de la gestion des contrats de travail et des effectifs, de l'application de la législation sociale et des relations avec les partenaires sociaux.

Les conditions offertes sont susceptibles d'intéresser des professionnels de valeur. Il existe au sein du groupe et de ses filiales de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 19/881 J à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEUR GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES
Attirés par une carrière dans le domaine des systèmes ou des réseaux s/haut de gamme IBM
Ecrire :
78-80, avenue Gallieni
Tour Gallieni n° 1
93174 BAGNOLET CEDES
ou téléphoner :
43-60-13-54 ou 55.

MECANIQUE DES FLUIDES ET DES STRUCTURES

BERTIN & CIE, Première Société Privée Européenne de Recherche et d'Applications Industrielles sous contrat recrute dans le cadre de son expansion :

INGENIEURS

Grande Ecole ou Doctorat.

Débutants ou possédant déjà quelques années d'expérience dans les domaines suivants :

- **AUTOMATIQUE :**
  régulation de processus continus et de systèmes asservis.
- **MECANIQUE DES STRUCTURES :**
  modélisation de structures par éléments finis et développement de codes d'analyse dynamique et d'assemblages mécaniques avec rôle de conseil auprès des clients.

TECHNICIENS

BTS, DUT *avec une première expérience de préférence dans les domaines* :

- **ETUDES MECANIQUES :**
  réalisation des calculs de structures à partir d'une modélisation (BTS Bureau d'Etudes mécaniques, DUT génie mécanique).
- **TRAITEMENT DONNEES :**
  analyse de systèmes de mesure automatique et réalisation de logiciels de traitement en temps réel (BTS informatique industrielle, DUT mesures physiques).
- **ESSAIS :**
  préparation des moyens, conduite des expérimentations, acquisition et traitement des mesures en **VIBRATION, ACOUSTIQUE, HYDRODYNAMIQUE.**
  (*UTC formation courte, DUT génie mécanique ou mesures physiques*).

Merci d'écrire en précisant le poste choisi et les prétentions à Melle GUERMONT

BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex

Pierre Lichau S.A.

Nous sommes le premier assureur technique européen.

Nous recherchons, pour rejoindre le service Assistance Technique du Département Assurances Techniques, un

Ingénieur Mécanicien

diplômé type AM

- expérience de quelques années de l'industrie, dans le domaine de
  – l'industrie lourde,
  – ou des machines tournantes,
  appréciée.
- connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais indispensable.
- une formation complémentaire est prévue.

Allianz vous prie d'adresser CV et prétentions à Mme Rougé
Allianz France BP 24 – 75761 Paris Cedex 16

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RANG INTERNATIONAL

recherche son

RESPONSABLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

(Télécom, Supelec...)

- Il devra assurer la conception et l'évo*lution de l'infrastructure de notre* réseau de télécommunication français (*téléphonie, téléinformatique, dans* un environnement multiconstructeurs : IBM, BULL, DEC).
- Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire est souhaitable.
- *Le poste, situé dans une ville univer*sitaire, peut donner lieu à des déplacements de courte durée.
- Les possibilités d'évolution sont nombreuses en France ou à l'étranger.

Ecrire à INTERMEDIA n° 601 A 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS qui transmettra

Joindre curriculum vitae et photo. Les candidatures seront étudiées avec la plus *grande discrétion.*

Collectivité locale (80.000 hab.) aux portes de PARIS, recherche dans le cadre du développement de sa Direction de la Communication.

UN (E) JOURNALISTE

qui devra être passionné(e) par tous les problèmes quotidiens de la vie locale, (sociaux, culturels, urbanisme, économiques...). Il (elle) participera à la réalisation de tous les documents d'édition réalisés par cette collectivité (mensuel, trimestriel...), sous la responsabilité du *Directeur de la Communication.*

Ce poste conviendrait parfaitement à un(e) journaliste ayant 2 à 3 ans d'expérience et issu(e) d'une école de journalisme, passionné(e), disponible, ayant envie de prendre des resposabilités au sein d'une équipe.

Son statut sera contractuel.
Base de négociations : 110.000 F/an + voiture de fonction.
Poste ayant des perspectives d'évolution intéressantes.

Prière d'adresser CV + photo à :
Média-System - 2, rue de la Tour des Dames, 75009 Paris.
Merci de préciser la référence M/8718 sur l'enveloppe.

DOCUMENTALISTES !.. une nouvelle jeunesse...

ORGANISME PARA-PUBLIC.

Nous avons développé des documentations performantes pour répondre aux besoins des jeunes qui nous visitent. A leur CONTACT, nous affinons sans cesse le service que nous leur rendons.

Pourtant, nous voulons faire mieux !... Aussi notre Directeur désire-t-il s'adjoindre un(e)

Chef de service

160 000 F +

Qui, en tant que responsable d'une équipe nombreuse et de qualité, animera, coordonnera et gèrera cette entité. Votre formation de Documentaliste vous aidera à parler le même langage qu'eux. Pour le reste, votre potentiel général, vos qualités humaines et votre dynamisme vous permettront de jouer ce rôle de « force de proposition » que nous souhaitons vous confier.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/CS/LM.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AFCOREM

CHEF DE PRODUIT

Nous sommes le leader français dans le domaine de l'électrothermie *industrielle avec près de 40% du marché national*. Mais nos ambitions ne s'arrêtent pas là : nous souhaitons aujourd'hui développer un nouveau produit, la régulation, l'asservissement de puissance et l'automatisme dans la thermique.

Le chef de produit que nous recherchons sera bien sûr un technicien, ingénieur *de préférence, connaissant* bien les équipements et les automatismes d'asservissement de puissance.

Son expérience commerciale et son sens du marketing lui permettront de s'autonomiser rapidement et de devenir le "véritable patron" de son produit.

Il sera appelé à *créer et développer des produits connexes.*

Innover vous intéresse ?

Adresser C.V., photo et prétentions à :
VULCANIC - J.F. GUITTON
48, rue Louis Ampère - ZI Les Chanoux
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

Filiale en forte expansion d'une importante mutuelle d'assurances spécialisée dans la vente par correspondance *de produits financiers*

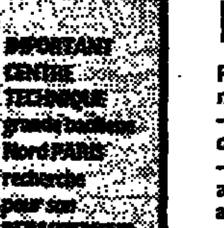
recrute pour PARIS
afin de RENFORCER SON SERVICE COMMERCIAL

un Responsable de Projet VPC Marketing direct

capable après formation de participer au sein d'une équipe de 17 personnes à :
- l'élaboration et suivi de mailings (rédaction de messages, suivi des plannings informatiques, ...)
- l'information écrite et téléphonée de la clientèle
- l'animation de stages de formation du réseau de vente.

FORMATION : études supérieures commerciales
EXPERIENCE : - débutant ou première expérience
- connaissance de la micro informatique.

Adresser CV, photos et prétentions à
LTA sous réf. 1954 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra



IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue Nord PARIS recherche pour son DÉPARTEMENT JURIDIQUE

REDACTEUR DE CONTRATS

Rattaché au chef de département, il aura pour mission :
- d'assurer la rédaction et le suivi des contrats d'études et d'assistance technique,
- de préparer les demandes d'aide financière auprès des organismes publics, en relations avec *les chefs de laboratoire et les Co-contractants du centre.*

De formation licence ou maîtrise de Droit, le candidat aura une expérience de 2 à 3 ans dans *un centre de recherche*, une entreprise publique ou une compagnie d'assurances.

Adresser CV, lettre man., photo et prét. sous réf. 3215 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Locafrance
Leader du crédit-bail mobilier
recherche

ASSISTANT COMMERCIAL

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez acquis, au travers d'une première expérience d'environ 2 ans dans une activité financière, une connaissance du financement des biens d'équipement professionnels.
Dynamique, vous souhaitez donner à votre carrière, une orientation commerciale.

Notre groupe vous propose, dans le cadre de son développement, d'assister le responsable commercial du marché « économie d'énergie » dans les domaines suivants :
– études d'opérations,
– contacts commerciaux,
– montage des dossiers,
– analyse et plans d'actions sur de nouveaux marchés.

Merci d'adresser votre C.V. avec photo au
Département Recrutement
Groupe LOCAFRANCE
43-47, avenue de la Grande Armée 75116 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

GOULD
Electronique

Filiale Groupe Multinational GOULD spécialisée dans l'instrumentation électronique par la conception, la fabrication et la commercialisation d'enregistreurs, de tables traçantes, d'oscilloscopes et de système d'acquisition de données

recherche pour son Labo d'Etudes

INGENIEUR D'ETUDES LOGICIEL

Il sera responsable, en ce qui concerne nos nouveaux projets, de l'analyse générale et détaillée du logiciel ainsi que de la coordination de la production et des essais par une équipe de 4 à 5 personnes.

Il est demandé pour ce poste :
- un diplôme d'ingénieur électronique ;
- une expérience de 3 ans en analyse et production de logiciel en temps réel ;
- l'usage d'un langage évolué : Pascal ou C ;
- une expérience souhaitée en microprocesseurs de la famille 6800/68000 ;
- l'anglais lu, écrit et parlé.

Si vous vous sentez concerné par ce poste, adressez CV et prétentions à
GOULD ELECTRONIQUE
Direction du Personnel - 57, *rue Saint-Sauveur*
91160 BALLAINVILLIERS près LONGJUMEAU

P.R.

BORDAS
recherche
pour son secteur encyclopédies

RESPONSABLE D'EDITION H/F

De formation supérieure, il(elle) devra avoir une expérience de plusieurs années à un niveau élevé de responsabilité éditoriale pour assurer dans le cadre d'une politique éditoriale d'ensemble :
- la définition éditoriale et économique du projet,
- le recrutement d'auteurs,
- l'animation d'une équipe,
- les relations avec les services de production, de promotion et de commercialisation.

Une expérience de travaux encyclopédiques est souhaitable.

Adresser CV et prétentions à Denise Hirlemann, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge cedex.

CONTESSE

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien *indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro* de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'Académie ACCOR
CENTRE DE FORMATION DU GROUPE ACCOR

recherche pour son Service Audiovisuel

UN(E) JEUNE CONCEPTEUR/RÉALISATEUR

Pour prendre en charge la conduite de projets d'un secteur d'activité du groupe depuis l'analyse des besoins, la conception des modules de formation, la coordination de la réalisation.
Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation supérieure en audiovisuel, créatif, ayant le sens de l'image, la maîtrise du média vidéo en conception, réalisation, manipulation. Au fait des technologies de communication, il aura compris que la compétitivité des entreprises passe par de nouveaux modes d'acquisition du savoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : Christophe DIDION, ACADÉMIE ACCOR, 1, rue de la Mare-Neuve, 91021 EVRY.

CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION SPÉCIALISÉ EN AGRONOMIE TROPICALE
recherche

DOCUMENTALISTE

Maîtrise biologie ou niveau équivalent ou ing. agricole DESS informatique documentaire, 5 années d'exp. dans centre de documentation automatisé souhaitées. Pour administration d'une base de données bibliographique. Localisation Paris et Montpellier.

Env. C.V. à : I.E.M.V.T.
10, rue Pierre-Curie,
94704 MAISONS-ALFORT.

Ecole au centre de Paris
recherche

PROFS F.L.E.

Langue matern. F.C.S., licence ou équiv., dipl. et exp. en F.L.E., à ts niv. pr adultes. Au courant rech. méthod. Env. C.V. + photo sous n° 7.049 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

ORGANISME SÉJOUR LINGUISTIQUE
cherche

PROFS D'ALLEMAND

pour accompagner vacances de Pâques (date rég. parisienne), élèves Allemagne.
Ecrire à : ASTROPA,
41, rue de Berry, Paris-8°.

URGENT, cherchons :

1 PROF. DE PHYSIQUE
(15 heures par semaine)

1 PROF. DE CHIMIE
(10 heures par semaine)
pour cours niveau terminale.

S'adresser à : 2 IF, Château des Bergeries, 91210 Draveil.
Tél. : 69-40-70-03.
Demander Mme LECOIN.

CONSEILLERS COMMERCIAUX (HF)
Si vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique (Progression CA 85 + 39 %)
Rejoignez-nous. 45-53-20-00.

secrétaires

Conseil juridique et fiscal quartier Saint-Lazare
recherche

RÉDACTEUR JURIDIQUE

ayant de l'expérience dans un cabinet (assemblées), rédaction d'actes.

Ecrire avec C.V. à M. Bayet, 47, r. des Mathurins, Paris-8°.

capitaux propositions commerciales

A.C.D.
ORGANISME FORMATION INFORMATIQUE BUREAUTIQUE
Centre de Paris
C.A. 1.800.000 F
Ecrire sous réf. 1.227 à PARAPHE, 10, rue de Louvois 75002 PARIS.

automobiles

boxes - parking

RÉPUBLIQUE, A VENDRE parkings souterrains. Px exceptionnel. 32.000 F. 46-05-10-08.

Le centre d'informations Financières (10 ans d'expérience, progression 85 + 39 % recherche ses FUTURS
CADRES COMMERCIAUX H.F.
Formation assurée
Rejoignez-nous.
Téléphone : 45-53-20-00.

Importante entreprise banlieue parisienne
recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

pour poste TECHNICO-CCIAL en études et constructions de lignes électriques T.H.T.

Envoyer C.V. détaillé au : n° M, 4.924, BLEU 17, r. Lebel 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Société de diffusion
Genedis
recherche
jeune femme dynamique disponible pour mars avril - possédant voiture pour enquêtes commerciales
Rémunération : 5.000 F net + prime + frais professionnels
Tél. avant le 27/2/86 au 45-78-12-79.

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN
recherche

UN RESPONSABLE DES VENTES

POUR ÉLECTROMÉNAGER ENCASTRABLE
Jeune, expérimenté dans cette branche avec connaissance indispensable du marché français dans son ensemble et des réseaux de distribution dans ce secteur.

Ecrire avec C.V. et prét. à : CANDY – 110 *bis*, avenue du Gal-Leclerc, 93500 PANTIN.

Organisme départementale (77)
recherche

UNE PSYCHOLOGUE

qui rejoindra une équipe de 5 personnes pour participer à des opérations de conseil en emploi-formation auprès d'un public 18-25 ans
Une activité prof. d'au moins 3 ans dans le domaine de la formation est exigée

Merci d'adresser C.V. + photo sous n° 7.046
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

La société navale et commerciale DELMAS-VIELJEUX
important groupe de transport maritime recherche pour sa filiale marseillaise un

CHEF COMPTABLE

de formation DECS, BTS comptabilité ou équivalent.
Expérience 5 ans minimum dans la fonction impliquant connaissances informatiques

Env. lettre manusc., C.V. et photo à sélection du personnel 16, av. Matignon, Paris-8°.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 16).
B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

VOUS EXPORTEZ :
nous sommes formés aux techniques de l'exportation
Nous vous offrons gratuitement nos 2 premiers mois de collaboration
Tél. 47-82-42-82 et 46-26-29-98.

animaux

Vous recherchez un appt à louer ? Vous allez donc peut-être en libérer un dans les semaines à venir ? Si oui, informez notre Association. Vous êtes des centaines dans ce cas. Regroupons l'information au sein de notre « Bourse d'Echanges » dans l'intérêt de tous et de chacun. Tél. A.P.P.E.L. 75 au 42-60-22-30.
Appelez nombreux.

formation professionnelle formation professionnelle

UNE CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE DE GESTION - *Le groupe BTE va former des*

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
SPECIALISATION EN GESTION DE PRODUCTION

Stage conventionné
Durée : 32 semaines dont - Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 43 XX (VM, DOS/VSE, COBOL, CICS, DL 1, VSAM) - Stage en entreprise.
Public : Demandeurs d'emploi ou 18/25 ans. Niveau requis : Bac + 3 ou équivalent.

bte
Adresser lettre + CV à BTE, stages «Analystes - Programmeurs»
72, rue Jean Bonal - 92250 LA GARENNE COLOMBES
Tél. 47.80.72.65

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CONDUCTEUR DE TRAVAUX - CADRE TCE - 42 ans - 19 ans expér. étranger - Les 9 dernières années en Asie - Tous types de projet Génie Civil - Postes à haute responsabilité - Conduite de Chantiers - Usines clé en main - Coordination Logistique - Négociations - Achats - Transactions Contentieux, etc... Anglais, Italien, Indonésien
RECHERCHE contrats à l'étranger poste similaire - Sérieuses références - BCO/MS 797.

JOURNALISTE - 26 ans - Bilingue Anglais - Licence de Lettres - Diplôme Ecole de Journalisme Diplôme Hautes Etudes Internationales - 18 mois exp. prof. en Presse locale - Bonne connaissance politique et Spectacle
ETUDIERAIT toutes propositions d'entreprise de Presse de Paris et de sa Région - BCO/MS 798.

PAYSAGISTE DPLG - Expert individuel - 34 ans - Formation ISA - ENSH - ENSP - Grande exp. Direction Etudes et Travaux en secteur privé public expatrié 10 ans en zone tropicale Connaissance très approfondie de la végétation urbaine sub-équatoriale
RECHERCHE poste fixe ou vacataire dans organisme ou bureau d'études - Aménagement et Urbanisme - France ou Etranger - BCO/MS 799.

FONCTION COMMUNICATION - Relations Publiques - 31 ans - DEA - Licence Anglais - E.F. A.P. Formation Marketing ADETEM - 5 ans exp. Attachée de Presse - Goût des contacts
RECHERCHE poste Assistante - Communication - Relations Publiques - Presse en entreprise ou Agence Conseil - Paris/RP Déplacements possibles - BCO/MS 800.

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE PERFORMANTE
exportatrice de biens d'équipements, machines, matériels agricoles, etc.

JE SUIS UN COMMERCIAL DE TALENT
34 ans, formations techniques, trilingue français, arabe, anglais. Je vous offre mon expér. du Proche-Orient et mon efficacité.

RENCONTRONS-NOUS
Ecrire sous n° 7 006
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Fme 34 ans, fin stage niv. 3. Dir. Ets sociaux, 8 ans responsable éducative et sociale dont dir. centre hébergement, maîtrise Sc. humaines ch. poste CADRE
Secteur culturel ou social
Téléphone : 45-94-85-91.

J.H. 22 ans, niv. BAC, permis de cond., dégagé O.M., accepte ts emplois même mi-temps. Ecrire à Luc SODOKPA, 35, r. Séverine, 94270 KREMLIN-BICÊTRE ou tél. : 46-70-61-46 après 18 h.

H. 45 ans, 20 ans expér. commerce ext. dans 8 pays, très spécialisé relat. administration, parlant 4 langues rech. poste responsabilité en rapport
Ecrire sous le n° 7.030
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

Rédactrice presse, pub. et RP cherche travaux free lance
Téléphone : 43-38-79-83.

Conseil juridique, sérieux et compétent cherche un poste à responsabilités à Paris
Ecrire sous le n° 7.033
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

ASSISTANTE EXPORT
10 ans expér. biens d'équipements, parfaitement trilingue *fr., angl., all. (langue maternelle)*
Etudie toutes propositions
Mobilité géographique acceptée si poste motivant
Ecrire sous le n° 7.026
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
trilingue (all., angl.)
bonne présentation, dynamique sens ccial, expér. prof. à l'étranger offre ses services pour missions ou emploi itinérant à l'étranger.
Merci de tél. au 88-79-04-82 ou 88-23-16-84.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
H. 39 an, *formation sup.*, forte expér., techniques anglo-saxonnes, gestion, fiscalité, budget et reporting, ainsi que définition et mise en place systèmes informatiques (IBM 34-36 - Micro) bil. fr. angl. rech. poste rég. Paris ou étranger
Ecrire sous le n° 7.051
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

CADRE SUPÉRIEUR
39 ans
CNAM + IESTO
Forte expérience (conseil et entreprise)

ORGANISATION INFORMATIQUE GESTION

prop. sa collab. à Sté dynam. Paris ou banlieue sud
Ecrire sous le n° 7.019
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.H. 28 ans, bac + 5, a réalisé en 2 ans le plan de randonnée de l'Eure. A une auto, aime voyager. Laurent Poullain, *44, rue de la Marne* 14300 Caen.
A Paris : 45-61-48-78.

Hme 41 ans, 20 ans, expér. acquise en Cie aérienne. Chef des ventes, études secondaires, notions anglais, espagnol, italien rech. situation CADRE transport aérien, office du tourisme, société de services de Tourisme Syndicats d'initiative. Etudierait toutes propositions
Libre rapidement
Ecrire S/RÉF. 2.632 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

H. 45 ans, 20 ans expér. commerce ext. dans 8 pays très spécialisé, rel. administration parlant 4 langues rech. poste responsabilité en rapport
Ecrire sous le n° 7.029
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

JOURNALISTE ÉDITEUR
50 ans, parfait bilingue français, arabe, excellente formation littéraire et historique, 25 ans d'expér. presse et édition, dynamique
Pouvant se déplacer, bonne connais. des problèmes du *monde arabe et de l'Afrique* Immédiatement disponible
Téléphone : 34-84-40-13.

Vous cherchez votre assistante documentaliste 23 ans, niveau bac, expér. polyvalente, revue de presse, gestion fichiers, traitement texte
Téléphone : 34-62-28-31.

STATISTICIENNE
+ DUT informatique
7 ans d'expérience
cherche poste Paris ou banlieue-ouest
Ecrire sous le n° 7.056
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. 33 ans, documentaliste, licence de lettres et d'anglais cherche emploi secteurs audiovisuel, presse édition de préférence. Actuellement au service économique du *Monde*.
Ecrire sous le n° 6.864
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

J.F. 22 ans, assistante-documentaliste cherche emploi *à plein temps plus particulièrement* dans la presse ou l'édition, étudie toutes propositions, expérience dans centre de doc., actuellement stagiaire au *Monde*. Libre en mars
Ecrire sous le n° 6.885
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

TRADUCTRICE DIPLOMÉE
parfaite tril., esp., angl., fr., 35 ans, expérimentée, trait. texte, excell. niv. culturel étudierait ttes propositions
Téléphone : 42-59-45-38.

Couple 46 et 48 ans cherche place gardien propriété fme ménage, hme bricolage, entretien. Tél. 43-74-85-51.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

HOTEL COLBERT
DBLE SÉJOUR et CHBRE sur jardin privatif. Parking EMBASSY. 45-62-16-40.

5e arrdt

RUE BIÈVRE, 190 m²
BELLE RESTAURATION appt divisible, sur COUR-JARD.
EXCLUSIVITÉ
EMBASSY. 45-62-16-40.

6e arrdt

R. VAUGIRARD, imm. récent, studio, parf. état, meublé, idéal pied-à-terre. 43-29-85-06.

SAINT-SULPICE
Vends 130 m² caractère, sch. 200 m R.G. 47-03-32-31

SUR LE LUXEMBOURG
gde classe, très bel appt de réceptions, 225 m². CSA.
Le matin. Tél. 42-60-42-20.

ÉTONNANT
Rue Bonaparte (Beaux-Arts) dernier étage, sans asc., superbe volume, 95 m² aménagé en duplex terrasse, vue tout Paris soleil. Prix justifié
SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

8e arrdt

BUTTE MONTMARTRE
ravissant 3 P., cuis. équipée bains. IMPECCABLE
GARBI : 45-67-22-88.

9e arrdt

RUE LE PELETIER
angle Victoire
5 P., confort, 146 m² + balcon
Téléphone : 45-63-46-78.

11e arrdt

PARICULIER VEND
PARMENTIER
Goncourt, beau studio tout confort, imm. ravalé, calme
3e ét. Prix 195.000 F
Tél. le soir : 46-63-16-30.

12e arrdt

BEL-AIR, 28 m², studio, entrée, cuis., s. d'eau, récent. Prix 260.000 F. Tél. 43-27-55-04.

14e arrdt

BD RASPAIL, RÉCENT
3 PIÈCES, TOUT CONFORT
1.160.000 - 43-22-61-35.

15e arrdt

GRAND 6 P. (4 chbres, 2 bains) décor luxueux, 6e étage, jardin planté, 240 m², plain-pied, sans vis-à-vis.
Téléphone : 47-05-61-91.

18e arrdt

ABBESSES, 2 P., TT CFT refait neuf, calme, soleil 320.000 F. - 42-60-19-39.

Pied SACRÉ-CŒUR
Gd STUDIO, confort, soleil
Téléphone : 48-97-48-48.

20e arrdt

(20e près) sté pptaire vend : 3 pav. + 1 studette indépendante en filiale sur même terrain, idéal gde famille ou vente séparée, important prêt si sérieux et salaire, trav. à finir, choix matériaux poss.
Téléphone : 48-97-48-48.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

COLLABORATEUR JOURNAL CHERCHE MAISON PARTICULIÈRE DANS PARIS
ou proximité - 5 pces minimum petit jardin
Ecrire sous le n° 6.863
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étr., appts et hôtels part. dans quartiers résidentiels, paiement compt. chez notaire
Téléphone : 45-44-44-45.

viagers

ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. : 43-55-61-88. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Libre de suite, studio tt cft, 2e ét., asc., imm. pierre, rue Ganneron. 100.000 cpt + 1.650 par mois, hme 81 ans
Viagers F. Cruz. 42-66-19-00.

immobilier information

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft
ADRESSEZ-VOUS A
IMMO MARCADET
42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS recherche en location ou à l'achat
APPTS DE GDE CLASSE
pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales.
TÉL. 45-62-78-99.

Particulier à particulier, groupe de presse international recherche pour son P.D.G., grand appartement, 350 m² environ, étage élevé ou rez-de-chaussée avec jardin, possibilité hôtel particulier, ou deux appartements même étage ou duplex : grand salon, salle à manger, bureau, 4 chambres minimum + service + parking. Quartier rue de Varenne, de préférence 7e, 6e, 5e, 1e, 8e, 17e, 16e - Neuilly, travaux et reprises acceptés. Très bonnes références
Madame D. Oberto 61, rue de Varenne - 75007 PARIS.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-89-66, 42-83-57-02.

locations meublées offres

Région parisienne

APPT, HOTEL + PARK.
2-3-4 pers. 1.200 F semaine GANDOLFI. Tél. 48-83-04-69
10 minutes Paris par métro.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère
APPTS DE STANDING
pour Ambassades et Sociétés
S'adr. : SERVICE ACCUEIL
Téléphone : 42-56-28-16.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-95.

bureaux

Locations

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU

SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
Téléphone : (1) 47-27-15-59

VOTRE SIÈGE A PARIS-7e domiciliation RM - RC SARL Constit. sté. 47-63-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

TRINITÉ
emplacement 1er choix de bel immeuble de standing 1.100 m² non divisibles sur 4 niveaux. Bon état 2 parking. Libre le 1/6/86.
Téléphone : 42-80-64-74 poste 406.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

locaux commerciaux

Locations

Local ccial, 1.200 m², à louer, r.-de-ch. + 3e ét. 70.000 F m²
Sans reprise de bail
Téléphone : 43-41-86-60
Métro gare de Lyon.

fonds de commerce

Ventes

HOTEL-RESTAURANT-BAR : 15 chbres + 2 plein centre Albi, Tarn. Très belle affaire C.A. 2 millions de francs augmentation aisée par développement et bar. Tenu par des propriétaires depuis 25 ans, cède cause retraite. 1.700.000 F.
Agiel/Thiriot
Téléphone : 63-54-17-57.

domaines

Achète
VASTE DOMAINE
préf. Sologne ou région centre discrétion assurée
Ecr. Havas Orléans, n° 204.219
B.P. 1519
45005 ORLEANS CEDEX.

société

Guet-apens contre Amandine

« Où est Amandine ? », lit on sur une affiche où s'étale le visage poupin d'une petite fille de sept ans. *« Où est Amandine ? »*, demande la mère, Claudine Carel, qui, soutenue par l'association SOS-Enlèvements d'enfants, manifestait avec une cinquantaine de personnes, lundi 24 février, en fin d'après-midi, devant le siège du Mouvement de la condition paternelle (MCP), 144, avenue Daumesnil, à Paris (12e). Car, à leurs yeux, pas de doute, ce mouvement dont plusieurs membres ont été inculpés de *« complicité d'enlèvement, de mineur »* après un premier rapt de la fillette par son père, Hervé Lair, en 1984, est impliqué dans cette seconde disparition de l'enfant.

Amandine, qui vient tout juste de souffler ses sept bougies et ne connaît de la vie familiale que le déchirement.

Ses parents, Claudine et Hervé, se sont rencontrés il y a une douzaine d'années. Elle avait vingt-sept ans, lui dix-huit. Elle était seule et lui perdu, dépressif. En fait, explique Claudine, ils n'ont jamais formé un vrai couple. Ils vivaient chacun de leur côté et ne se rencontraient que de temps en temps. Sans se marier, ils décident pourtant d'avoir un enfant, qui naît en janvier 1979. Au lieu de les rapprocher, cette naissance les sépare un peu plus, et leurs relations chaotiques aboutissent à une crise en 1984. Cette année-là, Hervé fait plusieurs tentatives de suicide et de brefs séjours à l'hôpital Saint-Anne. Claudine lui échappe, il tente alors de se rapprocher d'Amandine. Il rencontre des militants du MCP et réclame une garde conjointe de l'enfant. *« J'ai refusé,* dit Claudine, *il me faisait en permanence un chantage au suicide si je ne revenais pas avec lui, si je ne lui rendais pas l'enfant. Je craignais en permanence que nous ne soyons victimes d'un « suicide collectif. »*

Un mariage arrangé

Le premier drame a éclaté en décembre 1984. Amandine se trouvait avec ses grands-parents maternels dans un centre commercial. Hervé, accompagné de trois complices, Dominique Legall, Rafaela Gallego et François Delaunay, membres du MCP, s'est emparé d'elle pour une fuite clandestine d'environ six mois. Claudine porte plainte.

Et puis tout semble s'apaiser. Après de longues tractations, Mme Carel accepte d'épouser Hervé Lair pour revoir sa fille. Un mariage est arrangé le 25 mai 1985 et Amandine retrouve sa mère. *Mais une entente était illusoire,* Claudine n'a pas retiré sa plainte, Hervé Lair est inculpé d'enlèvement d'enfant, et emprisonné pendant un mois. Une procédure pour faire reconnaître la nullité du mariage est engagée. Le dialogue de sourds entre les parents continue : elle, propose un droit de visite en présence d'une tierce personne, car, explique-t-elle, elle craint un acte de violence. Lui, désire la garde *conjointe et rien d'autre.*

Après un silence de plusieurs mois, Hervé Lair a reparu, un matin de février. Comme tous les mercredis, Claudine Carel amenait Amandine à la garderie de l'entreprise où elle travaille à la Défense. Toutes deux attendaient l'ascenseur. Trois hommes se sont alors précipités sur elles, les deux premiers retenant la mère, le troisième, M. Lair, arrachant l'enfant, avant de s'engouffrer dans une voiture qui, portières ouvertes et moteur en marche, attendait-Cris de Claudine. Cris d'Amandine... Des témoins sont accourus mais trop tard. Depuis, à nouveau, on est sans nouvelles de la petite fille.

Vendredi 21 février, le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Getti, a inculpé Stéphane Ditchev de complicité d'enlèvement de mineur. Ecroué à Fresnes, il a été relâché lundi 24 février dans la soirée, mais cette inculpation ne concerne que le premier enlèvement.

Lundi soir, des militants du MCP interpellés par les membres de SOS-Enlèvements d'enfants clamaient leur innocence. *« Ce sont les magistrats les coupables et les mères qui abusent,* protestait M. Germain Ravera, président du mouvement. *Le premier enlèvement se fait quand le juge décide de confier la garde de l'enfant à l'un des parents sans tenir compte de l'autre... »*

Certes, il faut responsabiliser à nouveau les pères, répondait-on du côté des manifestants, *« on ne peut avoir une position figée sur la garde conjointe. Chaque cas doit être étudié, mais aucune cause ne justifie de faire subir un enlèvement à un enfant »*.

Un mandat d'arrêt a été lancé par le juge Getti contre le père pour *« violences et voies de fait avec préméditation et guet-apens sur mineure de moins de quinze ans et sur sa femme »*.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AU TRIBUNAL D'AUBERVILLIERS

Le combat de la LICRA contre M. Le Pen

En s'en prenant, le 20 octobre 1985, à quatre journalistes juifs ou considérés comme tels, M. Jean-Marie Le Pen s'est-il rendu coupable d'incitation à la haine raciale ?

Pour une « première », c'en était bien une, ce procès qui se plaidait lundi 24 février devant le tribunal d'instance d'Aubervilliers et opposait la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) à M. Jean-Marie Le Pen.

La LICRA avait, en effet, choisi délibérément de porter devant cette juridiction une affaire qui, par sa nature, aurait pu revenir au tribunal civil de Paris ou à la dix-septième chambre correctionnelle. Mais, par son avocat, Me Bernard Jouanneau, la LICRA a laissé clairement entendre qu'elle agirait ainsi, *« afin que tous les juges de France, et pas seulement des spécialistes parisiens, aient à connaître de son combat »*.

Ce combat, en l'occurrence, est mené contre des propos tenus le 20 octobre 1985 par le président du Front national à la « fête des bleu, blanc, rouge » organisée au Bourget, commune qui entre dans la compétence territoriale du tribunal d'instance d'Aubervilliers. On était dans la période où la presse bruissait encore des attaques portées par le docteur Jean-Maurice Demarquet au sujet du décès de M. Hubert Lambert, dont M. Le Pen avait été institué légataire universel. Ces attaques avaient valu de nombreuses questions au président du Front national, à l'occasion de « L'heure de vérité », sur Antenne 2.

Or, le 20 octobre 1985, à la foule qui scandait son nom au Bourget, M. Le Pen avait lancé d'entrée : *« Je dédie tout spécialement votre accueil à Jean-François Kahn, à Jean Daniel, à Ivan Levaï et à Elkabbach, à tous les menteurs de la presse de ce pays. »* En citant seulement, et de cette manière, ces quatre journalistes, en entraînant contre eux les cris et les huées de son auditoire, l'orateur n'avait-il pas une petite idée derrière la tête ? Car tous les quatre sont juifs, ou considérés comme tels.

Pour la LICRA, il ne peut y avoir de doute. M. Le Pen a bien commis, ce jour-là, le délit d'incitation à la haine raciale prévu par l'article 48-1 de la loi sur la presse. A tout le moins, il a commis une faute, ou, à défaut, une imprudence, dont les effets doivent être réparés, en application des articles 1382 et 1383 du code civil.

C'est pourquoi la LICRA demande pour elle un franc de dommages-intérêts, ainsi que la publication dans cinq journaux du jugement qu'elle espère, le coût de cette publication ne pouvant excéder 12 000 francs, somme au-delà de laquelle le tribunal d'instance ne serait plus compétent.

Il ne suffit pas de nier

Pour que le tribunal puisse encore mieux juger du bien-fondé de cette demande, Me Jouanneau avait apporté des cassettes, et même un enregistrement réalisé au Bourget par la télévision suisse romande.

Ainsi, chacun put entendre et voir. *« Je sais,* devait ajouter Me Jouanneau, *que M. Le Pen récuse, et à juste titre, l'amalgame qui est fait entre des propos et des attitudes de certains de ses partisans et les siens. Mais, le 20 octobre 1985, c'est bien lui qui a parlé. Et il est allé trop loin. Il devait au moins prendre garde à l'effet que peuvent produire de telles phrases, au danger qu'elles constituent. Car il ne suffit pas qu'il nie être un antisémite pour qu'on puisse le croire. »*

De cet antisémitisme, Me Jouanneau a, aussi, flairé des relents dans certaines réponses faites par M. Le Pen à ceux qui l'interrogèrent à « L'heure de vérité ». Ne déclarait-il pas que, s'il était antisémite, cela ne l'empêchait pas d'aimer la loi Veil, d'apprécier les peintures de Chagall et de vouer une admiration sans bornes à Pierre Mendès France ?

Mais le 20 octobre 1985, il s'est, cette fois, trahi. Certes, a rappelé Me Jouanneau, il a fait valoir qu'en nommant, ainsi qu'il l'a fait, les quatre journalistes il entendait seulement les désigner comme tels. C'est-à-dire comme des gens qui, dans leurs journaux ou leurs radios, avaient dit ou laissé dire, écrit ou laissé écrire, qu'après les attaques de M. Demarquet le Front national était définitivement ruiné.

Mais d'autres l'avaient dit aussi, qui firent une large place aux propos de son ancien compagnon, que ce soit *le Monde* ou *Libération*. Pourquoi n'a-t-il pas nommé aussi les auteurs de ces articles-là, sinon parce que ceux-là n'étaient pas juifs ? D'ailleurs, Ivan Levaï, qui fut nommé, avait ignoré l'affaire Demarquet.

Alors ? Alors, a répliqué essentiellement Me Paul Wagner, défenseur de Jean-Marie Le Pen, ça ne prouve rien. Jean-François Kahn a déclaré un jour qu'il n'était pas juif. Le patronyme de Daniel n'est pas obligatoirement un patronyme juif. Le président des parents d'élèves de l'enseignement privé ne porte-t-il pas, lui aussi, ce même nom ? Il faut donc replacer les propos du Bourget dans leur contexte. Depuis huit jours, on exploitait les accusations de Demarquet. On parlait de *« la chute de la maison Le Pen »* dans *le Nouvel Observateur*.

Voilà pour le fond de l'affaire. En réalité, Me Wagner ne s'y est guère attardé. Il a soutenu principalement que l'action de la LICRA était irrecevable, car l'intention antisémite n'est nullement démontrée.

Délit ou simple imprudence

De surcroît, on ne sait pas par qui le demandeur est aujourd'hui mandaté pour faire un tel procès. Il produit certes des lettres de chacun des quatre journalistes dont la mise en cause justifierait son action. Mais ces lettres indiquent seulement un *« accord avec la poursuite qu'entend diligenter la LICRA »*, sans que soit précisé le fondement de cette poursuite, sans qu'il soit davantage indiqué qu'elle portera sur la provocation à la haine raciale.

D'autre part, Me Wagner s'est étonné que la LICRA ait attendu le 20 janvier 1985, c'est-à-dire la limite de la prescription, pour engager un tel procès. N'est-ce pas tout simplement parce qu'elle voulait en faire un procès politique au moment de la campagne électorale ?

Enfin, il apparaît à l'avocat de Jean-Marie Le Pen que la loi qui autorise les associations qui ont pour objet de combattre le racisme à se constituer partie civile limite cette intervention à des actions devant les juridictions répressives, mais ne leur permet pas d'assigner devant une juridiction civile telle que le tribunal d'instance.

« Surtout lorsque, comme c'est le cas dans cette affaire, on vient vous dire que l'on ne sait pas finalement, s'il s'agit de réparer les effets d'un délit de provocation à la haine raciale, ou seulement ceux d'une faute, ou même d'une simple imprudence. »

Jugement le 11 mars.

J.-M. THÉOLLEYRE.

● *Escroquerie aux ASSEDIC : quatre ans de prison requis contre M. Michel Naudeau.* — M. Michel Naudeau s'est justifié, lundi 24 février, devant la 13e chambre correctionnelle de Paris, où il comparaissait avec sa femme et sa fille pour une escroquerie au détriment des ASSEDIC et de l'Etat, en déclarant : *« J'ai touché des sommes indûment certes, mais c'était pour aider les autres et, depuis, mes idées ont été reprises par le gouvernement. »*

Le substitut, Mme Colette Perrin, a requis quatre ans de prison ferme contre M. Naudeau, incarcéré depuis le 8 octobre 1985 pour une autre condamnation (*le Monde* du 23 octobre 1985), et des peines de deux ans dont un avec sursis contre sa femme et sa fille. *Le* jugement sera rendu le 17 mars.

L'immigration au féminin

(Suite de la première page.(

Les filles, en revanche, sont l'objet d'une surveillance très étroite, comme si toute la réputation de la famille reposait sur elles. Vissées à la maison, elles doivent remplir des tâches ménagères et, à la limite, servir de bonnes à leurs grands frères. Lesquels font volontiers office de défenseurs de la moralité. *« Sortir, boire, fumer, se maquiller, sont les comportements les plus souvent stigmatisés et sont autant de signes évocateurs de la tare suprême, la perte de la virginité »*, remarquait Jocelyne Streiff (Ideric, Nice) au cours d'un récent colloque.

En effet, beaucoup de familles maghrébines ont encore l'obsession du « bon mariage ». Un mariage plutôt arrangé, ne se concevant qu'avec un Maghrébin et, si possible, avec la sinistre cérémonie de la défloration (au cours de laquelle il faut montrer un linge souillé de sang). Le mariage est souvent le moment de vérité, celui de la soumission à la famille ou de la rupture.

Mais les conflits familiaux commencent bien avant, comme le souligne Juliette Minces dans un excellent livre (1) : *« Les premières révoltes éclatent lorsque la famille décide de leur interdire les sorties, parce qu'elles sont devenues pubères* (...) *ou décide de ne pas prolonger la scolarité de l'adolescente au-delà de ce qui est obligatoire... »* L'adolescente apprend alors à dissimuler et à tricher. *« Mais à partir d'un certain seuil, cette dissimulation, cette tricherie, deviennent insupportables. Des conflits éclatent auxquels les filles répondent souvent par des fugues ou, pire, des tentatives de suicide. »*

Ces tentatives, généralement avortées, véritables appels au secours, sont en effet particulièrement nombreuses chez les Maghrébines de quinze à vingt-quatre ans. Quant aux fugues, elles sont devenues l'un de leurs traits caractéristiques. Peu de filles beurs ne se sont pas échappées un jour ou l'autre du domicile familial, ne serait-ce que pour un après-midi. Un centre d'hébergement provisoire s'est créé à leur intention à Aubervilliers, dans la région parisienne (2). L'objectif est d'assister matériellement et psychologiquement ces adolescentes qui risquent d'être happées par la prostitution ou la drogue.

Nanas beurs

Les jeunes Maghrébines ne s'en sortent souvent qu'au prix d'un difficile combat, fait de ruses, de pleurs, mais aussi de l'appui discret d'enseignants, car elles réussissent à l'école beaucoup mieux que les garçons. Elles finissent par forcer l'admiration de leurs mères, qui, au fond d'elles-mêmes, comprennent en partie cette libération.

Une petite association, Les nanas beurs, vient de se créer à Paris (3). *« Le racisme se conjugue avec le sexisme,* affirment ses animatrices, âgées de vingt à trente-cinq ans. *Les femmes immigrées sont doublement exploitées. Elles doivent se prendre elles-mêmes en charge. La tutelle sur les femmes est finie, nous sommes dans l'ère de l'autonomie. »*

L'autonomie qui consiste, par exemple, à *« trahir »*, à *« changer de camp »*, en sortant avec un camarade blond malgré les *« T'as pas honte ? »* des frères et des cousins. Beaucoup de « beurettes » font d'ailleurs leur première expérience sexuelle avec un Français, et ce n'est pas par hasard. *« Avec un beur,* explique Hakima L., *on voit la projection de son propre père. On n'a pas envie de se retrouver sous la domination d'un homme. »* Ce qui n'empêche pas, dans un deuxième temps, de vouloir former un couple avec un Maghrébin et de donner un prénom arabe à ses enfants.

Les jeunes Maghrébines ont acquis dans leur famille une énergie et une détermination qu'elles utilisent à l'extérieur. On ne compte plus celles qui font du théâtre, de la danse, de l'expression en tous genres. Et ce sont souvent elles qui font vivre les associations.

« Les garçons, souligne Kaïssa Titous, l'une des animatrices de SOS-Racisme, *sont souvent défaitistes, déprimés et se sentent visés par le racisme. Dans les assemblées, les filles finissent par leur crier : « Mais bougez-vous ! C'est vous qu'on bute, après tout... »*

Indéniablement, les filles « passent mieux ». Qui songerait à voir en elles des délinquantes ? Les femmes issues de l'immigration ne font pas peur. Une famille française acceptera plus facilement d'avoir une belle-fille maghrébine qu'un gendre maghrébin. D'ailleurs, ces couples mixtes se multiplient : selon l'INSEE, le nombre de Français ayant épousé une Algérienne a quintuplé en dix ans, passant de deux cents en 1971 à mille en 1981. Dans certains cas, ce sont des fugues déguisées, très vite conclues par un divorce. Mais le plus souvent, ils témoignent de l'intégration en cours.

Ces femmes combatives et chaleureuses prétendent s'intégrer dans la société française sans renier leurs racines. On parlera d'elles de plus en plus, à mesure de leur entrée dans l'enseignement supérieur. Ne sont-elles pas aujourd'hui la chance de l'immigration ?

ROBERT SOLÉ.

(1) *La Génération suivante*, Flammarion, 220 pages, 85 F.

(2) C'est une initiative de l'ANGI (Association de la nouvelle génération immigrée), 8, rue de la Maladrerie, 93300 Aubervilliers. Tél. : 48-34-85-07.

(3) Adresse provisoire : CAIF, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.

Après la promulgation de la loi du 30 décembre 1985

LES JEUNES AVOCATS PROTESTENT CONTRE LES NOUVELLES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PERQUISITION

L'Union des jeunes avocats de Paris vient de publier un communiqué dans lequel elle *« dénonce les nouvelles dispositions en matière de perquisition dans les cabinets d'avocats contenues dans la loi du 30 décembre 1985 et sa circulaire d'application »*. *« Constatant qu'est donné aux magistrats du parquet ou aux juges d'instruction le pouvoir d'effectuer le partage entre les documents couverts par le secret professionnel et ceux qui ne le sont pas »*, l'Union des Jeunes avocats *« s'élève contre cette atteinte à l'un des principes fondamentaux qui garantissent les droits de la défense »*.

L'Union des Jeunes avocats appelle l'ensemble de la profession *« à mettre tout en œuvre pour que les usages protecteurs du secret professionnel, établis depuis longtemps, notamment à Paris, soient maintenus »*.

● *Perquisition chez un avocat qui avait défendu Mme Elisabeth Cons-Boutboul.* — M. Alain Verleene, juge d'instruction chargé du dossier du meurtre de Me Jacques Perrot, le 27 décembre à Paris, a procédé le 11 février à une perquisition au domicile et au cabinet parisiens de Me Pierre Delphy, un avocat qui avait défendu, en 1981, Mme Elisabeth Cons-Boutboul devant le Conseil de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris.

Selon Me Delphy, la perquisition n'a permis de trouver aucun document de nature à apporter des éléments dans le cours de l'enquête sur l'assassinat de Me Perrot.

● *Roland Agret : nouvelle grève de la faim contre les « injustices » en matière d'indemnisation.* — *« Je voudrais le même barème d'indemnisation pour tout le monde »*, a affirmé Roland Agret dans la matinée du lundi 24 février, à Paris, en annonçant qu'il commençait une grève de la faim illimitée pour dénoncer les *« injustices »* des indemnités accordées aux victimes d'erreurs judiciaires.

Assisté d'un comité de soutien sur le lieu de sa grève, 52, rue des Pyrénées, à Paris (20e), Roland Agret, qui avait été acquitté en avril 1985 après la révision de son procès — il avait été condamné à quinze ans de réclusion comme « instigateur » du meurtre d'un garagiste nîmois, — a reproché à la commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire, créée en 1970, d'accorder une réparation *« en fonction de la tête du client »*.

AU TRIBUNAL DE PARIS

La guerre des grosses

En annonçant, par un tract du 2 mai 1985, une conférence de presse où allait être dénoncée *« l'arnaque de l'année »* (un traitement de la cellulite par la méthode dite de l'ozone), le docteur *Catherine Vincens a-t-elle* diffamé la Société française de dermo-esthétique ? On s'attendait à un grave débat, à une controverse médicale à n'en plus finir, lundi 24 février, devant la 17e chambre du tribunal de Paris, sous la présidence de Mme Jacqueline Clavery.

On n'eut, en réalité, qu'un procès plutôt plaisant, au cours duquel Mme Vincens, médecin des hôpitaux dont personne ne conteste les compétences, mais prévenue novice, n'a pas prononcé plus de trois phrases pour confirmer qu'elle avait bien employé le mot « arnaque ».

Du coup, l'avocat de la *Société française de dermo-esthétique*, Me Azencot, a exprimé sa déception. Il attendait, lui, une démonstration. Faute de cela, il s'est borné à dire que la Société française de dermo-esthétique avait, bel et *bien, subi un préjudice.*

Sans doute le communiqué annonçant la conférence de presse ne nommait pas sa cliente, la Société de dermo-esthétique, mais qui d'autre que cette dernière pouvait être visée, puisque cette méthode dite de l'ozone est celle-là même que seuls pratiquent ses adhérents ? On jetait donc, à coup sûr, l'anathème, et sans discrétion, car la publicité fut énorme.

Pour sa part, le représentant du ministère public, M. Antoine Bartoli, prit un plaisir non dissimulé à traiter légèrement de ce qu'il devait appeler *« une guerre des grosses »*.

Avec malice, il relevait la difficulté qu'aura le tribunal pour apprécier l'ampleur de la diffamation. Car, si la méthode dite de l'ozone est bien cette *« arnaque de l'année 1985 »*, encore faudrait-il connaître, pour en juger, toutes les autres arnaques. Chose d'autant plus difficile que *le propos fut tenu en mai 1985*, donc bien avant la fin de l'année où elle fut ainsi qualifiée. Bref, toute la question serait de savoir si le communiqué incriminé, sans nommer la Société française de dermo-esthétique, la visait bien. *Au tribunal d'en décider.*

« Un marché juteux »

Me Preteux, défenseur de Mme Vincens, pouvait se sentir à l'aise. Le communiqué ? Ce n'est pas sa cliente qui l'a diffusé, mais une agence de communication. *Il n'émane pas d'elle, mais* d'une trentaine d'autres médecins, qui partagent la même opinion.

Dans ces conditions, à quoi peut bien rimer ce procès ? Sa véritable motivation, a demandé Me Preteux, ne tiendrait-elle pas au fait que le président de la Société française de dermo-esthétique a des intérêts dans la société, qui fait sa publicité sur des méthodes de lutte contre la cellulite ? Car il est sûr, lui, qu'il y a là *« un marché extraordinairement juteux »*.

Aussi, bien après avoir proclamé les mérites du laser, dont un arrêté du ministère des affaires sociales, en date du 8 juillet 1985, devait interdire toute publicité, parce que de nul effet, on s'est mis à vanter alors le traitement par l'ozone.

Le docteur Vincens a voulu alors savoir à quoi s'en tenir. Elle a examiné une patiente qui avait subi ce traitement. Elle n'a constaté aucun résultat.

De là son engagement dans ce combat singulier qui lui valait *« le banc d'infamie »*.

Jugement le 24 mars.

J.-M. Th.

MÉDECINE

UN DIRECTEUR DÉMIS DE SES FONCTIONS

L'hôpital malade d'Ajaccio

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. – M. Gaston Ottavy, directeur de Notre-Dame de la Miséricorde, l'hôpital d'Ajaccio, a été suspendu de ses fonctions. Depuis un mois, l'établissement vit sous le choc de cette mesure administrative d'une sévérité inhabituelle. La ville, toute l'île même, s'en émeut. La gravité des fautes de gestion reprochées au directeur depuis 1971 surprend moins l'opinion que cette sanction tombant à quinze mois de la retraite de M. Ottavy, et à deux mois des élections. Comment en est-on arrivé là ?

Le laxisme et le clientélisme régnant à l'hôpital Notre-Dame de la Miséricorde – le deuxième employeur de la ville après la mairie, avec 915 salariés, – étaient, à Ajaccio, depuis longtemps un secret de polichinelle. Déjà en 1981 un rapport interne avait circulé. Certains salariés de l'hôpital, apprenait-on, étaient payés sans y mettre les pieds. Sous l'impulsion du directeur et de son adjoint, Notre-Dame de la Miséricorde aurait salarié une quelques sportifs (football et handball) connus pour leurs sympathies nationalistes... Les commentaires en ville allaient bon train : *« M. Ottavy était l'homme de tous les partis,* assurait-on, *car il roulait d'abord pour lui. »*

Une première inspection en 1982 avait, croyait-on, *« blanchi les responsables »*. Le chef de l'économat avait été muté. En ville, il faisait plutôt figure de « victime ». *« Les vraies têtes n'étaient pas tombées »*, disait-on. M. Ottavy paraissait invincible. Il disposait, cela se disait, de solides appuis. N'était-il pas du même village que M. Joseph Franceschi, membre du gouvernement ? N'y avait-il pas créé, après le 10 mai 1981, une section du Parti socialiste ?

Soudain éclata une nouvelle tempête.

La bombe à retardement du préfet Bernard

En janvier 1985, M. Paul Bernard, alors préfet de région, réclama une véritable enquête. Il voulait remettre de l'ordre dans le secteur public (il diligenta quarante-quatre missions) et il était excédé : l'hôpital ne parvenait pas à recouvrer une créance de 28 millions de francs au titre de l'aide sociale. M. Bernard fit donc faire un premier constat par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) (1), et, du 24 juin au 10 juillet 1985, deux enquêteurs de l'Inspection générale des affaires sociales, MM. Philippe Clouet et Pascal Penaud, furent désignés, pour éplucher les comptes de l'hôpital.

Leur volumineux rapport (plus de 200 pages) a été soumis à l'IGAS en septembre dernier. La bombe à retardement du préfet Bernard éclate alors. Le rapport passe au crible tous les aspects de la gestion, du personnel aux finances. Les « titres » dès l'abord donnent le ton... *« Dissimulation de la dégradation des résultats », « impossibilité de suivre l'exécution budgétaire », « une section d'investissement entièrement fausse », « des bilans entièrement erronés ». « Un personnel soignant limité par rapport aux autres membres », « un taux d'encadrement très faible », « des anomalies dans l'évolution de carrière de certains agents », « un nombre important d'auxiliaires permanents et impressionnant d'agents temporaires ».* Concernant le suivi des marchés, l'IGAS constate entre autres *« le non-respect de la procédure de l'appel public de candidatures et l'absence de certaines pièces du dossier »*. Selon l'IGAS, enfin, la gestion des services économiques et généraux laisse tout autant à désirer.

Fautes graves

Parmi *« les nombreuses irrégularités relevées »* – mais non qualifiées de malversations – quelques-unes, à titre d'exemples, permettent de mesurer l'ampleur des dégâts. Ainsi, *en 1983, « la majoration fictive et irréaliste des recettes prévisionnelles a permis des dépenses irrégulières d'un montant de 3 millions de francs. Fin 1984, l'excédent cumulé était de 6 milliards de centimes »*. Malgré les apparences, ce n'est pas un bon résultat, a estimé l'IGAS. *« Car il témoigne de l'absence d'un véritable plan directeur. L'établissement réalise ainsi des amortissements supplémentaires injustifiés financés par la Sécurité sociale. »* En 1984, toujours sur les 352 postes de remplaçants saisonniers (soit la moitié de l'effectif total permanent), 6 sur 7 furent occupés par des agents non qualifiés. L'OS remplaçait l'infirmière. Les horaires des équipes se chevauchaient sur trois heures. Le temps réel de travail pour chaque personne passait ainsi de huit heures à six heures trente par jour. Le propre fils de M. Ottavy avait été embauché comme ingénieur informaticien diplômé alors qu'il n'avait que le bac : la liste est longue des *« irrégularités et insuffisances »*. Mais qui donc en est responsable ?

Dans leurs conclusions, les enquêteurs de l'IGAS désignent le coupable : *« Même si l'insuffisance de certains membres de l'équipe de direction a pu favoriser les carences relevées en matière de gestion, il n'en reste pas moins que la responsabilité finale de la gestion et du fonctionnement de l'établissement relève en dernier ressort du directeur. »* Et c'est donc sur ce dernier, conformément au règlement, qu'est tombé le couperet. M. Gaston Ottavy a été suspendu de ses fonctions le 21 janvier 1986, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Cette mesure de suspension est-elle ou non disproportionnée ? Seule pourrait l'apprécier la Commission paritaire nationale, si elle se réunissait.

Mais d'autres responsabilités sont apparues. Par exemple, le conseil d'administration de l'hôpital, présidé par M. Charles Ornano, sénateur, maire (bonapartiste) d'Ajaccio, votait le budget. C'est la DDASS – administration de tutelle de l'hôpital – qui devait l'examiner et l'arrêter après ce vote. Cette même DDASS qui, selon l'IGAS, a égaré, dans des conditions peu claires, un montant de créances au titre de l'aide sociale équivalent à 10 millions de francs – soit presque le tiers de cette fameuse créance qui mit tellement le préfet Bernard en colère.

D'autres responsabilités encore. La Sécurité sociale avait un droit de regard sur le nombre de « journées ». Le receveur municipal d'Ajaccio, comptable de l'hôpital, avait aussi un droit de regard.

A Ajaccio,on réagit diversement sur ce qu'on appelle « l'affaire » de l'hôpital ? Le conseil d'administration a exprimé sa solidarité à M. Ottavy, jugeant à la quasi-unanimité la sanction « disproportionnée ». Et il n'est pas sûr que la *suspension de M. Ottavy – et son* remplacement par un futur directeur – calme le jeu.

M. Gaston Ottavy a demandé sa mutation. Il devrait, sous peu, être nommé à Marseille. Cela suffira-t-il à éteindre l'affaire ? La chambre régionale des comptes examine le dossier de l'IGAS avant d'arrêter sa position.

Mais le syndicat CFDT, majoritaire depuis 1984 à l'hôpital, maintient sa pression. N'a-t-il pas tout fait pour que le rapport de l'IGAS soit rendu public ? Force ouvrière et le STC (nationaliste corse) ne se sont guère manifestés.

La majorité, l'opposition et les rangs nationalistes apparaissent gênés aux entournures mais personne ne peut ignorer la réalité du dossier établi par l'IGAS.

DANIELLE ROUARD.

(1) Un nouveau directeur venait d'être nommé.

ÉDUCATION

Le baccalauréat international est reconnu dans plus de cinquante pays

Venus du monde entier, les directeurs des lycées préparant le baccalauréat international se sont donné rendez-vous cette semaine à l'UNESCO. Créé en Suisse à partir d'une initiative privée, l'Office du baccalauréat international (OBI) a réussi en vingt ans à imposer un diplôme supranational, reconnu dans plus de cinquante pays, qui répond aux besoins de scolarisation des enfants dont les parents travaillent à l'étranger (1).

L'expérience est limitée, puisque seulement trois cents établissements (2) préparent l'examen et que depuis sa création on ne compte guère plus de 10 000 diplômés, mais elle est intéressante à un double point de vue. D'une part, le baccalauréat international permet aux jeunes diplômés d'accéder à l'enseignement supérieur d'un grand nombre de pays ; d'autre part, sa forme originale est une contribution active à la réflexion pédagogique.

L'examen est préparé en deux ans dans l'une des trois langues officielles de l'OBI : le français, l'anglais et l'espagnol. Pendant sa scolarité l'élève bâtit lui-même son programme d'étude. Hormis sa langue maternelle, une seconde langue et les mathématiques qui forment le tronc commun, il a le choix entre six options fondamentales de sciences humaines ou expérimentales. Les activités artistiques, ainsi que la participation à un service social sont obligatoires. Pour l'examen final, les élèves doivent rédiger un mémoire sur un sujet libre. *« Apprendre à apprendre, à analyser, à tirer des conclusions réfléchies sur l'homme, ses langues, ses pratiques sociales et les ressources de son environnement »* sont les objectifs pédagogiques que se sont assignés les chefs d'établissement, dont la conférence internationale est actuellement présidée par une française, Mme Jacqueline Roubinet, directrice de l'Ecole active bilingue de Paris.

(1) A côté du baccalauréat international, il existe un baccalauréat français à option internationale, réservé aux enfants étrangers ou aux jeunes Français ayant vécu à l'étranger. Des accords bilatéraux permettent aux élèves ayant suivi cette option d'accéder à l'enseignement supérieur du pays de leur seconde langue.

(2) Etablissements préparant le baccalauréat international ou l'option internationale en France : American School of Paris (Saint-Cloud) ; complexe scolaire de Valbone ; Ecole active bilingue J.-M. Paris ; Ecole internationale européenne de Paris (Draveil) ; International School of Paris ; lycée international de Saint-Germain-en-Laye ; lycée polyvalent (Sèvres).

ENVIRONNEMENT

TROIS ANS APRÈS LA CRÉATION D'UN CONSEIL NATIONAL

La lutte antibruit tâtonne encore

Après trois années d'existence, le Conseil national du bruit vient de faire une constatation : la lutte contre les nuisances sonores ne peut être menée efficacement que par les autorités locales, à commencer par la commune. Paradoxalement, cette nouvelle instance, créée pour réunir tous les acteurs de la lutte contre le bruit (associations, syndicats, fédérations professionnelles, médecins, administration), et pour préparer le travail du législateur, conclut donc,après son premier mandat, qu'il s'agit moins de réglementer *que de faire appliquer la réglementation existante!*

En revanche, le ministre de l'environnement, Mme Bouchardeau, a noté lors de cette réunion-bilan du 18 février à Paris, que la lutte antibruit ne pouvait se borner à des campagnes d'ordre général, du type *« Moins on fait de bruit, mieux on s'entend »*, lancée l'an dernier. *« Ce qu'il faut,* a-t-elle dit, *c'est identifier les nuisances les plus criantes et s'attaquer ensuite à elles, séparément. »*

Ces tâtonnements étaient inévitables au sein d'une instance qui essuie les plâtres. Jamais, avant *1982, n'avaient pu se réunir* régulièrement décideurs, usagers ou victimes du bruit pour tenter de définir une action à entreprendre. Le Conseil a d'abord divisé le travail entre quatre groupes spécialisés (transports, bruit au travail, construction et urbanisme, bruit de voisinage), dirigés par trois députés et un préfet, sous la présidence de Mme Véronique Neiertz, député (PS) de Seine-Saint-Denis. Ces groupes ont créé des commissions spécialisées : « discothèques », « équipements de sports et de loisirs », « sonorisation des espaces publics », « alarmes sonores ».

Dans son bilan, Mme Bouchardeau a souligné que c'est dans le domaine des transports que les progrès les plus notables ont été accomplis, grâce surtout aux améliorations de la technique (notamment pour le train et l'avion). Dans la plupart des cas, cependant, la réduction du bruit *est une conséquence indirecte* d'une autre préoccupation, comme l'économie d'énergie.

Le ministre de l'environnement a insisté sur l'intérêt de l'adoption de normes européennes en matière de bruit, car cela enlève aux constructeurs le prétexte de la concurrence pour ne pas agir. Et elle a souligné la difficulté de s'atteler aux bruits de voisinage, qui sont *« la porte ouverte aux démagogues »*, a-t-elle dit, sans citer les associations qui lui reprochent souvent de ne rien faire ou d'avoir des services trop nonchalants (*le Monde* du 20 novembre 1985).

A ce propos, le préfet Claude Boitel, chargé du dossier, a constaté que l'action en matière de bruit de voisinage est *« très difficile à mener »*, et, dans certains cas, sans aucun résultat encore (*« le problème des aboiements de chiens reste entier »*). Les personnes chargées du bruit dans chaque préfecture, les fameux – mais très discrets ! – « Monsieur Bruit », ont obtenu *« des résultats très inégaux »*, car ces fonctionnaires reçoivent les plaintes sans pouvoir les traiter eux-mêmes... *« Les victimes du bruit ne savent pas à qui s'adresser et ne reçoivent pas l'accueil qu'elles méritent »*, a reconnu M. Jean-Claude Antonini, adjoint au maire d'Angers, qui vient d'être nommé président du Conseil national pour succéder à Mme Neiertz.

R. C.

M. Haroun Tazieff : dix-huit stations pour prévoir les séismes

M. Haroun Tazieff, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, a dressé, au cours d'une conférence de presse tenue le 13 février, le bilan de l'activité qu'il a déployée depuis juillet 1984.

M. Tazieff a rappelé *« les catastrophes qui nous menacent »*. Il a insisté, une fois de plus, sur le *séisme grave qui se produira tôt ou* tard en France. A ce propos, il a annoncé qu'il avait proposé à son homologue italien d'installer sur les Riviera française et italienne dix-huit stations VAN (du nom des trois inventeurs grecs MM. Varotsos, Alexandropoulos et Nomicos) capables, selon lui, de prévoir les tremblements de terre à échéance de six heures à cinq jours et de connaître à l'avance le lieu de l'épicentre d'une secousse de magnitude 5 ou 6, avec une précision allant de 1 à 10 kilomètres.

[Le principe du système VAN est fondé sur les variations locales des courants électriques qui courent dans le sol. Les trois inventeurs pensent avoir trouvé une corrélation entre ces variations et l'imminence d'une secousse.]

RELIGION

La citadelle intégriste du Barroux

De notre envoyé spécial

Ce monastère du Vaucluse est l'un de ceux qui recrutent le mieux. Dom Gérard Calvet veut en faire le lieu de rassemblement des « catholiques de tradition ».

Le Barroux. – Tout commence par un spectacle – insolite, mais symbolique – de grues qui se découpent *sur un horizon de garrigues et* de chênes verts. Au pied d'une chaîne de montagnes dominée par le Ventoux et la dentelle de Montmirail, Dom Gérard Calvet, opiniâtrement, dans la caillasse, construit depuis dix ans son monastère. En attendant l'achèvement du cloître et de l'abbaye, les offices sont chantés dans une crypte humide et les novices se serrent au sous-sol dans des cellules de conclavistes.

Dom Gérard est de la race des bâtisseurs. Le hasard (ou la providence) l'a fait naître à Bordeaux en 1927. Il aurait pu tout aussi bien naître au Moyen Age : *« Ce sont les monastères qui ont construit l'Europe chrétienne,* dit-il. *Ils ont toujours servi de refuge à ceux qui voulaient croire et prier. Notre monastère est devenu le refuge de ceux qui, aujourd'hui, veulent redonner la foi aux enfants et à la France. »*

Le ton est donné. Cinquante-trois moines (et vingt-six moniales installées à Uzès dans le Gard) suivent le sillage de Dom Gérard. Tous tondus, ne gardant qu'une mince couronne de cheveux autour de la tête. Tous très jeunes. Le Barroux est l'un des rares monastères à recruter : dix-sept novices au début 1986, neuf entrées de postulants et quatre ordinations en 1985.

Au réfectoire, devant des assiettes sans viande (abstinence toute l'année et jeûnes fréquents), frère Basile lit *recto tono* le récit d'une expulsion de missionnaires français dans le Vietnam communiste, puis la *« Lettre ouverte de Mgr Lefebvre aux catholiques perplexes »*. A table comme dans les travaux manuels, la règle est celle du silence perpétuel : pas de conversations, pas de récréation, sauf la grande promenade du lundi après-midi entre l'office de none et les vêpres. Le silence est absolu entre les matines (3 heures) et les laudes (8 heures) : *« Le silence est apaisant,* dit Dom Gérard d'une voix suave. *C'est une détente de l'âme. »*

C'est parce que les observances n'étaient plus strictement respectées que Dom Gérard a quitté son monastère bénédictin de Tournay (Hautes-Pyrénées) en 1969, pour s'installer dans le Vaucluse, à Bédoin, puis au Barroux. Il y a recréé une liturgie traditionnelle, clé de voûte de la vie monastique : tous les offices sont en latin et en grégorien. Les messes quotidiennes – en privé à 6 h 30 et conventuelle dans la matinée – sont célébrées selon le rite de Saint-Pie V. *« Pourquoi tout serait permis dans l'Eglise,* s'interroge le prieur, *sauf le respect de la tradition ? La fidélité à la liturgie est une garantie de vérité doctrinale. »*

Le Pen et Mgr Lefebvre

Vérité : le grand mot est lâché. C'est lui qui donne un sens au combat de Dom Gérard et de ses moines de Sainte-Madeleine : *« Les gens ne savent plus rien du dogme et du contenu de la foi. Depuis Pie XII, plus personne ne leur en parle. Que savent-ils des peines éternelles de l'enfer ? Que savent-ils du diable ? du péché originel ? des commandements de Dieu et des règles morales ? »*

Un langage qui ne déplaît pas dans la région. Trois cents personnes en moyenne bravent, chaque dimanche, les nids-de-poule de la route et montent au monastère pour la grand-messe à l'ancienne, qui dure près de deux heures avec célébrant, diacres, sous-diacres, thuriféraires et acolytes.

Chaque mercredi encore, plusieurs dizaines de jeunes suivent le catéchisme des frères. On leur amène des enfants, des adultes convertis pour le baptême. On fait appel à eux pour des extrêmes onctions. Leurs confessionnaux se remplissent de pénitents qui ne supportent pas les cérémonies collectives ou s'entendent dire par leur curé : *« Mais vous ne faites pas de péché... »*

Les scouts d'Europe, les jeunes du Mouvement de la jeunessse catholique de France, lié à la Fraternité saint Pie X de Mgr Lefebvre, ont leurs habitudes au monastère. Le Barroux est également le lieu de retraite favori de dirigeants ou penseurs de la droite traditionnelle et de l'extrême droite, comme Jean Madiran et Romain Marie. Dom Gérard n'a pas d'*« allergie particulière »*, ni *« sentiment d'allégeance »* par rapport à Jean-Marie Le Pen. Le 1er février dernier, à l'occasion du banquet des Mille organisé par le journal intégriste *Présent*, il a célébré la messe à Saint-Nicolas-du-Chardonnet et béni la table où se trouvaient *le président du Front* national et Me Tixier-Vignancour.

Enfin, l'un des hôtes les plus réguliers du monastère est Mgr Lefebvre : *« Nous l'aimons. Il est notre modèle, notre père spirituel. »* C'est lui qui ordonne les moines-prêtres. Désobéissance ? Là, la voix de Dom Gérard Calvet se fait plus grave : *« Désobéissance, mais par rapport à quoi ? La loi suprême est le salut des âmes. Il faut parfois sortir de la légalité pour rester dans la justice. »* Prenant à témoin les familles et les séminaristes en plein désarroi qui, devant l'évolution de l'Eglise, lui écrivent et viennent frapper à sa porte, le prieur du Barroux ajoute : *« Si je ne fais pas ordonner des prêtres, je suis complice du dépérissement de l'Eglise »*.

« Un chamelier polygame »

Dans la salle réservée aux hôtes, le bois craque au fond d'une cheminée. La revue de la Légion étrangère voisine avec une plaquette d'élèves-officiers de Saint-Cyr. La fermeté souriante et tranquille de ces jeunes moines, dans leur habit noir, est de celle qui soulève les montagnes du doute et de l'adversité : *« Nous ne sommes ni schismatiques ni hérétiques. Nous ne voulons pas de ce catholicisme choisi, interprété, trié qui nous est proposé aujourd'hui, mais un catholicisme intégral. »* Ils ont quelques points d'appui au Vatican (le cardinal Oddi, qui vient de quitter son poste à la curie, et le cardinal canadien Gagnon, qui a soutenu le pèlerinage intégriste de Chartres à la dernière Pentecôte), mais sont déçus par Jean-Paul II, *« meilleur sur les questions de la morale que du dogme »*. Bien amorcé avec la publication du livre du cardinal Retzinger, le synode a tourné en *« eau de boudin »*.

La résolution de Dom Gérard n'est pas pour autant entamée. Il a trouvé matière à une nouvelle croisade dans la défense de la chrétienté au Liban, où il s'est rendu l'automne dernier avec Romain Marie, député européen lepéniste. Il a fait deux conférences à Lyon – dans la mairie du 6e devant six cents personnes, dont le maire de la ville, M. Francisque Collomb – et à Bordeaux sur le thème : *« A Beyrouth et au Barroux, même combat. »* Ancien spahi au Maroc, il a des idées arrêtées sur les immigrés musulmans en France : *« Mahomet était un chamelier polygame. En créant sa propre religion, il s'est conduit comme un imposteur. Aujourd'hui, je suis frappé par la naïveté de ces bons chrétiens qui croient à une embrassade générale. Je ne suis pas méprisant, ni raciste, mais il faut quand même distinguer entre l'accueil de l'étranger et une religion désastreuse. »*

Avec à sa tête un homme comme Dom Gérard, ce jeune monastère s'impose aujourd'hui comme la nouvelle forme d'un *« catholicisme de tradition »* qui, au-delà de ses *réseaux multiples et divisés,* cherche des pôles de rassemblement pour sortir de sa marginalité.

HENRI TINCQ.

UN ÉVÊQUE INDIEN AUX ETATS-UNIS

Pour la première fois, un Indien d'Amérique a été nommé évêque catholique aux Etats-Unis, le 24 février. Mgr Donald Pelotte, qui descend de la tribu des Abenakis située dans le Maine, est devenu, en effet, évêque coadjuteur du diocèse de Gallup dans le Nouveau-Mexique. Né à Waterville (Maine), le 13 avril 1945, il avait été nommé, à trente-trois ans, supérieur provincial d'une congrégation religieuse de Cleveland (Ohio). Il est l'un des plus jeunes membres de la conférence épiscopale américaine. Responsable des Missions catholiques indiennes, Mgr Paul Lenz a déclaré que *« les indigènes américains attendaient cette nomination depuis des années »*.

LE CARDINAL RATZINGER DÉNONCE LES EXORCISMES « SAUVAGES »

Une lettre du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, adressée à tous les évêques catholiques, à propos de la multiplication des exorcismes « sauvages », a été rendue publique le 22 février. Ce document constate que, *« depuis quelques années, les réunions de prières pour conjurer l'influence du diable se répandent ici et là »*.

« Ces réunions sont dirigées par des laïcs, parfois même en présence d'un prêtre », ajoute le document, qui rappelle la législation de l'Eglise en la matière : *« Personne ne peut prononcer des exorcismes sur des possédés sans l'autorisation de l'évêque. »* La formule d'exorcisme contre Satan, qui date de Léon XIII, est interdite aux fidèles (mais non aux prêtres dûment autorisés).

Les évêques sont donc invités à *« veiller à ce que les personnes non autorisées ne dirigent pas des réunions de prières au cours desquelles on interroge les démons et l'on cherche à connaître leur identité »*.

économie

REPÈRES

FMI : les prêts nets à leur plus bas niveau depuis 1980

Les concours financiers nets du Fonds monétaire international sont tombés, l'an dernier, à leur plus bas niveau depuis 1980, pour représenter 600 millions de droits de tirage spéciaux (700 millions de dollars). Ils avaient culminé à 10,6 milliards de DTS en 1983. Les tirages sur le FMI des pays en difficulté de paiements n'ont représenté, en 1985, que 4 milliards de DTS, contre 7,3 milliards un an auparavant, alors que les remboursements sur des crédits antérieurs ont augmenté pour s'inscrire à 3,6 milliards de DTS, contre 2,3 milliards en 1984. A la fin de 1985, l'encours des crédits du Fonds s'élevait à 35,2 milliards de DTS.

Machinisme agricole : recul de 5,7 % en 1985

L'industrie française du machinisme agricole continue de subir les conséquences des difficultés enregistrées par les agriculteurs : son chiffre d'affaires a diminué de 5,7 % en 1985, avec 14,3 milliards de francs (en francs courants). Les ventes ont reculé, en volume, de 6 %, avec notamment une baisse des immatriculations de tracteurs neufs en France de 12,4 %. Les ventes des constructeurs français sur leur propre marché ont baissé de 7 % en volume et celles des constructeurs étrangers de 6 %. Ces dernières représentent en valeur la moitié du marché et proviennent pour 85,4 % des pays de la CEE. Les exportations des industriels français se sont maintenues en valeur (5,4 milliards de francs), avec une régression de 3 % en volume. Elles ont été destinées aux pays de la CEE, pour 48,5 % d'entre elles. Pour 1986, le président du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA), M. Jean-Claude Garret, prévoit un nouveau recul de l'ordre de 5 %.

Le dollars à moins de 7 F

Mardi 25 février, le cours du dollar est retombé, à Paris, au-dessous de 7 F, cotant 6,9350 F. Il retrouve, ainsi, ses niveaux de février 1983, et, même, de l'été 1982. Vis-à-vis du mark, c'est à la fin 1981 qu'il faut remonter pour enregistrer un cours de 2,25 DM pour un dollar, et même à octobre 1972.

Aucune raison particulière n'était avancée pour justifier ce nouveau glissement, très vivement souhaité par le gouvernement et les industriels américains mais non moins vivement redouté par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale. Ce dernier, on le sait, s'inquiète des conséquences de la baisse du dollar qui, en renchérissant les importations, pourrait relancer l'inflation. A la Maison Blanche, on rétorque que les exportateurs étranger, prenant sur leurs marges, ne relèveront leurs prix que faiblement (ce qui est probable), et que la baisse des prix du pétrole est un puissant facteur antidéflationniste. Les milieux financiers internationaux voient, maintenant, le cours de « billet vert » tomber à 6,50 F, ce qui pourrait constituer un palier.

Sur les marchés des changes, l'autre événement du jour a été la stabilité du dollar à Tokyo, son recul étant pratiquement stoppé à 181 yens. La hausse du yen se trouve donc bloquée du même coup, comme le souhaitait, à la veille du week-end, le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone. Conséquence de ce coup d'arrêt, la devise japonaise s'affaiblit vis-à-vis des monnaies européennes, ce qui ne satisfait nullement la CEE, dans la mesure où cet affaiblissement renforce la compétitivité des exportateurs nippons sur les marchés non américains.

L'économie japonaise face à la baisse du billet vert

Tenir le cours de 180 yens pour 1 dollar

« A 200 yens pour 1 dollar, nous pouvons être compétitifs sur les marchés étrangers, à 175 yens, cela ne marche plus, le dollar est trop bas et le yen trop cher. » Ainsi s'exprimait, il y a une dizaine de jours, un fabricant japonais de machines-outils. A ces propos faisait écho M. Takashi Ishihara, président de la firme de construction automobile Nissan et du syndicat des constructeurs, ou encore le président de l'association des fabricants de jouets en métal, PME qui exportent les trois quarts de leur production, et s'écriait la semaine dernière : *« Allons mettre le feu à la banque du Japon et au ministère des finances avant de faire faillite ! »*

Telles sont les réactions qu'entraîne une hausse du yen par rapport au dollar dépassant 30 % depuis le 22 septembre dernier. C'est à cette date que le groupe des cinq pays les plus industrialisés du monde décida de faire baisser les cours de la devise américaine. L'objectif était de réduire le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis, notamment vis-à-vis du Japon.

En ce qui concerne le dollar, ce fut un vrai succès. De 242 yens à la veille du 22 septembre 1985, il tomba à 215 yens le 15 octobre, puis à 200 yens à la fin de l'année. Fin janvier, le ministre des finances nippon se laissa aller à confier au *Washington Post* que l'économie japonaise pouvait, sans inconvénient, voir le dollar tomber à 190 yens, ce qu'il fit incontinent, pour ensuite glisser à 180 yens et même en dessous, non loin de son record absolu de 175 yens le 31 octobre 1978.

A la veille du week-end dernier, toutefois, M. Nakasone, premier ministre japonais, laissait entendre que le yen avait *« atteint sa limite supérieure »* et la devise nippone se raffermissait un peu à 182 yens environ pour un dollar. Va-t-on en rester là ? C'est difficile à dire, mais tout porte à croire que à 180 yens pour un dollar, la résistance devient plus forte au Japon qu'elle ne l'a été aux paliers de 215 puis 200 yens.

Certes, on a toujours sous-estimé, dans le passé, les facultés d'adaptation des industriels nippons, ce qui justifie le scepticisme de certains observateurs devant les doléances exprimées à Tokyo. Mais, même au pays de la productivité et de la robotisation à outrance, on ne peut pas *« digérer »* en deux temps et trois mouvements une revalorisation de la monnaie nationale, qui place désormais les exportateurs devant le dilemme suivant : réduire dramatiquement les ventes à l'étranger ou accepter de vendre sans bénéfice, et, même à perte.

Trois parades

Pour les grandes entreprises, trois parades sont possibles. La première consiste à transférer pour partie les fabrications à l'étranger, ce qui va accélérer un mouvement de délocalisation déjà engagé vers les Etats-Unis. La deuxième revient à concentrer davantage les activités des sociétés sur les produits haut de gamme à forte valeur ajoutée. La troisième, typiquement japonaise, *est de réduire immédiatemment* les rémunérations, primes et bonus, et surtout de pressurer les fournisseurs et sous-traitants, notamment dans l'automobile et l'électronique.

En fait, ce sont les petites et moyennes entreprises qui vont, pour l'essentiel, faire les frais de la hausse du yen. Fabricants de produits à faible valeur ajoutée ou de technologie simple, exposés désormais à la concurrence effrénée des Sud-Coréens et des Taiwanais dont la monnaie était dévaluée de plus de 30 % par rapport au yen, ces PME ne vont pas connaître un sort très enviable, d'où les efforts du gouvernement nippon pour essayer d'amortir le choc.

Ajoutons que, dans l'immédiat, le formidable excédent commercial japonais risque d'augmenter encore cette année. Pour éviter que l'excédent de la balance des paiements, près de cinquante milliards de dollars l'an dernier, ne fasse encore monter le yen, les autorités japonaises vont sans doute encourager davantage les exportations de capitaux, notamment par achat de titres étrangers, essentiellement américains. Selon certaines rumeurs, les investisseurs institutionnels (caisses de retraites et compagnies d'assurances sur la vie) pourraient être autorisés à détenir en valeurs étrangères plus de 10 % de leurs actifs.

En attendant, ces mêmes investisseurs institutionnels viennent d'enregistrer des moins-values spectaculaires sur leurs acquisitions antérieures. Les revendre maintenant serait consacrer la perte. La seule solution est de continuer à en acheter pour profiter de l'écart de taux en faveur du marché américain (près de trois points), en espérant que la baisse du dollar ne sera pas éternelle.

FRANÇOIS RENARD.

AGRICULTURE

LE PREMIER TOUR DE TABLE SUR LES PRIX AGRICOLES

M. Nallet refuse les projets de réforme des règlements communautaires

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – La traditionnelle négociation de début d'année sur les orientations à donner à la politique agricole commune (PAC) ne s'est pas encore nouée. Après le premier échange de vues qu'ont eu, le lundi 24 février, les ministres des Douze sur les propositions de la Commission, on ne distingue pas dans quel ordre les nombreux dossiers qui constituent cette négociation vont être abordés : réforme des règlements applicables aux céréales, à la viande bovine, aux graines oléagineuses, fixation des prix, etc.

Les propositions de la Commission, qui s'analysent comme une nouvelle cure d'austérité imposée à l'Europe verte, ont fait l'objet de critiques diverses comme il se doit selon les intérêts de chacun. En réalité, les uns et les autres ne se sont pas encore dévoilés, et ainsi il n'est pas apparu quelle forme prendrait et jusqu'où irait cette année l'obstruction ouest-allemande à l'égard d'une politique agricole que la Commission veut orienter de plus en plus vers la compétitivité internationale.

Parmi les préoccupations immédiates exprimées par le ministre français, M. Nallet, on retiendra son refus d'une réforme de la réglementation applicable à la viande bovine fondée sur une quasi élimination des achats publics d'intervention. A ses yeux, la Commission, en le proposant, fait fausse route. Elle ignore que le marché de la viande a été boulerversé par l'instauration de quotas laitiers. A terme, l'abattage accéléré de vaches laitières va entraîner une réduction de la production de viande, si bien que vers 1990 la pénurie pourrait remplacer l'excédent actuel. Ce n'est pas le moment de décourager les producteurs spécialisés.

Cependant, M. Nallet reconnaît que l'intervention fonctionne mal (beaucoup d'éleveurs produisent pour l'intervention) et propose d'en changer la nature. Elle deviendrait un simple instrument de dégagement du marché. En cas de surabondance de l'offre, les autorités communautaires décideraient au coup par coup l'ouverture d'achats d'intervention à des prix aussi proches que possible des prix du marché et non pas à un « prix d'intervention » préétabli, comme cela se passe aujourd'hui. En pratique, cela veut dire que dans les conditions présentes des achats publics pourraient avoir lieu, mais à un prix inférieur de 10 % à 12 % au prix d'intervention officiel.

M. Nallet écarte la proposition de la Commission visant à réduire automatiquement la subvention accordée aux producteurs de colza et de tournesol dans le cas où leurs livraisons dépasseraient le seuil fixé par le conseil. La CEE est déficitaire en oléagineux ; il n'y a donc aucune raison d'entraver le développement de leur production. Si l'on veut que cela coûte moins cher, il faut limiter les importations des produits qui leur font concurrence.

On retrouve là une des préoccupations plus générales du ministre français : l'inexistence du volet extérieur dans les propositions de la Commission. Quelle sera l'attitude de la CEE face aux Etats-Unis, dont le *farm bill* constitue, selon lui, *« un véritable plan de conquête des marchés »* ?

Ces préoccupations sont partagées par M. Tesseytou, le président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), qui a rencontré lundi à Bruxelles M. Delors, président de la Commission, et M. Nallet. Il estime lui aussi qu'il est dangereux de parler de prix ou de règles de marché tant qu'une nouvelle réflexion n'a pas été entreprise sur l'essentiel : les Douze entendent-ils maintenir un carcan budgétaire qui rend la PAC ingérable ?

PHILIPPE LEMAITRE.

● ***320 millions de francs pour l'élevage dans le Massif Central.*** – Mardi matin, les ministres ont approuvé l'octroi d'une aide de la Communauté de 320 millions de francs, sur six ans, pour promouvoir et moderniser l'élevage dans le Massif Central. Les actions de modernisation ainsi engagées seront, grâce à ces crédits, financées pour 40 % par le budget européen.

Aider les PME

Soucieux de calmer l'irritation de ses partenaires occidentaux avant le sommet des pays industrialisés à Tokyo en avril prochain, le gouvernement japonais se trouve confronté à des impératifs de plus en plus contradictoires. Opter pour une appréciation du yen sans pour autant sacrifier les exportateurs les plus vulnérables, relancer l'économie interne sans faillir aux promesses d'austérité budgétaire, constitue un exercice d'équilibrisme auquel l'équipe Nakasone se livre avec des bonheurs divers.

Les Japonais estiment avoir multiplié les gages de bonne volonté ces derniers mois. Certes, la remontée du yen a été beaucoup plus forte à l'égard du dollar qu'à l'égard des monnaies européennes, sauvegardant la compétitivité des produits nippons dans les pays de la CEE, qui craignent de devenir avant longtemps un marché de substitution au traditionnel débouché américain. Cette appréciation de la monnaie nippone n'en répond pas moins à l'attente de ses partenaires. Pressé de donner un coup de fouet à l'économie interne. M. Nakasone a décidé, le 29 janvier dernier, *d'abaisser d'un demi-point à 4,5 %* le taux d'escompte, et les rumeurs vont bon train sur une nouvelle réduction. Pourtant nul n'est satisfait. Ni à Bruxelles, ni à Washington, ni à Tokyo.

Pour les Japonais, la principale menace reste américaine. Les Européens, dont le déficit commercial est passé de 12,4 milliards de dollars en 1984 à 14,5 milliards en 1985, selon les dernières estimations de Bruxelles, ont décidé de concentrer leurs efforts et leurs pressions – à vrai dire quelque peu dispersées – sur l'ouverture toujours lente du marché japonais aux importations de la CEE. Les Etats-Unis, en revanche, jouent un registre beaucoup plus agressif. Les menaces de Washington sont à la mesure du déficit de 49,7 milliards de dollars enregistré l'an dernier avec le Japon.

Avant même qu'elles ne soient entérinées le 21 février par le cabinet nippon pour entrer en application trois jours plus tard les mesures d'aide aux petites entreprises exportatrices, sérieusement malmenées par la hausse du yen – *1,7 milliard* de dollar de crédits bonifiés à long terme, – étaient dénoncées par le représentant commercial du président américain, M. Clayton Yeutter, comme autant de violations des règles du GATT appelant d'éventuelles représailles.

Une inquiétude croissante

Pour M. Nakasone, cette accusation est d'autant *plus gênante qu'il* lui faut répondre à l'inquiétude croissante des milieux d'affaires, alors même que les candidats à la succession de l'actuel premier ministre, dont le ministre des finances, M. Noboru Takeshita, cherchent à placer leurs pions. Les grandes entreprises disposent d'une certaine marge de manœuvre, même si leurs critiques se précisent avec la montée du yen.

La baisse des bénéfices, qui ne manquera d'apparaître en mars prochain pour certaines d'entre elles, doit être appréciée par rapport aux bénéfices records enregistrés l'an dernier, grâce à un dynamisme redoutable à l'exportation. Fidèles à *leur tradition, les Japonais ont commencé* par rogner sur leurs marges bénéficiaires pour conserver leurs parts de marchés, notamment aux Etats-Unis, et font pression sur les importateurs de matières premières pour qu'ils répercutent pleinement la baisse des cours mondiaux, un atout majeur pour le Japon. La banque d'affaires Jardine Fleming estime même que Sony ne perdra pas d'argent avant que le dollar ne tombe à... 130 yens. Cette souplesse n'est *pourtant pas à la portée de* tous, et les petits producteurs de porcelaine, de bicyclettes ou de textile pourraient voir leurs bénéfices s'effondrer de 20 % à 80 % cette année selon les analystes.

Comment, dans ces conditions, offrir aux entreprises japonaises les moyens de s'adapter à une monnaie qui s'est sans doute appréciée trop vite et permettre à l'économie d'éviter le tassement de la croissance que chacun lui prédit ? Nul ne croit plus *aujourd'hui que l'objectif gouvernemental* d'une croissance de 4 % soit tenable. Les prévisions varient de *1,5 % à 3 %*, la *principale question* étant de savoir si le Japon parviendra à éviter de retomber en deçà de 3 %, un revers connu une seule fois en vingt ans, en 1974.

Une réforme de la fiscalité pour favoriser la consommation est prônée par certains (les recettes fiscales japonaises dépendent en effet pour 70 % des impôts directs sur les revenus). Une nouvelle baisse des taux d'intérêt, judicieusement annoncée avant le sommet de Tokyo permettrait par contre de rassurer les partenaires du Japon et de répondre aux exigences des investisseurs japonais. Mais quelles en seraient les retombées à court terme pour la croissance japonaise ?

Les spécialistes restent perplexes et rappellent que, en tout état de cause, les excédents commerciaux du Japon resteront insolents cette année encore. La chute du prix du pétrole allégera de quelque 10 milliards de dollars la note des importations, la stabilisation des cours des matières premières favorisera un temps les exportateurs, et c'est sur un excédent de 70 milliards de dollars contre 56 milliards en 1985 que le Japon pourrait terminer l'année en cours. *Même si, dans quelques* mois, la hausse du yen et d'éventuelles mesures d'ouverture des frontières permettent de limiter les dégâts.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

BRÉSIL

● **Le gouvernement brésilien gèle le programme d'alcool-carburant.** – Lundi 24 février, les autorités brésiliennes ont décidé de ne plus autoriser la création de nouvelles distilleries pour la production d'alcool à partir de la canne à sucre. Deux raisons à cela : la baisse des prix du pétrole et la surproduction. En 1986, la production d'alcool-carburant sera de 12 milliards de litres et la consommation en 1985 a *été de l'ordre de 9 milliards de litres.* Quant au prix du baril d'alcool, il est officiellement de 37 dollars par baril. Le programme alcool-carburant avait été lancé en 1975. Sur un parc de 8 200 000 véhicules, 2 400 000 roulent à l'alcool. – *(AFP).*

PORTUGAL

● ***Un endettement public impressionnant.*** – Le gouvernement minoritaire social-démocrate a mis en lumière, dans les annexes au projet de budget 1986, la montée inquiétante de l'endettement public au Portugal. Compte tenu des fonds spéciaux permettant de subventionner les prix des produits de base – 861 milliards d'escudos (1,83 milliards de francs) – la dette publique représente 3 461 milliards d'escudos (7,36 milliards de francs), soit plus que le produit national brut de 1985. L'expiration de périodes de grâce devrait en outre aboutir à augmenter de 44 % le service de la dette avec des remboursements d'intérêts évalués à 470 milliards d'escudos.

Social

● **Paridoc : 42 milliards de francs de chiffre d'affaires.** – La centrale d'achats et de services Paridoc (enseignes Mammouth et Suma) a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires total, cumulé, de 41,9 milliards de francs, en progression de 6,3 % par rapport à 1984. Les deux mille neuf cent quatre-vingt-neuf *« petites et moyennes surfaces »* (succursales et supérettes) représentent 11,7 % de ce total, soit 4,9 milliards de francs, en baisse de 3 % sur l'année précédente. Les quatre cent trente-trois supermarchés (29,8 % et 12,5 milliards de francs) ont progressé de 1,3 %. Les quatre-vingt-huit hypermarchés font plus de la moitié de l'ensemble (53,5 % *et 22,4 milliards de francs) et ont* progressé de 12,8 %. En revanche, les activités de gros, avec 2 milliards de francs, subissent une baisse de 2,7 % de leur chiffre.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,9350	6,9380	+ 30	+ 45	+ 70	+ 100	+ 250	+ 350
$ can.	4,9964	5,0040	– 176	– 155	– 311	– 276	– 515	– 427
Yen (100)	3,8321	3,8359	+ 61	+ 74	+ 141	+ 164	+ 531	+ 594
DM	3,0720	3,0743	+ 88	+ 102	+ 201	+ 221	+ 613	+ 673
Florin	2,7172	2,7192	+ 52	+ 60	+ 117	+ 133	+ 373	+ 422
F.B. (100)	15,0043	15,0173	– 243	– 179	– 480	– 351	– 815	– 409
F.S.	3,6736	3,6771	+ 115	+ 133	+ 264	+ 291	+ 833	+ 908
L (1 000)	4,5120	4,5169	– 366	– 328	– 784	– 723	– 1883	– 1690
£	10,2985	10,3078	– 323	– 287	– 632	– 574	– 1487	– 1307

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16
DM	4 1/2	4 3/4	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16
Florin	5 3/4	6	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8
F.B. (100)	9	10	10	10 1/2	10	10 1/2	9 1/2	10
F.S.	2	3	4 1/8	4 1/4	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16
L (1 000)	14	16	16 3/4	17 3/4	17 1/2	18 1/4	16 1/2	16 7/8
£	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 5/16	12 7/16	11 5/8	12 3/4
F. franç.	8 3/8	8 5/8	12 3/8	15 1/8	14 1/8	15 1/8	13	13

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FINANCES

LA VAGUE ÉTRANGÈRE AUX ÉTATS-UNIS

L'investisseur investi...

Correspondance

Washington. — Un débat s'engage aux Etats-Unis sur les risques représentés par l'augmentation des investissements étrangers sur le territoire américain. C'est l'histoire de l'*arroseur arrosé : l'investisseur investi*. Après avoir eux-mêmes investi pendant des années autour du monde, et cherché à influencer les gouvernements dont leurs intérêts dépendaient, les Américains s'inquiètent de subir, à leur tour, un « colonialisme économique de l'étranger » qui pourrait être d'autant plus dangereux que leur pays est devenu débiteur de l'extérieur et que les investissements japonais ont massivement pris le relais, désormais, des pays producteurs de pétrole.

Le total des investissements étrangers aux Etats-Unis approche *le chiffre record* des 1 000 milliards de dollars, et c'est sans doute ce qui a déclenché soudainement sur eux l'attention du public. *Ils* représentent environ 1 % des biens immobiliers du pays, 5 % de ses valeurs mobilières, privées et publiques, 10 % des bons d'Etat représentant les 2 milliards de dettes de la nation. Ainsi les Américains commencent-ils à prendre conscience du fait que leurs obligations vis-à-vis de l'étranger vont croissant, jusque chez eux.

Des Canadiens possèdent le tiers des bureaux disponibles dans le centre de Minneapolis et la moitié des *nouveaux bureaux construits* à Denver depuis 1980. Les Européens ont d'importants intérêts à New-York. Les fermes de certaines régions agricoles, près d'Atlanta, par exemple, ne survivent à la limite de la rentabilité que parce qu'elles sont soutenues par des propriétaires étrangers, *souvent européens*.

Les journaux américains se demandent pourquoi le contribuable français finance les pertes de l'American Motors Corp, filiale de la régie Renault. Il ne leur plaît pas tout à fait que l'Eglise unifiée de Corée ait lancé et soutienne énergiquement le *Washington Times*, quotidien qui prétend concurrencer le très puissant *Washington Post*. *« Il aura fallu attendre les Coréens pour s'apercevoir qu'une démocratie bipartisane ne peut pas fonctionner avec un journal d'un seul bord dans sa capitale »*, déclare froidement au *New York Times* le rédacteur en chef du *Washington Times*, Arnaud de Borchgrave.

Pour la première année, en 1984, les investissements étrangers aux Etats-Unis ont dépassé (de 95 milliards de dollars) les investissements américains à l'étranger. L'écart est passé en 1985 à environ 500 milliards. Le flux est permanent et croissant, encouragé évidemment par la persistance du déficit américain, mais aussi par... la baisse du dollar et l'irrésistible accroissement de l'épargne au Japon.

Le mystère saoudien

Les plus gros détenteurs de bons du Trésor des Etats-Unis sont les Saoudiens, qui sont aussi, d'une manière générale, les plus grands propriétaires étrangers de biens en dollars aux Etats-Unis. L'assurance qu'ils ne retireraient pas leurs capitaux du marché américain en période de baisse du dollar vaut bien quelques concessions : on mesure la puissance politique des propriétaires de capitaux arabes au refus constamment opposé par les responsables du Trésor américain de révéler le montant de bons du Trésor possédés par eux, même lorsque les comités responsables du Congrès l'ont, à plusieurs reprises, demandé. Le secret des informations financières, considéré comme important pour les investisseurs, a pour résultat qu'il est difficile de distinguer les investissements particulièrement bienvenus qui viennent de pays comme le Canada, et les autres, en provenance de la Libye par exemple.

On sait toutefois que la vague d'investissements *japonais* qui se déchaîne depuis deux ans est arrivée à point, dans les portefeuilles américains, pour prendre le relais des placements de l'Arabie saoudite et des autres pays producteurs de pétrole au moment de la baisse des prix de celui-ci. En 1984, les Japonais ont acheté un quart de tous les bons du Trésor vendus à l'étranger, et leurs investissements ont été environ trois fois plus élevés que ceux des producteurs de pétrole.

Mais, surtout, les investissements japonais sont beaucoup plus diversifiés que les autres, et risquent d'entraîner des conséquences beaucoup plus importantes. Il ne s'agit plus essentiellement de valeurs mobilières, mais de biens immobiliers, d'entreprises industrielles, de circuits de distribution, etc.

Le pouvoir japonais

Dans quelle mesure les investisseurs étrangers achètent-ils les compagnies américaines pour acquérir leur technologie ? Une réciprocité à des investissements américains de même nature dans le pays qui procède à ces investissements aux Etats-Unis est-elle assurée ? Telles sont deux des nombreuses questions que commencent à se poser les autorités américaines, alors que le plus souvent les collectivités locales se *livrent la compétition la plus féroce* pour attirer lesdits investissements étrangers à coups d'avantages en nature, de déductions fiscale, et, parfois, de subventions obtenues auprès d'agences gouvernementales.

Le contribuable américain est-il censé soutenir indirectement les investissements *japonais* sur son sol ? Est-il normal que les Etats américains soient mis en concurrence à qui aura les lois les plus restrictives en matière syndicale, ce qui fait la fortune de quelques-uns ? Et des compagnies étrangères qui respectent les syndicats dans leur pays peuvent-elles impunément pratiquer des politiques totalement antisyndicales sur le sol américain ? Est-il bon que certains pays qui reçoivent de l'aide économique des Etats-Unis renvoient cet argent sous forme d'investissements étrangers aux Etats-Unis ? Et la question dont la réponse est la plus délicate : les Etats-Unis rendent-ils à l'économie mondiale un service en fournissant une bonne plate-forme de base pour les investissements d'où qu'ils soient, ou non ?

N'est-il pas normal que les étrangers cherchent à *influencer les* Etats-Unis ? Les Japonais, en tout cas, qui ont parfaitement analysé le système politique américain, ont répondu à la question.

Leurs contributions au « lobbyisme » des Etats-Unis sont presque trois fois plus élevées que celles du premier pays suivant qui cherche à influencer les lieux : le Canada. L'Allemagne fédérale vient en troisième position, à peu près au même niveau que le Canada. Viennent ensuite, à égalité, l'Union soviétique, l'Irlande et l'Indonésie. La France arrive en dixième position. Il s'agit là d'« honoraires de lobbyisme » déclarés officiellement au ministère de la justice. Sans doute ne reflètent-ils qu'une partie de la réalité. Ils n'en sont pas moins significatifs.

La contribution des firmes étrangères aux comités d'action politique locaux et nationaux va croissant. Sandoz (Suisse) a officiellement donné 251 000 dollars à cet effet en 1984, Seagram (Canada) 162 000 dollars. Royal Dutch Shell a par exemple financé directement 726 000 dollars de campagne pour bloquer en Californie, avec succès, un référendum sur un impôt pétrolier.

Elle contribue en outre aux fonds d'action politique nationaux (186 000 dollars pour Shell Oil en 1984). Mais si chacun des investisseurs cherchait jusqu'à présent à défendre ses intérêts, aucune concentration de puissance politique nationale étrangère ne s'était exercée massivement jusqu'à présent au sein des institutions politiques américaines. Désormais, il en va autrement et les Américains se demandent les effets que cela aura sur leur chère démocratie.

La puissance politique des investisseurs japonais est devenue considérable. On le voit dans des Etats comme la Floride et la Californie qui ont, les premiers, cherché à imposer les sociétés multinationales en proportion de leur bénéfice mondial par rapport au chiffre d'affaires fait sur leur territoire, et non plus seulement d'après les déclarations des filiales locales qui exportent systématiquement leurs profits.

Un groupe de firmes japonaises a versé 108 000 dollars officiellement pour lutter contre l'adoption d'un tel texte au Congrès de Californie.

Sony America a payé, de son côté, 29 000 dollars. Ces manœuvres sont, il faut le dire, appréciées pour l'instant de part et d'autre de la barrière du pouvoir politique : les législateurs *californiens* ont *repoussé le* texte, mais ils se sont bien gardés de le déclarer abandonné. Cette « loi presse-citron » est devenue trop fertile pour les contributions électorales...

JACQUELINE GRAPIN.

La Lufthansa pénalisée par la hausse du dollar

De notre correspondant

Düsseldorf. — La direction de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a cru bon, ces derniers jours, de rassurer l'opinion publique sur ses résultats. Elle a clôturé l'année 1985 *avec un bénéfice supérieur* à la moyenne des dernières années. Il en sera de même en 1986, même si le bénéfice record de 1984 ne se répète pas. En fait, ces bonnes nouvelles, distillées avec insistance, n'ont qu'un but : masquer des résultats moins glorieux.

Lufthansa a, en effet, enregistré une perte sèche de 200 à 300 millions de DM (entre 600 et 900 millions de FF) en misant, à tort, sur une hausse du dollar. De crainte de voir s'envoler la monnaie américaine vers les 4 DM, la compagnie aérienne avait choisi, en février 1985, de se prémunir, car elle doit, en 1986, renouveler une partie de sa flotte avec notamment la livraison de dix Boeing 737-300 et d'un 747.

Elle avait donc acquis environ 275 millions de dollars à terme, soit la moitié du montant de ses futurs investissements. Le cours du dollar avoisinait à l'époque les 3,20 DM. Mais Lufthansa n'a pas eu le flair qu'il fallait. Contrairement à ses prévisions, le dollar *est tombé et frôle actuellement* les 2,30 DM. Cela signifie pour elle une perte sèche d'environ 250 millions de DM (760 millions de F), perte qui augmentera encore si, d'ici au mois d'août, date de livraison des premiers Boeing 737-300, le billet vert baisse encore.

La Lufthansa a eu beau déclarer que ce genre d'opérations était normal pour une entreprise opérant dans le monde entier, ses explications n'ont pas calmé le gouvernement fédéral, qui possède 74,31 % *de ses actions*, et la classe politique.

Première conséquence de l'affaire, dont la presse a été informée grâce à des fuites sur un rapport interne, les actions de Lufthansa ont baissé de 10 % le 20 février à la Bourse de Francfort. Le ministre des transports, M. Werner Dollinger, a, d'autre part, convoqué pour leur demander des comptes les dirigeants de la compagnie dans une petite station de Bavière où il effectue une cure.

Enfin, un député de l'Union chrétienne-sociale bavaroise (CSU) s'est fait le porte-parole de son chef, M. Franz-Josef Strauss, président du conseil de surveillance d'Airbus et membre de celui de Lufthansa, pour demander, à la « une » du journal à grand tirage *Bild* (cinq millions d'exemplaires quotidien), la démission du directeur de la compagnie, M. Heinz Ruhnau. Celui-ci est, au demeurant, proche des sociaux-démocrates, et ce n'est peut-être pas un hasard si les conservateurs ont été si rapides à demander son départ.

(Intérim.)

SOCIAL

LA CGT ET LES LIBERTÉS

Nouveau renvoi pour l'affaire Clavaud

Le conseil des prud'hommes de Montluçon (Allier) s'est déclaré *« incompétent »* sur le licenciement par la direction de Dunlop-Sumitomo de M. Alain Clavaud, adhérent de la CGT à qui il est reproché d'avoir donné une interview à *l'Humanité*. Déjà les 13 et 20 février aucune décision n'avait pu être prise. Malgré l'appel à un juge d'instance pour départager les conseillers salariés et employeurs, le conseil a renvoyé *« les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront devant la juridiction du fond »*, c'est-à-dire devant une juridiction prud'homale d'une composition différente. Alors que la CGT organise une journée nationale sur les libertés le 25 février, M. Gérard Gaumé, secrétaire de la confédération, a qualifié cette décision de *« choquante »* et annoncé que la centrale allait *« faire appel »*.

Cette affaire Clavaud est devenue suffisamment symbolique, alors que la centrale annonce que plus de dix mille de ses élus ont été licenciés depuis 1982 – la tendance allant en s'aggravant, – pour constituer un lever de rideau exmplaire à la journée nationale de la CGT sur les *atteintes aux libertés syndicales*. Comment ne pas comprendre en effet que l'on s'émeuve ou que l'on s'indigne devant le fait de licencier un salarié qui, pour l'essentiel, n'a fait que décrire ses conditions de travail dans *l'Humanité?* La jurisprudence attend d'un salarié qu'il exécute sa prestation de travail d'une manière personnelle, consciencieuse et loyale. Mais elle ne lui interdit pas le droit à la parole alors même qu'une partie du patronat est favorable à l'expression des salariés.

Le licenciement de M. Clavaud apparaît ainsi comme la manifestation d'un autre âge du fait du prince. M. Clavaud a-t-il contrevenu à l'*« obligation de discrétion »* à laquelle fait référence une partie de la jurisprudence, en faisant connaître à la concurrence, comme l'en accuse la direction, le prix de revient des pneus? Même si la concurrence avait besoin de M. Clavaud pour savoir... la sanction reste en tout état de cause disproportionnée. On peut cependant se demander, comme le fait FO, alors que *l'Humanité* nous rappelle que, s'il avait sa carte à la CGT, il n'y militait pas et n'était pas au PC, pourquoi le journal communiste n'a pas recouru pour un tel témoignage à un salarié protégé par son mandat syndical? Le risque était-il calculé?

M. N.

• **Démission d'une dirigeante socialiste de l'union départementale CGT du Val-de-Marne.** – Mme Chantal Deluchat, membre (socialiste) de la direction de l'union départementale CGT du Val-de-Marne, a démissionné du secrétariat de cette organisation pour *« désaccord politique »* en raison des positions, selon elle, *« partisanes et antisocialistes »* de ses dirigeants. Mme Deluchat, qui est l'épouse de M. André Deluchat, membre socialiste du bureau confédéral, reste toutefois membre de la commission exécutive et du bureau de l'union départementale. Lors de son congrès, auquel a assisté M. Georges Marchais, l'UD, déjà très critique à l'égard du gouvernement, a encore haussé le ton, nous indique notre correspondant. Dans un communiqué, le 24 février, l'UD affirme que s'est *« à des fins personnelle, et professionnelle »* que Mme Deluchat n'a pas souhaité *« être reconduite au secrétariat. Il n'y a donc pas de rupture ni de démission de sa part et elle reste membre à part entière de la direction de l'UD »*.

SELON UN SONDAGE DE LA CFTC

Une majorité du personnel des banques est favorable à la flexibilité

La Fédération CFTC-banques a effectué un sondage qui a été rendu public, le lundi 24 février, sur l'aménagement du temps de travail. Réalisée auprès de 2 891 salariés des banques (23,2 % d'adhérents CFTC, 69,4 % de non-syndiqués), cette enquête fournit des informations à la fois contradictoires et significatives d'un certain état d'esprit.

Si 54,7 % des personnes interrogées considèrent que l'évolution actuelle de la profession nécessite un aménagement du temps de travail, et 58,4 % estiment que la généralisation des horaires variables est souhaitable, elles sont 69,4 à refuser une ouverture des guichets six jours sur sept.

L'aménagement du temps de travail leur paraît nécessaire à 53,1 % pour mieux servir la clientèle, et la modification de l'amplitude journalière leur paraît souhaitable à 49,8 % (contre 42,3 %), mais ils ne sont que 19,3 % à préconiser une ouverture avant 8 heures du matin et 9,4 % à accepter une fermeture à 18 heures ou 18 h 30.

Opposés à 57,7 % au principe de l'annualisation du temps de travail, ils accepteraient une augmentation de l'amplitude journalière, à 55,4 %, si la semaine de travail était ramenée à quatre jours et demi. De même, l'ouverture six jours sur sept ne devrait pas, pour 89,4 % d'entre eux, remettre en cause les deux jours de congé consécutifs, dont le dimanche. Encore faudrait-il que cela soit le fait de volontaires (à 66,1 %) et qu'une compensation soit accordée (à 85,8 %) sous forme de réduction du temps de travail sans diminution de salaire (à 58 %).

LA FISCALITÉ REPRÉSENTE 44 % DES RESSOURCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les impôts locaux, dont la progression dépasse 5 % l'an en valeur réelle, rapportent aux collectivités locales presque autant que l'impôt sur le revenu à l'Etat, selon une étude de la Documentation française. La part des impôts locaux supportée par l'Etat est passé en quatre ans (1981-1985) de 8 % à plus de 16 %. Elle représente même 30 % de la seule taxe professionnelle.

La France risque de voir exploser son système fiscal, qui n'arrive à subsister, souligne l'étude, que parce que l'Etat accepte de prendre à sa charge une part croissante des cotisations réclamées aux contribuables.

En 1985, sur 193 milliards de francs de ressources fiscales des collectivités locales, 160 ont été fournis par la fiscalité directe (foncière bâtie et non bâtie, taxe d'habitation, taxe professionnelle), 19 par les transferts de l'Etat (vignette, carte grise, droits d'enregistrement), 14 par diverses autres taxes. Ces 193 milliards de francs représentent 44 % des ressources totales des collectivités locales, emprunts et subventions compris.

La croissance rapide des dépenses des collectivités locales, liée à leur formidable effort d'équipement, explique la progression très vive des cotisations. D'autre part, toujours selon l'étude, l'étroitesse du territoire fiscal local, tenant à l'existence de trente-six mille communes, perpétue les disparités d'imposition entre contribuables et de richesse, entre collectivités.

(•) Documentation française (31, quai Voltaire, à Paris). *Notes et études documentaires*, n° 4802, « L'explosion des impôts locaux », par Jacques-Sylvain Klein.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Eastern Airlines serait reprise par Texas Air

La compagnie Eastern Airlines, troisième transporteur aérien américain, pourrait être rachetée pour la somme de 670 millions de dollars (4,7 milliards de francs) par la compagnie Texas Air. M. Frank Borman, président d'Eastern, a déclaré, le 24 février, que sa compagnie avait accepté cette solution pour éviter d'être mise en faillite.

Eastern doit 2,5 milliards de dollars (17,5 milliards de francs) à ses créanciers. Les banques pressaient la compagnie d'obtenir de ses personnels des limitations de rémunération. Il semble que le refus du personnel au sol d'accepter des sacrifices ait obligé Eastern à chercher une aide extérieure.

Texas Air, qui exploite les deux compagnies Continental Airlines et New York Air, est dirigée par M. Frank Lorenzo, qui s'est fait la réputation de diminuer de façon drastique les dépenses salariales. M. Lorenzo s'était porté acquéreur, en 1985, des actions de la compagnie TWA. L'alliance des syndicats du personnel, effrayés par ses projets d'économie, et du financier Carl Icahn avait permis à ce dernier de remporter la majorité des actions de TWA.

Manufrance SA mise en liquidation de biens

La société Manufrance SA a été mise en liquidation de biens par le tribunal de commerce de Saint-Etienne le 19 février. Ce jugement met fin à l'existence de cette société mise en règlement judiciaire en février 1979 et présidée, de fin 1980 à septembre 1985, par M. Tapie, et depuis par un de ses collaborateurs, M. Hope. Le tribunal a ainsi rejeté le projet soutenu par M. Tapie d'un concordat par abandon d'actifs. Manufrance SA, héritière de la célèbre Manufacture des armes et des cycles de Saint-Etienne, se contentait d'encaisser les factures des différents secteurs cédés en location-gérance.

Carburateurs : Rheinmetall prend le contrôle de Pierburg

Siemens est éliminé de la course au rachat du groupe allemand Pierburg, numéro deux européen du carburateur (1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires), dont il se disputait le contrôle avec Bosch (*le Monde* daté 24-25 novembre 1985), déjà actionnaire à 20 % avec un droit de préemption sur le reste du capital.

Un troisième larron, Rheinmetall (armements), vient de racheter à la famille Pierburg le contrôle de l'affaire (80 %). Indirectement, Bosch est le grand gagnant. Rheinmetal s'est engagé à coopérer avec le groupe et a signé avec lui un accord industriel. Pierburg s'apprête, en effet, à élargir sa gamme de produits pour mettre sur le marché des systèmes électroniques sous licences Bosch. En outre, il se lancera bientôt dans l'injection à essence, toujours avec l'aide de Bosch. Cette acquisition, qui permettra à Rheinmetall (8,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) de se diversifier, doit encore être soumise à l'approbation de l'Office des cartels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LETTRE DE LA COMPAGNIE BANCAIRE

En 1985, le Groupe de la Compagnie Bancaire a poursuivi son développement : les établissements de crédit qui en sont les principaux éléments ont accru de 9 % et porté à plus de 39 milliards de francs les concours qu'ils ont mis à la disposition de leur clientèle au cours de l'année ; le total de leurs opérations en cours a progressé de 8 % et dépassait en fin d'année 101 milliards de francs. Les sociétés de promotion immobilière ont vendu davantage de logements. Le développement de la collecte d'épargne auprès des particuliers et la conclusion d'importants contrats avec des entreprises ont valu en outre de très fortes progressions aux activités de Cardif et de Cortal.

Les comptes du Groupe pour 1985 se soldent par un bénéfice net de 1 058 millions de francs. Ce résultat, qui inclut la part du bénéfice des filiales à attribuer aux actionnaires associés à la Compagnie Bancaire, marque sur l'an dernier une progression de 20 %.

Le résultat net consolidé de la Compagnie Bancaire, déterminé après déduction des bénéfices revenant aux autres actionnaires, est de 586 millions de francs. Ce montant, en augmentation de 23 %, représente 56 francs par action Compagnie Bancaire.

Les résultats ci-dessus ne concernent que les activités courantes. On doit y ajouter les profits dégagés par des cessions de titres, soit 126 millions de francs, nets d'impôt, dont 109 pour la part de la Compagnie Bancaire.

Les modalités de l'augmentation de capital décidée par le Directoire sont simples ; ses motifs le sont également.

• Les modalités : le capital a été élevé de 1 042 à 1 173 millions de francs par émission d'actions nouvelles à souscrire au prix de 600 francs chacune. Les titulaires des actions anciennes ont un droit préférentiel à la souscription de ces actions nouvelles, à raison d'une action nouvelle pour huit anciennes. Ce droit est négociable en Bourse ; il peut être exercé à partir du 24 février, et à défaut, il sera prescrit le 15 mars prochain.

• Les motifs : l'évolution des marchés du Groupe, la baisse de l'inflation et les réformes de la réglementation financière ouvrent à la Compagnie Bancaire des perspectives d'expansion qui incitent à renforcer sa capacité d'entreprendre de nouvelles actions :

– participations aux investissements de développement que les sociétés de crédit du Groupe ont engagés ou préparent dans divers pays de la Communauté Européenne ;

– accroissements des efforts engagés par Cardif et Cortal dans le domaine de l'assurance-vie et dans celui de la collecte et de la gestion d'épargne ;

– interventions sur les marchés financiers par le canal d'une filiale spécialisée, la Financière Kléber, qui doit être en mesure d'y réaliser toutes opérations sur les nouveaux instruments, telles que négociations de créances, opérations de contrepartie et arbitrages.

L'émission d'actions à souscrire en espèces permettra en outre de bénéficier des dispositions fiscales incitant les entreprises à renforcer leurs fonds propres : suppression du droit d'apport et faculté de déduire du bénéfice imposable les dividendes versés aux actions nouvelles pendant dix ans.

En raison de la prime dont elle est assortie, cette émission renforcera également les réserves incorporables au capital social sans surcharge fiscale ; elle facilitera ainsi la poursuite de la politique traditionnelle d'accroissement du revenu des actionnaires par attributions d'actions gratuites.

L'ensemble de ces motifs justifie une opération qui apportera 782 millions de francs à la Compagnie Bancaire dans des conditions attrayantes pour ses actionnaires.

André LEVY-LANG
Président du Directoire

Résultats 1985

	En millions de F	Variation 1985/84
Total du Groupe		
• Opérations nouvelles	39384	+ 9%
• Opérations en cours	101721	+ 8%
• Bénéfice d'exploitation après impôt	1058	+ 20%
• Plus-values nettes, hors exploitation	126	n.s.
• Fonds propres, après répartition	8062	+ 15%
Part de la Compagnie Bancaire		
• dans le bénéfice d'exploitation consolidé, après impôt	587	+ 23%
soit en francs, par action	56	
• dans les fonds propres consolidés	4355	

Assemblée Générale : mardi 25 mars à 15 heures.
Dividende 1985 : 10 F nets + 5 F d'avoir fiscal par action

La notice est parue au BALO du 17 février. La note d'information (visa COB n° 86-62 en date du 13/02/86) sera adressée sans frais sur simple demande, 5 avenue Kléber – 75116 Paris – Tél. (1) 45.01.38.53.

Compagnie Bancaire

... a par la hausse du dollar

ÉNERGIE

Sans baisse de la production britannique il ne peut y avoir d'accord sur le marché pétrolier

nous déclare le ministre du Koweït, Cheikh Ali Khalifa

De notre envoyée spéciale

Koweït. – Il n'y a *« pas grand-chose »* à attendre de la prochaine conférence de l'OPEP, à Genève, le 16 mars, a souligné, lundi 24 février, à Koweït, M. Ali Khalifa Al Sabah, ministre du pétrole du Koweït, au cours d'un entretien avec quelques journalistes étrangers. Il a assuré que la stratégie des producteurs de pétrole du Golfe n'avait pas changé et ne changerait pas aussi longtemps qu'un accord avec les producteurs non membres de l'Organisation ne serait pas trouvé. *« Il semble qu'aucune des parties ne veut céder. La demande diminue pour des raisons saisonnières ; l'OPEP a réduit sa production par rapport aux chiffres antérieurs, je crois qu'elle atteint actuellement 16 millions de barils par jour. Mais c'est un ajustement saisonnier, pas un changement de politique »*, a-t-il déclaré, précisant que l'Arabie saoudite respectait son quota de 4,3 millions de barils par jour et que la production koweïtienne, elle, avait augmenté et dépassait actuellement 1,1 million de barils par jour.

« Nous n'en sommes qu'au début, a ajouté M. Ali Khalifa. *A un moment ou à un autre, demain, dans six mois ou même plus, tous les producteurs membres, ou non de l'OPEP, réaliseront qu'ils en bénéficient pas de la situation actuelle et qu'un accord est nécessaire. Sous une forme ou une autre, un arrangement naturel se développera. »* L'accord souhaité ne sera pas *« forcément officiel »*, a-t-il ajouté, l'essentiel étant d'arriver à un partage du marché qui soit *« stable, satisfaisant et crédible »* et qui implique tous les producteurs. *« Si la production britannique ne diminue pas, il n'y aura pas d'arrangement* (...), *car si un pays reste en dehors de l'accord, les autres demanderont aussi à en être exemptés ».*

La plupart des pays producteurs non-OPEP sont d'ores et déjà *« prêts à examiner le problème »* posé, a assuré M. Khalifa. Seuls pour l'instant les pays de la mer du Nord s'y refusent. *« Le temps peut ou non les faire changer d'avis. »* L'Union soviétique, où le ministre koweïtien s'est rendu récemment, a pour sa part réduit, l'année dernière, sa production d'environ 500000 barils par jour et le plan pour 1986 ne prévoit que des hausses minimum qui seront absorbées par le marché intérieur. On peut donc considérer, a-t-il estimé, que *« la baisse des exportations soviétiques observée en 1985 sera permanente ».*

Un exercice futile

D'ici à ce qu'un arrangement général se dégage entre tous les producteurs, *« ce qui peut prendre deux mois, six mois ou plus »*, il est illusoire pour l'OPEP de vouloir seule stabiliser le marché, a-t-il assuré. *« Tenter de définir un objectif précis* (de parts de marché) *pour l'OPEP »* seule avant que les producteurs non membres n'aient accepté un accord, est *« un exercice futile »* qui n'a, selon lui, aucun justification économique. *« Dès le moment où vous souhaitez une part de marché plus importante que la demande résiduelle, vous entrez dans une ère de turbulence des prix, et cela que vous excédiez la demande de 1 ou 2 millions de barils par jour. »* Actuellement, a-t-il estimé, le surplus de pétrole sur le marché mondial se situe entre 1 et 2 millions de barils par jour. *« Nous pouvons certes dire que nous allons diviser entre nous 14 millions de barils par jour, mais nous savons déjà que nous n'arrivons pas à nous tenir à 16 millions de barils par jour. Personne ne nous croira. »*

« A partir de maintenant chacun d'entre nous est affecté », par la chute des prix, a-t-il ajouté. *« Ne cherchons pas les limites de la souffrance de chacun (...). Le problème est qu'il n'y a pas de solution de rechange à un accord »* général entre tous les producteurs. *« Les sacrifices doivent être partagés ; même si l'Arabie saoudite révisait sa production à 2 millions de barils par jour, cela encouragerait de nouveaux dépassements »* par les autres producteurs. M. Khalifa a estimé, à propos du royaume saoudien, qu'on *« ne peut pas demander à un pays de se sacrifier au-delà de ce qu'il veut sacrifier ».*

En ce qui concerne l'évolution des prix, le ministre koweïtien du pétrole s'est refusé à tout pronostic précis – *« Tout est possible... »* Il a toutefois précisé que même à 10 dollars par baril, seuls quelques puits marginaux aux Etats-Unis étaient susceptibles d'être arrêtés. Il a repoussé l'hypothèse d'un accord entre les compagnies et les Etats du Golfe, accordant aux « majors » des marges supérieures afin de les inciter à accroître leurs achats dans le Golfe et à réduire leur production en mer du Nord. *« Ce n'est pas viable et ce n'est pas dans nos intentions »*, a-t-il dit.

Il a reconnu que le Koweït avait également conclu des accords commerciaux dits de *netback* indexant les prix du brut sur la base des cours du marché avec ses clients : *« Je ne peux pas affirmer que nous vendons actuellement au prix officiel. »* Les prix officiels de l'OPEP sont *« momentanément abandonnés jusqu'à ce qu'un accord se dégage »* entre tous les producteurs. Le ministre koweïtien a toutefois jugé qu'à terme, si les pays producteurs de brut *« souhaitent maintenir la stabilité »* des prix, ils devront revenir à *« un prix de référence »* et à des *« différentiels selon les qualités »*, en appliquant toutefois un système *« plus fexible que par le passé ».*

M. Khalifa s'est enfin déclaré *« serein »* sur les perspectives à long terme du marché pétrolier. *« La demande montrait déjà, l'an passé, des signes de reprise même aux anciens prix ».* Cette reprise *« pourrait être accélérée par la chute des cours ».* Or, en même temps, *« l'offre de pétrole brut des pays non membres de l'OPEP se réduira. Les deux courbes vont se croiser, peut-être en 1990, 1991 ou 1992 ».* Le ministre du Koweït n'a pas démenti qu'un accord ait été conclu très récemment, comme l'assurent des sources diplomatiques dans le Golfe, entre les compagnies seoudiennes et irakiennes afin de renouveler pour un an la vente, pour le compte de l'Irak, du brut produit dans la zone neutre – partagé entre l'Arabie saoudite et le Koweït.

VÉRONIQUE MAURUS.

PÉTROLE : LE CONTRE-CHOC

L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESSEC) de Paris-X-Nanterre et *le Monde* organisent une conférence-débat, lundi 3 mars à *12 h 30 à l'université de Paris-X*-Nanterre, bâtiment G, amphi A sur le thème : « pétrole » : le contre-choc. Avec la participation de MM. Syrota, directeur de l'énergie au ministère du redéploiement industriel ; Carpentier, conseiller économique à la Compagnie française des pétroles ; Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières. Le débat sera animé par Bruno Dethomas, chef du service économique du *Monde.*

★ AISSEC-Paris-X, 200 avenue de la République, 920001 Nanterre-Cedex.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 février

Nouvelle et forte avance

Après un démarrage fulgurant à la veille du week-end, avec une hausse de 3,5 % pour un début du nouveau mois boursier, les valeurs françaises ont poursuivi leur avance lundi 24 février, à un rythme un peu moins rapide mais très soutenu : 2,78 % « seulement » ; on ne peut pas exploser tous les jours.

Près d'une dizaine de valeurs ont vu, néanmoins, leur cotation différée en raison de l'afflux des ordres d'achat : Sanofi (+ 14 %), Raffinage et Distribution (+ 13 %), UCB (+ 11 %), Penarroya (+ 10 %), Source Perrier (+ 8 %), Club Méditerranée (+ 7 %).

Parmi les autres hausses notables, citons Lafarge (+ 8 %), Peugeot (+ 4,8 %), Carrefour (+ 3 %), valeur au plus haut historique, ainsi que la Compagnie du Midi (+ 6 %), qui va déposer une nouvelle surenchère sur les actions Providences SA, dont la cotation a été à nouveau suspendue. Quelques reculs, tout de même, mais assez légers, après des avances spectaculaires : Crédit foncier de France (– 5 %), Ciments français (– 5 %), UIA Banque, Darty, Schneider.

D'une manière générale, la frénésie a été un peu moins grande lundi, mais les ordres d'achat en provenance de l'étranger sont restés extrêmement nourris, les Japonais commençant à se manifester très activement. La nouvelle baisse du dollar commercial, qui s'approche de 7 F, ne peut qu'encourager les achats « monétaires » d'investisseurs étrangers soucieux de se prémunir contre un nouveau recul de la devise américaine.

Sur le marché des obligations, la demande reste forte, avec, également, des achats étrangers.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 100 F à 77 950 F et le napoléon a gagné 7 F à 558 F.

NEW-YORK

Un autre record, mais de justesse

Pour la deuxième fois consécutive, le Dow Jones a franchi, lundi, la barre des 1 700 à New-York, s'élevant même un instant à la cote 1 709,75. Mais, sur l'afflux des ventes bénéficiaires, la plus grande partie du terrain initialement gagné a été reperdue. A la clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait néanmoins à 1 698,27, un autre niveau record atteint de justesse (+ 0,57 point).

Le bilan de la séance a, toutefois, été négatif. Sur 2 078 valeurs traitées, 922 ont baissé, 793 ont monté et 363 n'ont pas varié.

Après plus de 195 points de hausse enregistrée depuis le 22 janvier dernier, une réaction technique était inévitable, salutaire même. Le plus surprenant est que Wall Street ait aussi bien résisté. En fait, la Bourse américaine a réagi très positivement à la fermeté du marché obligataire favorisée par la détente observée sur le front monétaire et l'espoir que la Réserve fédérale maintiendra une politique de crédit assez souple.

L'optimisme continuait de régner autour du Big Board. Certains spécialistes estimaient, toutefois, que, la période d'euphorie passée, le marché pourrait maintenant consolider ses positions aux alentours des 1 600 points de l'indice Dow Jones. Mais ils n'en étaient pas persuadés tant les liquidités sont abondantes. L'activité a porté sur 144,67 millions de titres, contre 177,60 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 21 fév.	Cours du 24 fév.
Alcoa	45 3/4	45 3/4
A.T.T.	22 3/8	22 1/8
Boeing	60 1/8	61 3/8
Chase Manhattan Bank	37 7/8	38
Du Pont de Nemours	72 1/2	71 7/8
Eastman Kodak	52 3/8	52 7/8
Exxon	52 3/4	53 1/2
Ford	71 3/4	71 1/2
General Electric	78	77 3/8
General Motors	80 1/2	79 3/8
Goodyear	35 3/4	35 5/8
I.B.M.	159 7/8	158 3/4
I.T.T.	42 1/8	42 3/4
Mobil Oil	28 3/4	29 3/8
Pfizer	52 1/8	52 7/8
Schlumberger	29 3/4	30 1/4
Texaco	29	29
U.A.L. Inc.	58 3/4	58 3/8
Union Carbide	86 5/8	89 3/8
U.S. Steel	22 1/4	22 1/4
Westinghouse	49 1/8	48 5/8
Xerox Corp.	69 1/2	70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SOFINCO : 30 % DE PROFITS EN PLUS. – La banque Sofinco (groupe Suez) a dégagé, pour 1985, un bénéfice net de 52 millions de francs, en hausse de 30 %. L'encours de l'établissement a progressé de 20 %, pour atteindre 8,2 milliards de francs. Pour 1986, le groupe Sofinco, dont la Compagnie financière de Suez détient plus de 60 % du capital, estime que ses encours devraient atteindre les 10 milliards de francs.

UNION CARBIDE VEND SA DIVISION « EMBALLAGE ». – L'opération porte sur 230 millions de dollars. L'acquéreur est le groupe Envirodynes Industries de Chicago. Ce désinvestissement se situe dans le cadre de la restructuration du groupe chimique.

***SOLVAY DANS LA PHARMACIE* AMÉRICAINE.** – Le groupe chimique belge s'apprête à racheter pour 117 millions de dollars la firme pharmaceutique américaine Reid-Rowell. Une OPA va être lancée au prix unitaire de 10,875 dollars.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	21 fév.
Valeurs françaises	122,5
Valeurs étrangères	103,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	21 fév.	24 fév.
Indice général	313,9	324,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 février .... 8 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24 fév.	25 fév.
1 dollar (en yens)	182,70	181,85

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	32 40	1 208
5 %	....	0 329
3 % amort. 45-54	....	1 710
Emp. 7 % 1973	7410	..
Emp. 8,80 % 77	124 35	6 702
9,80 % 78/93	100 28	6 122
8,80 % 78/86	99 93	1 808
10,80 % 79/94	103 46	6 148
13,25 % 80/90	108 50	9 682
13,80 % 80/87	108 50	4 991
13,80 % 81/89	110 55	1 550
16,75 % 81/87	110 35	7 710
16,20 % 82/90	120 35	1 908
16 % juin 82	121 50	11 441
E.D.F. 7,8 % 61	....	1 316
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	9 725
Ch. France 3 %	165 40	..
CNB Bques janv. 82	101 60	1 625
CNB Paribas	105 20	1 625
CNB Suez	106	1 625
CNI janv. 82	101 60	1 625
CRH 10,90% déc.85	105 20	1 532

BOURSE DE PARIS Comptant 24 FEVRIER

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	240 20	257 30
A.G.F. (St Cent.)	6100	6740
Amrep	27 80	33 d
André Roudière	249	250
Applic. Hydraul.	606	606
Arbel	100	102
Astorg	275	275
Avenir Publicité	1240	1240
Bain C. Monaco	565	568
Banque Hypoth. Eur.	388	....
B.G.I.	332	....
Blanzy-Ouest	509	500
B.N.P. Intercontin.	265	275 60 d
Bénédictine	3849	....
Bon-Marché	493 50	500
Calif	718	740
Cambodge	298	301 d
C.A.M.E.	156	160
Campenon Bern.	245	240
Carbone-Lorraine	450	460
C.E.G.Frig.	598	....
Centen. Blanzy	1630	1780 d
Centrest (Ny)	152 90	152 90
Cerabati	84	90 d
Chambourcy (M.)	1130	1100
Champex (Ny)	139	134
C.I. Maritime	530	533
Ciram (B)	227 60	253 d
Clause	960	985
Cofradel (Ly)	545	576 d
Cogifi	421 20	....
Comiphos	360	376
Cie Industrielle	3285	3417
Comp. Lyon-Alem.	359	350 50
Concorde (La)	1612	1676
C.M.P.	17 25	18 d
Crédit (C.F.B.)	552	574
Créd. Gén. Ind.	1052	1161
Cr. Universel (Cie)	950	960
Créditel	176 20	183 20
Darbley S.A.	470	470
Darty Act. d. p.	2170	2100
De Dietrich	1285	1300
Delalande S.A.	1200	1194
Delmas-Vielj. (Fin.)	1020	1060
Didot-Bottin	550	572 d
Drag. Trav. Pub.	69	75 50 d
Eaux Bass. Vichy	1483	1499
Eaux Vittel	1035	1029
Economats Centre	615	615
Electro-Banque	410	420
Electro-Financ.	800	810
Elf-Antargaz	320	321
E.L.M. Leblanc	624	699
Enelf-Bretagne	225	225
Entrepôts Paris	618	....
Epargne (B)	1500	1620
Europ. Accumul.	79 90	79 90
Eternit	2000	2020
Exor	2245	2250
Finalens	221	222
FIPP	155 30	149
Fonc	670	....
Foncière (Cie)	530	560
Fonc. Agache-W.	745	715
Fonc. Lyonnaise	2850	2950
Foncina	381	408 d
Forinter	1110	1065
Fougerolle	105	109 20
France I.A.R.D.	498 30	519
France (La)	5408	5450
From. Paul Renard	846	650
GAN	10240	10970 d
Gaumont	740	750
Gaz et Eaux	2150	2236
Gévelot	315	....
Gr. Fin. Constr.	441	441
Gds Moul. Paris	484	483
Groupe Victoire	3630	3775 d
G. Transp. Ind.	275 60	286 60
Immindo S.A.	439	....
Immivest	345	....
Immobail	482	501
Immobanque	825	825
Immob. Marseille	7300	7350
Immofice	480	490
Invest. (Sté Cent.)	2500	2600
Jaeger	215	219 90
Lafitte-Bail	538	541
Lambert Frères	74	74
Lille-Bonnières	800	832 d
Locabail Immob.	795	827
Loca-Expansion	370	....
Locafinancière	443	445
Locatel	313	....
Lordex (Ny)	168	168
Louvre	1980	1950
Machines Bull	61 20	63 65 d
Magasins Uniprix	195	195
Magnant S.A.	126	129 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Maritimes Part.	297 50	308 40
M. H.	88	84 50
Métal Déployé	400	384
Mors	170	185
Naval Worms	131 30	140 60 d
Navig. (Nat. de)	108 10	112 40
Nicolas	539	556 d
OPB Paribas	430	461 d
Optorg	189	181 40
Origny-Desvroise	309	310
Palais Nouveauté	518	530
Paris France	315	319
Paris-Orléans	240	235
Part. Fin. Gest. Im.	1640	1574
Pathé-Cinéma	233	235
Pechiney (cert. inv.)	274	274
Piles Wonder	1152	1135
Piper-Heidsieck	672	625
P.L.M.	238 20	247 80
Porcher	270	275
Providence S.A.	2560	....
Publicis	1820	1880
Raff. Souf. R.	248	248 80
Révillon	400	400
Rhône-Poul. (c. inv.)	438	440
Ricqlès-Zan	144	144
Rochefortaise S.A.	238 10	....
Rochette-Cenpa	54	56 20
Rosario (Fin.)	220	228
Rougier et Fils	72 20	....
Sacer	204	218 40 d
Saclor	28 80	25 70
SAFAA	280	260
Safic-Alcan	398 50	395
SAFT	1020	1050
Saga	198 40	213 60 d
Salins du Midi	492	492
Santa-Fé	169 50	169 50
Satam	180	....
Saulnes et Corty	71	72
Saunier-Duval	40	40
Savoisienne (M)	135	136
SCAC	311	323 40
Senelle Maubeuge	570	590
S.E.P. (M)	180	185
Serv. Equip. Véh.	60	73 65
Sicli	82	86 10
Sicotel	425	420
Sintra-Alcatel	890	890
Sinvim	266	262 10
Siph (Plant. Hévéas)	295	....
SMAC Acieroïd	80 60	83 70
Sté Générale (c. inv.)	1100	1100
Sofal financière	1235	1280
Sofio	290	295
Soficomi	807	800
S.O.F.I.P. (M)	91	....
Sofragi	950	912
Sopalem	....	....
Souders Autog.	429	....
Sovabail	781	784
Speichim	128	....
S.P.I.	701	705
Spie Batignolles	516	512
Suez (Fin. de)-C.I.P.	1269	1299
Stemi	510	511
Taittinger	1812	1886
Testut-Aequitas	570	548
Tour Eiffel	814	590
Ufiner S.M.D.	550	570
Unibail	819	819
U.A.P.	2271	2382
Un. Imm. France	510	520
Un. Ind. Crédit	950	989
Usinor	7 90	7 70
U.T.A.	2380	2550 d
Vicat	492	500
Virax	183	190 30
Waterman S.A.	438 80	449
Brass. du Maroc	124 30	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	899	....
Alco	436	469
Alcan Alum.	215	211
Algemeine Bank	1510	1570
American Brands	520	521
Am. Petrofina	290	....
Arbed	515	....
Asturienne Mines	135	137
Bco Pop Espanol	145	158
Banque Morgan	475	475
Banque Ottomane	1138	....
B. Régl. Internat.	34500	....
Br. Lambert	447	452
Canadian-Pacific	88 95	89 10
Commerzbank	950	....
Dart. and Kraft	315 20	325 90
De Beers (port.)	43 80	....
Dow Chemical	347	376
Dresdner Bank	1224	1209
Gén. Belgique	412	382
Gevaert	810	....
Glaxo	97 10	98
Goodyear	250	255
Grace and Co	384	385
Gulf Oil Canada	77 20	80
Honeywell Inc.	595	580
Hoogovens	225	....
I. C. Industries	309	314
I.H.C. Caland N.V.	65	64
Int. Min. Chem	230	229
Johannesburg	730	760
Kubota	12 20	12 20
Latonia	255	263
Mannesmann	910	....
Midland Bank Plc	48	48
Mineral-Ressourc.	56 05	58 05
Noranda	81 80	83
Olivetti	38 30	39 90
Pakhoed Holding	191	192
Pfizer Inc.	389	387
Procter Gamble	492	492 10
Ricoh Cy Ltd	35 05	35 50
Rolinco	202	202
Robeco	231 50	234 70
Rodamco	370 10	375
Saipem	20	20 30
Shell fr. (port.)	68 20	....
S.K.F. Aktiebolag	291	291
Sperry Rand	395	392 50
Steel Cy of Can.	127	127
Stilfontein	54 50	....
Swedish Match	252	....
Tenneco	275	....
Thorn EMI	45	45
Thyssen c. 1 000	510	....
Toray indust. inc	19 40	....
Vieille Montagne	821	....
Wagons-Lits	820	900 d
West Rand	28	29 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paternelle-R.D.	2601	2600
Alain Manoukian	501	501
BAFIP	950	988
B.I.P.	770	770
Bolloré Technologies	560	560
Calberson	540	562
Cardif	1300	1393 d
Cap Gemini Sogeti	1412	1440
C.D.M.E.	860	855
C. Equip. Elect.	299	299 50
C. Occid. Forestière	122	122
Defes	200	200
Dauphin O.T.A.	1590	1595
Devanlay	940	940
Deville	889	890
Drouot-Assurances	495	500
Editions Belfond	170 80	177 80 d
Elect. S. Dassault	830	835
Expand	265	265
Filipacchi	603	604
Guy Degrenne	820	811
I.C.C.	320	315
IM Informatique	407	405
Loca-Investissement	341	341
Manutan	420	403 20
Merlin Immobilier	500	505
Métallurg. Minière	194 90	197 90
M.M.B	455	455
Navale-Delmas	646	690
Om. Gest. Fin.	312	314
Petit Bateau	305	292 80
Petroligaz	1007	1010
Rezel	850	868
St-Gobain Emballage	1073	1073
S.C.G.P.M.	222	222
Sema-Metra	742	750
S.E.P.	843	876 d
S.E.P.R.	1269	1309
Sofibus	270	271
Valeurs de France	313	316
Molex	290	300

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A	1620	1640
C.E.M.	....	....
Cochery	61 20	....
Copamex	412	416
Dubois Inv. (Casto.)	575	585
Hydro-Energie	285	....
Romento N.V.	129 20	130
S.P.R.	175	182
Ufiner	315	....
Union Brasseries	148 50	149 10

SICAV 24/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	610 88	595 98 ◆
Actions France	403 09	384 81 ◆
Actions sélectives	543 31	518 67 ◆
Aedificand	593 38	566 47 ◆
A.G.F. 5000	448 23	427 90 ◆
A.G.F. ECU	1109 82	1092 43 ◆
A.G.F. Interfonds	418 64	397 76 ◆
A.G.F. Obligations	1075 24	1069 89 ◆
Agfimo	594 74	567 77 ◆
Alsafi	226 04	215 79 ◆
A.L.T.O.	205 51	196 19 ◆
Amérique Gestion	402 95	384 68 ◆
Argonautes	335 86	320 63 ◆
Associc	1136 49	1136 49 ◆
Asticic	1142 05	1108 79 ◆
Bourse-Investiss.	418 16	399 20 ◆
Bred Associations	2485 93	2478 49 ◆
Capital Plus	1549 86	1549 86 ◆
Colombia (ex W.I.)	785 92	750 28 ◆
Convertimmo	339 45	328 39 ◆
Cortal court terme	11516 12	11516 12 ◆
Cortexa	933 64	891 30 ◆
Crédinter	407 19	388 73 ◆
Croiss. Mercure	2264 68	2198 70 ◆
Croiss. Immobil.	532 28	508 14 ◆
Croiss. Prestige	297 39	283 90 ◆
Démétar	12404 29	12404 29 ◆
Drouot-France	522 46	498 77 ◆
Drouot-Investiss.	903 88	862 89 ◆
Drouot-Sécurité	220 70	210 69 ◆
Drouot-Sélection	130 47	124 55 ◆
Ecuric	1072 03	1056 19 ◆
Eficoop Sicav	10603 61	10577 17 ◆
Energie	231 95	221 43 ◆
Eparcic	64141 64	64013 68 ◆
Epacourt Sicav	7548 43	7529 61 ◆
Epargne Associations	25242 36	25186 78 ◆
Epargne-Capital	7208 71	7138 33 ◆
Epargne-Croiss.	1390 77	1327 70 ◆
Epargne-Industr.	648 41	619 01 ◆
Epargne-Inter	607 71	580 15 ◆
Epargne-Long-Terme	1549 49	1508 01 ◆
Epargne-Oblig.	197 83	192 54 ◆
Epargne-Unie	1070 33	1021 79 ◆
Epargne-Valeur	391 41	373 66 ◆
Eparoblig	1187 77	1185 40 ◆
Eurocic	8778 31	8380 25 ◆
Euro-Croissance	490 62	468 37 ◆
Europe Investiss.	1622 11	1548 55 ◆
Financière Plus	24020 73	23782 90 ◆
Foncier Investiss.	997 79	952 54 ◆
Foncival	242 98	231 96 ◆
France-Garantie	305 93	305 32 ◆
France-Investiss.	510 55	487 40 ◆
France-Net	124 54	121 84 ◆
France-Obligations	427 28	423 03 ◆
Francic	337 46	322 16 ◆

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Fructicapi	271 91	267 89 ◆
Fructidor	238 53	235 ◆
Fructifrance	692 86	668 20 ◆
Fructivar	74541 10	74365 21 ◆
Fructi-Première	12146 71	11986 22 ◆
Gestilion	60408 31	60265 67 ◆
Gestion Associations	136 83	133 49 ◆
Gestion Mobilière	630 05	601 48 ◆
Gest. Rendement	484 32	462 36 ◆
Gest. Sél. France	645 16	615 90 ◆
Haussmann Associat.	62428 82	62428 82 ◆
Haussmann court terme	60314 48	60314 48 ◆
Haussmann-Epargne	1238 14	1238 14 ◆
Haussmann Oblimoise	59692 37	59692 37 ◆
Haussmann Obligation	1467 41	1400 87 ◆
Horizon	1112 20	1079 81 ◆
I.M.S.I.	543 70	519 05 ◆
Indo-Suez Valeurs	864 32	834 20 ◆
Ind. française	12809 28	12362 04 ◆
Interoblig.	11013 67	10690 07 ◆
Interselect France	393 58	375 74 ◆
Intervaleurs Indust.	587 80	561 15 ◆
Invest. net	13211 14	13184 77 ◆
Invest. Obligataire	16014 24	15982 28 ◆
Invest. Placements	1021 13	974 83 ◆
Japacic	130 90	124 96 ◆
Laffitte-crt-terme	123801 12	123801 12 ◆
Laffitte-Expansion	773 41	738 34 ◆
Laffitte-France	303 13	289 38 ◆
Laffitte-Japon	264 67	252 67 ◆
Laffitte-Oblig.	148 51	141 78 ◆
Laffitte-Placements	119336 64	119336 64 ◆
Laffitte-Rend.	205 36	196 06 ◆
Laffitte-Tokyo	982 44	937 89 ◆
Lion-Associations	11057 26	11057 26 ◆
Lion-Institutionnels	22631 41	22574 97 ◆
Lionplus	87714 84	86460 34 ◆
Livret portefeuille	542 12	526 33 ◆
Méditerranée	124 80	119 14 ◆
Mondiale Investissem.	415 92	397 06 ◆
Monecic	58619 70	58619 70 ◆
Multi-Obligations	420 42	401 36 ◆
Mutuelle Unie Sél.	132 41	128 41 ◆
Natio-Assoc.	6311 54	6298 94 ◆
Natio-Epargne	13836 51	13698 62 ◆
Natio-Inter	971 28	945 28 ◆
Natio-Obligations	472 90	460 24 ◆
Natio-Patrimoine	1257 43	1223 76 ◆
Natio-Placements	61073 79	61073 79 ◆
Natio-Revenu	1046 98	1035 62 ◆
Natio-Sécurité	50848 13	50848 13 ◆
Natio-Valeurs	876 85	845 20 ◆
Nord-Sud Développ.	1148 78	1146 47 ◆
Oblicoop Sicav	1362 40	1325 88 ◆
Oblifice	1040 95	1013 09 ◆
Orème-Gestion	121 91	118 38 ◆
Paneurope	736 21	702 83 ◆

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Paribas Epargne	14370 47	14313 22 ◆
Paribas Gestion	578 10	551 89 ◆
Pareste-Valor	1083 75	1082 69 ◆
Patrimoine-Retraite	1499 53	1470 13 ◆
Phénix Placements	267 10	265 77 ◆
Pierre Investiss.	662 10	632 08 ◆
Placement crt-terme	65160 58	65160 58 ◆
Placement J	51194 24	51194 24 ◆
P.M.E. St-Honoré	333 09	317 99 ◆
Priv'Association	21632 88	21632 88 ◆
Province Investiss.	444 16	424 02 ◆
Rentacic	159 37	157 01 ◆
Revenus Trimestriels	5643 15	5587 28 ◆
Revenu Vert	1108	1108 89 ◆
St-Honoré Assoc.	13090 10	13024 98 ◆
St-Honoré Bio-aliment.	570 25	544 39 ◆
St-Honoré Pacifique	420 75	401 67 ◆
St-Honoré Réel	10928 04	10873 67 ◆
St-Honoré Rendement	12375 33	12313 76 ◆
St-Honoré Technol.	689 01	657 77 ◆
St-Honoré Valor	11203	11114 09 ◆
Sécuricic	10671 10	10680 44 ◆
Sécur. Mobilière	397 23	379 22 ◆
Sél. court terme	12407 46	12315 09 ◆
Sicaden (Casden BP)	727 17	716 42 ◆
Sicav-Associations	1293 19	1290 60 ◆
S.F.I. fr. et étr.	518 05	494 56 ◆
Sicavimmo	695 08	663 58 ◆
Sicav 5000	302 70	294 60 ◆
Slivafrance	457 96	445 72 ◆
Slivam	369 59	359 70 ◆
Slivarente	213 96	208 23 ◆
Slivinter	351 16	341 76 ◆
S.I.-Est	1185 19	1131 45 ◆
S.I.G.	844 34	805 68 ◆
S.N.I.	1098 95	1047 21 ◆
Sofinvest	499 25	476 61 ◆
Sogepargne	368 88	353 62 ◆
Sogevar	959 50	915 99 ◆
Sogeinter	1181 48	1127 90 ◆
Soleil Investiss.	445 58	425 37 ◆
Technocic	1147 81	1095 76 ◆
U.A.P. Investiss.	376 02	358 97 ◆
Uni-Associations	107 29	107 29 ◆
Unifrance	396 94	378 94 ◆
Unifoncier	1136 75	1085 20 ◆
Uni-Garantie	1262 29	1237 51 ◆
Unigestion	782 27	746 80 ◆
Uni-Japon	1096 22	1046 51 ◆
Uni-Régions	2186 90	2087 73 ◆
Unirente	2116 25	2046 66 ◆
Univer	161 17	161 17 ◆
Univers-Obligations	1311 68	1288 55 ◆
Valorem	445 67	434 80 ◆
Valorg	1374 25	1372 88 ◆
Valrel	73361 53	73288 24 ◆

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1546	4,5 % 1973	1570	1530	1531	– 2 48
3700	C.N.E. 3%	3723	3735	3735	+ 0 32
1056	B.N.P.	1059	1058	1058	– 0 09
1132	C.C.F.	1132	1132	1137	+ 0 44
1990	Electricité T.P.	2050	2055	2060	+ 0 48
220	Elf-Aquitaine	224 50	233	234	+ 4 23
205	– (certific.)	209	216	219	+ 4 78
1830	Epeda-B-Faure	1845	1910	1910	+ 3 52
2030	Essilor	2200	2310	2310	+ 5
385	Esso S.A.F.	371	376 50	386	+ 4 04
200	Olida-Caby	215	225	225	+ 4 65
470	Opfi-Paribas	495	535	535	+ 8 08
3100	Oréal (L')	3290	3288	3276	– 0 42
310	Papet. Gascogne	372	379 50	379 50	+ 2 01
1420	Paris-Réescomp	1500	1800	1805	+ 7
905	U.I.S.	920	921	921	+ 0 10
530	U.C.B.	550	615	610	+ 10 90
580	Valéo	594	564	564	– 5 05
197	Vallourec	214	233	233	+ 8 87
3620	V. Clicquot-P.	3620	3690	3690	+ 1 93
29	Hitachi	28 60	29 45	29 50	+ 3 14
940	Hoechst Akt.	959	965	965	+ 0 62
91	Imp. Chemical	91	101 70	101 70	+ 11 76
98	Inco. Limited	101	104 80	104 80	+ 3 76
1130	IBM	1168	1168	1151	– 1 46
37	East Rand	37 90	38 10	38	+ 2 70
250	Electrolux	251 80	252 50	252 50	+ 0 27
240	Ericsson	240	242 30	242 30	+ 0 95
370	Exxon Corp.	379	382 70	382 70	+ 0 97
500	Ford Motors	535	532	532	– 0 56
....	Freegold	....	92 20	93 50	– 33 21
91	Gencor	94 90	95 80	95	+ 0 10
535	Gén. Electr.	554	559	559	+ 0 90
365	Gén. Belgique	412	380	382	– 7 28
575	Gen. Motors	592	593	593	+ 0 16
48	Goldfields	49 50	50	50	+ 1 01
40	Gd Metropolitain	41 50	43 30	43 60	+ 5 06
90	Harmony	94 60	97 90	95	+ 0 42
2350	Siemens A.G.	2385	2315	2310	– 3 14
140	Sony	140 90	145 50	145 50	+ 3 26
145	T.D.K.	152 50	153 20	153 20	+ 0 46
14	Toshiba Corp.	14 20	14 50	14 50	+ 2 11
1010	Unilever	1021	1024	1024	+ 0 29
376	Unit. Techn.	384 20	386 50	386 50	+ 0 59
595	Vaal Reefs	625	628	626	+ 0 16
315	Volvo	319	321 50	321 50	+ 0 78
290	West Deep	306	311	304	– 0 65
485	Xerox Corp.	496	500	500	+ 0 80
1 58	Zambia Corp.	1 70	1 70	1 69	– 0 58

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 113	7 025	6 750	7 300
ECU	6 647	6 647	....	....
Allemagne (100 DM)	307 040	307 240	298	315
Belgique (100 F)	14 991	15 002	14 450	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	271 850	271 800	263 500	280 500
Danemark (100 krd)	83 310	83 290	79	86
Norvège (100 k)	98 470	98 280	94 500	101
Grande-Bretagne (£ 1)	10 262	10 274	9 950	10 600
Grèce (100 drachmes)	4 990	4 988	3 800	5
Italie (1 000 lires)	4 513	4 517	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	367 250	368 190	356	375
Suède (100 krs)	96 800	96 460	93 500	100
Autriche (100 sch)	43 700	43 745	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	4 879	4 879	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 700	4 690	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 116	5 088	4 850	5 250
Japon (100 yens)	3 880	3 865	3 710	3 880

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/2
Or fin (kilo en barre)	78250	78000
Or fin (en lingot)	78050	77950
Pièce française (20 fr)	551	558
Pièce française (10 fr)	478	.....
Pièce suisse (20 fr)	521	540
Pièce latine (20 fr)	495	491
Souverain	626	624
Pièce de 20 dollars	3540	3480
Pièce de 10 dollars	1780	1780
Pièce de 5 dollars	1290	.....
Pièce de 50 pesos	3180	3210
Pièce de 10 florins	516	520
Or Londres	339	343 35
Or Zurich	338 50	343
Or Hongkong	340 50	342 50
Argent Londres	5 88	5 91

(Publicité)

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

AVIS

préfet, commissaire de la République du département de la Nièvre :

instruction administrative est ouverte sur le projet de deux circuits 400 KV Belleville - Saint-Eloi - Bayet, modifié du poste de Saint-Eloi, sur le territoire de la commune de

projet modificatif comporte une étude d'impact complémentaire à la disposition du public, pendant un mois, à compter 1986 aux lieux, jours et heures ci-après :

la préfecture de la Nièvre, NEVERS, 58019 Cedex, lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h 30.

la mairie de Saint-Eloi aux jours et heures d'ouverture de celle-ci au public

la direction régionale de l'industrie et de la recherche, cité administrative Dampierre, 6, rue Chancelier-de-l'Hôpital, 21035 Dijon cedex, lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h

pourra faire part de ses observations sur le registre ouvert

A Nevers, le 19 février 1986
Le préfet, commissaire de la République,
Jacques Fournet

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

alain manoukian

CHIFFRE D'AFFAIRES 1985 : + 30 %
RÉSULTAT NET : + 35 %

trimestre 1985, la société Alain Manoukian a réalisé un CA de MF pour la période correspondante de l'année précédente ; ensemble de l'exercice 1985, le CA s'élève à 360,8 MF contre 278,1 MF.

bénéfice net après impôt, bien que non encore définitivement estimé à 26 MF, contre 18,6 MF pour l'exercice précédent, est légèrement supérieurs aux prévisions formulées lors de l'introduction au marché de la Bourse de Lyon, en octobre dernier.

EPARCIC
Société d'investissement à capital variable
groupe cic

Conseil d'administration d'EPARCIC le 20 février 1986, sous la présidence de M. Jacques Guennet, a arrêté les comptes de son premier exercice d'une durée exceptionnelle de mois, clos le 31 décembre 1985

proposé à la prochaine assemblée des actionnaires la mise en paiement d'un dividende net de assorti d'un impôt déjà payé de 6,10 F, soit un dividende 36,47 F

Au 31 décembre 1985, le nombre de 17 453 actions en circulation, le montant de l'actif net s'élevait à 1 072 103 554,43 F, et la valeur liquidative par action ressortait à 61 428 F traduisant une hausse de 22,15 % par rapport à la date d'ouverture.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour procéder à une division des actions par vingt-cinq afin de rendre la SICAV plus accessible à l'ensemble des épargnants.

mission étant close.
publié à titre d'information

février 1986

National

UX VARIABLE 1986-1996

ion d'obligations à taux fixe
lement partiel

00 000 000

INDUSTRIEL
RCIAL DE PARIS

EMACHY & ASSOCIÉS

NCE) S.A. BANQUE LA HÉNIN

CASDEN-BANQUE POPULAIRE

NTIE ET DE PLACEMENT

Le Monde

A L'OUVERTURE DU XXVIIe CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev critique sévèrement l'« inertie » et la « stagnation » de l'ère Brejnev

De notre correspondant

Moscou. – Le vingt-septième congrès du PC soviétique s'est ouvert, ce mardi 25 février, par le rapport d'activité de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le secrétaire général a lu ce document à la tribune pendant près de six heures devant quatre mille neuf cent quatre-vingt-treize délégués soviétiques et quelques centaines d'invités étrangers. Son discours était retransmis en direct par la télévision soviétique.

Les correspondants occidentaux, *qui avaient choisi de rester au centre* de presse installé à bonne distance du Kremlin, n'avaient donc pas, à part la traduction simultanée, un meilleur accès à l'information que *les quelques dizaines de millions* de Soviétiques qui se trouvaient au même moment devant le petit écran. Aucun journaliste occidental ne se trouvait au Palais des congrès, moderne bâtisse de marbre construite par Khrouchtchev dans l'enceinte des murs de brique rouge du Kremlin.

M. Egor Ligatchev *présidait cette* première séance. La grand-messe des communistes soviétiques était donc d'emblée placée sous le double patronage qui correspond à la réalité du pouvoir en URSS. M. Gorbatchev en est le chef apparemment *incontesté*. M. Ligatchev est le numéro deux, chargé à la fois de l'idéologie et de la politique internationale du parti, puisqu'il a salué le premier les délégations étrangères. Il a annoncé avec satisfaction qu'étaient présentes dans la salle cent cinquante-deux délégations de *« partis communistes ouvriers, sociaux-démocrates et autres »*, venus de cent treize pays. Les onze membres du bureau politique étaient alignés derrière la tribune. Outre MM. Gorbatchev et Ligatchev, se trouvaient donc là MM. Aliev, Vorotnikov, Gromyko (chef nominal de l'Etat), Kounaiev, Ryjkov (premier ministre), Solomentsev, Tchebrikov (président du KGB), Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, et Chtcherbitsky.

M. Gorbatchev a commencé à lire son rapport d'activité un quart d'heure après la cérémonie d'ouverture. Le secrétaire général a estimé que la tâche des communistes soviétiques est d'allier *« grandeur et réalisme »*. Il faut, selon lui, faire correspondre *« les projets du parti aux espoirs et aux attentes de chaque individu (...). Il s'agit de savoir ce que sera l'Union soviétique au commencement du vingt et unième siècle, quel sera le visage du socialisme dans l'arène internationale, quel sera l'avenir de l'humanité. »*

Des raisons subjectives

M. Gorbatchev a décidé d'entrée de jeu de critiquer l'ère brejnévienne. *« La direction du parti*, a-t-il dit, *estime de son devoir de parler franchement et sans détour à notre peuple de nos négligences dans la vie politique et pratique, des tendances négatives dans l'économie, la sphère sociale et spirituelle, et des causes de ces phénomènes. Pendant un certain nombre d'années, les actions pratiques des organismes du parti et de l'Etat retardaient sur les impératifs du temps, de la vie elle-même (...), avant tout pour des raisons subjectives. Les problèmes dans le développement du pays augmentaient plus vite qu'ils ne se résolvaient. L'inertie, l'immobilité des formes et des méthodes de gestion, la baisse du dynamisme dans le travail, la montée de la bureaucratie, tout cela a causé un tort important. Des phénomènes de stagnation ont commencé à se manifester dans la vie de notre société. »*

« La situation exigeait des changements, a poursuivi M. Gorbatchev, *mais une curieuse psychologie a commencé à l'emporter dans les organismes centraux, ainsi qu'au niveau local : on se demandait comment améliorer les choses sans rien changer. Mais cela ne se passe pas comme ça, camarades ! Tu t'arrêtes un instant, comme on dit, et voilà que tu prends une verste (1) de retard. On ne peut pas se soustraire au règlement de problèmes venus à maturité. Pareille attitude coûte trop cher au pays, à l'Etat, au parti. Il faut que nous le disions à haute et intelligible voix ! »*

Les délégations étrangères

Les numéros un des pays de l'Est étaient conviés à assister à cette dénonciation de l'immobilisme brejnévien. Tous, en effet, sont présents dans la salle.

La *Pravda* de ce mardi 25 février les énumère dans l'ordre alphabétique habituel *pour éviter les froissements* nationalistes ou... un éventuel classement en fonction de la docilité de chacun. M. Fidel Castro, qui, jusqu'au dernier moment, a entretenu l'incertitude sur ses intentions, est venu comme il y a cinq ans.

La Chine n'est pas davantage représentée qu'au vingt-sixième congrès. La doctrine de Pékin, récemment réaffirmée par des diplomates chinois en poste à Moscou, est la suivante : la Chine et l'URSS ont des relations d'Etat à Etat qui peuvent *éventuellement s'améliorer*, mais n'ont plus depuis longtemps de relations de parti à parti.

Les communistes français sont représentés comme au vingt-cinquième et au vingt-sixième congrès par un membre du bureau politique, M. Gaston Plissonnier. Les communistes italiens, de leur côté, ont envoyé l'équivalent protocolaire de M. Plissonnier, un membre de la direction du PCI : M. Ugo Pecchioli.

Les deux grands PC occidentaux se distinguent donc une fois de plus des autres formations communistes, qui ont généralement dépêché à Moscou leur secrétaire général. C'est le cas par exemple du PC portugais (M. Cunhal) et ouest-allemand (M. Mies). D'autres se singularisent par la présence de deux délégations, l'une « orthodoxe » et l'autre « eurocommuniste ». On trouve ainsi côte à côte, dans la liste de la *Pravda*, MM. Ignacio Gallego, secrétaire général du petit PC prosoviétique d'Espagne, et Sanchez Montero, représentant officiel du Parti communiste espagnol, en délicatesse avec Moscou depuis des années.

Les communistes *finlandais*, de leur côté, ont eu gain de cause après une partie de bras de fer qui a duré des semaines. Moscou n'avait, à l'origine, invité que la fraction « stalinienne » du parti. L'épisode était d'autant plus bizarre que pour la première fois le Parti social-démocrate finlandais (au pouvoir) était représenté à un congrès du PC soviétique. Les sociaux-démocrates étaient les bienvenus, et pas les communistes... Après des négociations compliquées et des tergiversations *sans fin*, seul le PC finlandais *en* tant que tel était présent en la personne de M. Aalto, président du parti. La minorité prosoviétique, cajolée par Moscou depuis des années, n'est plus mentionnée nulle part. Tass effectuant un virage à 180 degrés, ne cite que la formation « eurocommuniste » de M. Aalto.

Le représentant du PC philippin, M. Manguidouios, assiste aux travaux du congrès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Ancienne unité russe de mesure équivalant à un peu plus de 1 kilomètre.

M. Reagan a proposé d'éliminer les missiles à moyenne portée avant la fin de la décennie

Confirmant les indications données antérieurement par la presse américaine, M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré lundi 24 février que M. Reagan a proposé, dans un message parvenu dimanche à M. Gorbatchev, *« l'élimination d'ici à la fin de cette décennie »* des missiles nucléaires de portée intermédiaire américains et soviétiques en Europe et en Asie. A propos, en revanche, de l'élimination totale des armes nucléaires de toute portée, M. Reagan estime que *« de nombreux détails proposés par le plan soviétique ne peuvent manifestement pas être examinés pour le moment ». « De notre point de vue*, a ajouté le porte-parole, *l'élimination totale des armes nucléaires nécessitera en même temps la correction du déséquilibre des forces conventionnelles et autres, le respect total des traités existants et à venir, la résolution pacifique des conflits régionaux* (...) *sans ingérence extérieure, et un engagement vérifié de l'Union soviétique en faveur de la compétition pacifique. »*

M. Speakes a précisé par ailleurs que les *Etats-Unis ne peuvent* accepter le gel des forces françaises et britanniques prévu par la proposition de M. Gorbatchev et qu'ils ont intégré dans leur projet, à la demande de Tokyo, les SS-20 soviétiques braqués sur l'Asie. Ce projet a été déposé lundi sur la table des négociations de Genève par la délégation américaine.

Tandis que les gouvernements alliés des Etats-Unis, notamment à Bonn, à Londres et à La Haye, ont expressément approuvé le plan américain, celui-ci a fait l'objet de critiques anticipées de l'agence Tass. Se référant aux indications fournies par la presse américaine à ce sujet, l'agence soviétique affirme lundi que la réponse américaine *« ne va pas au-delà d'une répétition de la position non constructive connue des Etats-Unis* (...) *et constitue une manœuvre de propagande destinée à justifier l'absence de volonté de Washington de prendre des mesures réelles »* de désarmement. – *(AFP.)*

● *Extradition prochaine des Etats-Unis vers Israël d'un ancien nazi.* – La Cour suprême a rejeté, lundi 24 février, à l'unanimité et sans commentaires, le recours déposé par un ancien nazi d'origine ukrainienne, John Demjanjuk, contre son extradition vers Israël. Elle a ainsi confirmé un arrêt rendu en octobre dernier par une cour d'appel fédérale, qui estimait la mesure justifiée. Demjanjuk est accusé d'avoir tué des dizaines de milliers de prisonniers dans le camp nazi de Treblinka (Pologne) pendant la guerre. Tous les recours judiciaires possibles étant maintenant épuisés, l'extradition devrait être exécutée dans les prochains jours. – *(AFP.)*

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

MARDI 25 FÉVRIER
« le Monde » reçoit
JOHN FRETWELL
ambassadeur de Grande-Bretagne en France
avec PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 26 FÉVRIER
Allô « le Monde »
47-23-52-97
HAITI APRÈS BABY DOC
avec DENIS-HAUTIN-GUIRAUT
émission présentée par JEAN LE BAIL

La fin de la « cassa integrazione »

LES ANCIENS SALARIÉS DE LA FIAT EN APPELLENT AU COLONEL KADHAFI

Est-ce la fin de la *« cassa integrazione »*, ce mirage italien qui a tellement fait rêver tous ceux qui cherchaient désespéremment des solutions sans douleur au chômage dû aux restructurations industrielles ?

D'ici le mois de juillet prochain, le système devra disparaître. La direction du groupe Fiat et les syndicats, préoccupés par l'échéance, n'ont plus guère de temps devant eux pour trouver une solution de remplacement satisfaisante à ce qui était apparu comme une facilité.

Depuis cinq ans et demi, des salariés de l'entreprise automobile sont payés par la *cassa integrazione* avec des indemnités qui correspondent à 90 % de leur ancien revenu. Certains ont certes retrouvé un emploi, d'autres ont été réintégrés dans la société – cinq cents encore récemment, – mais il n'est pas possible de laisser les cinq mille sept cents derniers *cassa integrati* dans une situation qui s'éternise.

Que vont-ils devenir ? Pour les plus âgés, il semble que la solution sera d'utiliser la loi sur la retraite anticipée à cinquante ans, promise par le ministre du travail italien, M. Gianni De Michelis. Mais cela ne sera pas le cas pour tout le monde. Les *« désespérés »*, comme on les appelle en Italie, ont eu l'idée, le 19 février, de s'adresser à l'un des actionnaires de la Fiat, le colonel Khadafi puisque la Libyan Arab Foreign Investment Bank détient 14 % des actions du groupe. Ils ont donc remis une lettre à l'ambassade de Libye à Rome. Ils ont souligné, à cette occasion, que le colonel Khadafi a déjà apporté, par le passé, une aide financière aux mineurs britanniques en grève.

Cet appel est significatif, pour un dispositif qui s'achève sur une impasse. A l'origine, la *cassa integrazione* n'avait pas été prévue pour traiter socialement les licenciements massifs mais avait été créée pour le chômage partiel. Parce qu'elle n'avait pas d'autre moyen de diminuer ses sureffectifs, la Fiat avait inauguré un usage qui a ensuite beaucoup servi pour mener à bien les restructurations industrielles en Italie.

Les licenciés étaient considérés comme des salariés en chômage technique permanent et, sans que le contrat de travail ne soit rompu, *ils* étaient pris en charge par la *cassa integrazione*. Cette méthode avait plusieurs avantages immédiats : les employeurs évitaient ainsi un conflit *et, de plus, réalisaient des économies* substantielles.

ALAIN LEBAUBE.

A lire dans Globe n°4

Sur le vif

Patte blanche

Bon, allez, d'accord, j'arrête de bouder. Je savais que vous alliez vous rouler à mes pieds et me supplier de recommencer à me moquer du monde... politique. Ça n'a pas manqué. Vous m'avez demandé pardon, vous m'avez écrit : Soyez pas fâchée, on le fera plus, promis, juré, vous pouvez vous payer la tête de qui vous voulez, on ne vous demandera pas de comptes. On n'exigera pas de voir votre carte de tel ou tel parti pour être sûr que, même si vous parlez mal, vous pensez bien ».

Tiens, à propos de carte, vous avez vu le coup de Mourousi, *hier* à TF 1. Il se pointe pour présenter *le journal de 13 heures. Il n'a* pas pu entrer. Le vigile de service rue Cognacq-Jay lui demande son laissez-passer : *Je ne l'ai pas, je l'ai oublié chez moi.* En ce cas, M'sieur Mourousi, va falloir que l'hotesse d'accueil appelle le bureau de M. Mourousi pour savoir si vous êtes attendu.

Génial, non ?

Ce matin j'entendais à la radio que les imprimeurs croulent sous les commandes de badges et de cartes d'accès. Déjà, maintenant, dans les ministères, partout, faut montrer patte blanche.

Alors, *qu'est-ce que ce sera au* lendemain des élections ! Ils vont être tout un tas à vouloir s'introduire à Matignon en criant : C'est moi ! C'est moi ! C'est moi ! Et *l'huissier*, imperturbable : Qui c'est vous ? Vos papiers, s'il vous plaît. M'sieur Chirac ? M'sieur Chaban ? M'sieur Giscard ? M'sieur Lang ? Désolé. C'est pas ce qui est marqué sur mon livre. Moi, j'ai là : N'autoriser l'entrée de la rue de Varenne qu'à M. Poperen.

A *l'Elysée, pareil.* A la *place* de Mitterrand, à partir du 16 mars inclus, j'en bougerais plus. Je me barricaderais dans les appartements privés. Il paraît *qu'ils sont super-sophistiqués*, pas très cosy, et qu'il n'y met jamais les pieds, mais bon, tant pis. *S'agira plus de rigoler. S'il* sort, il *risque de ne plus pouvoir* rentrer. Même par la porte de service réservée à Jaruzelski. Le concierge va y veiller : Qui vous êtes ? Le président de la *République* ? Vous vous foutez de moi ? Il est déjà passé. Avec Madame. Même qu'il lui a dit : Allons, Eve, pressons ! Mettons-nous à l'abri des miasmes du microcosme en ébullition.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort de Claude Hettier de Boislambert ancien chancelier de l'ordre de la Libération

Nous apprenons le décès de M. Claude Hettier de Boislambert, ancien chancelier de l'ordre de la Libération, survenu le 22 février. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Sallenelles (Calvados).

La chasse et la guerre

Claude Hettier de Boislambert, qui fut le premier officier à rallier à Londres, le 19 juin 1940, le général de Gaulle et devint, jusqu'en 1978, chancelier de l'ordre de la Libération, a eu une des carrières les plus *mouvementées* et les plus aventureuses des fidèles de la France libre.

Cet aristocrate de vieille souche normande était né le 26 juillet 1906 à Hérouvillette (Calvados), au hameau de Sainte-Honorine-la-Chardonnerette. Fortuné, il est ce qu'on appelait à la Belle Epoque un sportsman accompli. Passionné de chasse et de voyages, il parcourt l'Europe et l'Afrique, chasse chez Goering, traque l'éléphant au Kenya, et le loup en Pologne.

En 1940, après avoir combattu dans un groupe de reconnaissance de cavalerie, il est affecté à une mission de liaison auprès de l'armée britannique en France. Le 17 juin 1940, à Brest, il réussit a s'embarquer à bord du paquebot *Guinean* avec les membres de sa mission. Deux jours plus tard, il se présente au général de Gaulle, qui le fait entrer dans son état-major.

En août, avec le capitaine de Hauteclocque, dit Leclerc, et M. René Pleven, il participe, dans des circonstances rocambolesques, au ralliement du Cameroun à la France libre du Cameroun et s'empare à Pointe-Noire de cinq cargos français.

Lors de l'expédition de Dakar, il se fait débarquer clandestinement pour s'efforcer de rallier des militaires français. C'est un échec. Boislambert s'efforce de gagner la Gambie, mais, après une poursuite de cinq jours, il est arrêté et emprisonné à Bamako, dans des conditions fort rudes, puis ramené en France. Un tribunal militaire, après neuf mois de prison préventive, le condamne à mort. Sa condamnation est commuée par Pétain en travaux forcés à perpétuité. Le 2 décembre 1942, il s'évade de la prison de Gannat (Puy-de-Dôme), passe deux mois dans la clandestinité. Un avion Lysander le ramène à Londres, où il reprend place au cabinet du général de Gaulle.

Celui-ci le charge de mettre sur *pied la mission militaire* de liaison administrative qui va s'efforcer – avec un grand succès – d'empêcher la mainmise prévue de l'AMGOT (le gouvernement militaire allié des territoires occupés) qui doit « gouverner » la France libérée. Avec Pierre Laroque, il rétablit partout, au fur et à mesure de l'avance alliée, la souveraineté française.

Nommé délégué à l'Assemblée consultative au titre de la Résistance, il quitte ses fonctions pour devenir, en décembre, gouverneur de la Rhénanie puis de la Rhénanie-Palatinat. Il conservera ses fonctions jusqu'en 1951, où il est élu député RPF de la Manche. Le 20 juin 1960, le général de Gaulle le nomme ambassadeur auprès de la Fédération du Mali, puis, après l'éclatement de celle-ci, du Sénégal, jusqu'en septembre 1962.

Il devient alors chancelier de l'ordre de la Libération, poste qu'il conservera jusqu'en 1978, non sans avoir, en 1974, pris position en faveur de M. Giscard d'Estaing, ce qui provoqua quelques remous.

Claude Hettier de Boislambert était président d'honneur de l'Association nationale des médaillés de la Résistance, du Conseil international de la chasse, des chasseurs de grands gibiers, des chasseurs photographes, des fauconniers de France, et vice-président du Saint-Hubert-Club de France. Une vie consacrée à la chasse et à la guerre...

JEAN PLANCHAIS.

● *L'enlèvement de M. Lorber : une cinquième interpellation.* – Les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur le rapt de M. François Lorber ont interpellé, lundi 24 février, une cinquième personne chez le propriétaire de l'appartement de Saint-Maur (Val-de-Marne) où l'otage avait été détenu. Il s'agit de Bernard Soussi, âgé de trente-cinq ans, connu des services de police pour vols à main armée et ami de N'Gaola et Jean-Pierre Feuillet, deux des ravisseurs (*le Monde* du 25 février).

Les quatre autres personnes interpellées samedi ont été inculpées lundi soir par M. Jean-Claude Pometan, juge d'instruction à Nanterre.

● Tennis : *Tournoi de La Quinta.* – Thierry Tulasne s'est qualifié, lundi 24 février, pour le deuxième tour *de tournoi* de La Quinta (Californie), en battant le Sud-Africain Barry Moir (6-1, 6-4). En revanche, Guy Forget a été éliminé par l'Espagnol José Higueras (6-4, 3-6, 6-2).

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1986 a été tiré à 510 454 exemplaires